

هكسان النحل

« L'Économie » : les taux d'intérêt

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14965 - 7 F

MARDI 9 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVÉ-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Vote de défiance en Hesse

Le résultat des élections municipales en Hesse ne fait que confirmer les impressions recueillies ces derniers mois par la plupart des observateurs de la vie politique en Allemagne. Le malaise grandissant d'une société désorientée face aux défis posés par l'afflux de demandeurs d'asile et les difficultés liées à la réunification s'est traduit dans les urnes par un rejet des « grands partis », la CDU du chancelier Kohl et la SPD de M. Björn Engholm. Pour traduire leur défiance vis-à-vis des formations politiques « établies », une proportion non négligeable d'électeurs a choisi soit de s'abstenir, soit de soutenir l'extrême droite, soit enfin de voter pour les Verts.

Sans exagérer l'importance de cette consultation, qui ne concernait que moins de 10 % du corps électoral de la République fédérale, il faut bien constater qu'elle confirme une tendance déjà apparue l'an passé lors des élections régionales du Bade-Wurtemberg : le parti d'extrême droite de M. Franz Schönhuber, les républicains, s'installe dans l'ensemble du pays, et devient un candidat sérieux à l'entrée au Bundestag en 1994.

S'il devait en être ainsi, c'est tout le jeu politique allemand qui serait bouleversé, et l'on verrait s'ouvrir une période d'incertitude outre-Rhin, avec les répercussions que l'on peut imaginer chez des voisins européens fragilisés par des nouvelles « incertitudes » allemandes. Le chancelier Kohl, qui compte sur son flair politique et un retour au bon moment du « bon sens » de ses concitoyens pour assurer la victoire de la coalition sortante l'an prochain, risque cette fois-ci de se trouver en porte-à-faux.

A trop finasser sur des dossiers aussi brûlants que la réglementation du droit d'asile et la mise en œuvre d'un pacte de solidarité impliquant de lourds sacrifices pour toutes les catégories sociales de l'ouest du pays, la coalition actuelle risque de perdre peu à peu la confiance de la population, et de laisser le champ libre aux démagogues de tout poil. Ce ne peut être qu'une maigre consolation pour le chancelier que de constater qu'en Hesse le Parti social-démocrate a encore plus pâli que la CDU de la désaffection populaire.

DANS cette région, le SPD faisait figure de parti dominant, détenant, en coalition avec les Verts, la majorité au Parlement du Land et dans la plupart des grandes villes. Il a donc subi plus durement le reflux de rejet manifesté contre le pouvoir établi. La SPD devra pourtant s'interroger sur le bien-fondé de sa ligne politique actuelle, la qualité de ses dirigeants, la nature de ses alliances.

S'ils veulent avoir la moindre chance de reconquérir en 1994 un pouvoir perdu deux ans plus tôt, les sociaux-démocrates devront présenter aux électeurs une alternative beaucoup plus nette que celle que ceux-ci percevaient aujourd'hui. La plus vieux parti d'Allemagne serait, sinon, condamné à mourir, ou mieux, le « junior-partner » d'une grande coalition avec la CDU, comme aujourd'hui en Bade-Wurtemberg et à Berlin. Avec le risque de voir s'installer en Allemagne une situation « à l'autrichienne », où la présence au gouvernement des deux grands partis favorise le développement d'une opposition populiste et xénophobe.

Lire page 4
l'article de HENRI DE BRESSON

M0147 - 0309 0 - 7.00 F



Alors que le général Morillon affirme n'avoir vu « aucune trace de massacres »

Les organisations humanitaires font état d'une situation dramatique en Bosnie orientale

L'ONU devait entreprendre, à partir du mardi 9 mars, une mission de secours vers l'enclave musulmane de Srebrenica, assiégée par les forces serbes, pour tenter d'évacuer des centaines de blessés et d'y acheminer des vivres. Les déclarations du général Philippe Morillon, commandant des troupes de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, qui a affirmé, samedi, n'avoir vu « aucune trace de massacres » lors

de sa courte visite à Cerska, vide de ses habitants, sont contraires par des informations du HCR et de radioamateurs qui font état d'une situation dramatique en Bosnie orientale. Serbes et Musulmans de Bosnie doivent se prononcer, en fin de semaine à New-York, sur le plan de paix de MM. Vance et Owen et le découpage de la République en dix provinces autonomes.

Les fantômes de Cerska

TUZLA

de notre envoyée spéciale

Emergent de l'obscurité et du silence, les énormes plafonniers, les uns après les autres, se sont éclairés et la lumière s'est faite éblouissante sur le vide du terrain de basket. Un soldat s'était endormi au milieu de sa garde. Hébert, il tentait de remettre de l'ordre dans le débrailé de sa tenue. Arrivait-il enfin ce que, depuis trois jours, on attendait avec une impatience mêlée de crainte ?

Mais non, le terrain de basket est resté vide. Les centaines de matelas posés à même le plancher, sagement rangés deux par deux avec leurs couvertures grises, n'accueilleraient pas les réfugiés de Cerska, pas cette nuit, pas demain et sans doute pas après-demain non plus. Le centre sportif de Mejdanić s'est transformé pour rien en hôpital de campagne, dans une solidarité fraternelle.

Pour rien la mobilisation des dizaines de médecins ; pour rien l'effort des volontaires qui ont

acheminé ici, par exemple, 300 conteneurs de nourriture pour bébés, 50 de vêtements, 2 tonnes de bœuf en boîte, 1 000 litres de jus de fruit, 2 000 litres de lait, près de 6 000 sacs de couchage. Pour rien les efforts du HCR, de toutes les ONG, MSF, Pharmaciens sans frontières, Action internationale contre la faim.

AGATHE LOGEART

Lire la suite
et nos informations page 3

Le ton Clinton

Un « néo-populisme » dont la France et l'Europe auraient beaucoup à apprendre

Une première rencontre aura lieu, mardi 9 mars, à Washington, entre M. François Mitterrand et le président Bill Clinton.

par André Fontaine

Bill Clinton téléphone souvent à ses amis. Ayant fait, il y a quelques jours, un mauvais numéro, il est tombé sur un retraité qui lui a dit, avant de raccrocher, qu'il était

pour son succès. Du coup, le président crut qu'il avait voté pour lui, et l'en remercia. Mais l'autre le démonta, tout en lui renouvelant ses vœux.

L'anecdote, que Clinton a racontée lui-même, est significative de l'impact assez extraordinaire, dans ces premières semaines à la Maison blanche, de sa personnalité. Les sondages qui ont suivi l'exposé au Congrès, le 17 février, de son pro-

gramme économique ont enregistré plus de 70 % d'opinions favorables, parmi lesquelles 62 % seraient, à en croire le vénérable institut Gallup, « enthousiastes ». Résultat d'autant plus appréciable qu'il avait à cette occasion renié, comme on l'a abondamment souligné, l'article premier de ses promesses électorales : « Réduire les impôts de la classe moyenne ».

Lire la suite page 5

L'ÉCONOMIE

Les grands débats électoraux (VII) :

Impôts, la réforme indispensable

Critiqué de toutes parts, l'impôt sur le revenu vit sans doute, dans sa forme actuelle, ses dernières années. Mais la droite, pas plus que la gauche, n'osa engager la réforme en profondeur inévitable à terme.

par ALAIN VERNHOLLES

Lire aussi : Les priorités de la relance : deux opinions de Claude Pierre-Brossollette et d'André Fourquays ; La province japonaise amortit la crise ; Enghoven se rebiffe ; ainsi que les pages Dossier (Les taux d'intérêt), Mode d'emploi et Conjoncture.

pages 29 à 40

La « Sécu-vache à lait »

Selon les responsables de l'assurance-maladie, 80 milliards de francs ont été gaspillés en 1992.

Lire page 22 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND



Philippe Sollers

LE SECRET

roman

nrf

GALLIMARD

M. Chirac face à trois cohabitations



Réélu à l'unanimité président du RPR, dimanche 7 mars, M. Jacques Chirac a sévèrement attaqué le président de la République, avant d'affirmer qu'il n'accepterait « aucune entrave » à son action en cas de cohabitation. Le président du RPR doit toutefois se préparer à deux autres cohabitations : avec l'UDF, qui réclame, par la voix de M. Giscard d'Estaing, un partage équitable des responsabilités, et, au sein de son propre parti, avec M. Pasqua, qui a fait entendre, dimanche, sa différence.

Lire page 8 l'article d'OLIVIER BIFFAUD

Midi-Pyrénées : la méthode Baudis

Maire (UDF-CDS) de Toulouse depuis 1983, M. Dominique Baudis a introduit sur les vieilles terres radical-socialistes du Sud-Ouest une pratique de la politique qui donna l'image d'un modernisme tranquille, une sorte de radicalisme de droite aseptisé, sans tapes dans le dos mais avec beaucoup de poignées de main. La méthode est efficace : elle tend à se répandre dans l'ensemble de la région Midi-Pyrénées, où la gauche, M. Lionel Jospin en tête, a beaucoup de mal à y résister.

Lire page 9 les articles de DANIEL CARTON et GÉRARD VALLÉS

Interminable chômage

Le Monde commence, par un entrainement avec M. Jean Gandois, la publication d'une enquête consacrée aux différents aspects d'un chômage massif, devenu le problème majeur de l'économie et de la société françaises, en même temps que la principale préoccupation des électeurs.

Pour le patron de Pechiney, auteur, dans le cadre de la préparation du XI^e Plan, d'un rapport sur la compétitivité française, les entreprises sont « trop imprégnées, dans leur management, de notions comptables » et doivent « mieux qualifier » leur main-d'œuvre.

Lire page 2 l'entretien avec M. JEAN GANDOIS

Ecoutes téléphoniques

L'identification d'un des « traitants », au poste à l'Elysée jusqu'en 1991, contredit la thèse de la présidence.

Lire page 12 l'article d'ALAIN GRAUDO et EDWY PLENEL

Accord de paix en Afghanistan

Le leader intégriste Gulbuddin Hekmatyar d'avant premier ministre

page 7

Succès de l'UNITA en Angola

Au prix de milliers de morts, le mouvement de M. Savimbi a repris Huambo, la deuxième ville du pays

page 6

La crise en Italie

Le président Scalfaro refuse de signer les mesures de « dépaupérisation » des débits politico-financiers

Lire page 4 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

La fête du cinéma africain

Le treizième Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou a consacré l'essor et les difficultés du septième art sur tout le continent noir

Lire page 18 l'article de JEAN-MICHEL FRODON

Le tour du monde à la voile en solitaire

Alain Gautier est à une semaine de navigation des Sables-d'Olonne, terme de la course

Lire page 16 l'article de GÉRARD ALBOUY

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 M ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 495 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; G.B., 95 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 5 FL ; Portugal, 190 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Jean Gandois

« Le consensus se déchire entre ceux qui sont nantis, protégés, et ceux qui sont pauvres »

« Dans le rapport du Plan « France, le choix de la performance globale », vous soulignez que la montée du chômage et de l'exclusion menace la cohésion de « l'entreprise France ». Faut-il en déduire que la priorité à l'éclosion contre le chômage et l'exclusion doit conduire à une remise en cause de la politique de « désinflation compétitive » ?

« Non, je ne mets pas en cause les orientations de la politique économique actuelle. Il y a deux niveaux de réflexion. Le premier est le constat que ces orientations sont une base nécessaire mais qu'elles ne sont pas suffisantes. On ne peut pas dire : nous avons - et j'en suis partisan - un taux d'inflation bas, une manne forte, et nous n'avons qu'à attendre ; comme nous avons gagné des parts de marché, un jour nous aurons le reste par surcroît. C'est valable quand vous êtes assis dans un fauteuil. Mais quand vous êtes pauvre, exclu, menacé, c'est insultant.

« Le deuxième niveau, sur lequel il faut s'aventurer avec prudence, consiste à se demander si, dans les mécanismes économiques et financiers internationaux, sur lesquels la mondialisation de l'économie impose une attitude commune des grands acteurs, il n'y a pas une certaine dérive nécessitant une remise en cause qui n'a de sens que si elle est commune. On ne peut pas jouer un rôle tout seul, au seul plan national.

« Ne peut-on pas dire, que dans la désinflation compétitive, seule une partie du contrat a été remplie ? La désinflation est réelle, mais l'économie française n'est pas suffisamment compétitive. Or le coût social est trop élevé... »

« Non, le contrat pour la désinflation compétitive a été rempli. Mais on a surestimé les facteurs financiers en pensant que, si on a des finances saines, on a une économie saine. Et si on a une économie saine, le social suivra. Les objectifs ont été atteints, mais il y a une surestimation des effets induits. Certains pensent qu'il est inutile de s'attacher à la croissance car elle ne crée plus d'emplois. C'est faux. La croissance est un facteur très important de création de richesses et d'emplois.

« Mais les facteurs de la croissance sont plus complexes qu'ils ne l'étaient dans un monde moins interdépendant. Et le social n'est pas une conséquence totale de l'économie que l'économie ne peut être oubliée en ne traitant que le social. C'est comme dans une entreprise. Autrement dit : si j'ai une bonne technologie et de bons produits, j'aurai des parts de marché et je n'ai pas besoin de m'occuper « du reste »... Depuis une quinzaine d'années, on sait qu'il faut aussi s'occuper « du reste ». Munitis mutandis, dans la société et dans l'entreprise, c'est un peu le même problème. Dans les différents domaines, il y a une interdépendance entre les actions qui demande une approche beaucoup plus globale. « Le choix de la performance globale », selon le titre du rapport du Plan, ne signifie pas qu'on va délaissier l'économie, la finance ou la

Cet entretien prend place dans une série, « Interminable chômage », qui se poursuivra tout au long des deux semaines prochaines.

Peu porté à se pousser sur le devant de la scène médiatique, Jean Gandois, soixante-deux ans, estime qu'il est désormais essentiel de sa mobiliser contre un fléau, qui, en France, a atteint, avec trois millions de demandeurs d'emplois, le seuil de l'intolérable. Ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur des Ponts et Chaussées, Jean Gandois a fait toute sa carrière dans l'industrie : directeur général de Sacilor, PDG de Sollac puis PDG, de 1979 à 1982, de Rhône-Poulenc, il est, depuis 1986, PDG de Pechiney, et, depuis 1987, président du groupe Cockerill-Sambre. Militant pour une organisation plus qualifiante du travail, Jean Gandois a présidé, dans le cadre de la préparation du XI^e Plan, la commission « Compétitivité française ».



monnaie pour ne s'occuper que du social. C'est le choix de la performance globale à tous les niveaux.

« Vous affirmez que « rien ne servira à un pays d'avoir des entreprises individuellement compétitives si elles devaient être écrasées par les charges des inactifs et des exclus ». Cela implique-t-il un nouveau partage de la solidarité entre l'Etat et les entreprises face au chômage ?

« Si nous avons des entreprises qui sont des îlots parfaitement compétitives mais qui paient une charge de solidarité écrasante, elles ne seront plus compétitives. Et elles vont évoluer dans un milieu qui va les rejeter de plus en plus. On n'est pas riche tout seul. On n'est pas heureux tout seul. Que signifie pour celui qui n'a plus d'emploi ou vit dans des conditions précaires la compétitivité de son pays ou de son entreprise ? Comment pourrait-il se sentir concerné ? Le vrai problème, ce sont les charges de la solidarité. Certains hommes politiques se demandent si nous ne sommes pas dans le contraire d'un cercle vertueux. Un engrenage destructeur où le chômage crée de plus en plus de charges qui pèsent sur les entreprises qui, du coup, licencient... Le consensus se déchire entre ceux qui sont nantis, protégés, riches, et ceux qui sont pauvres. C'est le contraire d'une compétitivité.

« Alors justement que faire ?

« Je ne pense pas qu'il y ait une recette unique, sinon on l'aurait déjà utilisée. Il ne faut pas rejeter la politique macroéconomique. On a plus de marge de manœuvre avec une croissance de 3 % à 4 % par an qu'avec une croissance zéro ou négative... La croissance reste un substratum nécessaire.

« Il faut repenser certains problèmes au niveau des entreprises. Les approches varient

dans les entreprises selon que la main-d'œuvre représente 70 % ou 10 % du coût de revient. Mais le niveau de qualité des produits ou le temps d'utilisation des machines sont au moins aussi importants que les coûts unitaires de ce qu'on achète au de la main-d'œuvre employée. La productivité est une notion globale.

« Nous voulons être solidaires, mais nous ne voulons pas payer les notes de la solidarité »

« Nous sommes trop imprégnés dans notre management de notions comptables analytiques qui décomposent tout en lamelles. L'interaction entre les acteurs donne un plus que l'on n'a pas dans la somme des actions individuelles. Il y a un gisement important à la main-d'œuvre, renforcer la compétitivité de l'entreprise et améliorer les possibilités de reclassement des salariés. Ces synergies de proximité existent à tous les niveaux si on ne les bride pas par des enlacements verticaux.

« A quoi pensez-vous ?

« Les partenariats qui se développent dans l'automobile et l'électronique permettent l'éclosion d'un tissu de PME-PMI sensible à la demande que celui que nous avons. L'importance des PME-PMI de plus de cinquante personnes - notamment de cent à cinq cents salariés - dans la compétitivité d'un pays et la création d'emplois est considérable. Loin des schémas de domination, il faut baser les relations entre ces PME et les grandes entreprises sur le partenariat avec une émulation réciproque.

« Il faut voir aussi si on peut créer une demande solvable supplémentaire. Est-ce qu'il est possible, par exemple, de relancer un certain nombre de services ? Nous sommes l'un des pays industrialisés qui ont supprimé le plus de services, au sens de l'aide et du soutien... »

« Vous pensez à ce qui se passe au Japon ?

« Au Japon, mais aussi aux Etats-Unis, où il y a plus de services qu'en France. Tous les services simples ne sont pas forcément dégradés pour la dignité de l'individu des lors qu'il y a la notion d'aide et de soutien. La difficulté est qu'un nouveau développement des services implique des modifications de comportement et des réaffectations de ressources. Si vous créez des services nouveaux de proximité et que, les gens n'ayant pas envie de les payer, vous devez recourir à de nouveaux prélèvements obligatoires pour les financer, le bilan global est fortement négatif. Vous allez détruire autant d'emplois que vous allez en créer ! Mais la demande est réelle.

« Une autre façon de créer une demande solvable est d'opérer d'autres choix dans les dépenses

publiques. En Europe, il y a, sur le long terme, d'immenses besoins d'infrastructures - le sommet d'Edimbourg s'en est occupé très légèrement - qu'on ne peut financer que par de nouveaux transferts, d'où la nécessité d'un redéploiement des dépenses.

« Comment réagissez-vous à la relance du débat sur le partage du travail ?

« Attention au simplisme ! Je ne suis pas contre le partage du travail, mais je n'aime pas la formule. D'abord, on ne partage que ce qui vous appartient. Et le partage du travail part d'une idée économique profondément fautive. Il est certain que le temps partiel n'est pas suffisamment développé en France. Il y a aussi trop de freins à la flexibilité du temps de travail. En France, la rigidité est telle que les formes de travail visent à imposer et non à laisser jouer la souplesse. Dans certains secteurs d'activité, on peut imaginer une réduction progressive de la durée du travail si elle ne correspond pas à des pertes de compétitivité. Mais il n'y a pas de règle générale.

« Pour lutter contre le chômage, il faut combiner plusieurs actions. Les décideurs, politiques ou économiques, doivent être convaincus que l'enjeu est essentiel. De moins en moins, vous aurez des chefs d'entreprise ayant comme seul objectif l'occupation - la compétitivité de leur entreprise ou des hommes politiques ne courant qu'après un bas taux d'inflation et un franc fort. Mais il faut accélérer la prise de conscience si on veut mettre en œuvre la batterie de moyens nécessaires. Si on ne s'en inquiète pas davantage, on va vers des problèmes relativement graves.

« Mais le problème ne va-t-il pas se reposer en fin de compte sur le partage du travail et le partage des revenus ?

« Cette approche rejette la responsabilité du problème de l'emploi sur les entreprises. Elles ont à la fois beaucoup de chance et beaucoup de malheur. Il y a quinze ans, on les considérait comme le rizi du tout. Maintenant, elles font la pluie et le beau temps. Elles créent la richesse - bravo ! - mais elles sont aussi responsables du chômage ! Mais il n'y a pas que l'entreprise, il y a la société avec ses professions libérales, ses fonctionnaires, etc. Le partage des revenus ne se résume pas à l'acceptation par les salariés de l'industrie ou des services de gagner moins pour qu'un nit plus d'emplois. Le problème est plus global. On ne va pas dualiser encore plus la société.

« C'est un peu le problème de nos hypocrites. Tout le monde veut en finir avec la misère horrible du tiers-monde. Tout le monde est pour la liberté des peuples opprimés. Mais quels sacrifices sommes-nous prêts à accepter sur notre niveau de vie ? C'est le vrai problème du partage des revenus. Nous voulons être solidaires mais nous ne voulons pas payer les notes de la solidarité. Ayons le courage de notre hypocrisie.

« Les vagues de licenciements posent le problème de la responsabilité sociale des entreprises, à qui on reproche de trop licencier. Ce procès ne risque-t-il pas de nuire à l'image de l'entreprise dix ans après qu'elle a été réhabilitée dans l'opinion ?

« Il est possible qu'il nuise à l'image de l'entreprise. Nous sommes à 99 % sur un faux débat.

Il ne faut pas confondre ses devoirs et ses priorités. La priorité numéro un de l'entreprise, c'est de créer des richesses et d'assurer sa survie et son développement. Ce n'est pas de faire de la philanthropie et de créer artificiellement de l'emploi. Si l'entreprise ne crée pas de richesses, elle n'a aucune légitimité, aucune fonction sociale, elle dilapide de l'argent. Ce n'est que dans la mesure où on remplit son premier devoir que l'on peut se donner d'autres finalités. Les gens qui sont si simplement généreux, je les aime beaucoup, mais cela ne sert à rien.

« Je ne connais pas de chef d'entreprise responsable - sauf quelques charbonniers reprenneurs d'entreprises en faillite - qui se réjouisse d'avoir à licencier. C'est un moment très grave, et très triste pour un chef d'entreprise. Nous avons été longtemps, en particulier pendant les « trente glorieuses », dans un monde d'inflation où on ne payait pas l'argent. Aujourd'hui, on le paie trop. Quand on ne paie pas l'argent parce que les taux d'intérêt sont du même ordre que les taux d'inflation, c'est beaucoup moins onéreux de pousser au maximum les investissements que de payer la main-d'œuvre. Nous sommes encore aujourd'hui influencés par le problème du chômage. Mais il doit aussi mettre en œuvre des actions collectives.

« Par exemple, que faites-vous dans le groupe Pechiney ? Et n'y a-t-il pas des associations qui peuvent se nouer entre plusieurs entreprises pour agir dans ce domaine ?

« Oui, il peut y avoir des affinités, des regroupements qui ne dessinent pas une partie du patronat contre l'autre. L'espérance que de telles actions vont se développer. Dans le groupe Pechiney, nous cherchons à limiter les dégâts d'abord pour les personnes, puis pour les localités et les régions où des usines sont fermées. Cela suppose des mécanismes de solidarité avec des formules nouvelles, comme les préretraites progressives, ce qui permet des embauches extérieures et des reclassements de salariés du groupe venant d'endroits où des emplois ont été supprimés. Grâce à nos réseaux de partenariat, nous essayons de développer des actions de reclassement dans les régions concernées.

« Au moment où on parle d'une réhabilitation de son rôle, qu'a peut-être attendu de l'Etat contre le chômage ? Peut-on envisager un pacte de solidarité à l'allemande, explicitant l'effort collectif contre le chômage ?

« Les tenants du « pas d'Etat » dans l'économie et le social sont des irréalistes. Et les tenants du « tout Etat » ou d'un dirigisme excessif sont aussi dans l'erreur. Il y a un certain consensus sur le fait que l'Etat doit intervenir, mais d'une façon moderne, loin de ce stéréotype de libéralisme dirigiste que nous avons construit il y a une dizaine d'années. Mais, sur le plan social, nous ne sommes pas encore prêts à élaborer un pacte. Les préventions sont trop fortes et nous sommes encore marqués par un lourd passé de lutte des classes. La modernisation de nos relations sociales est en cours, mais il faut veiller à ne pas glisser de nouveau sur des versants dangereux. Avant de construire des pactes... »

« Comment appréciez-vous globalement le discours patronal sur l'emploi, avec la dénonciation des rigidités, de l'excès de charges ? Ce discours est-il encore adapté ?

« Le discours patronal reprend

des thèmes qui vont dans le sens de la défense des intérêts d'un groupe social. Je n'ai pas de problème de compétitivité du au coût du travail dans mes activités car elles sont exposées à une concurrence internationale qui, en général, n'a pas des coûts du travail sensiblement différents. Là où c'est le cas, la main-d'œuvre joue un petit rôle dans le prix de revient total. La situation est très différente dans le textile ou la confection.

« Il y a trois questions importantes. En premier lieu, il est possible qu'il y ait un problème de coût du travail dans certaines activités pour la main-d'œuvre non qualifiée. Deuxièmement, je crois que davantage de flexibilité est un atout. Mais ne jouons pas sur les mots. Plus de flexibilité ne signifie pas supprimer des protections sociales. La vraie flexibilité, respectant la protection des salariés, est essentielle. Troisièmement, le niveau du chômage interpelle gravement une grande partie du patronat. Cette prise de conscience s'est beaucoup accentuée dans la période récente. Les patrons ne se considèrent pas comme responsables de cette situation, contrairement à ce que leur souffle l'air du temps, mais ils vont indirectement en subir les effets à travers les charges. Il faut donc qu'ils s'en occupent sérieusement.

« Dire que la forme des acquis sociaux est intangible, c'est le pire des conservatismes »

« Que peuvent faire les entreprises face à ceux qui se trouvent en situation de marginalisation croissante (chômeurs de longue durée, handicapés, etc.) ?

« La réponse appartient à chaque entreprise. Chaque chef d'entreprise responsable peut se demander si toutes ses décisions sont justifiées à 100 %, si l'Etat n'est pas possible par exemple de s'approvisionner auprès d'entreprises d'insertion. Le patronat doit rappeler que ce n'est pas en enserrant les entreprises dans des carcans que l'on résoudra le problème du chômage. Mais il doit aussi mettre en œuvre des actions collectives.

« Par exemple, que faites-vous dans le groupe Pechiney ? Et n'y a-t-il pas des associations qui peuvent se nouer entre plusieurs entreprises pour agir dans ce domaine ?

« Oui, il peut y avoir des affinités, des regroupements qui ne dessinent pas une partie du patronat contre l'autre. L'espérance que de telles actions vont se développer. Dans le groupe Pechiney, nous cherchons à limiter les dégâts d'abord pour les personnes, puis pour les localités et les régions où des usines sont fermées. Cela suppose des mécanismes de solidarité avec des formules nouvelles, comme les préretraites progressives, ce qui permet des embauches extérieures et des reclassements de salariés du groupe venant d'endroits où des emplois ont été supprimés. Grâce à nos réseaux de partenariat, nous essayons de développer des actions de reclassement dans les régions concernées.

« Au moment où on parle d'une réhabilitation de son rôle, qu'a peut-être attendu de l'Etat contre le chômage ? Peut-on envisager un pacte de solidarité à l'allemande, explicitant l'effort collectif contre le chômage ?

« Les tenants du « pas d'Etat » dans l'économie et le social sont des irréalistes. Et les tenants du « tout Etat » ou d'un dirigisme excessif sont aussi dans l'erreur. Il y a un certain consensus sur le fait que l'Etat doit intervenir, mais d'une façon moderne, loin de ce stéréotype de libéralisme dirigiste que nous avons construit il y a une dizaine d'années. Mais, sur le plan social, nous ne sommes pas encore prêts à élaborer un pacte. Les préventions sont trop fortes et nous sommes encore marqués par un lourd passé de lutte des classes. La modernisation de nos relations sociales est en cours, mais il faut veiller à ne pas glisser de nouveau sur des versants dangereux. Avant de construire des pactes... »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

Le Monde EDITIONS

Le bilan économique des années Mitterrand (1981-1993)

Sous la direction d'Alain Gélédan

Le film de la vie économique des douze dernières années découpées en fonction de la durée des gouvernements Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy... Une véritable leçon d'économie politique (avec graphiques et index).

124 pages, 79 F.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Gandhis

هكمنان النفل

ÉTRANGER

L'offensive serbe en Bosnie orientale

«Aucune trace de massacres», selon le général Philippe Morillon

«Dieu merci, il semble qu'il n'y ait pas eu d'atrocités: la guerre n'a pas été violente. (...) Au contraire une femme enceinte qui ne pouvait quitter le village a été emmenée à l'hôpital par les forces serbes. (...) Nous pouvons témoigner qu'il n'y a aucune trace de massacres et qu'il n'y a pas de cadavres.» A Konjevic Polje, près de Cerska, la situation est «naturellement difficile mais pas trop dramatique (...) nous avons visité chaque maison et, quand je suis parti, il y avait approximativement 75 blessés qu'il fallait évacuer (...), ce qui fait une différence avec les 700 dont on nous avait parlé». Les déclarations, soumise toute apaisante, faites par le général Philippe Morillon, à son retour, samedi 6 mars, d'une mission de quelques heures dans l'en-

clave musulmane de Cerska - tombée aux mains des forces serbes quelques jours plus tôt - sont pour le moins imprudentes. De nombreux témoignages, tant du HCR à New-York, de l'OMS sur le terrain, que des radios amateurs, indiquent en effet que les combats de ces dernières semaines ont fait de nombreuses victimes et entraîné un exode de la population: bref, de nouveaux cas de purification ethnique. Le «général volant» comme l'appelle, lundi, le Times de Londres, a effectué sa mission «après» les attaques serbes et aurait sans doute bien fait de le souligner.

Le général Morillon a cependant expliqué que la situation semblait plus grave à Srebrenica, autre ville musulmane assiégée par les Serbes, située à une cinquantaine de kilomètres de Cerska. Neuf mille femmes et enfants demandent, selon l'OMS, à être évacuées de la ville. Le commandant de la FORPRONU a annoncé qu'il entreprendrait une mission, mardi ou mercredi, dans cette enclave.

On constate donc de nouveau que les négociations de «paix» de New-York n'empêchent pas les forces serbes de poursuivre leur politique de nettoyage ethnique. A ce sujet, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, s'est prononcé, dimanche, pour l'usage de la force contre les Serbes si ces derniers refusent de se retirer des territoires conquis en Bosnie pendant les pourparlers de New-York. «Je pense, a-t-il dit, que si nous ne pouvons pas obtenir leur retrait, la seule solution est l'usage de la force. Et les pays membres doivent être prêts à envoyer des troupes.»

Suspension des négociations de New-York
Ces négociations de New-York sur la Bosnie-Herzégovine ont été suspendues, samedi 6 mars, après la décision du président Alija Izetbegovic (musulman) de rentrer à Sarajevo pour consulter son entourage à propos d'une éventuelle signature de l'ensemble du plan de paix des médiateurs, MM. Cyrus Vance et David Owen.

Le dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a fait de même et réunira son «Parlement» à Pale. Les pourparlers devraient reprendre à la fin de cette semaine.

M. Izetbegovic a publié une déclaration annonçant son «intention d'amener les discussions vers une conclusion heureuse». De source diplomatique, on indique que si M. Izetbegovic revient à la fin de la semaine à New-York pour signer le plan de paix et la proposition de redécoupage de la Bosnie en dix provinces autonomes, c'est «en grande partie dû aux promesses et aux pressions de M. Reginald Bartholemew», le représentant du président Bill Clinton.

De son côté, écrit notre correspondant, Afsan Bassir Pour, M. Radovan Karadzic refuse toujours d'accepter le redécoupage tel qu'il est présenté par MM. Vance et Owen. Selon cette carte, les Serbes, qui occupent maintenant 70 % du territoire bosniaque, n'en garderaient qu'environ 42 %. Des diplomates font remarquer que le leader serbe aura «énormément de mal» à persuader ses chefs militaires d'abandonner les territoires qu'ils ont conquis en près d'un an de guerre sanglante.

Les coprésidents empruntent à la fois sur la Russie et sur le président serbe, M. Slobodan Milosevic, pour «persuader» les Serbes d'accepter le plan de paix qui mettrait fin aux hostilités. Selon l'ambassadeur de la Russie à l'ONU, M. Iouri Vorontsov, «si M. Izetbegovic signe, les Serbes seront obligés de signer aussi».

A. D.

Les fantômes

Suite de la première page
Dans des cartons qui ont contenu des bananes, des blouses vertes de chirurgien n'auront pas à servir. La nourriture sera distribuée aux centres collectifs qui abritent les réfugiés. La ville de Tuzla - qui compte 110 000 habitants et qui a déjà recueilli 50 000 réfugiés - n'en manque pas, et ce n'est pas le moment de gâcher alors qu'on manque déjà de tout. «Ils ne viendront pas, il faut s'y résoudre, mais le peut-on?»

Par grappes, depuis trois jours, ceux qui avaient eu, au cours des mois précédents, la chance d'échapper, au prix d'innombrables souffrances, à l'enfer de Cerska étaient venus timidement guetter l'arrivée de ceux qui y étaient restés, subissant l'encerclement et les bombardements. Peut-être un parent, un ami, serait-il parmi eux. Avec cet air modeste de paysans perdus dans la ville, avec ces vêtements toujours râpés, des réfugiés, habillés de vêtements de l'armée, jamaïs assez caudement pour le froid d'hiver, se s'étaient réunis en petits groupes d'hommes et d'hommes attendaient patiemment.

Bien après la nuit tombée, ils avaient dû se résoudre à repartir à pied avec leurs croquis en sacoches, patinant dans la neige à travers la ville sans lumière, vers leur «refuge» surpeuplé et puant. Naza, comme tant d'autres, a fait cet aller et retour, venant de l'école où elle vit depuis un mois avec son mari, Sabo, et Samsudin, son petit garçon de cinq ans. Dans ce centre collectif, chaque salle de classe de cette ancienne école a été transformée en une grande chambre où vivent - survivent - une vingtaine de personnes. Les femmes, avec leur foud-

lard sur la tête et leur pantalon bouffant, ont encore quelque chose de brillant dans l'œil; elles s'occupent des enfants et, avec eux, c'est encore un peu de vie qui passe. Les hommes jeunes sont rares. Ils se taisent, les yeux perdus dans le vide, comme anesthésiés. Les vieux abandonnent à regret leur couche pour aller se recoucher au poêle à bois.

«La situation sanitaire la plus grave...»
Naza a quitté Cerska le 4 février quand le bruit a couru qu'après dix mois de bombardement les Serbes allaient investir la ville. Dix mois d'incessants bombardements aériens et de tirs de mortier. Dans la cour de sa maison, le 25 juin, avec huit autres personnes, la petite fille de Naza est morte, le corps déshabillé par des éclats d'obus. Elle avait sept ans. Il n'y avait donc plus qu'un enfant à porter sur le dos de la mère; le père, lui, a réuni ce qu'il a pu dans un sac et, avec quelques membres de la famille, ils sont partis à pied dans la montagne.

Il était midi, se souvient Naza, et leur marche a duré seize heures, avant qu'ils ne rencontrent des soldats de l'armée bosniaque. Il a fallu, car la route était bloquée par la neige, dormir dehors, avant de gagner enfin Tuzla en camion. Comme 3 000 à 4 000 réfugiés, ils y sont parvenus. Harassés, couverts de gale, la peau brûlée par les engelures, ce qu'on voit les gens de Cerska avant que la ville ne tombe aux mains des Serbes, Naza connaît. Après, c'est le gouffre.

On en sait un peu plus aujourd'hui. Non grâce au témoignage du général Morillon - qui a fini par s'y rendre alors que la ville s'était



déjà vidée: «La plupart des maisons ont été bombardées ou brûlées, mais je n'ai pas constaté de preuves de massacres», a-t-il notamment déclaré, - mais plutôt grâce à celui d'un médecin de l'Organisation mondiale de la santé, le docteur Gardel, qui a pu se rendre à Srebrenica, ville voisine également encerclée, où ont afflué des milliers de réfugiés de la région, notamment de Cerska.

Après avoir traversé les lignes serbes à pied, au bout d'une marche de cinq heures, il a pu transmettre par radio un témoignage accablant confirmant les informations émises jusqu'ici par des radios amateurs. L'OMS, par la voix de son représentant pour l'ex-Yugoslavie, Sir Donald Acheson, l'a rendu public depuis Tuzla. Le médecin pu examiner 200 blessés graves, principalement touchés aux jambes - qui avaient été atteints à la tête ou à la poitrine sont déjà morts. Leur évacuation est une priorité, estime-t-il.

Encore les secours n'auraient-ils la forme, éventuellement, que d'un largage par avion de compresses pour éviter les hémorragies. Localement, on ne dispose ni de médicaments contre la douleur ni de sang pour les transfusions. Il y a aussi 2 000 blessés et malades, près de 20 000 enfants et personnes âgées qu'il convient d'évacuer. Les pertes de poids sont toujours, selon ce médecin, frappantes; le taux de mortalité dû à la maladie, renforcé par la faim, est de vingt à trente personnes par jour.

«C'est la situation sanitaire la plus grave que j'aie rencontrée depuis juillet quand je suis arrivé à Zagreb», souligne Sir Donald Acheson. Le temps compte: «Dans une semaine, ce ne sera plus la peine d'évacuer ces blessés graves, ils seront tous morts.» Aussi les efforts du général Morillon, qui s'est rendu à Cerska et à Konjevic-Polje, avant de repartir les mains vides pour Sarajevo, samedi, ont-ils été perçus comme des gesticulations depuis Tuzla. Les membres du HCR, qui avaient, mais dans la main avec les autorités locales, préparé l'accueil de ceux dont le général tentait de négocier l'évacuation, ne cachaient pas leur amertume ni leur colère: «Refuser l'évacuation de malades et de blessés est une violation caractérisée des accords de Genève.» D'autant que les autori-

tés serbes conditionnent leur éventuel feu vert pour cette évacuation à la «récupération» de Serbes de Bosnie qui seraient candidats au départ. «L'évacuation de blessés et de malades ne se marchande pas: les populations des territoires encerclés ne comprennent rien à ce cirque et leur exaspération va croissant, on les comprend», s'indigne Anders Levinson, représentant du HCR à Tuzla. Le fait que le général Morillon ait accepté de prendre en compte cette demande serbe n'arrange pas sa cote d'amour, pas plus au sein des ONG que parmi la population.

«Les coupables sont les gens qui promettent et ne tiennent pas leurs promesses.» Le mot de cet homme, qui a requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, est une litote lorsqu'on l'interroge sur ce qu'il pense du rôle de la FORPRONU. Avec sa femme et ses enfants, il a quitté Srebrenica à la mi-avril, trois jours avant l'occupation de sa ville par l'armée serbe. Par l'intermédiaire des radios amateurs, il affirme avoir appris que la ville a été mise à sac et que des habitants, dont il détient les noms, ont été brûlés en même temps que leurs maisons. Cet homme dirige un réseau d'aide clandestine à sa ville, toujours assiégée.

Avec l'aide d'une association humanitaire musulmane et ce, discrètement, d'ONG, il a organisé plusieurs convois et n'a pas eu de mal, dit-il, à trouver des volontaires pour faire à pied 80 kilomètres en territoire occupé, portant vivres et médicaments sur leur dos. Le dernier convoi est parti à la mi-décembre. Sur la centaine d'hommes qui le composaient, moins de quarante sont revenus, les autres ont été tués ou faits prisonniers. Personne ne fera admettre à cet homme que le mandat des «casques bleus» ne permet pas la création d'un couloir humanitaire pour soulager les souffrances des siens. Quant à l'éventuel échange proposé par les Serbes, il estime qu'il ne s'agit pas d'autre chose que d'organiser, sans enlever des Notinn unies, la purification ethnique.

AGATHE LOGEART

Pour la paix dans l'ex-Yugoslavie
Des personnalités religieuses en France lancent un appel à quatre jours de jeûne et de prière
Un appel à «la prière, à la vigilance et à l'engagement de tous les croyants» pour la paix dans l'ex-Yugoslavie a été lancé pour les 15, 16, 17 et 18 mars. Parmi les premiers signataires, on trouve les responsables des principales religions en France: parmi eux, un grand nombre d'évêques, dont Mgr Frérot, évêque de Paris, le pasteur Stewart, président de la Fédération protestante de France, Mgr Jérôme, président du comité interépiscopal orthodoxe, M. Sitruk, grand rabbin de France, M. Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, et de nombreux militants, de toutes les confessions, pour la paix, la non-violence et les droits de l'homme.

Les croyants sont invités à jeûner et à prier le lundi 15 mars avec les orthodoxes dans l'église russe de la rue Daru; le mardi 16 avec les musulmans à la grande mosquée de Paris; le mercredi 17 mars avec tous les chrétiens à Notre-Dame de Paris, où aura lieu, à 19 h 30, une célébration œcuménique pour la paix. Enfin, le 18 mars, une «chaîne humaine» sera organisée square des Innocents, métro Châtelet, à 18 h 30. On peut s'adresser au Comité de l'appel à la prière pour la paix dans l'ex-Yugoslavie, 114 bis, rue de Valenciennes, Paris-6. Tél.: 45-44-39-42.

o SLOVÉNIE: visite officielle de M. Milan Kucan à Paris. - Le président de la République de Slovénie, M. Milan Kucan, devait effectuer les lundi 8 et mardi 9 mars sa première visite officielle à Paris, à l'invitation de M. François Mitterrand. - (AFP)

Près de Cerska, des cadavres dans la neige...

ZAGREB
de notre envoyé spécial
Le général Philippe Morillon, commandant en chef (français) de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Bosnie-Herzégovine, n'a pas senti l'odeur de la mort à Cerska, comme il l'a dit, samedi 6 mars, à Sarajevo au retour d'un très bref séjour dans cette enclave musulmane de l'est de la République bosniaque, conquise deux jours auparavant par les forces serbes. Il a sauté ne pas y avoir «vu de traces de massacres».

Basim Topalovic, originaire de Cerska, a, pourtant, fourni un témoignage accablant pour les forces serbes quand il a relaté comment il avait échappé, dans la nuit du 2 au 3 mars, à une tuerie dont quelque sept cents Bosniaques ont été victimes alors qu'ils tentaient de fuir la localité assiégée. Ce témoignage, diffusé à partir d'une localité voisine de Cerska, Konjevic-Polje, a notamment été recueilli, dès le 3 mars, par la centre de radio-amateurs bosniaques de Zagreb, installé dans une dépendance de la mosquée de la capitale croate.

Basim Topalovic a été joint à un groupe d'environ sept cents personnes qui profitaient de la nuit pour tenter d'évacuer Cerska, contre laquelle les forces serbes du général Ratko Mladic avaient lancé une offen-

sive la veille. Basim, raconte-t-il dans son témoignage, marchait en tête de la colonne qui s'était engagée dans la forêt, essayant d'éviter les champs de mines. Soudain, des fumées blanches (de la couleur des trillis camouflés des soldats serbes en hiver) ont surgi de la nuit. Immédiatement, des explosions et des rafales d'armes légères ont retenti.

Basim, blessé par des éclats de grenade, s'est écroulé à terre; deux personnes ont été tuées, deux autres ont été blessées. La fusillade a ainsi duré de cinq à sept minutes. Basim a finalement pu se dégager, ramper vers le lit d'une rivière, où il s'est évanoui. Après avoir repris connaissance, il est revenu sur le lieu de l'embuscade pour y trouver, dans les neiges, les cadavres de ses compagnons.

Comme Basim, quatre ou cinq personnes assaillant ont échappé à la tuerie et ont pu regagner les lignes bosniaques au petit matin. Mais, d'autres, personne ne sait combien, ont été éventuellement survécus, n'ont pu être capturés par les Serbes. D'autres groupes encore, de cent cinquante à deux cents personnes chacun, ont également tenté de quitter Cerska à la même époque, selon les radio-amateurs de Zagreb, mais ils ont totalement disparu.

YVES HELLER

L'accident d'avion de Skopje serait dû à une explosion

Selon le porte-parole du constructeur aéronautique Fokker, les experts dépeints par l'entreprise sur les lieux de la catastrophe aérienne, qui a fait 31 morts, samedi 6 mars, à Skopje, penchent pour la thèse d'un accident dû à une explosion. Celle-ci se serait produite pendant le décollage de l'appareil (Fokker 100), sans que l'on ait encore pu déterminer si elle avait eu lieu au sol ou au début de la montée de l'appareil. M. Vao Veen n'a pas spécifié la nature de l'explosion et n'a pas prononcé le mot d'attentat.

L'hypothèse d'une erreur de pilotage avait également été contestée par la société néerlandaise, qui louait à la compagnie macédonienne Pal-Air, depuis le 25 janvier, l'avion avec son commandant de bord. - (Corresp.)

A LIRE CE MOIS-CI

LA COURONNE SOLAIRE:

La partie la plus externe de l'atmosphère du Soleil est le siège de phénomènes spectaculaires. Le champ magnétique y joue un rôle crucial.

LES SINGES SONT-ILS GAUCHERS ?

Retrouve-t-on chez le singe, à l'instar de l'homme, une spécialisation des hémisphères du cerveau ? également au sommaire:

- LES MICRO-ONDES
- QUE FAIRE DE SUPERPHÉNIX ?
- LA RÉSISTANCE DES PLANTES À L'OXYGÈNE

N° 252 • MARS 1993 • EN KIOSQUE • 38F

LA RECHERCHE

LES SUPER-RÉSEAUX SUPRACONDUCTEURS
LES SINGES SONT-ILS GAUCHERS ? - LES MICRO-ONDES

L'ACTIVITÉ MAGNÉTIQUE DU SOLEIL

EUROPE

ALLEMAGNE : les élections municipales

L'extrême droite progresse en Hesse
aux dépens du SPD et de la CDU

L'extrême droite allemande, représentée par les républicains de M. Frenz Schönhuber, a enregistré un succès notable, dimanche 7 mars, lors des élections municipales en Hesse, en obtenant plus de 8 % des suffrages. Ce succès a été acquis au détriment du SPD, en baisse de 8,4 %, et de la CDU, qui perd 2,3 % des voix.

BONN

de notre correspondant

Les deux grands partis allemands, chrétiens-démocrates (CDU) et sociaux-démocrates (SPD), ont subi un nouveau revers lors des élections communales du dimanche 7 mars dans le Land de Hesse. Seule exception notable cette année, ce scrutin était considéré comme un test de l'état d'esprit de l'électorat, alors que de difficiles négociations sont en cours sur le droit d'asile et le pacte de solidarité avec l'Est.

La principale victime du vote de dimanche est le Parti social-démocrate. Avec 36,4 %, il perd 8,4 % de ses voix par rapport au précédent scrutin communal de 1989. Les chrétiens-démocrates (32 %) sont tout heureux pour une fois de n'être que les seconds perdants, et ils enregistrent une chute de 2,3 %. Les sociaux-démocrates concèdent des voix au profit des Verts, qui gagnent 2,1 % et consolident leurs positions en Hesse avec 11,2 % des suffrages. Mais au profit, également, de l'extrême droite, une nouvelle fois grande bénéficiaire de la situation. Les républicains réalisent à eux seuls 8,1 %, et à Francfort, républicains et



PANCHO

NPD totalisent environ 10 % (contre 7 % en 1989).

Lors du dernier scrutin avant la réunification, le Parti social-démocrate avait bénéficié d'une situation très favorable. Mais cela n'explique pas l'ampleur de sa chute d'aujourd'hui. Les sociaux-démocrates ont été affaiblis par la mise en cause des dernières semaines de deux de leurs plus importants dirigeants : M. Oskar Lafontaine, ministre-président de Sarre, auquel on reprochait des relations avec des gens connus pour leur appartenance au milieu de Sarrebruck, et le président du parti, M. Björn Engholm, qui doit répon-

dre d'indécences de son entourage au Schleswig-Holstein (le Monde du 6 mars).

Comp
de semence

D'une manière générale, la plupart des commentateurs soulignent que le SPD souffre de son incapacité à présenter un profil clair, à associer véritablement son rôle d'opposition. Il perd beaucoup de ses partisans comme les villes de Kassel ou de Wiesbaden, notamment en raison d'un fort taux d'abstention. Le taux de participation aux élections communales, avec 71 %, est très faible-

ment en baisse. A un an des importantes échéances électorales de 1994, le coup de semence des élections de Hesse est inquiétant pour le SPD. Les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl, qui étaient ces derniers temps les grands perdants de tous les sondages et qui avaient l'année dernière subi des échecs retentissants lors d'élections régionales, peuvent souffler quelque peu.

M. Mandred Kanther, le président de la CDU de Hesse, a estimé que le résultat de son parti était « une prime pour avoir su tenir bon » dans des moments difficiles. De tous bords on dénonce bien entendu la montée des républicains. A l'annonce du résultat de Kassel, par exemple, où les républicains font leur entrée dans un conseil municipal jusqu'à dominer par une majorité absolue du SPD, des manifestants se sont rassemblés devant l'hôtel de ville aux cris de « Les nazis dehors ».

Le vote en faveur de l'extrême droite est en grande partie un vote de protestation. M. Daniel Cohn-Bendit, maire adjoint sortant de Francfort, membre du parti des Verts, veut y voir un phénomène européen qui n'est pas simplement lié à la question de l'immigration, mais aussi à la difficulté de beaucoup de gens à supporter les sacrifices exigés pour financer la réunification allemande. Les Verts sont eux aussi les grands bénéficiaires de ce vote de protestation. Dans de nombreuses villes ils sont plus que jamais les arbitres de la situation. Forts de leurs 14 % à Francfort, ils vont être en position de mener véritablement la reconquête de leur coalition municipale avec le maire social-démocrate, M. Andreas von Schoeler.

HENRI DE BRESSON

RUSSIE : pour établir un régime présidentiel

M. Eltsine envisage « une option finale pas très conforme aux lois »

Après de longues tergiversations, M. Boris Eltsine a rendu publiques, dimanche 7 mars, les questions qu'il souhaite voir posées aux Russes lors de l'hypothétique référendum du 11 avril : la première porte sur l'instauration d'un régime présidentiel, dont la nature n'est pas autrement précisée, une autre implique la dissolution de l'actuel Congrès des députés, et aucune n'envisage la possibilité d'une élection présidentielle anticipée.

MOSCOU

de notre correspondant

Pour M. Eltsine, ces vagues propositions sont une manière d'abriter ses cartes à trois jours de la réunion du Congrès des députés. Mais c'est aussi une manière de faire comprendre que ces cartes sont fausses : la première question - « Êtes-vous d'accord pour que la Fédération de Russie soit une république présidentielle ? » - est simple, semble en effet totalement inacceptable pour les députés, dont dépend non seulement la tenue du référendum, mais aussi la formulation du texte soumis à consultation. Dans l'atmosphère d'anarchie et de désarroi où sombre aujourd'hui le pays, et alors qu'un nombre croissant de Russes vivent à nouveau dans l'idée que seul un « pouvoir fort » serait capable de remettre de l'ordre, le « oui » aurait eu effet les plus grandes chances de l'emporter. Dans le contexte russe, au tel « oui » placerait Boris Eltsine au-dessus et hors d'atteinte de tous les autres pouvoirs, celui du Parlement en particulier.

Poser cette question (rajoutée in extremis aux trois autres, envisagées précédemment par l'entourage présidentiel : institution d'un Parlement bicaméral, convocation d'une Assemblée constituante et propriété privée de la terre) revient donc à lancer un défi au Congrès et donc, en pratique, à faire coïncider le référendum n'ait pas lieu. Boris Eltsine avait d'ailleurs annoncé à l'avance que les questions qu'il présenterait ne seraient pas acceptées par les élus.

Soljenitsyne
en renfort

C'est pourquoi, en même temps qu'il publiait ce texte en forme de préparation d'artillerie, le président russe acquiesce à l'offensive à venir. A l'occasion d'une longue émission télévisée diffusée dimanche soir, il a montré - sans en donner la substance - le texte d'un « projet de loi sur le pouvoir », qui, selon toute vraisemblance, vise à instaurer un régime présidentiel en faisant l'économie du référendum, et à donner toutes chances d'être refusé par le Congrès. Après quoi, il a ajouté : « Si le Congrès rejette tout, alors on peut arriver à une option finale qui n'est pas très conforme aux lois, mais qui découle de la contradiction des lois adoptées par le Parlement russe ».

Après les récentes allusions du président russe à des mesures

JAN KRAUZE

ITALIE : après la nouvelle démission d'un ministre

Le président Scalfaro refuse de signer les mesures de « dépenalisation » des délits politico-financiers

Après la démission, dimanche 7 mars, du ministre de l'environnement, M. Carlo Ripa di Meana, pour protester contre les mesures dépenalisant le financement illicite des partis politiques (le Monde daté 7-8 mars), le président de la République italienne, M. Oscar Luigi Scalfaro, a refusé de signer le décret-loi incriminé.

ROME

de notre correspondant

Le premier vrai tir de semence est venu des magistrats de l'enquête « mains propres » de Milan, qui, dans un communiqué signé à l'unanimité et lu à la presse dimanche en début d'après-midi par le procureur Francesco Saverio Borrelli, réclamaient en bloc les décisions prises deux jours plus tôt par le gouvernement pour trouver une issue politique à la gigantesque affaire de corruption qui gangrène le pays depuis des mois. « Le résultat des mesures approuvées sera la totale paralysie des enquêtes et l'impossibilité d'établir la responsabilité de qui aura fait », expliquaient les juges, qui ajoutaient : « Il est de notre devoir absolu d'appliquer les lois quelles qu'elles soient, mais il est aussi de notre devoir absolu d'en empêcher toutes les irrégularités constitutionnelles, lorsqu'il leur arrive d'en compromettre... ».

Dans la ligne de mire des magistrats, le décret-loi sur le financement public des partis, destiné à remplacer la loi des années 70 par l'institution d'un financement volontaire, non supérieur à 2 % du revenu imposable de chaque contribuable, mais établissant surtout la « dépenalisation » de toute entorse à la règle. Les fraudeurs ne relèveraient plus du code pénal, mais seraient sanctionnés par des amendes (le triple de la somme illégalement perçue) et des sanctions administratives pouvant aller de trois à cinq ans de suspension de toute fonction publique ou administrative.

Ce premier texte était assorti d'un autre décret-loi pour permettre la reprise des travaux et des adjudications publiques - « gélées » jusqu'ici par l'opération « Mains propres » - et de trois projets de loi, destinés officiellement à simplifier le travail des juges et à accélérer les procès pour les délits de corruption et de concussion, au moyen d'un « pacte de collaboration » entre le juge et l'inculpé, comme cela se pratique déjà pour les délits mineurs. L'ensemble formait le cœur de cette « solution politique » proposée par l'équipe de M. Giuliano

Amato au terme d'un douloureux accouchement de dix-huit heures et conseil des ministres.

Il a fallu deux jours pour réagir à la classe politique et à l'opinion, démenties par l'ambiguïté technique des propositions : « Un demi-coup d'éponge », titrait même l'« Repubblica » samedi, avant de publier dimanche un éditorial au vitriol accusant le gouvernement de « mensonge ». Beaucoup estimaient qu'il s'agissait là du dernier coup de force de la « dépenalisation », destiné à traverser des décrets-lois (applicables immédiatement, mais destinés à être approuvés dans les soixante jours par le Parlement), à imposer une relative impunité des coupables, à brouiller les pistes par des interprétations de la loi existante et à passer le relais au Parlement. Mais, outre la « semaine de feu », comme l'écrivent les journaux, qui s'annoncent justement en Parlement avec, mardi, le débat sur la question morale, la discussion sur la détermination préventive - autre sujet d'affrontement - ou celle sur la possible levée d'immunité parlementaire de l'ex-secrétaire du PSI, M. Bettino Craxi, les heures qui viennent seront difficiles pour M. Amato, de plus en plus affaibli.

Après la démission des juges - les premiers pourtant à avoir réclamé la recherche d'une solution -, deuxième coup dur dans l'après-midi pour le gouvernement : le ministre de l'environnement, l'ex-socialiste Carlo Ripa di Meana, donnait sa démission pour marquer ses distances avec les projets de loi gouvernementaux, qu'il avait d'ailleurs refusé d'approuver deux jours plus tôt. Dans la soirée, la crise se précipitait, et, après avoir reçu le chef du gouvernement et les présidents des deux Chambres, le président de la République, M. Scalfaro, refusait tout bonnement de signer le décret-loi sur le financement des partis, demandant par lettre à M. Amato de revoir sa copie et d'en référer à la Chambre.

M. Amato
sur la sellette

L'argument était, officiellement, « constitutionnel » : le décret-loi incriminé pouvait « bloquer » une des propositions qui sont soumises sur le même thème à référendum le 18 avril prochain, mais sans aucune certitude de régler pour autant la question du financement des partis, puisque le décret-loi peut être annulé par le Parlement après la date du référendum. Derrière cette argumentation compliquée, prévalait un évident souci politique : il s'agissait, en extrême, de sauver la mise au gouvernement, déjà menacé de manifestations de rue, en lui offrant une porte de sortie parlementaire, même si celle-ci ne trompe personne. Au passage, M. Scalfaro évitait aussi de compromettre le Quirinal, considéré de plus en plus comme le dernier lieu d'arbitrage possible en politique.

Retour à la case départ donc : le gouvernement devrait à présent transformer son malheureux décret en propositions d'amendements à la loi existante et passer le relais au Parlement. Mais, outre la « semaine de feu », comme l'écrivent les journaux, qui s'annoncent justement en Parlement avec, mardi, le débat sur la question morale, la discussion sur la détermination préventive - autre sujet d'affrontement - ou celle sur la possible levée d'immunité parlementaire de l'ex-secrétaire du PSI, M. Bettino Craxi, les heures qui viennent seront difficiles pour M. Amato, de plus en plus affaibli.

Quatorze arrestations dans une opération anti-Mafia à Palerme. - Quatorze personnes soupçonnées d'appartenir à la Mafia ont été arrêtées, dimanche 7 mars, lors d'une opération menée à Palerme et dans le faubourg de Capaci (où le juge anti-Mafia Giovanni Falcone avait été tué dans un attentat à l'explosif le 23 mai 1992), a-t-on appris de source

Après un sommaire répitage il y a quelques jours pour remplacer deux ministres démissionnaires objets d'enquêtes judiciaires, pourra-t-il encore se contenter de « boucher les trous » pour combler le vide laissé par M. Ripa di Meana ? Les partisans des élections anticipées se font de plus en plus bruyants à défaut d'être très responsables, et M. Amato s'est trop impliqué lui-même dans la recherche de la fameuse « solution politique » aux scandales pour ne pas avoir à payer, d'une quelconque façon, le prix de son échec.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

policière. Les arrestations ont été effectuées sur la base d'aveux de trois mafiosi repentis, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du parlementaire européen démocrate-chrétien Salvo Lima, à Palerme, en février 1992. Parmi les hommes arrêtés figurent les quatre frères du chauffeur de Toto Riina, arrêté avec ce dernier le 15 janvier. - (AFP)

SUISSE : trois référendums

Les électeurs se prononcent pour le relèvement du prix de l'essence et l'ouverture de maisons de jeux

BERNE

de notre correspondant

Fidèles à leur réputation de pragmatisme, les électeurs suisses ont approuvé par référendum, dimanche 7 mars, les mesures de relèvement des finances publiques proposées par le gouvernement fédéral. Par 54,4 % de « oui », ils ont donné leur aval à une hausse de 20 centimes (0,80 franc français) du litre d'essence. Plus clairement encore, par 72,4 % de « oui », ils ont accepté de lever l'interdiction constitutionnelle des maisons de jeux.

Si la réouverture des casinos a été largement approuvée dans l'ensemble du pays, l'augmentation des prix du carburant a, une fois de plus, fait apparaître un net clivage entre la Suisse alémanique et la région latine. Alors que tous les cantons de langue allemande, à la seule exception de Schwyz, ont répondu « oui » à la hausse du coût de l'essence, les six cantons francophones et le Tessin, d'expression italienne, ont dit « non » dans une proportion moyenne de 60 %.

Pas d'interdiction
des expérimentations animales

Le relèvement de la taxe sur les carburants, qui est immédiatement entré en vigueur, devrait rapporter environ 1,2 milliard de francs suisses de recettes supplémentaires par an à la confédération. La moitié de cette somme servira à financer l'achèvement du réseau routier national, tan-

dis que l'autre moitié est destinée à alléger un déficit budgétaire s'élevant à 5 milliards de francs suisses. Quant à la réouverture des casinos, où l'on pourra bientôt jouer à la roulette, elle devrait procurer 150 millions d'impôts nouveaux par an, en principe destinés au financement de l'assurance-vieillesse. Sans doute, n'est-ce pas un hasard si c'est à Genève que le projet de libéralisation de la loi sur les maisons de jeu a fait son meilleur score, avec 81,2 % d'approbations. D'aucuns y ont vu une occasion rêvée de concurrencer les casinos voisins de Divonne et d'Evian.

Les électeurs ont également suivi les recommandations du gouvernement en rejetant par 72,8 % de « non » une initiative populaire qui se proposait d'interdire totalement l'expérimentation animale. C'est la troisième fois en huit ans que pareil projet est refusé en Suisse.

La participation au scrutin a atteint 50,4 %, un taux relativement élevé pour la Suisse.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Sanctions dans la Flotte après la mort de recrues - Le commandant de la Flotte du Pacifique a été sanctionné et plusieurs officiers supérieurs ont été démis à la suite de la mort de quatre recrues et de l'état sanitaire déplorable de deux mille autres marins de l'île Rous-

ski, sous-aliments ou souffrant d'infections dues à des aliments avariés, a annoncé dimanche 7 mars l'agence Tass. - (AFP)

ROUMANIE : le parti Grande Roumaine a tenu son premier congrès. - Le sénateur Corneliu Vadim Tudor - poète et chanteur, sous l'ancien régime, de Nicolae Ceausescu - a été élu à l'unanimité, dimanche 7 mars à Bucarest, président du parti Grande Roumaine, à l'issue du premier congrès de ce mouvement « national-communiste » créé en 1991. Quatre cents députés venus de tout le pays ont réclamé « la mise hors la loi » de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie, parti de la minorité de souche hongroise qu'ils accusent de vouloir « démembrer » la Roumanie. Le parti Grande Roumaine, qui revendique plus de 20 000 militants, a recueilli près de 4 % des suffrages aux élections législatives du 27 septembre dernier et, avec 22 sièges au Parlement, dispose d'un rôle d'appui non négligeable pour le pouvoir du président de la République, M. Ion Iliescu. - (AFP)

AMÉRIQUES

Le ton Clinton

Suite de la première page

Même s'il a repris à son compte, notamment en matière de taxation des carburants, certaines propositions de Ross Perot, comme celui-ci, quitte à le critiquer sévèrement par la suite, l'en a élégamment félicité sur le moment; même s'il est conforme au bon sens d'accroître l'imposition de «vices» comme le tabac ou les armes à feu, dont le contribuable n'a pas fini de payer les effets; même si les Américains ne sont pas moins versatiles que les Français, il serait audacieux de penser que ce sont des arguments de fond qui les ont fait soudain changer d'avis. La vérité, c'est que leur nouveau chef a pris un bon départ parce qu'il a su leur inspirer confiance. Et voilà maintenant qu'avec l'arrestation des possesseurs de bombes présumés du World Trade Center la chance lui sourit.

Bien des candidats à nos propres élections aimeraient sans doute savoir comment il s'y est pris. Le physique a dû jouer son rôle: depuis Kennedy on n'avait pas vu à la Maison Blanche un si beau gosse, avec un tel sourire, un tel allant. Encore a-t-il sur son front l'empreinte d'un avantage d'une éclatante bonté, alors que celui-ci souffrait, souvenir d'une blessure de guerre, de terribles douleurs. Mais tout cela était déjà vrai pendant la campagne électorale, et n'a pas empêché que, faute d'avoir obtenu ne serait-ce que le quart des voix des inscrits, Clinton soit l'un des présidents les plus mal élus de l'histoire de son pays.

Il y a donc autre chose: comme Reagan, c'est un formidable communicateur, dans un univers médiatisé où les meilleures inten-

tions conduisent à l'enfer si l'on ne parvient pas, pour employer le vocabulaire consacré, à «faire passer le message». Encore faut-il, pour qu'il passe, qu'il y ait effectivement un message, que le discours, les slogans, les gestes mettent en évidence, au-delà des gadgets des experts en marketing politique, une volonté, une émotion, pour mieux dire une conviction.

L'Amérique réveillée

L'avenir seul dira, concernant l'actuel pensionnaire de la Maison Blanche, si la fortune continuera à lui sourire ou bien s'il finira comme Mr Smith, l'innocent héros du film de Capra qui, après être devenu un temps le coqueluche de Washington, avait dû regagner vite fait son Middle West natal. L'effet de la bombe du World Trade Center aurait pu être catastrophique, et le fait est qu'elle n'a pas inspiré à Clinton de réaction bien remarquable: Reagan, en de telles circonstances, aurait, selon toute vraisemblance, fait beaucoup mieux.

Mais la prompte arrestation de suspects a plutôt créé l'impression que le successeur de George Bush s'est baraké, et qu'il est en passe de gagner son pari de réveiller l'Amérique, de lui rendre confiance en elle-même. Ce dont beaucoup de pays auraient tant besoin, à commencer par le nôtre, mais en commençant par l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et même le Japon, pour ne pas parler de ceux qui sont ravagés par les guerres ethniques, la plupart des pays du Vieux Monde.

Sans doute la tâche était-elle plus facile outre-Atlantique. La nette

reprise économique ennotée aujourd'hui (+ 4,8 % au dernier trimestre, le meilleur résultat depuis cinq ans, 365 000 emplois créés en février) avait commencé à se manifester avant même l'élection du grand Bill. L'optimisme et le dynamisme sont des traits constitutifs d'une nation fière d'être fille de «pionniers». Après les années Bush, durant lesquelles, en contraste avec l'époque Reagan, ils se sentaient, fondamentalement, snobés par un président qui n'avait goûté que pour les problèmes planétaires, les Américains s'étaient besoin d'avoir à leur tête quelqu'un qui se mette à leur écoute. C'est ce que, autant que Clinton, avait compris un Ross Perot. D'not le bon score que ce dernier a obtenu, d'autant plus exceptionnel, pour un outsider, qu'il avait tenu le langage chuchoté de la sœur et des larmes plus que celui de la facilité.

L'un et l'autre ont saisi en tout cas l'importance du langage simple et du contact direct. Le nouveau président a même créé un précédent, à peine lancé son programme économique, en décidant d'aller le vendre en personne, aux quatre coins du pays, à ses concitoyens. Et il a doublé l'efficacité de ses propres prestations en confiant à son énergique et admiratif moitié le soin de concevoir, en liaison quotidienne «avec les gens», un programme de réorganisation de ce qui marche le plus mal pour le moment aux États-Unis: la santé publique.

Il réussit à ne pas se désintéresser pour autant du reste. Il se préoccupe, avec une rare vigueur, de la protection de la sidérurgie, de l'agriculture et de l'aéronautique américaines, autrement dit de l'emploi. Il s'efforce d'établir, avec un Boris Eltsine passablement fragilisé, un partenariat destiné non seulement à empêcher la Russie de sombrer dans un ne sait quelle aventure nostalgique, mais de chercher en commun une issue aux deux impasses ex-yougoslave et israélo-arabe. Sans à l'origine l'absolue nécessité pour l'Europe de s'unir si elle veut se faire entendre de cette nouvelle tentative de dyarchie, on ne peut que souhaiter la réussite de Clinton, auquel Richard Nixon lui-même avait de rendre, dans le *New York Times*, un hommage qui doit mettre hors d'eux bien des conservateurs. Il n'est de l'intérêt de personne en effet que l'Amérique, si longtemps locomotive de l'économie mondiale, sombre dans un marasme économique, et donc moral, qui ne laisserait, pour longtemps, aucun espoir de redressement à nos vieux pays.

ANDRÉ FONTAINE

JEAN-MARIE COLOMBANI



Il nous a captivés, il nous a porté beaucoup de lumières. Si le projet de ce livre fut de nous aider à comprendre notre mentalité, notre temps, à réfléchir sur notre citoyenneté, il a bien rempli sa mission.
Jean-Denis Bredin - Le Monde

Colombani signe, avec jubilation, l'acte de décès du mitterrandisme.
Alain Minc - Le Journal du Dimanche

Flammarion

Le 9 mars à Washington

Première rencontre entre M. Mitterrand et le président américain

M. Bill Clinton, devait accueillir, à Washington, mardi 9 mars, M. François Mitterrand, pour une première prise de contact. «C'est un face-à-face pour faire connaissance», indique-t-on du côté du département d'Etat, tandis que l'Elysée en attend l'instauration de «relations (...) fondées sur un sentiment d'amitié, de confiance réciproque, et d'estime.» «Ce devrait être une bonne occasion de présenter et de clarifier les positions respectives, d'autant que sur un certain nombre

de points, nous sommes encore un peu dans l'expectative. (...)» a déclaré le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Musitelli.

Un certain nombre de questions sensibles figurent du «menu» de cette rencontre, parmi lesquelles le GATT, l'opportunité d'un sommet extraordinaire du G7 (grands pays industrialisés), la Russie et le dossier yougoslave. Selon M. Musitelli, la France et les États-Unis ont, sur ce dernier point, «une très grande convergence de vues».

La retraite «heureuse» de George Bush

L'ancien président George Bush trouve la vie «absolument merveilleuse», qu'il a quitté la Maison Blanche, pour s'installer à Houston (Texas) en compagnie de son épouse Barbara. «Je fais la cuisine, je fais la vaisselle. Nous recommençons à vivre comme au début de notre mariage, quand nous avions vingt ans», a confié M. Bush, samedi 6 mars. Lea

Américains - toujours très nombreuses à fêter la Journée internationale des femmes la 8 mars - apprécieront ce partage des tâches: les plus féministes n'ont toujours considéré M. Bush comme l'«archétype de l'épouse soumise». M. Bush a exprimé à la sortie de l'église baptiste de Pintala (Alabama), après avoir participé à un concours de pêche à la ligne. - (AP.)

EN BREF

□ CANADA: le nouveau premier ministre sera désigné en juin. - Les députés du Parti conservateur (au pouvoir) se réuniront en congrès à Ottawa du 9 au 13 juin pour désigner un successeur à M. Brian Mulroney, premier ministre démissionnaire (Le Monde du 26 février), a-t-on appris, samedi 6 mars. Le nouveau chef des conservateurs, parti majoritaire à la Chambre des Communes d'Ottawa, deviendra automatiquement premier ministre du pays, jusqu'aux prochaines élections prévues cet automne. Aucun candidat ne s'est officiellement déclaré, mais les sondages plébiscitent M. Kim Campbell, actuel ministre de la défense. M. Michael Wilson, ministre du commerce, qui avait la faveur des milieux d'affaires, et M. Benoît Baughard, ministre de la santé originaire du Québec, ont renoncé à se présenter. - (AFP, Reuters.)

□ COLOMBIE: nouvelles arrestations au sein du cartel de Medellín. - Un des principaux trafiquants de drogue du cartel de Medellín, Julian Gomez, a été arrêté, samedi 6 mars, par la police dans cette ville, au cours d'un raid qui a fait un blessé. Grâce aux renseignements fournis par la population, la police a également interpellé plusieurs autres membres présumés du

cartel et a découvert cinq caches d'armes. Par ailleurs, un nouvel attentat à la voiture piégée - le sixième en deux mois - a fait vingt-sept blessés, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 mars, au centre de Bogotá. - (AP, Reuters.)

□ PÉROU: arrestation de deux chefs de la guérilla. - La police a saisi l'arrestation, dimanche 7 mars, du «commandant Danilo», chef d'un commando du Mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru (MRTA, proclainé tenu pour responsable de l'assassinat, en 1990, du ministre de la défense, Enrique Lopez Albujar. En outre, seize membres présumés du Sentier lumineux ont été arrêtés ces derniers jours, dont un commando soupçonné de la plupart des attentats perpétrés depuis un an par les rebelles dans la capitale. Par ailleurs, Marco Abarca, considéré comme le chef de l'Armée de guérilla populaire (EGP), aile militaire du mouvement maoïste Sentier lumineux, a été arrêté le 23 février à Lima. - (Reuters.)

□ RECTIFICATIF. - Contrairement à ce que laissait croire l'article intitulé «Guerre des zéros autour du cruzeiro» publié dans nos éditions du 3 mars, 1000 cruzeiros ne valaient pas, fin février, 0,008 franc, mais 0,28 franc.

ARTE SUR LA 5^e CHAÎNE

Mars - March - März - Marzo - Maart	Donderdag - Jueves - Donnerstag - Thursday - Jeudi 11
8 Lundi - Monday - Montag - Lunes - Maandag	14
9 <i>Lyon retour</i>	15 <i>Arte</i>
10 <i>Le 45^e Arte</i>	16 <i>Soirée thématique</i>
11 <i>Le 45^e Arte</i>	17 <i>"Die Zweite Heimat"</i>
12 <i>Le 45^e Arte</i>	18 <i>gum épisode</i>
9 Mardi - Tuesday - Dienstag - Martes - Dinsdag	Vrijdag - Viernes - Freitag - Friday - Vendredi 12
8	14
9 <i>Le 45^e Arte</i>	15
10 <i>Le 45^e Arte</i>	16 <i>Arte</i>
11 <i>Le 45^e Arte</i>	17 <i>Magasin</i>
12 <i>Le 45^e Arte</i>	18 <i>Transit</i>
10 Mercredi - Wednesday - Mittwoch - Miércoles - Woensdag	Zaterdag - Sábado - Samstag - Saturday - Samedi 13
8	14
9 <i>Le 45^e Arte</i>	15
10 <i>Le 45^e Arte</i>	16 <i>Arte</i>
11 <i>Le 45^e Arte</i>	17 <i>Le dessous des cartes</i>
12 <i>Le 45^e Arte</i>	18
93-03	Zondag - Domingo - Sonntag - Sunday - Dimanche 14
	14 <i>Arte</i>
	15 <i>19430 Megamix</i>
	16 <i>"Heimat" 4^e épisode</i>

LAISSEZ VOUS DISTRAIRE PAR ARTE.



AMÉRIQUES

BRÉSIL : les démissions successives

Fin de l'état de grâce pour le président Itamar Franco

Six semaines avant que les Brésiliens ne soient appelés aux urnes pour choisir un nouveau type de régime constitutionnel, le président Itamar Franco est en sérieuse difficulté, notamment en raison des démissions qui se succèdent dans les plus hautes sphères de l'Etat.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Le Brésil est en panne et les choses s'annoncent mal. Le président de la Banque nationale de développement (BNDES), M. Antonio Barros de Castro, a annoncé vendredi 5 mars qu'il quittait son poste (le Monde daté 7-8 mars). Principalement chargé du dossier des privatisations, il a accusé le gouvernement d'« incompétence notoire », dans une lettre de démission d'une rare dureté. Après le ministre de l'économie et le président de la Banque centrale, il est ainsi le troisième personnage important du gouvernement à « claquer la porte ».

Le coup d'éclat de M. Paulo Haddad, dû à un désaccord avec le président Franco sur des nominations de fonctionnaires, est ainsi en passe de se transformer en une véritable crise de gouvernement. D'autant plus que les députés et sénateurs multiplient depuis peu, eux aussi, les critiques à l'égard du chef de l'Etat, et mettent en cause son petit groupe de collaborateurs qui gouverne de fait le pays : « Nous avons mis fin à la République de l'Alagoas (Etat de l'ancien président Fernando Collor) pour tomber dans celle de la médiocrité des amis d'Itamar Franco », a déclaré le député José Cláudio, du Parti des travailleurs (PT, gauche).

M. Franco se dit pour sa part « démoralisé » et affirme « ne pas comprendre pourquoi soudainement tout le monde critique le gouvernement, et pour quelles raisons la presse est aussi négative ». Le chef de l'Etat se livre cependant à des déclarations contradictoires, assurant jeudi qu'il souhaite « retrouver une qualité de dialogue avec le Parlement », avant de faire préciser le lendemain par son porte-parole, M. Francisco Baker que, « dans l'esprit du président, l'effort de compréhension devrait venir des parlementaires eux-mêmes ».

L'état de grâce qui a prévalu au moment de la crise de la destitu-

tion du président Collor semble appartenir désormais au passé. Au pouvoir depuis près de six mois, le président Itamar Franco n'a jamais clairement présenté un programme d'action, se contentant d'un discours de portée très générale, le 30 décembre. La direction des affaires ressemble de plus en plus à une conduite à vue. Le chef de l'Etat s'en prend ainsi ponctuellement aux laboratoires, accusés de produire trop cher leurs médicaments, ou appelle de ses vœux la production de voitures populaires en acceptant d'accorder un dégrèvement fiscal aux constructeurs qui s'exécutent.

Les grands dossiers en attente

Pendant ce temps, les grands dossiers prioritaires sont en attente, soit au gouvernement, soit au Parlement où ils ont peu de chance d'être adoptés en l'état. Qu'il s'agisse de la réforme fiscale, des privatisations (sur les 220 prévues par le plan Collor, seulement 19 ont été réalisées et le programme est arrêté depuis l'automne), ou de la réforme de la loi sur les brevets, les projets s'écourent. « Le climat général est à la perplexité et à l'incertitude », résume dans le *Journal do Brasil*, le sénateur José Fogaca.

Ballottés entre le « populisme » et le maintien d'une politique de modernisation, d'ouverture et d'assainissement, les principaux acteurs économiques ne savent en effet plus que penser. « Quand les règles du jeu ne sont pas claires, les joueurs s'abstiennent de prendre des risques », commente un industriel. La situation économique ne cesse de se dégrader. L'inflation atteint pratiquement 30 %, les discussions avec le FMI sur la reprise du crédit relâché de 2 milliards de dollars, interrompues au cours de la dernière crise d'octobre, n'ont pas fait de grands progrès. Et le déficit record, depuis près de trois ans, du budget fédéral annoncé en février (équivalent à 4,5 milliards de francs) est un élément de préoccupation supplémentaire, tout comme l'accroissement de 1,49 % du nombre de chômeurs en janvier par rapport au mois précédent.

Le temps joue contre M. Franco. Un référendum devra permettre aux Brésiliens, le 21 avril, de choisir entre des systèmes présidentiel, parlementaire, voire monarchique. Moins d'un an plus tard commencera la campagne pour l'élection, en novembre 1994, du futur chef d'Etat qui aura pour tâche de mettre en place le régime politique choisi par la population. L'absence prévisible de rôle pour M. Franco lors de ces consultations le disqualifie peu à peu, d'autant que sa popularité est en chute libre.

Un important dirigeant économique affirmait ainsi en privé, à propos du choix imminent d'un nouveau président de la Banque centrale : « Il va falloir que le président consulte attentivement les offres d'emploi, car les candidats pour rejoindre son gouvernement se font de plus en plus rares ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

CUBA

M. Fidel Castro présente son départ comme « négociable »

Dans un entretien accordé à la chaîne américaine de télévision ABC, vendredi 5 mars, M. Fidel Castro s'est dit disposé à « négocier » son départ avec Washington, en échange de la levée de l'embargo économique imposé par les Etats-Unis à Cuba depuis 1960.

« Fidel Castro peut négocier sa vie mais jamais la révolution, le socialisme ou la souveraineté de la nation », a déclaré le président cubain. « Si le prix (de la levée de l'embargo) est moi, ce sera très simple (...) Castro n'a pas d'importance. Il est prêt à donner sa vie pour la révolution », a-t-il ajouté.

M. Castro a souligné que son départ (vu comme un préalable à la normalisation des relations entre Washington et Cuba par certaines responsables de l'administration de M. Clinton) ne dépendait pas de lui seul mais aussi de l'assentiment de la population. « L'embargo est en quelque sorte un nœud gordien (...) Je ne suis pas sûr que Bill Clinton possède le glaive d'Alexandre le Grand pour le trancher », a dit M. Castro, aux yeux duquel le nouveau président américain « semble être un homme de paix et de morale, lui rappelant John Kennedy ». — (Reuters)

Le Monde
FRANÇOIS MITTERRAND
Président républicain.
Connaissiez-vous le
conflict socialiste ?
Consultez
**L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR**
pages 501 et 511

Une double formation française et américaine au management.

L'assurance
d'un M.B.A. reconnu.
Des noms qui parlent
d'eux-mêmes :

Harvard, Wharton, Chicago, Northwestern, M.I.T., Michigan Ann Arbor, Dartmouth, Carnegie Mellon, Duke, Cornell, Indiana, etc...

Concours
Prépas
HEC
mba
INSTITUTE
Groupe IPESUP

MBA Institute Enseignement Supérieur International
38, rue des Blancs Manteaux 75004 PARIS - Tél. (1) 42 78 95 45

NOUVEAU : Admission directe en 2^e année. Concours spécial Prépas HEC
les 4 et 6 juin 1993
(inscriptions avant le 30 mars 1993).

AFRIQUE

ANGOLA : après deux mois de combats et des milliers de morts

Huambo, deuxième ville du pays, est aux mains de l'UNITA

Après cinquante-six jours de violents combats, qui auraient fait plus de douze mille morts, l'armée gouvernementale s'est retirée de Huambo, la deuxième ville du pays, a annoncé, dimanche 7 mars, Radio Luanda. Dans un communiqué, le gouvernement a affirmé avoir évacué la ville pour « des raisons stratégiques ».

La radio de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), Radio Vorgan, avait annoncé la prise de Huambo samedi, en affirmant que le mou-

vement avait fait 5 000 prisonniers et s'était emparé d'un important arsenal. L'issue de cette bataille était considérée comme cruciale pour les négociations de paix entre le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir) et l'UNITA. Après sa victoire, le mouvement de M. Jonas Savimbi a d'ailleurs proposé l'ouverture de pourparlers dès cette semaine à Genève - et a pas à Addis-Abeba, où les représentants de l'UNITA avaient refusé de se rendre le 26 février.

La chute de Huambo devrait permettre à l'UNITA de s'asseoir à la table des négociations en position de force, ou, en tout cas, dans

une position moins défavorable, alors que le Conseil de sécurité des Nations unies doit examiner dans le courant de la semaine un rapport de M^{me} Margaret Astor, chef de la mission d'observation des Nations unies en Angola (UNAVEM II). Mais, selon certains observateurs, il est possible que le gouvernement angolais refuse d'accepter sa défaite et qu'il choisisse à son tour la poursuite de l'option militaire.

L'UNITA, qui y avait transféré son quartier général après la signature des accords d'Esatini, tenait à reprendre Huambo. La ville est située dans le centre du pays, au cœur de la région où vit l'éthnie

ovimbundu - celle de M. Savimbi - qui représente plus de la moitié de la population. Jadis capitale prospère du haut plateau central angolais, elle n'est plus qu'un amas de ruines.

D'autre part, l'ONU a retiré du Cabinda son équipe d'observateurs, l'un d'eux, un Néerlandais, ayant été blessé vendredi au cours d'un attentat à la grenade et à l'arme automatique. Un observateur jordanien de l'ONU avait déjà été enlevé la semaine dernière dans la province par le Front de libération de l'enclave du Cabinda (FLEC). — (AFP, Reuters)

TUNISIE

Protestation contre la création à Paris d'un comité pour la « démission » du président Ben Ali

TUNIS

de notre correspondant

Le gouvernement de Tunis vient de faire savoir aux autorités françaises qu'il s'alarmait du dépôt, en janvier, à la Préfecture de police de Paris, des statuts d'un « comité » tunisien qui avoue avoir pour but d'œuvrer pour la « démission » du président M. Zine Abidine Ben Ali.

Pour le moment, les autorités tunisiennes s'abstiennent de tout commentaire public, mais elles ont exprimé par la voie diplomatique leur indignation au sujet de cette affaire, qualifiée en privé d'« intolérable » et d'« inacceptable ». Dans les milieux politiques tunisiens on juge inadmissible que Paris puisse tolérer que s'y agisse ouvertement, et en quelque sorte officiellement, à partir du territoire français, un

groupe appelant ni plus ni moins au renversement du régime. « On ne continue longtemps s'interroge-t-on dans ces milieux, à nous faire payer les cris de « Mitterrand assassiné » scandés pendant la crise du Golfe par quelques manifestants vite dispersés ».

Les deux promoteurs de ce « comité » seraient des Tunisiens vivant en France depuis de longues années et ne faisant l'objet d'aucune poursuite judiciaire en Tunisie, où ils sont d'ailleurs quasi inconnus de l'opinion publique. Selon des sources dignes de foi, ils seraient à l'origine d'un tract, diffusé voici quelques semaines, qui mentionnait l'appui de plusieurs personnalités - dont M. Jacques Chirac - et journalistes français à leur action. Mais les signatures produites se sont toutes révélées fausses.

MICHEL DEURÉ

RWANDA : tout en réclamant le retrait des troupes françaises

La rébellion a conclu un cessez-le-feu avec le gouvernement

La rébellion et le gouvernement rwandais se sont mis d'accord, dimanche 7 mars à Dar-es-Salaam, la capitale tanzanienne, pour observer un cessez-le-feu à partir de mardi, à minuit, et pour reprendre leurs pourparlers de paix le 15 mars à Arusha (Tanzanie). Selon un communiqué conjoint, signé au terme de trois jours de pourparlers, « les négociations devront aboutir au bout de trois semaines et un accord de paix devra être signé dans la première semaine du mois d'avril ».

La conclusion du cessez-le-feu a été retardée de vingt-quatre heures en raison d'un désaccord sur la présence des six cents soldats français au Rwanda. Le Front patriotique rwandais (FPR, rébellion) exigeait que le retrait des forces françaises soit explicitement mentionné dans le texte de l'accord, tandis que le gouvernement souhaitait une simple référence aux

« troupes étrangères ». La formule finalement retenue prévoit « le retrait immédiat des troupes étrangères et leur remplacement par une force internationale neutre sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de l'ONU ». Les signataires demandent au secrétaire général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, qui avait été nommé contrôleur de l'accord de cessez-le-feu signé en juillet dernier et placé à la tête d'un Groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN), d'en renforcer les effectifs.

Au terme du communiqué publié dimanche, le GOMN doit tracer les lignes du cessez-le-feu entre le 10 et le 13 mars, et les rebelles doivent se replier entre le 14 et le 17 mars vers les positions qu'ils occupaient à la veille de leur offensive, lancée le 6 février. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD : interrompues depuis mai 1992

Les négociations constitutionnelles reprendront « avant le 5 avril »

La réunion préparatoire à la reprise des négociations constitutionnelles a terminé ses travaux, samedi 6 mars, à Johannesburg, après deux jours de discussions. Cent vingt-six délégués représentant les principaux partis politiques, les dirigeants des hom-

lands « indépendants », les chefs traditionnels et le gouvernement sud-africain ont voté, à la quasi-unanimité, une résolution appelant à la convocation, « avant le 5 avril 1993 au plus tard », d'une conférence chargée de définir l'avenir politique du pays.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Toute l'affaire a été bouclée en à peine quelques heures. Vendredi, les chefs de délégations avaient fait part, à la tribune, de l'urgence qu'il y avait à parvenir à un accord. Samedi, en avance sur l'horaire, ils clôturaient leurs travaux en votant, presque comme un seul homme, la résolution convoquant une nouvelle conférence multipartite, qui mar-

quera la reprise officielle des négociations constitutionnelles interrompues depuis mai 1992. Les tractations en coulisse qui, elles, n'ont jamais été interrompues, venaient de produire leur premier résultat.

Ce succès n'était pas évident à l'ouverture de la réunion. S'il a été atteint, c'est que chacun semble avoir pris conscience de l'urgence à trouver une solution, étant donné le délabrement de la situation sociale et politique. Alors que de nombreux commentateurs pronostiquaient un échec, les délégués ont cherché à limiter leurs ambitions en respectant strictement l'ordre du jour : l'organisation pratique de la prochaine conférence qui devrait contribuer à sortir le pays d'une impasse dramatique. Poussés par la nécessité et le sentiment du temps perdu, les participants n'ont eu aucun mal à se mettre d'accord sur une date et sur la procédure à suivre lors de la prochaine rencontre.

Les sujets de discorde potentiels (la date des premières élections multiraciales et les pouvoirs de l'assemblée constituante qui en résultera, le poids du pouvoir central face à celui des régions, la composition et la durée du futur

gouvernement d'union nationale) ont été reportés à la prochaine réunion, dont ils constitueront le plat de résistance.

En attendant, les discussions bilatérales vont continuer en coulisse. Aucun des négociateurs n'a en effet dissimulé qu'ils avaient permis de rapprocher les points de vue. Samedi, alors que l'assemblée, unanime, votait une résolution condamnant la violence qui ravage le pays, les échos polémiques qui, ces derniers mois, avaient agité la classe politique, semblaient s'être évanouis.

GEORGES MARION

o ALGERIE : assassinat d'un officier de gendarmerie. — Un sous-lieutenant de la gendarmerie a été tué par balles, samedi 6 mars, à Djennah-el-Mahoul, dans le banlieue sud-est d'Alger, par un ou plusieurs inconnus qui ont réussi à prendre la fuite. Il s'agit du deuxième membre des forces de l'ordre assassiné depuis le début du Ramadan, le 23 février. — (AFP)

o SÉNÉGAL : résultats définitifs de l'élection présidentielle ont été le 13 mars. Les résultats de l'élection présidentielle du 21 février devraient être rendus publics avant le 13 mars, le contentieux au sein de la Commission nationale de recensement des votes (le Monde du 2 février) ayant été transmis vendredi au Conseil constitutionnel. Les partis politiques dispo-

saient de trois jours pour déposer un recours auprès de cette instance, laquelle doit se prononcer ensuite dans les cinq jours. — (AFP, Reuters)

o ZAMBIE : nouvelles arrestations d'opposants. — La police zambienne a arrêté samedi 6 mars un deuxième fils de l'ancien président, M. Kenneth Banda, dans le cadre d'une enquête sur une tentative de coup d'Etat. Le président Chiluba a proclamé l'état d'urgence jeudi dernier, invoquant l'instabilité politique du pays puis une tentative de complot. Vendredi, un autre fils de M. Banda avait été arrêté. Le nombre des opposants interpellés serait de plus d'une vingtaine. — (Reuters)

BENNETON

Graveur-Héraldique

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevrolères gravées

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

ASIE

AFGHANISTAN : M. Gulbuddin Hekmatyar devient premier ministre

L'avenir de l'accord de paix dépend de l'attitude du général Massoud

Le leader intégriste M. Gulbuddin Hekmatyar a accepté officiellement lundi 8 mars le poste de premier ministre que les factions afghanes réunies au Pakistan avaient, la veille, décidé d'attribuer à son parti, le Hezb-i-Islami. L'accord du 7 mars entend mettre fin au sanglant conflit pour le pouvoir dont Kaboul a été, à trois reprises, le théâtre depuis la victoire des moudjahidins sur les communistes, en avril. Des élections devraient avoir lieu dans les huit mois pour désigner une constituante. Le jour de la signature de l'accord, cependant, des combats ont eu lieu à Kaboul, démontrant que l'avenir dépend aussi du ministre de la défense, le général Massoud, qui n'était pas venu à Islamabad.

L'accord de paix signé le 7 mars à la résidence du premier ministre pakistanais à Islamabad prévoit, pour l'essentiel, que le mandat du président afghan, M. Burhanuddin Rabbani, sera prorogé jusqu'à la mi-1995, mais que son principal adversaire, le chef intégriste Gulbuddin Hekmatyar, sera premier ministre. M. Rabbani, cinquante-trois ans, apparemment acablé, et M. Hekmatyar, quarante-quatre ans, souriant, ont prêté ensemble avant l'accord, puis se sont serré la main devant les caméras.

L'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui groupe une cinquantaine d'États et entités musulmanes, assurera un suivi de l'accord et devra mettre sur pied un mécanisme de garantie du cessez-le-feu. Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, a parlé d'un « accord de paix historique », mais le Pakistan - non plus que l'Arabie

saoudite et l'Iran, également représentés aux pourparlers d'Islamabad - ne seront en tant que tels garants du processus.

Un processus électoral sera mis en marche aux termes de l'accord du 7 mars. Une commission indépendante doit être créée. Elle supervisera l'élection d'une constituante, dans les huit mois. La charte qu'elle devra adopter servira de cadre aux futures élections, présidentielle et législatives, à tenir avant la mi-1995.

Création d'un conseil de défense

Les chefs de huit factions ont signé le texte : aux côtés des deux principaux protagonistes des récents combats de Kaboul, MM. Rabbani, leader du Jamiat-i-Islami, et Hekmatyar, il s'agit des représentants de trois tendances sunnites modérées, d'un parti sunnite pro-saoudien et de deux groupes chiites. Seule une diss-

dence du Hezb s'est tenue à l'écart. En outre, le chef de la milice ouzbèke ex-communiste, le général Rashid Dostum, très puissant dans le nord du pays, n'était pas à Islamabad ; ses représentants étaient, pourtant, tenus informés de la progression des travaux.

L'accord a laissé de côté le très épineux problème de la composition du gouvernement. Dans les deux semaines, le premier ministre, M. Hekmatyar, en consultation avec le président Rabbani et les chefs des partis, devra nommer les ministres. Ainsi, le rôle futur du général Ahmed Shah Massoud, actuel titulaire du portefeuille de la défense, et homme fort du Jamiat-i-Islami, n'a pas été éclairci.

M. Hekmatyar a réitéré sa ferme opposition à ce qu'un seul parti détienne deux postes-clés dans l'État : dans le cas du Jamiat, outre la présidence, le ministère de la défense. « Il est de mon devoir de choisir le ministre de la défense », a déclaré le chef du Hezb, s'il est l'accord signé. « Ce portefeuille fera l'objet d'intenses négociations quand les chefs reviendront à Kaboul », a, pour sa part, commenté, de la capitale, le général Massoud.

La création d'un Conseil de défense où les huit groupes signataires auront chacun deux représentants a été décidée. Éléments-clés du fragile édifice, cette instance sera chargée de jeter les bases de l'armée islamique afghane et de rassembler les armes lourdes qui sont aux mains des factions, et d'assurer la libre circulation sur les routes du pays. L'accord prévoit aussi un cessez-le-feu immédiat, dont l'application sera vérifiée par une commission associant des représentants de l'OCI et les factions afghanes.

« Personne ne peut garantir la paix en Afghanistan », a cependant déclaré le secrétaire général aux affaires étrangères du Pakistan, dont le rôle a été décisif dans l'élaboration du texte. M. Shaharyar Khan se faisait ainsi l'écho de doutes exprimés par plusieurs signataires sur la viabilité de l'accord. Les combats qui ont, ces derniers semaines, ravagé Kaboul pour la troisième fois en moins d'un an, ont fait plusieurs milliers de morts et 6000 blessés. Dès dimanche matin, de vifs affrontements à l'artillerie lourde ont eu lieu à Kaboul entre les gouvernements du général Massoud et les forces de M. Hekmatyar, retranchées dans les quartiers du sud de Kaboul. Dix-huit personnes, civils et soldats, ont été blessés. - (AFP, AP, Reuters, UPI)

JAPON : après l'arrestation de M. Kanemaru

Le premier ministre renforce sa position

L'arrestation, samedi 6 mars, de M. Shin Kanemaru qui, dans les années 80, fut le « faiseur de rois » du Parti libéral-démocrate (PLD), a accentué la confusion au sein de la majorité conservatrice, déjà ébranlée par une série de scandales. Tout en plaçant le premier ministre, M. Miyazawa, sur la défensive face à l'opposition, cette affaire renforce, jusqu'à un certain point, sa position, puisqu'il n'a plus, désormais, de vrais concurrents au sein du PLD.

TOKYO

de notre correspondant

L'arrestation d'une personnalité politique de premier plan, qui rappelle celle de l'ex-premier ministre M. Tanaka il y a presque vingt ans, risque de ternir davantage l'image du parti conservateur au pouvoir, alors que des élections sont attendues avant la fin de l'année. L'opposition en profitera pour redemander que l'ex-chef du gouvernement, M. Takeshita, renonce à son mandat parlemen-

taire. M. Shin Kanemaru, arrêté à sa résidence quelques heures après que la loi de finances ait été adoptée par la chambre, est accusé de fraude fiscale. Son secrétaire, M. Masahisa Haibara, a aussi été arrêté. Les deux hommes auraient utilisé des fonds politiques pour l'achat de titres à usage personnel.

Cette action de la justice - dont l'indépendance était sujette à caution après que le parquet eut refermé le dossier des « contributions politiques » reçues par M. Kanemaru de la part de la société Sagawa Kyubin - a un peu redonné l'image de la magistrature. La présence à la tête du ministère d'un homme favorable à un assainissement de la vie politique, M. Gotō, n'est pas étrangère à ce raidissement.

Après qu'il eut admis, en août, avoir reçu 500 millions de yens (20 MF), et après qu'il eut renoncé à ses fonctions au sein du PLD, M. Kanemaru s'était retiré en octobre de la vie politique. Sa disgrâce met, une fois de plus, l'accent sur le rôle de l'argent dans la politique japonaise. Plus que l'enrichissement personnel, c'est la gestion même du pouvoir qui est en cause. La trajectoire des deux ex-premiers

ministres Tanaka et Takeshita - emportés par les scandales Lockheed et Recruit - est révélatrice des besoins financiers des politiciens japonais. M. Kanemaru n'a pas échappé à cette malédiction. Ironique retour des choses : ce dernier, qui contribuait avec M. Takeshita à soustraire son clan au « sbogun de l'ombre » Tanaka, est aujourd'hui victime du même sort que celui-ci, l'emprisonnement. Le pouvoir coûte cher au Japon, et il est aussi, parfois, une entreprise risquée.

Paradoxalement, la position du premier ministre pourrait être renforcée par l'arrestation de M. Kanemaru. Plus aucune éminence grise, en effet, n'influence désormais le camp conservateur. En outre, la disgrâce de l'ancien « faiseur de rois », parce qu'elle rejette sur les groupes issus du clan Takeshita, donne plus d'autonomie au chef du gouvernement. L'état de santé précaire du ministre des affaires étrangères et vice-premier ministre, M. Michio Watanabe, candidat à la succession, favorise aussi M. Miyazawa.

PHILIPPE PONS

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Un colon tué à coups de couteau près de Gaza

Quelques heures après que l'armée israélienne eut rétabli les communications avec le territoire de Gaza, bouclé depuis une semaine, un colon israélien y a été assassiné, lundi 8 mars, à coups de couteau, par un Palestinien.

La victime travaillait dans une serre de la colonie de Gan-Or, lorsqu'il a été attaqué, a précisé M. Shai Bazak, porte-parole du Conseil des localités juives de Judée-Samarie (Cisjordanie) et de la bande de Gaza. Un Palestinien, qui travaillait à proximité, a entendu des cris et a alerté des

colonies, a ajouté M. Bazak. Le criminel s'est enfui. Tout le secteur a été interdit par l'armée israélienne qui a commencé à « ratisser » les villages et les camps de réfugiés voisins. Le 3 mars, un civil israélien, qui avait pénétré par mégarde dans le camp de réfugiés de Rafah, avait été lapidé et achevé par balles (le Monde du 4 mars). Soupçonnant un fonctionnaire de l'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) de ne pas lui avoir porté assistance, le président de la commission parlementaire des

affaires étrangères et de la défense, M. Ori Or, ainsi que le Likoud (droite nationaliste) et le Tzomet (ultra-nationaliste) ont réclamé dimanche des sanctions. Dans un communiqué, l'UNRWA a affirmé que M. Katharine Striker, de nationalité américaine, était arrivée « par hasard » sur les lieux et avait été empêchée par la foule de s'approcher de la victime dont le corps était déjà « inerte ». « En dépit du danger immédiat, elle est ensuite revenue sur les lieux pour essayer de porter assistance », ajoute l'UNRWA.

LIBAN : face aux milices et aux syndicats

Le gouvernement de M. Hariri manifeste sa fermeté

BEYROUTH

de notre correspondant

Dans le banlieue sud de Beyrouth, un accrochage à l'arme légère a opposé, au cours de la nuit du samedi 6 au dimanche 7 mars, des éléments de deux milices chiites, le Hezbollah et Amal, faisant un blessé grave. L'armée libanaise a aussitôt bouclé le quartier et installé des barrières à toutes les entrées de Beyrouth ; puis elle a publié la liste des dix-huit responsables présumés de l'incident, des deux bords, se disant déterminée à les arrêter. Appréhendés par les soldats ou livrés par leurs chefs, onze d'entre eux étaient dimanche sous les verrous. Soulignant sa fermeté, l'armée a déclaré dans un communiqué qu'elle mettait « sur un pied d'égalité les fauteurs de

troubles dans le pays et l'ennemi israélien au sud ». Le chef d'Amal, devenu président du Parlement libanais, M. Nabih Berri, affirmait de son côté que « la résistance qui met en péril les zones d'habitation n'est pas une vraie résistance ».

Cette manifestation d'autorité de la part du gouvernement libanais - cautionnée par la Syrie, dont les soldats ne sont cependant pas intervenus - s'est déroulée d'une autre, tout aussi rapide et ferme, contre des fonctionnaires du port de Beyrouth qui menaient de se mettre en grève pour obtenir un réajustement de leurs salaires. La contre-attaque officielle s'est faite sur la base d'un « rapport sur les infractions financières et les opérations frauduleuses » au sein de cet organisme public. Le président de la Confédération générale des tra-

vailleurs libanais, M. Antoine Béchara, rattaché à l'administration du port, a été convoqué par le parquet.

Ailleurs, le gouvernement de M. Rafie Hariri est aussi en butte à la grogne des agents de l'Etat. Une grève des ouvriers des municipalités est prévue pour le 30 mars. Mais l'attitude du ministre de l'Intérieur, M. Béchara Merheb, s'annonce ferme également. « Nous devons nous servir la ceinture : une majorité des salaires inconsidérée aurait des résultats pervers », a-t-il dit. Ce début d'agitation sociale intervient au moment où le Liban vient d'obtenir de la Banque mondiale un prêt de 175 millions de dollars dont il était question depuis plus d'un an.

LUCIEN GEORGE

EDWY PLENEL



LA PART D'OMBRE

Rarement avaient été si bien tenus ensemble le souci du réel et l'urgence d'une déontologie.

Jean-Claude Guillebaud - Le Monde

Un grand livre, qui fait honneur à notre profession.

Bernard Langlois - Politis

L'un des plus brillants livres jalons de cette fin de règne.

Alain-Gérard Slama - Le Figaro

Le reporter se révèle ici un écrivain sensible, dans des pages pétillantes d'intelligence et de vrai talent.

Pierre Assouline - Lire

Une sainte colère... Plenel est l'un des informateurs les plus sérieux de ce temps.

Françoise Giroud - Le Journal du Dimanche

Les déçus et les dessous du social-mitterrandisme... La part d'ombre, une vraie sanguine.

Dominique Durand - Le Canard enchaîné

Ce livre se dévore comme un polar et est écrit d'une plume superbe.

Dominique de Monvalen - L'Express

Livre attachant, profondément humain et vrai, implacable aussi... A lire d'urgence, absolument.

Maurice I. Maschino - La Quinzaine littéraire

Stock

POLITIQUE

La campagne

Alors que le conseil des ministres s'apprête à examiner, mercredi 10 mars, le projet de réforme constitutionnelle qui lui est soumis par M. Mitterrand, la question des pouvoirs présidentiels apparaît, une fois de plus, comme l'enjeu principal du débat ouvert par la perspective d'une prochaine cohabitation.

« Nous n'accepterons aucune entrave à notre action », a affirmé M. Jacques Chirac aux assises du RPR, avant de préciser que « rien ni personne » ne l'empêcherait de faire son « devoir ». Autrement dit, le président de la République devra s'effacer afin de laisser la nouvelle majorité appliquer sa politique. Ce n'est pas tout à fait l'opinion de M. Mitterrand, dont la porte-parole a tenu à rappeler, avant la visite du président de la République à Washington, mardi 9 mars, que la Constitution « assure une forme de prééminence institutionnelle du chef de l'Etat en matière de politique étrangère et de défense ».

Il est vrai que ce partage des tâches entre un gouvernement qui, conformément à la Constitution, « détermine et conduit la politique de la nation » et un président qui garde la haute main sur les relations extérieures a été appliqué entre 1986 et 1988. Mais la

situation a changé et M. Chirac a lui-même reconnu, dimanche soir sur TF1, que le gouvernement devrait se montrer « plus ferme » que pendant la première cohabitation. A deux ans de la fin du deuxième septennat de M. Mitterrand, et dans l'hypothèse d'une

de la République doit choisir un chef de gouvernement proche de lui et demander aux Français, par référendum, un vote de confiance si l'Assemblée nationale le renverse. Au RPR, on ne l'entend pas ainsi : on pense, comme l'a dit dimanche M. Bernard

les pouvoirs du président actuel », affirmant : « Nous n'avons pas le droit, nous gaullistes, d'abaisser la fonction présidentielle. » On voit mal comment sortir de la contradiction — sauf à recourir à la solution de M. Barre.

Le projet de révision constitutionnelle alimente à son tour la controverse. M. Pasqua a dénoncé la tentative de M. Mitterrand pour « ériger les pouvoirs de ses successeurs » en ramenant la France « aux errements du passé ». M. Barre a exprimé la même crainte en se disant opposé à l'abrogation de l'article 16 et au quinquennat, qui, selon lui, pourrait entraîner la remise en cause du droit de dissolution et le retour au « régime des partis ». M. Giscard d'Estaing a rappelé, au contraire, qu'il souhaitait abréger la durée du mandat.

En présentant le projet de réforme samedi 6 mars devant le Conseil d'Etat, M. Vauzelle s'est contenté de souligner que l'élection du président de la République au suffrage universel « donne aux présidents et aux pouvoirs dont il dispose une portée particulière ». Sur cette « portée particulière », les avis sont partagés.

THOMAS FERENCZI

Quels pouvoirs pour le chef de l'Etat?

lourde défaite des socialistes, le rapport des forces sera beaucoup moins favorable au chef de l'Etat. Cela rendra difficile l'affirmation de sa « prééminence », en particulier sur un sujet aussi délicat que la mise en œuvre du traité de Maastricht, auquel une bonne partie du RPR, comme l'a souligné dimanche M. Pasqua, reste hostile.

M. Barre a fait observer, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que la cohabitation ne pourra être que « conflictuelle ». Qui tranchera les conflits ? Pour M. Barre, ce sera le peuple. L'ancien premier ministre défend une position originale en estimant que le prési-

dent de la République doit choisir un chef de gouvernement proche de lui et demander aux Français, par référendum, un vote de confiance si l'Assemblée nationale le renverse. Au RPR, on ne l'entend pas ainsi : on pense, comme l'a dit dimanche M. Bernard

Pons, que la nouvelle majorité parlementaire sera « l'expression de la volonté populaire », mais, apparemment, on est divisé sur les prérogatives du chef de l'Etat.

Pour M. Pons, « il y a deux lectures de la Constitution, l'une présidentielle, l'autre parlementaire ». En invitant M. Mitterrand à s'écarter, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale plaide pour la deuxième. En revanche, M. Pasqua soutient le premier en demandant que la Constitution soit appliquée « sans dériver vers le régime d'Assemblée ». Il s'est élevé dimanche contre « tous ceux qui veulent rogner

Réélu triomphalement président aux assises du RPR

M. Chirac affirme que le futur gouvernement n'acceptera « aucune entrave » à son action

Au terme des assises nationales du RPR, M. Jacques Chirac a été réélu, à l'unanimité des suffrages exprimés, à la présidence du mouvement. Rassemblement statutaire à quinze jours des élections législatives, ces assises ont été marquées par le silence imposé à MM. Edouard Balladur et Philippe Séguin, et par l'ambiguïté du discours unanime de M. Charles Pasqua. Pour sa part, M. Chirac a déclaré que la droite était prête à gouverner « sans compromis ni compromission » et qu'elle n'accepterait « aucune entrave » à son action.

Une grande-messe à l'occasion d'un officiant qui a le foi. C'est Olivier de Riquenes, présentateur du journal de 8 heures sur Europe 1, que le RPR avait engagé pour assurer l'animation de ces assises nationales, dimanche 7 mars, au parc des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis). Ce rassemblement énorme, destiné à montrer la mobilisation et l'unité du mouvement gaulliste, a attiré plusieurs dizaines de milliers de personnes (quarante mille à quarante-cinq mille, selon les organisateurs) qui ont réservé leurs ovations à M. Jacques Chirac, réélu triomphalement à la présidence du parti, et à M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, qui ont fait les plus longues interventions. MM. Edouard Balladur et Philippe Séguin, en revanche, ont eu une présence muette à ces assises.

Après un discours de bienvenue prononcé par M. Robert Pandraud, « régional de l'époque » en sa qualité de député de Seine-Saint-Denis, le secrétaire général, M. Alain Juppé, a ouvert la réunion, en lançant un discret appel au renforcement de l'unité, qu'il a qualifiée d'« esprit de compagnonnage ». M. Dominique Perben, l'un de ses trois adjoints, a résumé le programme du RPR, qui consiste à « restaurer l'Etat, reconstruire l'économie, redonner une ambition sociale, réaffirmer la place de la France en Europe et dans le monde ». Animation vidéo assurant qu'il faut « changer la France », plaisanteries roborantes pour l'environnement, présentation compacte des candidats et arrivée inintermittente de M. Chirac sur l'air de Take five, célèbre morceau de jazz composé par Dave Brubeck, se sont enchaînés. Quelques coups de projecteurs ont permis à certains candidats de se mettre en valeur : l'un s'est proposé de battre le « tar rouge » du Val-de-Marne qu'est, selon lui, M. Georges Marchais, et un autre a demandé de « revenir au

quart d'heure de morale à l'école ». Le soutien officiel apporté par le RPR à M. Mansour Kamardine, candidat à Mayotte contre M. Henry Jean-Baptiste, député (UDC) qui bénéficie de l'investiture de l'UDF, a précède la première intervention politique, celle de M. Bernard Pons.

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale a mené une charge en règle contre M. François

A l'unanimité

Au cours de leurs assises, les militants du RPR ont procédé à quatre votes, dont l'élection du président du mouvement. Pour ce poste, il n'y avait qu'un seul candidat, M. Jacques Chirac, ancien premier ministre, député de la Carrière de la Croix de Paris. Le président sortant a obtenu 100 % des suffrages exprimés et 99 % des voix. Le rapport de synthèse, de M. Alain Juppé, secrétaire général, qui avait été approuvé, à l'unanimité, par le conseil national du mouvement, la 24 février, a été adopté à 98,36 % des mandats exprimés. La commission des statuts a été élue par 97,77 % des voix.

Enfin, dans le contingent des cent membres élus au conseil national (ancien comité central), figurant, notamment, la chanteuse Line Renaud, qui s'agitait déjà dans cette instance, Gérard d'Aboville, qui a réalisé la traversée de l'Atlantique et le Pacifique, en solitaire et à la rame, Yves Duneil, chanteur et maire de Précy-sur-Marne (Seine-et-Marne), et Christian Cabrol, professeur de médecine, pionnier des greffes cardiaques. Ces trois derniers ont été les mieux élus.

Mitterrand avant d'inviter les militants à « veiller à l'unité et à la cohésion » du mouvement. « Si vous croyez pouvoir, en vous maintenant à votre poste, comme la Constitution vous le permet, mais comme la morale vous l'interdit, nous empêcher d'entreprendre le redressement de la France, si vous entendez prendre des initiatives politiques de nature à vouloir bloquer l'action gouvernementale, alors sachez que chaque fois, nous inviterons le premier ministre à engager la responsabilité de son gouvernement et à poser la question de confiance », a-t-il lancé à l'adresse du président de la République. Répondant à M. Mitterrand qui a récemment déclaré qu'il aborderait la cohabitation sans casque et sans armure, M. Pons a indiqué que le prochain chef de gouvernement assistera au conseil des ministres « avec dans une main la Constitution et dans l'autre la volonté du peuple ».

Après un « duplex » avec le Salon de l'Agriculture, qui a permis d'assister à M. Chirac de saluer « tous les paysans de France », M. Charles Pasqua — « votre choucho » — a dit l'animateur — a prononcé un discours dans lequel il a longuement marqué sa différence et habilement appelé à l'unité. « Nous serons jugés sur notre lucidité et sur notre sincérité », a déclaré le président du groupe RPR du Sénat. C'est pourquoi je

pense que la plate-forme de l'opposition, dont les objectifs sont bien définis et l'ambition réelle, risque de sous-estimer l'ampleur de l'effort national. » « Maastricht. Tout Maastricht. Rien que Maastricht. Tel devait être désormais le seul horizon de la France, comme celui de l'Europe. La petite ambition qui voilà », a poursuivi M. Pasqua, en revenant sur l'épisode du référendum qui a divisé le mouvement gaulliste et ce précisant : « Nous aurions le plus grand intérêt à nous souvenir que la majorité de nos électeurs n'a pas voulu de ce traité et, j'en suis certain, n'en veut pas davantage aujourd'hui ».

L'ancien ministre a plaidé pour l'union, en incluant son complice du club Demain la France, qui avait coopté, avec lui, la fronde aux précédentes assises de février 1990. « Que vous ayez voté oui, ou, comme nous, que vous ayez voté non (à Maastricht), rassemblement, n'est-il dit. Ne nous divisons pas à nouveau. Il n'y a pas d'autre alternative. Ou alors il faudrait gouverner avec les socialistes qui, si je ne me trompe, ont fourni au oui ses plus gros bataillons. » M. Pasqua s'est prononcé contre « l'accélération du processus de Maastricht », qu'il a décrit comme le « dernier avatar » d'une stratégie tendant à faire « resurgir ce vieux serpent de mer de la politique française, qui s'est appelé successivement troisième force, ouverture, big bang aujourd'hui ». Se référant au général de Gaulle, il a développé sa vision de « la politique la plus conforme aux intérêts du pays », ajoutant : « C'est, pour ma part, en fonction de ce seul critère que je me déterminerai. »

« Ni compromis ni compromission »

Défenseur de l'« unité » et de la « détermination » de son mouvement, M. Juppé s'est exprimé, dans le peu de temps que lui avait laissé l'orateur principal avant le déjeuner, de remercier « Charles Pasqua, Philippe Séguin et Edouard Balladur d'être au coude à coude pour porter haut les idées du RPR ». S'en prenant à « M. Mitterrand (qui) n'en finit pas de régler ses vieux comptes avec le général de Gaulle », le secrétaire général a reproché au président de la République de pratiquer la « division » et le « nuyage ». Faisant fi de sa coutumière diplomatie, il a accusé

l'« hôte de l'Elysée » de se livrer à « l'ultime manœuvre », se faisant fort de « le démentir, car c'est un abaissement de la France et de la République ». « La France est lasse de vous, faites-nous donc le don de votre départ », a-t-il lancé à destination du chef de l'Etat, avant de « revendiquer le droit au temps » pour réaliser la reconstruction de l'Etat et le rassemblement de la société française.

Après que l'imitateur Michel Leeb, par enregistrement interposé, eut souhaité « de tout cœur que nous l'emportions », M. Chirac, fraîchement réélu président du RPR, a fait observer une minute de silence en hommage à Jacques Roussel, « l'éclatant et sage conseiller avisé » à Montpelier. Puis il a conclu les assises en présentant le parti néo-gaulliste comme « la première formation de notre pays », « une formation où chacun, quelle que soit son appartenance, quelle que soit sa sensibilité, peut trouver sa place, toute sa place ». M. Chirac a développé les grandes lignes du projet de loi pour l'élection du président de l'Assemblée nationale, un texte qui confère surtout à son titulaire la place de quatrième personnage de l'Etat. Pour couronner le tout, chacun des formations de la nouvelle majorité devra vivre avec sa propre opposition, qui sera peut-être plus difficile à manoeuvrer que l'opposition de gauche réduite à la portion congrue.

Les assises du RPR, dimanche 7 mars au Bourget (Seine-Saint-Denis), ont, à leur manière, parfaitement mis en évidence les trois cohabitations auxquelles vont se heurter MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing. Par-delà les socialistes, qui ont fait de la France « un pays délégué », le président de la République, accusé de n'avoir pas cru à la réunification de l'Allemagne, d'avoir misé sur les putschistes de Minscou et de n'avoir rien compris à l'écroulement de la Yougoslavie. Insulté par l'opposition, l'ancien premier ministre a mis en garde M. François Mitterrand contre une réédition à l'identique de la cohabitation modèle 1986-1988.

Les trois cohabitations

par Olivier Biffaud

LE 28 mars, date du second tour des élections législatives, n'est pas encore là, mais l'opinion publique est quotidiennement transportée par la droite au-delà du 2 avril, journée traditionnelle de la rentrée parlementaire. Flottant d'impudence, l'opposition vit déjà l'heure belle d'après la cohabitation avec M. François Mitterrand, et ce n'est pas M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, présent aux assises nationales du RPR, qui démentira ce sentiment. « La République vous appelle », disait le slogan principal du parti néo-gaulliste. Chacun entend l'appel comme il veut.

Dans cette projection post-législative, on se partage les dépouilles d'un régime finissant. « Si tu es Mitterrand, dit l'un, l'Hôtel de Lassay doit nous revenir. » Ces termes égarés recouvrent la sourde bataille qui, dès après la nomination du futur premier ministre, s'engagera pour l'élection du président de l'Assemblée nationale, un poste qui confère surtout à son titulaire la place de quatrième personnage de l'Etat. Pour couronner le tout, chacun des formations de la nouvelle majorité devra vivre avec sa propre opposition, qui sera peut-être plus difficile à manoeuvrer que l'opposition de gauche réduite à la portion congrue.

Les assises du RPR, dimanche 7 mars au Bourget (Seine-Saint-Denis), ont, à leur manière, parfaitement mis en évidence les trois cohabitations auxquelles vont se heurter MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing. Par-delà les socialistes, qui ont fait de la France « un pays délégué », le président de la République, accusé de n'avoir pas cru à la réunification de l'Allemagne, d'avoir misé sur les putschistes de Minscou et de n'avoir rien compris à l'écroulement de la Yougoslavie. Insulté par l'opposition, l'ancien premier ministre a mis en garde M. François Mitterrand contre une réédition à l'identique de la cohabitation modèle 1986-1988.

Un partage équilibré

Pour M. Edouard Balladur, premier ministre « naturel » et silencieux, contraint au Bourget, il n'y aura « ni compromis ni compromission », d'autant que M. Chirac, vigile de la cohabitation, n'acceptera « aucune entrave » de la part du chef de l'Etat. M. Bernard Pons, président fougueux du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a du reste prévenu que la première ministre posera, en tant que de besoin, la question de confiance au Palais Bourbon et engagera la responsabilité de son gouvernement devant la représentation nationale. Une guerre va donc s'engager entre deux législatives que les électeurs, à terme rapproché, espèrent le RPR, auront à

trancher. Ecarté de l'Elysée depuis presque vingt ans, le parti néo-gaulliste a hâte d'y voir entrer son champion.

A cette première cohabitation du premier ministre avec M. Mitterrand va s'ajouter une autre avec l'UDF. Alors qu'une rumeur propagée à dessein par l'entourage du maire de Paris laisse entendre qu'il faut occuper M. Chirac, pendant cette période charnière qui va jusqu'à l'élection présidentielle, en lui offrant un poste à l'Etat comme la présidence de l'Assemblée nationale, M. Giscard d'Estaing revendique pour un des siens la même fonction. Le détenteur du poste peut en effet, dans une certaine mesure, définir la vitesse de la politique de réforme chère à M. Balladur. Le président de l'UDF réclame un partage équilibré au RPR, mais avec une Iranie sans doute invaincue M. Alain Juppé a répondu que ce partage sera « aussi équilibré » qu'entre 1986 et 1988... quand le RPR détenait l'Elysée et l'Hôtel de Lassay. Le secrétaire général du parti néo-gaulliste considère qu'avec la présidence du Sénat l'UDF est assez pourvue. Question d'appréciation. Surtout quand on vise, en plus, l'Elysée.

Et, comme si cela ne suffisait pas, le RPR s'apprête à vivre une troisième cohabitation. En son propre sein. L'ambiguïté du discours unanime prononcé par M. Charles Pasqua aux assises, alors que M. Philippe Séguin était condamné au silence, donne un avant-goût du rapport de forces qui va s'instaurer dans les rangs du parti qui compte devancer son partenaire UDF d'une dizaine de sièges à l'Assemblée.

Plus enclin à montrer sa différence, M. Pasqua, que l'on dit pour l'instant intéressé par la défense nationale, a saisi les assises de son mouvement pour dire combien il souhaite voir « ensemble » Jacques, Alain, Edouard, Philippe et lui-même, comme le réclament les militants, « pour engager le redressement de la France ». L'état-major du RPR se félicite de son bon état d'esprit, mais il court le risque de s'accrocher à l'écume des mots. A bien comprendre le président du groupe RPR du Sénat, c'est d'unité autour des idées du club « Demain la France » qu'il parle avec enthousiasme. Et pas autour de celles du traité de Maastricht, qui, il l'a dit, on ne peut plus clairement, sont le « dernier avatar » de ce qui est appelé, suivant la mode, troisième force, ouverture ou big bang. Un pied dehors, un pied dedans, M. Pasqua ne joue pas la même partition que M. Séguin, car, par la force des choses, il ne gère pas la temps de la même manière que le maire d'Espal.

Dernière cette triple cohabitation qui implique MM. Chirac, Balladur et Séguin se profile peut-être déjà une triple ambition présidentielle.

Vingt et une femmes candidates

A l'occasion de ses assises nationales organisées la veille de la Journée internationale des femmes, le RPR a tenté de mettre en valeur la vingtaine de candidates qui défendent les couleurs du parti néo-gaulliste aux législatives. Elles se sont rassemblées, pour une courte présentation, autour de M. Jacques Toubon, auquel elles ont, en chœur, lancé un humoristique « Alors, comblé, Jacques ? ». Malgré les efforts déployés par M^{me} Roselyne Bachelot, la place qui leur a été réservée dans les investitures demeure toutefois restreinte. Elles seront en effet au nombre de vingt et une. Outre sept députées sortantes — M^{me} Roselyne Bachelot (Meuse-et-Moselle), Suzanna Sauvaigo

(Alpes-Maritimes), Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique), Michèle Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques), Nicole Catala et Françoise de Penafieu (Paris), Lucette Michaux-Chevry (Guadeloupe), — les candidates du RPR sont les suivantes : M^{me} Henriette Martinez (Hautes-Alpes), Catherine Nicolas (Eure), Annick Courtat (Loire), Simone Rignault (Nièvre), Colette Codaccioni et Marie-Fanny Gournay (Nord), Anne-Marie Cauderec et Anne Cuillé (Paris), Armelle Guéberrière (Deux-Sèvres), Marie-Josée Roig (Vaucluse), Evelynne Guilhem (Haute-Vienne), Odile Moirin (Essonne), Marie-Michèle Bataille (Val-de-Marne).

Le Centre Rachi RCJ (94.8 FM)

FACE A LA PRESSE

Laurent FABUS
Premier secrétaire
du Parti socialiste

Mardi 9 mars 1993 à 20 h 30

Centre Rachi,
30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS
Téléphone : 43-31-75-47

Cette semaine, dialoguez avec

Henri
Emmanuelli

3617 POLITIQ

3615 ELIR

LÉGISLATIVES

Partez en campagne

3615 ELIR

مكتبة النش

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives

PAROLES D'ÉLECTEURS

« Réveille-toi »

Il n'est pas candidat, mais, plusieurs fois par jour, Malek, vingt-neuf ans, fait les cages d'escalier, serre des dizaines de mains, prend des nouvelles des uns et des autres. « J'ai toujours l'œil sur les gars », et je regarde si ça se passe bien. Malek, c'est son QG : le hall du bâtiment 24 - un couloir sans lumière, des boîtes aux lettres cassées - et, à l'extérieur, une pelouse couverte de papiers, où il fait ses « assemblées générales ». Depuis deux mois et demi, Malek est en campagne. Les auditeurs affluents des comités, des parents, de certains élus. Les journalistes vont l'interviewer. Deux stars du football, Dominique Roche et Pascal Olmeta, vont venir jouer dimanche prochain avec Malek et ses poulains.

Cet ancien laveur de vitres à l'aéroport de Roissy, aujourd'hui au chômage, espère bien gagner Malek, un grand projet. Réveille-toi, c'est le nom de l'association qu'il a créée dans sa cité, des barres d'immeubles tristes comme on peut les imaginer, et un nom, La Muette, qui, à Garges-lès-Gonesse, dans la huitième circonscription du Val-d'Oise, marque ses habitants d'une réputation de mauvais garçons.

« Je voudrais éviter que nos petits frères fassent les connés que nous faisons, plus jeunes. On les voit, les petits, ils vieillissent trop vite. A treize ans, ils font des trucs qu'on fait nous, à vingt-cinq. C'est à nous de nous secouer nous-mêmes et de sortir du misérabilisme et du mépris. Ils vont voir qu'on n'est pas des voyous, et que cette cité n'est pas pourrie. »

« Ici c'est le désert »

Malek a déjà un programme pour Réveille-toi : « On aura une salle où les jeunes pourront venir jouer aux cartes, écouter de la musique, regarder la télé, on fera des soirées spéciales matches de foot, on diffusera des films sur magnétoscope. Il y aura un coin musculation avec entraînement de boxe, kick boxing et boxe thaï, un coin rattrapage scolaire - j'ai un prof bénévole qui est prêt à s'occuper des petits à faire leurs devoirs - et un coin halte-garderie. Et puis, on aura un bureau d'emploi, avec une photocopieuse, un

Minitel, un téléphone, une machine à écrire pour taper les CV et un bénévolat qui sait bien parler avec les patrons. Ils les appellera au téléphone à la place des jeunes qui n'ont pas toujours la manière. »

« Ce qui me tue, dans cette société, c'est qu'on ne donne aucune chance à ces gars. Alors, c'est normal qu'ils se révoltent. Ici, c'est le désert, il n'y a rien. Un seul café qui ferme à 18 h 30, pas de cinéma, pas de salles de jeunes, aucune animation. On nous refuse le stade d'honneur de football parce qu'on est de la Muette, alors que les jeunes des autres cités ont droit d'y aller. On nous refuse l'entrée en boîte parce qu'on est arabe. Il a fallu attendre 1987 pour qu'on ait un terrain de foot à côté. Avant, on jouait sur le béton, on en a des marques aux genoux. Qu'est-ce qu'ils font les gosses ? On les prend pour des moins que rien, et ils murent d'ennui, c'est pas étonnant qu'ils aient la haine. »

Déjà, les choses ont changé dans la cité. Il y a cinq ans, Malek et plusieurs amis ont décidé « de tirer un grand coup de frein à main sur leur vie ». « On était comme tout le monde, on buvait un peu, on faisait des petits vols, on se bagarrait. Et certains chevaux sauvages du samedi soir se sont terminés par quelques tués dans des accidents de la route. D'autres sont morts de surdose d'héroïne. On s'est ressaisi. On a fait nous-mêmes notre police. On a chassé les dealers. Aujourd'hui encore, les gosses ont la haine contre eux, ils sont systématiquement évacués de la cité. Quand tu vois des gamins de seize ans taper un mec de trente ans, ça fait drôle, mais on a des résultats. » Mordu de sport, Malek organise des matches de football tous les lundis soirs. « Ça marche tellement bien qu'on se retrouve à plus trente. On est obligé de faire un roulement : dix minutes de jeu par gosse. »

Arrivé d'Oran à l'âge de six ans, Malek, qui se sent français malgré sa certitude d'être algérien, ne votera pas les 21 et 28 mars prochains, mais il compte sa campagne, va de cage d'escalier en cage d'escalier. Les gamins courent lui dire bonjour, et l'un d'eux s'exclame dans un grand sourire : « Malek ? Mais c'est notre père à nous ! »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

PROPOS ET DÉBATS

M. BARRE

Au service de l'intérêt national

Répondant au « big-bang » de M. Rocard et s'interrogeant sur ses capacités à être lui-même, pour la droite, « le monsieur qui fait schmitt », M. Raymond Barre, invité dimanche 7 mars du « Grand Jury RTL-Le Monde », a affirmé que la recomposition ne pourra se faire qu'à l'occasion d'une élection présidentielle. « Proposer une recomposition en termes de recomposition de la droite ou de la gauche, c'est échouer. (...) Les problèmes de la France sont tels qu'il faudra qu'il y ait des républicains, de droite, de gauche, du centre et de nulle part, qui soient inspirés par le désir de travailler pour le seul intérêt de la France et qui se regroupent autour d'un président de la République qu'ils auront choisi. (...) Il faudra que les problèmes de la France deviennent évidents pour que les Français se débarrassent de toutes ces conceptions partielles et arrivent à une solution qui soit celle du service de l'intérêt national. Il faudra peut-être encore un certain temps, mais on y va. »

Pour l'immédiat, l'ancien premier ministre s'est dit convaincu « qu'une politique économique convenablement menée, tendant, d'une part, à soutenir la conjoncture et, d'autre part, à remédier aux déficiences que l'on observe aujourd'hui dans l'économie française, pourrait nous permettre de revenir progressivement à une situation tout à fait acceptable ». M. Barre s'est notamment prononcé pour une réforme urgente de l'impôt sur le revenu.

M. GISCARD D'ESTAING

Pour l'égalité entre la RPR et l'UDF

M. Valéry Giscard d'Estaing a réitéré, dimanche 7 mars au Forum RMC-L'Express, un partage équitable des responsabilités entre RPR et UDF en cas de succès aux élections législatives, notamment celles de premier ministre et de président de l'Assemblée nationale. « Il est vraisemblable, a-t-il expliqué, qu'on va vers une égalité des deux grandes formations. La position de l'UDF est de dire, dans cette égalité, si les uns exercent une responsabilité importante, les autres doivent exercer l'autre responsabilité importante. » Le président de l'UDF a précisé qu'il n'était « nullement candidat » à la présidence de l'Assemblée nationale. Il s'est par ailleurs prononcé pour la mise en place d'une « structure spécialisée » contre la corruption, estimant que l'une des tâches du prochain gouvernement sera de ramener en France « un sentiment de justice et de respect des lois ».

Des militants du Front national provoquent des incidents à Paris. — Des militants du Front national s'en sont violemment pris, dimanche 7 mars, à Paris, à M. Jean-Christophe Cambadélis (PS), député de Paris, qui faisait campagne, et à des militants de l'« Ras l'front », place des Fêtes, dans le 19^e arrondissement. La police a procédé à plusieurs interpellations parmi les militants du parti d'extrême droite. M. Cambadélis et les diffuseurs de Ras l'front ont décidé de porter plainte.

COMMUNICATION

La machination avortée contre M. Hervé Bourges

« Le Figaro » raconte comment on a cherché à le « manipuler »

Alors qu'il n'y avait consacré que quelques lignes, dans ses éditions du vendredi 5 mars, à la suite des plaintes déposées contre X... par M. Hervé Bourges pour faux, usage de faux et diffamation envers un particulier (le Monde du 6 mars), le Figaro consacre à la machination avortée contre le président-directeur général de France 2 et France 3, dans son numéro du lundi 8 mars, un article signé de Stéphane Durand-Souffland et Thierry Oberlé ainsi qu'un commentaire de son directeur de la rédaction, Franz-Olivier Giesbert.

Sous le titre « Ce piège que le Figaro a déjoué », l'article communique à notre rédaction un faux qui tentait de « mouiller » Hervé Bourges dans l'affaire Botton. Examen des pièces, les deux journalistes racontent comment un journaliste permanent de TF1, Aymar du Châtenet, est venu leur apporter le 24 février un document falsifié tendant à impliquer M. Bourges dans l'affaire Botton. « Coïncidence ou pas, écrivent notamment Stéphane Durand-Souffland et Thierry Oberlé, ces révélations sont apparues au Figaro pour obtenir une publication de l'édition du lendemain. Or, c'est justement ce 25 février au matin que Patrick Poivre d'Arvor, déjà inculpé et placé sous contrôle judiciaire dans le cadre de l'affaire Botton, doit être entendu sur le fond par le juge lyonnais Philippe Courroye, alors que le « guerre des chaînes » fait rage. La Une n'aurait-elle pas apprécié que les projecteurs oublient un instant son journaliste-vedette pour éclairer l'actualité dirigeant des télévisions publiques ? Le Figaro a refusé ce document après avoir vérifié ses informations d'où qu'elles viennent. Il a été rapidement établi que ces pseudo-statuts d'EN. F. IN.

étaient un faux fabriqué à partir de pièces authentiques communiquées par le tribunal de commerce. »

Les deux rédacteurs insistent aussi sur la personnalité de Philippe Palat, rédacteur en chef de l'Idiot international, qui accompagnait ce jour-là, au siège du Figaro, le journaliste de TF1, et qui s'était chargé d'obtenir du tribunal de commerce de Paris, avant de les transmettre à Aymar du Châtenet, les statuts de la société créée en 1987 par Pierre Botton et Yves Mourousi. Ils soulignent que Philippe Palat « n'a été l'outre du faux et prétend également ne pas savoir où Aymar du Châtenet le conduisait le 24 février, découvrant au dernier moment qu'ils se rendaient au Figaro, mais ils évoquent ses antécédents judiciaires en le présentant comme « un familier des boîtes de prévenus » avant de se demander : « Lancé dans une fuite en avant, Palat semble être allé de plus en plus loin. Reste à savoir pourquoi. Ou plus exactement pour qui. »

Lettre d'excuses et nouvelle plainte

Sous le titre « Faux et usage de faux », Franz-Olivier Giesbert s'explique sur la discrétion observée jusqu'ici par son journal en écrivant notamment : « Qu'on ait cherché à manipuler notre journal, ce n'était pas notre affaire. Comme d'habitude, notre équipe n'était pas tombée dans le panneau. Pour nous, en somme, il s'agissait d'une « non-affaire ». La transformation en affaire du siècle ou d'Etat revenait à nos yeux du journalisme. Nous nous sommes refusés à pratiquer contrairement à tant d'autres. En ces temps de chômage, de guerres tri-

boles ou d'attentats terroristes, nous pensons que la presse ne se grandit pas quand elle ne parle plus que d'elle-même. Si nous revenons finalement sur cette « affaire », c'est qu'elle a été mise sur la place publique. »

Après avoir porté plainte, vendredi, pour faux et usage de faux (le Monde daté 7-8 mars), Aymar du Châtenet a adressé, dimanche, à M. Bourges une lettre d'excuses dans laquelle le journaliste de TF1 reconnaît ses torts mais affirme avoir été « abusé » en écrivant notamment au PDG de France-Télévision : « J'ai, en effet, transmis à la rédaction du Figaro un document sur l'authenticité duquel je me suis, à l'évidence, insuffisamment interrogé. Il s'agit d'un faux, ce qui est révélé, fort heureusement, avant toute publication. Quoi qu'il en soit, je regrette d'avoir, même inconsciemment, participé à ce qui est, aujourd'hui, qualifié de machination. J'ai été à bien des égards imprudent mais jamais je n'aurais, soyez-en assuré, suscité ni la diffusion au sein d'une rédaction, ni a fortiori, la publication d'un document douteux. La preuve de mon entière bonne foi résulte de la remise par moi-même à la rédaction du Figaro d'un questionnaire qui impliquait nécessairement que

vous fussiez interrogé par mes confrères sur la réalité du document et, le cas échéant, sur sa signification et ses effets. »

Quant à Philippe Palat, il a exprimé lui aussi, dimanche, l'intention de porter plainte, pour faux en particulier. Il a fait savoir, dans un communiqué, qu'il voit dans cet imbroglio « l'illustration de mauvais règlements de comptes dont je ne mesure que trop, dit-il, les motivations inavouées et dont je ne peux que m'inquiéter, des méthodes usées trop semblables à celles d'une récente affaire dont j'aurais été victime un journaliste d'investigation. Je réitère avec la plus grande force mes dénégations de toute responsabilité dans cette affaire, n'ayant eu à aucun moment le moindre intérêt de quelque nature que ce soit tendant à m'associer à l'un ou l'autre de ses protagonistes, ajoute-t-il. Seules la confiance et la volonté de rendre service m'ont fait jouer un petit rôle dans ce mauvais polder dont certains voudraient bien, au bout du compte, trouver un bon émissaire idéal, à tout prix. »

Philippe Palat a été « suspendu » de ses fonctions de correspondant en chef de l'Idiot international « jusqu'à la conclusion de l'enquête. »

ELECTIONS LEGISLATIVES SUR EUROPE 1



Les rendez-vous au quotidien

7h20

"Toute la campagne en parle"

12h50

"Carnets de campagne"

EUROPE 1

Le faussaire manquant

par Alain Rollat

Qui a falsifié le document qu'un journaliste de TF1 a apporté le 24 février au Figaro et dont la publication aurait pu porter préjudice au PDG de France 2 et France 3 si la machination avait réussi ?

Ce journaliste affirme avoir été « abusé ». Il accuse, implicitement, un confrère de l'Idiot international auquel il avait demandé de se procurer ce document auprès du tribunal de commerce de Paris.

Ce dernier, qui est connu pour ses activités de journaliste dans le domaine de la chronique policière et judiciaire, présente le profil du coupable idéal. Impliqué, et partiellement condamné, en 1991, à la suite de la parution de faux entretiens de dirigeant d'extrême droite dans la revue Passages, remercié en avril dernier par l'hebdomadaire VSD auquel il avait caché quelques autres antécédents judiciaires, il apparaît en effet, comme un « familier du box des prévenus », selon l'expression employée par le Figaro. Sa « mise en examen » et, la cas échéant, sa condamnation, ne surprendraient personne et soulageraient tout le monde.

Mais dans les affaires de faux et de faussaires la difficulté d'y voir clair tient justement au fait que ça, qui semble évident est, en vérité, souvent faux et vice versa. Sauf à penser que ces deux journalistes - ou l'un des deux, trouvant l'autre - aient été assez fous pour falsifier un document puis aller, ensemble, le proposer au Figaro à visage découvert en imaginant qu'ils pourraient bénéficier de l'impunité une fois la supercherie fatalement découverte, tout donne à penser que dans cette histoire rocambolesque il manque au moins un chaînon, le faussaire en chef.

Le lancement de la campagne officielle à la radio et à la télévision

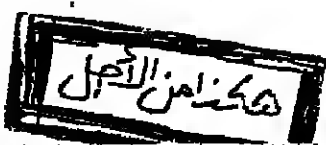
La campagne officielle des législatives à la radio et à la télévision devait commencer lundi 8 mars. Outre les quatre partis représentés par un groupe à l'Assemblée nationale, douze formations politiques ont été autorisées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à y participer. Il s'agit du Front national, de Génération Ecologie, du CNI, de Lutte ouvrière, des Verts, de A gauche vraiment (LCR), du Parti des travailleurs (ex-MPPT) du trotskiste Pierre Bousset, dit Lambert, de l'Alliance populaire (ext. d.), de l'Union des indépendants du général Jeannou Lacaze, de Solidarité, écologie,

gauche Alternative (SEGA), qui regroupe les reconstituteurs de l'ADS et les écologistes de gauche, des Nouveaux Écologistes de M. Bernard Manouville, et du Parti de la loi naturelle.

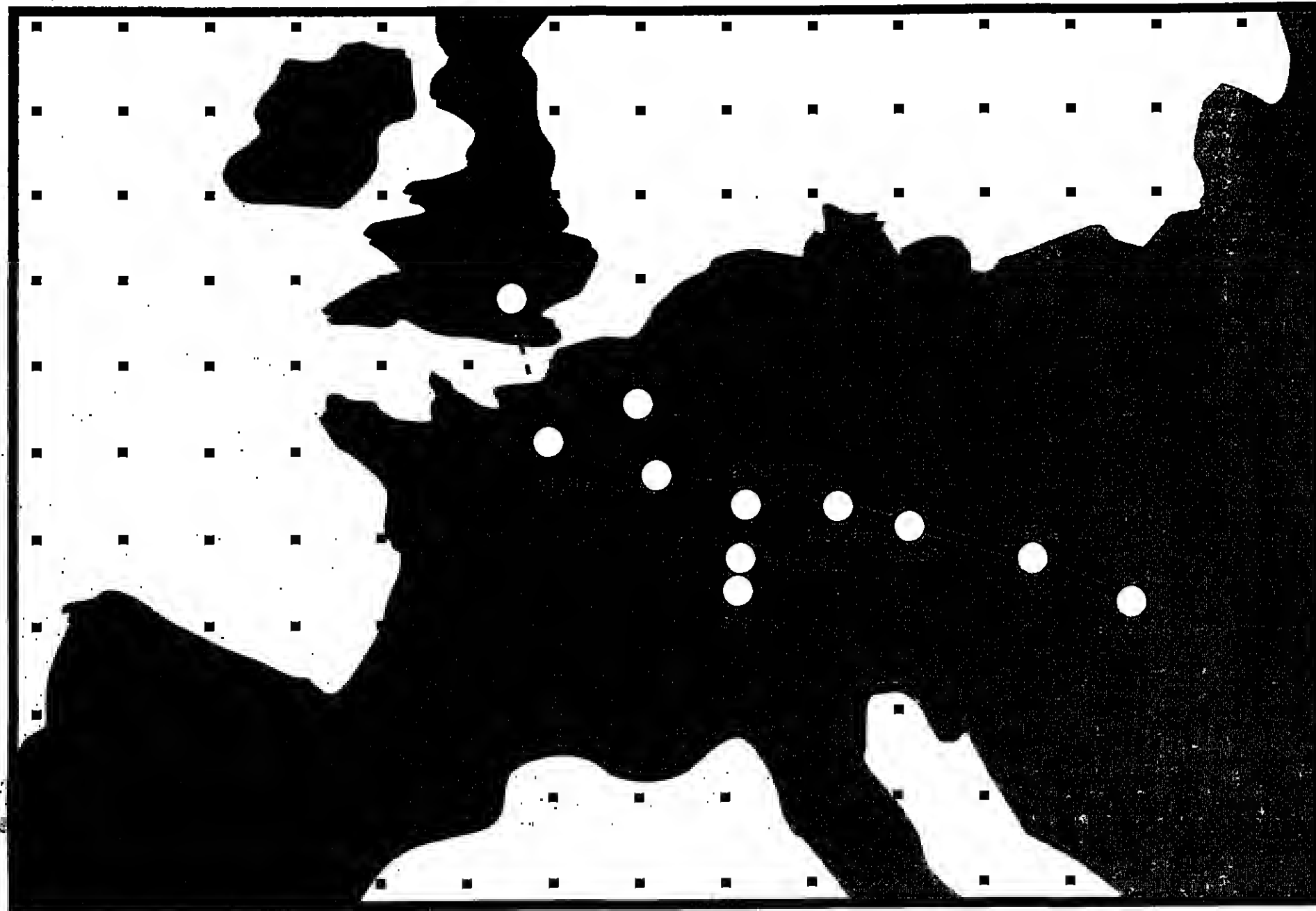
Les partis représentés à l'Assemblée nationale disposeront d'une minute et les autres formations de trente secondes. La campagne pour le second tour se déroulera de manière similaire. Tous les jours à la télévision, diffusion sur France 2 après les journaux de 13 heures et de 20 heures et en fin de soirée, sur France 3 à 14 h 15, 18 h 15 et après Soir 3.

"A cette nous ne sommes"

E



TGV-EST Européen



**"A cette vitesse-là, l'Europe,
nous ne sommes pas près d'y arriver !"**

En stoppant le TGV-EST Européen dans le secteur Baudrecourt-Avrécourt, frontière entre la France et l'Allemagne en 1870, souhaite-t-on ajouter la maladresse historique à l'incompréhension du futur ? L'Allemagne, premier partenaire de la France, restera-t-elle privée d'une liaison grande vitesse avec nous ? 80 millions d'Européens, de Paris à Budapest, attendent ce TGV qui, plus qu'aucun autre, est porteur d'Europe.

Daniel HOFFEL,
Président du Conseil général
du Bas-Rhin

Georg KRONAWITTER,
Maire de Munich

Manfred ROMMEL,
Maire de Stuttgart

Marcel RUDLOFF,
Président du Conseil régional
d'Alsace

Hermann SCHAUFLE Mdl.,
Ministre des transports
Bade - Wurtemberg

Prof. Dr. Gerhart SEILER,
Maire de Karlsruhe

Catherine TRAUTMANN,
Maire de Strasbourg

Jean Jacques WEBER,
Président du Conseil général
du Haut-Rhin

ELECTIONS
LEGISLATIVES
SUR
EUROPE 1

Les rendez-vous
au quotidien

7h20

"Toute la
campagne
en parle"

12h50

"Carnets de
campagne"

EUROPE

SOCIÉTÉ

L'affaire des écoutes téléphoniques

Des plaintes sont déposées pour atteinte à l'intimité de la vie privée
attentat à la liberté individuelle et forfaiture

Deux plaintes contre X... avec constitution de partie civile ont été déposées, lundi 8 mars, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, après la révélation par *Libération* du 4 mars des écoutes téléphoniques pratiquées par des membres de la « cellule antiterroriste » de l'Elysée sur la ligne privée de notre collaborateur Edwy Plenel et de sa compagne Nicole Lapiere. Au nom d'Edwy Plenel et du *Monde* pour la première, de Nicole Lapiere pour la seconde, elles visent le délit

d'« atteinte à l'intimité de la vie privée », le crime d'« attentat à la liberté individuelle et à la Constitution » et le crime de forfaiture.

L'article 368 du code pénal prévoit des peines d'emprisonnement et d'amendes pour « quiconque aura volontairement porté atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en écoutant, en enregistrant ou en transmettant au moyen d'un appareil quelconque des paroles prononcées dans un lieu privé par une personne,

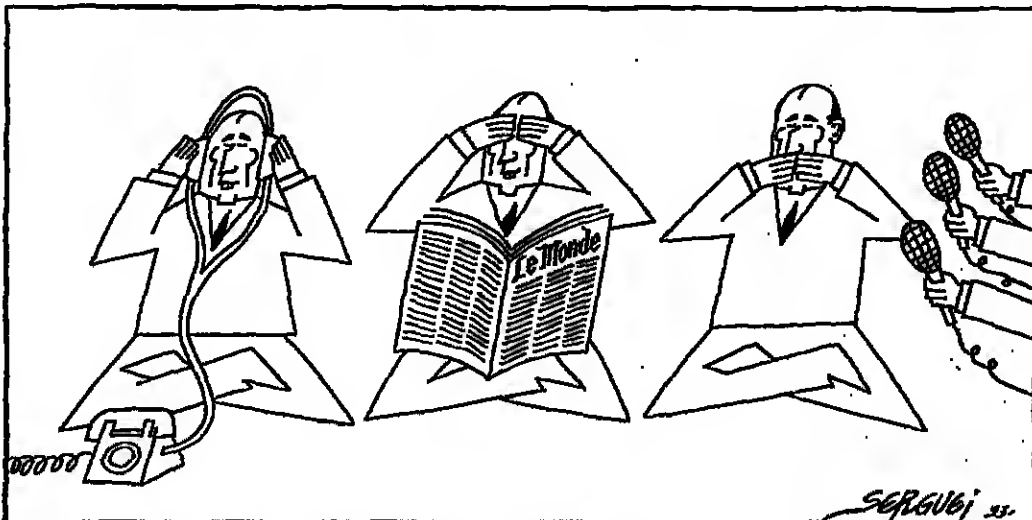
sans le consentement de celle-ci ». L'article 114 du code pénal incrimine le fait pour un fonctionnaire public d'avoir « ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la Constitution ». Enfin, l'article 166 du code pénal énonce que « tout crime commis par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions est une forfaiture ».

Sans aucunement exclure que l'information judiciaire révèle une poursuite

des écoutes au-delà de la période (fin 1985-début 1986) évoquée par les documents de *Libération*, voire jusqu'à aujourd'hui, les plaignants estiment que les infractions visées ne sont pas prescrites. La prescription de trois ans du délit d'atteinte à l'intimité de la vie privée ne peut en effet courir que du jour où l'existence des écoutes a été révélée aux personnes qui en ont été les victimes. Quant aux crimes d'attentat à la liberté et de forfaiture, la prescription de dix ans n'est pas acquise.

Ces plaintes ont été déposées par M. Michel Laval pour Nicole Lapiere et par M. Christine Courregé pour le *Monde* et Edwy Plenel. Avocat habituel du *Monde*, M. Yves Baudelot s'estime tenu par ses obligations professionnelles de ne pas intervenir dans un dossier qui risque de mettre en cause une personne pour laquelle il a précédemment plaidé. Selon toute probabilité, ces plaintes devraient déboucher sur l'ouverture d'une information judiciaire.

La preuve par « G, JL »



Toujours silencieux, ne donnant pas suite aux messages laissés sur son répondeur téléphonique, le capitaine Paul Barriol va finir par porter un chapeau trop grand pour lui. Plus abrupte et moins prudente que celle confiée au *Monde* par M. Pierre Chassiné, directeur de cabinet du président de la République (le *Monde* daté 7-8 mars), la thèse que s'emploie à accréditer l'entourage de M. François Mitterrand peut se résumer ainsi : Paul Barriol, alors en disponibilité de la gendarmerie nationale et ayant pris ses distances avec l'Elysée depuis la fin 1983, aurait de sa seule initiative mis sur écoute « sauvage » le domicile d'un journaliste du *Monde* fin 1983 et début 1986 ; puis, quelques années plus tard, il aurait fabriqué, à partir de ces écoutes, des compte-rendus de façon à ce qu'on les attribue à la « cellule » de l'Elysée animée par son ancien ami Christian Prouteau.

Cette explication tortueuse ne résiste pas à un examen minutieux des documents révélés par *Libération*, ainsi qu'à une enquête complémentaire auprès de ceux, gendarmes ou policiers, qui furent amenés à fréquenter la « cellule ». De l'avis de tous ceux que nous avons pu rencontrer, ces comptes-rendus, sophistiqués dans la conception de leur programme

informatique, précis dans l'identification des noms des personnes citées, minutieux dans la chronologie des faits et gestes du journaliste écouté, ont bien pour origine le système informatique de la « cellule » de l'Elysée, conçu par le colonel Jean-Louis Esquivé. Ce dernier, aidé par un bras droit chargé de la logistique, de l'informatique et des archives, avait en

effet conçu un programme de traitement des écoutes administratives réalisées par le GIC pour la cellule. A partir d'un décodage « brut », le « traitant » de la cellule mettait en mémoire une synthèse de la conversation ainsi qu'en exerce les noms des personnes citées, des organisations évoquées ou des sujets traités, comme autant de mots-clés.

La preuve que les documents de *Libération* ont bien cette origine est fournie par trois lettres : « G, JL », désignant le « traitant » de l'écoute réalisée le 30 décembre 1985, à 23 h 02, et mise en mémoire le 2 janvier 1986, à 17 h 57. Ces initiales sont celles du capitaine Jean-Louis Esquivé, surnommé « Gail » par ses amis, et qui fut justement ce bras droit du

colonel Esquivé, chargé de superviser la maintenance et l'alimentation du système informatique de la « cellule ». Issu du rang, sous-officier avec le grade d'adjudant-chef quand il rejoint la « cellule » créée en 1982, exceptionnellement promu lieutenant, « Gail » fut le dernier à quitter l'Elysée, en 1991, avec le grade de capitaine. Il tient aujourd'hui le secrétariat de la Société nationale des anciens et amis de la gendarmerie (SNAAG) à Paris, où nous lui avons téléphoné, lundi matin 8 mars.

« Je ne sais rien, je ne sais pas », nous a-t-il répondu. J'avais des chefs à l'époque, voyez mes chefs. Je leur ai toujours obéi. A la question précise : « Confirmez-vous ou démentez-vous être le traitant G, JL d'une des écoutes ? », le capitaine Gayzou nous a répondu : « Je n'ai rien à dire. Je ne confirme pas, je ne dément pas. Encore une fois : voyez mes chefs ».

Le capitaine Gayzou n'est pas le seul « traitant » des écoutes publiées par *Libération*, qui en désignent deux autres : « G, Pyves » ou « Pyves » et « mp ». Si nous n'avons pas encore identifié le second, le premier — qui est l'opérateur le plus fréquent — a été d'emblée désigné comme étant le commissaire de police Pierre-Yves Gilleron, aujourd'hui au Congo, dont l'entourage affirme cependant

que les documents auraient été trafiqués pour y glisser ses initiales. Cette affirmation se heurte toutefois à deux éléments de fait : d'une part, le surnom habituel du commissaire Gilleron est « Pyves » ; d'autre part, ce dernier ne nous avait pas caché, lors de rencontres passées, avoir été amené à « travailler » sur des journalistes, notamment du *Monde*.

Si on ajoute à ces recoupements — qui excluent la thèse d'un simple règlement de comptes de M. Barriol contre son ancien associé, M. Gilleron — le fait que les documents de *Libération* trahissent un travail méticuleux d'identification des personnes, même les plus anodines, évoquées (jusqu'à rechercher l'orthographe précise des noms), ainsi que les techniques de minutage des conversations et d'identification (à quatre reprises) des numéros appelés, on ne peut qu'en revenir à nos conclusions de départ : une écoute administrative (sans doute maquillée pour le nom de la personne visée et pour le motif du branchement), transmise probablement par le ministère de la Défense, dont la « cellule » mettait ensuite en mémoire une synthèse agrémentée de renseignements complémentaires.

ALAIN GIRAUDO
et EDWY PLENEL

Manifestation à Paris

« Contre le sida, quel candidat ? »

Pièce de la République à Paris, samedi 6 mars vers 15 heures, quand éclatèrent les sifflets et un bruit de sirène, le cortège s'ébranla derrière sa banderole de deuil aux lettres blanches sur fond noir : « Arrêtez le sida ! » Act Up, groupe d'inspiration libertaire, calqué sur son homologue de New-York, défilait en compagnie d'autres associations mobilisées contre la maladie, pour prendre date dans la campagne électorale. « Contre le sida, quel candidat ? » : plusieurs milliers de manifestants — quinze mille, selon les organisateurs, — fort jeunes pour la plupart, reprénaient la question, sans trop attendre de réponse, sous le soleil pâle glissant sur le rue vide.

Un ivrogne aux cheveux gras hurla qu'« il fallait tous les tuer », réclamant un « litron de rouge ». Peu après, du trottoir une voix cria : « Vous y allez comme des moutons ! Au moins, les agriculteurs, eux, savent se battre. » Une grosse femme, accompagnée d'un enfant, releva le défi : « Parmi nous, beaucoup sont malades, vont crever. La tribulation de rétorquer : « L'agriculture, elle crève pas, elle aussi ? »

La polémique tourna court, faite de combattants. Sur ce long parcours aux couleurs funèbres, il n'y eut plus d'amiche, « ralentissez, certains

ne peuvent pas suivre », invita le son, et les pas se firent plus lents. Les regards des manifestants imposaient leur gravité. Pour une fois, ceux-ci s'affichaient sur le pavé... Sur les trottoirs, qui eurent osé, cet après-midi, détourner les yeux comme on le fait si souvent pour ne pas voir ni savoir ?

Act Up — deux cents militants après un an et demi d'existence — avait laissé son style provocant aux vestiaires pour ce rassemblement résolument unitaire. Depuis quelques jours, Act Up et d'autres associations AIDES, Apas, Arcasida, SolEnSi (Solidarité-enfants-sida) et VLS (Vaincre le sida) soumettent aux candidats aux élections législatives une charte en dix points (le *Monde* du 5 mars). Signé par des milliers de personnes, ce texte a déjà l'accord d'une cinquantaine d'hommes politiques de toutes tendances, à l'exclusion de l'extrême droite.

Samedi, ce ne fut qu'à l'arrivée du cortège devant l'Opéra-Bastille, à l'heure de la dispersion, qu'on laissa éclater quelque peu la tension. « Des préservatifs pour les CRS », recommanda-t-on à l'intention du cordon de sécurité massé sur les marches de l'Opéra. « Combatez le sida, pas les sidés... »

DANIELLE ROUARD

8 H - 8 H 30 RTL NEWS

8 H 10
LE JOURNAL DES
LEGISLATIVES 93



JEAN-CLAUDE LARRIVOIRE

LES GENS LES MIEUX INFORMÉS SONT SUR RTL

DIALOGUES
8 H 25

LUNDI

JEAN-MARIE PELT

MARDI

PHILIPPE VANDEL

MERCREDI

ALAIN MINE

JEUDI

M.F. COLOMBANI

VENREDI

JEAN-PIERRE GIFFE

RTL

TANDONNÉ

VOYAGES...

LES GRANDS ESPACES

AFRIQUE - MEDITERRANEE - YEMEN etc...

NOMADE
AVENTURE
75017 Paris 15 42 45 46

EN BREF

□ M. Jean-François Botrel, nouveau directeur de l'Institut national de recherche pédagogique. — M. Jean-François Botrel, professeur des universités, a été nommé directeur de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) par un décret paru au *Journal officiel* du 7 mars qui précise, dans un autre décret, les mesures de réorganisation de cet organisme de recherche. Agé de cinquante ans, agrégé d'espagnol et docteur ès lettres, M. Botrel a été président de l'université Rennes-II entre 1982 et 1986, puis recteur de l'Académie de Corse entre 1990 et 1992. Il remplacera M. Francine Dugast à la tête de l'INRP.

□ Reprise des travaux du port de Trébeurden. — Les travaux de mise en eau profonde du port de plaisance de Trébeurden (Côte-d'Armor) devaient reprendre, lundi 8 mars.

Le Monde

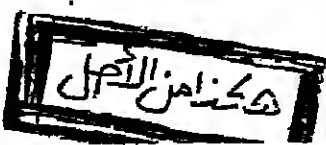
Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Fregues
directeur de la rédaction
Jacques Gili
directeur de la gestion
Manuel Lambert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Yves Agulhon
Jacques Amic
Thomas Farnaud
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Benoit-Méry (1944-1988)
Jacques Fauriol (1988-1989)
André Laurens (1989-1990)
André Fontaine (1990-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-45-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BELLEVILLE-MÉRY
94482 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-45-25-25
Télécopieur : 40-45-30-10



LA RAISON DU FOU VIVRE EST TOUJOURS LA MEILLEURE.

AUX FOUS!

AUX FOUS D'AMOUR, DE BEAUTÉ,

DE NATURE,

AUX FOUS DE CURIOSITÉ, DE PASSION, DE DÉSIR,

AUX FOUS DE JOIE,

AUX VIEUX FOUS ET AUX JEUNES,

AUX PETITS FOUS ET AUX GRANDS,

AUX COMPLÈTEMENT FOUS,

LE CLUB MED DÉDIE

SA RAISON D'ÊTRE, DE VIVRE.

AUX PAS SI FOUS QUE ÇA!

AUX FOUS D'ÉCONOMIE,

AUX FOUS D'AUJOURD'HUI,

AUX FOUS DE SOUPLESSE

QUI CHANGERONT LEUR DATE DE DÉPART,

AUX FOUS DE SOLEIL

QUI CHANGERONT LEUR DESTINATION,

AUX FOUS DE DIALOGUE,

LE CLUB MED OFFRE

DES AVANTAGES TRÈS SÉRIEUX. C'EST FOU, NON ?



Club Med. Le fou vivre.

16 (1) 42. 96. 10. 00

Agences Club Med Voyages. Havas Voyages.
Forum Voyages et agences agréées.



SOCIÉTÉ

Après la mort du porte-parole

L'enquête sur l'assassinat de Jacques Roseau s'annonce difficile

Une information judiciaire contre X... pour « assassinat et violence avec arme » a été ouverte, samedi 6 mars, par le procureur de la république de Montpellier pour enquêter sur l'exécution, vendredi 5 mars, de Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France. Elle a été confiée au juge d'instruction Régis Verhaeghe. Faut-il de témoignages et de pistes précises, l'enquête s'annonce difficile. Les obsèques de M. Roseau seront célébrées, mercredi 10 mars, en la cathédrale Saint-Pierre de Montpellier.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Dès le samedi 6 mars, les policiers du SRPJ de Montpellier se sont livrés à une minutieuse enquête de voisinage dans le quartier du Mas Devon où a eu lieu l'attentat. Mais seule une personne âgée - qui s'est précipitée à sa fenêtre après avoir entendu des coups de feu et qui a vu quelqu'un s'enfuir en courant - semble être en mesure d'apporter quelques maigres indices pour l'instant. M^{me} Nicole Mariello, attachée de presse de M. Roseau, à ses côtés lors de l'attentat, n'a pas eu le temps de distinguer quoi que ce soit. Lorsque le tireur s'est approché, elle se penchait sur son sac à main. Une perquisition a été effectuée pendant le week-end au domicile parisien de M. Roseau. La police a commencé à interroger les proches de la victime pour essayer de mieux cerner ceux qui pouvaient lui en vouloir.

A l'intérieur de son mouvement, M. Roseau ne se connaissait pas d'ennemis, mais il ne faisait pas l'unanimité. Nombreux sont ceux qui lui reprochaient d'être de son caractère pour orienter l'association vers une direction jugée trop politique. En quelques années, le Recours-France est passé d'une organisation dont l'objet premier était d'obtenir une réparation pour les rapatriés à une

force de proposition aux ambitions plus larges. Il y a d'abord eu le changement de sigle, intervenu le 16 mai 1990. Le Recours s'était transformé en Recours-France, comme pour mieux signifier l'élargissement de la dimension de son champ d'action. Samedi, la convention nationale aurait dû être une étape de plus, un « tournant historique » au dire des responsables du mouvement. Le Livre blanc des rapatriés, qui devait y être examiné, constitue une plate-

forme de propositions. Une base de travail, en quelque sorte, pour un futur secrétaire d'Etat aux rapatriés, poste dont rêvaient pour M. Roseau certains responsables de son mouvement. Dans ce document, le Recours-France expose ses vues en matière d'indemnisation, mais aussi d'aide à la population harkie, action désormais prioritaire pour le mouvement. Il y est aussi question de la réhabilitation de la mémoire et de la présence passée des Français en Algérie,

ainsi que d'une redéfinition du dialogue Nord-Sud. M. Roseau souhaitait tourner rapidement la page des indemnités pour s'engager dans un nouveau combat, d'une dimension qu'il jugeait plus historique.

A l'extérieur du Recours, les initiatives ne manquaient pas. Le milieu des rapatriés est constitué d'une multitude d'associations, et nombreuses sont celles qui acceptaient mal de voir le Recours-France sous le feu des médias en raison de la personna-

lité de son porte-parole. Cette façon de tirer la couverture à soi faisait souvent l'objet de discussions animées lorsque des représentants des différentes organisations se rencontraient. Les soutiens fluctuants de M. Roseau aux hommes politiques étaient également diversement ressentis. La convention de Montpellier devait aborder clairement la question de l'engagement du Recours-France aux côtés des candidats aux prochaines élections législatives.

Mais ce sont sans doute les sympathies affichées de M. Roseau pour le RPR qui ont provoqué les réactions les plus virulentes. Elles ont été vécues comme une trahison par un milieu extrémiste de droite qui n'a jamais pardonné au général de Gaulle d'avoir libéré l'Algérie française. La thèse extrémiste est d'ailleurs celle qu'accréditent les proches de la victime. « Lui et moi, nous avons toujours pensé qu'il finirait sous les balles, affirme M^{me} Nicole Mariello. Il suscitait des tas de jalousies permanentes. Les menaces les plus récentes dataient de décembre, toujours en provenance du même milieu. N'oubliez pas qu'à Nice il a été lynché. La guerre d'Algérie n'est pas terminée trente ans après. »

La même thèse est défendue par M. Gilbert Roseau, cousin de la victime, adjoint au maire (PS) de Montpellier : « Jacques avait fait l'objet de menaces qui viennent de milieux qu'on connaît bien. Ses prises de positions n'ont pas toujours été bien comprises. Il dérangeait ceux qui veulent déstabiliser notre démocratie. »

M. Jacques Roseau proposait par ailleurs un rapprochement politique entre la France et l'Algérie, soulignant aider le pouvoir à contrer la progression de l'intégrisme musulman par une aide au développement. Cette volonté de renouer des liens avec ce gouvernement d'Alger responsable du rapatriement des Français rencontra, elle aussi, l'hostilité de milieux pour qui la guerre est encore une plaie à vif.

La piste islamiste intégriste n'est pas non plus exclue par les enquêteurs, car M. Roseau ne cachait pas son hostilité au Front islamique du salut. Mais les policiers vont aussi se pencher sur la vie privée et les activités commerciales de la victime, qui exerçait une activité de consultant pour une chaîne de grands magasins. Aucune hypothèse ne peut, pour l'instant, être privilégiée ni écartée, ce qui laisse présager d'une longue enquête.

JACQUES MONN

La piste niçoise

NICE

de notre correspondant régional

« Il faut suivre la piste de Nice et l'élargir peut-être plus loin, a notamment déclaré, sur TF 1, dimanche 7 mars, M^{me} Nicole Mariello, l'attachée de presse de Jacques Roseau. Depuis Nice, il a toujours pensé qu'on aurait sa part. » De son côté, le procureur de la République de Montpellier, M. Jean-Jacques Robert, a également évoqué cette « piste niçoise » mais sans, toutefois, lui donner une importance particulière. En quoi consiste-t-elle ? Il s'agit, en fait, d'une agression commise, le 7 novembre 1991, contre M. Roseau lors d'une conférence qu'il avait donnée au Centre universitaire méditerranéen, à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage, le 113^e Evé.

La fin de cette réunion avait été perturbée par des contradicteurs qui avaient violemment pris à partie et insulté le porte-parole du Recours. La sonorisation de la salle avait été coupée et le tribunal avait été envahi. Dans la plus grande confusion, M. Roseau avait, alors, été

contraint de sortir par une porte dérobée sous la protection de la police. « J'ai été victime d'une véritable agression de la part d'une infime minorité, avait-il déclaré. J'ai été jeté à terre, roué de coups et j'ai même subi un commencement d'étouffement. » Faut-il confirmer par les témoins de cette scène, parmi lesquels M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes.

M. Roseau avait alors annoncé son intention de déposer plainte, pour tentative d'homicide, contre plusieurs responsables, nommément désignés, d'une association de rapatriés parmi les plus radicales, l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USDFRA), MM. Philippe de Massey, vice-président, Gabriel Mène, trésorier, le frère de celui-ci, Yvan Mène, et un avocat toulonnais, M. Henri Pieroni. Par la suite, M. Roseau avait effectivement déposé plainte pour coups et blessures contre les deux frères Mène.

La procédure avait suivi son cours et les deux personnes visées par M. Roseau venaient

d'être entendues par la police il y a une quinzaine de jours. « Nous n'admettons pas le monopole médiatique de M. Roseau qui prétendait représenter, à lui tout seul, la communauté pied-noir, car, à nos yeux, il ne servait pas les intérêts moraux et matériels des rapatriés et des harkis, nous a déclaré M. de Massey. Il y avait deux choses qui, pour nous, étaient inacceptables. La première c'était les amitiés de M. Roseau avec des responsables du FLN tels que Yacov Saadi. La seconde est qu'il s'estimait satisfait par les mesures prises, en 1987, par le gouvernement Chirac (...). »

« Je précise qu'il nous avait lui-même invité à sa conférence. Nous n'étions qu'une demi-douzaine et nous l'avions rencontré avant le début de la réunion. Il avait été présenté en termes élogieux par M^{me} Martine Daugreilh, députée RPR des Alpes-Maritimes. On ne pouvait pas accepter qu'un parti se référât à de Gaulle puisse recevoir les suffrages de gens qui en avaient été les victimes et on ne pouvait admettre qu'un pied-noir se fasse l'agent

électoral de ce parti. Quand, à la fin de la réunion, Gabriel Mène a voulu lui serrer la main, il s'est effondré. C'est tout. »

Se déclarent « navrés » d'une mort qu'il juge « atroce, ignoble », M. de Massey ne cache pas les relations difficiles qui existaient entre le Recours-France et une nouvelle confédération, le Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR) qui avait été créée, le 27 juillet 1991, à Toulouse, par le président de l'USDFRA, M. Eugène Ibargne. Ce mouvement s'opposait, on fait directement au Recours pour tenter de ravir à celui-ci l'audience dont il disposait dans la communauté rapatriée. En octobre 1991, M. Guy Forzy, président du Recours, avait notamment protesté auprès de M. Ibargne, contre des incidents qu'il soupçonnait le CNSR d'avoir suscités à l'occasion d'une réunion de son organisation à Perpignan. Dans sa réponse, rendue publique, M. Ibargne avait félicité l'action de M. Roseau qu'il présentait comme le « porte-parole de Chirac ».

GUY PORTE

Delta Air Lines

Pourquoi Devenir Membre Du Programme Frequent Flyer De Delta Air Lines.

Il est fort probable que vous ayez, depuis quelques mois, reçu de nombreuses informations sur les programmes de fidélité offerts par des compagnies aériennes.

Peut-être même adhérez-vous à l'un de ceux-ci. Cependant, si vous avez prévu de voyager pour affaires ou dans le cadre de vos loisirs, voici les raisons pour lesquelles vous devriez devenir membre du programme "Frequent Flyer" de Delta.

Aucune Autre Compagnie Aérienne Ne Récompense Votre Fidélité Aussi Bien Que Delta Air Lines.

Tout d'abord, dès que vous adhérez au programme "Frequent Flyer" de Delta, vous recevez automatiquement un bonus de 5.000 miles.*

Aucune autre compagnie ne vous en offre plus d'entrée de jeu. Ensuite, chaque fois que vous voyagez avec Delta, vous bénéficiez d'un crédit équivalent à la distance que vous parcourez, avec toujours au minimum un crédit de 1000 miles.

* Bonus d'inscription valable jusqu'au 31/12/93 pour les résidents d'Europe.

même si vous parcourez moins de 1.000 miles.

Si vous voyagez en Classe Affaires, vous bénéficiez d'une augmentation de 50 % des kilomètres parcourus, et de 100 % si vous optez pour la Première Classe.

Avec des vols desservant plus de 300 villes, partout aux Etats-Unis et dans le monde, vous pouvez voyager avec Delta où bon vous semble, en augmentant toujours votre crédit de kilométrage.

Miles**	Conversion Des Miles Acquis Sur Delta
30.000	1 billet intra-Europe gratuit en Classe Economique* vers Paris - Tel-Aviv
40.000	1 billet transatlantique gratuit en Classe Economique*
40.000	1 billet transatlantique avec surclassement de Classe Economique en Classe Affaires
60.000	1 billet transatlantique gratuit en Classe Economique* pour 1 billet acheté
70.000	2 billets transatlantiques gratuits en Classe Economique*
90.000	1 billet transatlantique gratuit en Classe Affaires
150.000	1 billet transatlantique gratuit en Première Classe

* Voyages doit être effectués avant le 30 avril 1993

** 1 mile = 1,609 km

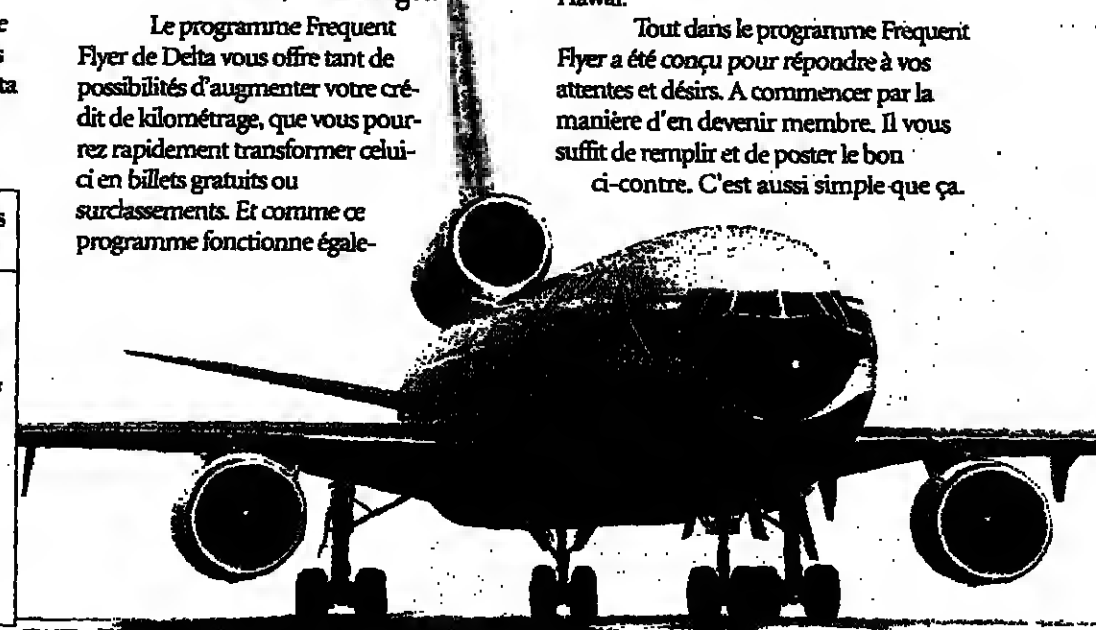
Chaque fois que vous louerez une voiture ou séjournez à l'hôtel chez un de nos partenaires, vous gagnerez 1000 miles supplémentaires.

Plus De Moyens De Transformer Votre Crédit En Avantages.

Le programme Frequent Flyer de Delta vous offre tant de possibilités d'augmenter votre crédit de kilométrage, que vous pourrez rapidement transformer celui-ci en billets gratuits ou surclassements. Et comme ce programme fonctionne égale-

ment avec Swissair, vous pouvez convertir vos kilomètres en billets gratuits sur les 75 destinations Swissair vers l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, en plus des destinations vacances de Delta telles que la Floride, les Caraïbes, la Californie et Hawaï.

Tout dans le programme Frequent Flyer a été conçu pour répondre à vos attentes et désirs. A commencer par la manière d'en devenir membre. Il vous suffit de remplir et de poster le bon ci-contre. C'est aussi simple que ça.



© 1993 Delta Air Lines, Inc.

SOCIÉTÉ

du Recours-France

« Savoir tourner la page sans la déchirer »

Enjoué, passionné, satisfait de la perspective d'un retour du RPR aux affaires et intriguant à l'égard de l'extrême droite, ainsi était apparu Jacques Roseau au cours de l'entretien qu'il nous avait accordé, lors d'un déjeuner à Paris, la veille de son assassinat.

Invité à choisir une eau minérale pour la repas, la porte-parole du Recours-France précisait malicieusement : « Pas d'Evian, s'il vous plaît », en signe de rappel historique à un événement : « l'indépendance bédouine de l'Algérie » - qui inspirait l'essentiel de son discours. Pour l'heure, le dossier prioritaire de son organisation était l'intégration des harkis et de leurs enfants, 450 000 personnes, dont « les deux tiers vivent en marge de la société française » et dont la défense était pour lui « une question de morale ». Sur la table du déjeuner, la téléphone portable sonnait pour donner à Jacques Roseau des nouvelles encourageantes des cours de la Bourse. Il souriait avant de rapplonger dans son sujet.

Pour les rapatriés eux-mêmes, Jacques Roseau réclamait le « recouvrement des délais d'indemnisation », plaçant vigoureusement pour la création d'une fondation nationale pour la réhabilitation des cimetières d'Algérie et de Tunisie, menacés par les pillages et l'urbanisation. Il demandait à l'Etat d'aider les familles de rapatriés endettés, en particulier les agriculteurs dont la situation difficile est « utilisée à l'extrême droite ». « Le Front national joue sur un irrationnel complet, il dit aux rapatriés : « Vous avez été virés par les Arabes. Aujourd'hui ce sont eux qui mangent votre pain et nous sommes les seuls à pouvoir les virer. »... Nous, n'avons aucun

intérêt à placer les rapatriés dans un tel ghetto », déclarait-il. Evocant l'Algérie avec une intense émotion, l'homme parlait de sa « amertume » mais aussi de sa volonté de ne pas vivre sur une « éternelle colère : certains gaullistes sont responsables mais il ne faut pas faire porter ce poids sur le RPR actuel ; la gauche d'aujourd'hui n'est pas non plus responsable des porteurs de valises ».

La situation actuelle en Algérie laissait Jacques Roseau « épouvanté et désolé » : « J'aurais honte d'y emmener mes enfants, affirmait-il. On ne souhaitait pas de mal à l'Algérie indépendante. On aurait souhaité pouvoir travailler ou aller comme touristes dans un pays qui s'en sort. »

Hanté par sa jeunesse algéroise et par un pays qu'il évoquait comme s'il l'avait quitté la veille, Jacques Roseau insistait sur la nécessité pour la France de retrouver la mémoire de cette période de son histoire. Il venait d'obtenir de M. Jacques Chirac un accord de principe pour l'édification, probablement au bois de Vincennes, d'un monument rappelant la nom de toutes les victimes françaises, civiles et militaires de la guerre d'Algérie. Ce monument, inspiré selon lui par la mémoire de la guerre du Vietnam de Washington, comporterait plus de 35 000 noms, y compris les européens victimes d'attentats, les harkis et les militants de l'OAS. « Il faut se retrouver dans une grand-messe funèbre à la mémoire de toutes les victimes », expliquait Jacques Roseau, répétant : « Il faut savoir tourner la page sans la déchirer. »

PHILIPPE BERNARD

Après la vague d'attentats du début de l'année

Quinze personnes en garde à vue à Nice

Vingt et une personnes soupçonnées d'être mêlées à la vague d'attentats perpétrés au début de l'année ont été arrêtées vendredi 5 et samedi 6 mars à Nice. Quinze d'entre elles ont été placées en garde à vue.

Les enquêteurs ont d'abord interpellé trois hommes fichés au grand banditisme, dont Jean-Claude Olivero, trente-sept ans, déjà arrêté pour trafic de stupéfiants, proxénétisme et attaques à main armée. Evadé de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, Jean-Claude Olivero avait été repris à Nice en octobre 1989 par le GIGN. Membres du « milieu nigro », les trois hommes interpellés sont soupçonnés d'avoir participé à plusieurs braquages et d'être à l'origine de règlements de comptes qui ont fait cinq morts sur la Côte d'Azur en septembre et octobre derniers.

Des armes saisies

C'est l'interpellation ultérieure d'un quatrième homme, connu comme colleur d'affiches du Front national, qui s'est permis aux policiers d'établir un lien entre ces arrestations et les dix attentats perpétrés en trois semaines à Nice, au début de l'année. Les terroristes avaient pris pour cible le palais de justice, des locaux de la police, un cabinet d'avocat et plusieurs commerces. A deux reprises, la prison avait fait l'objet de tirs de roquettes.

C'est une moto abandonnée lors de la deuxième attaque de la prison, le 16 janvier, qui aurait mis les policiers sur la piste. Parallèlement aux arrestations, les policiers ont effectué des perquisitions qui leur ont permis de mettre la main sur des cagoules, des armes et également des roquettes qui pourraient être du même type que celles utilisées contre la prison.

Prévues pour le 10 mars

Les marées seront les plus fortes pour la troisième fois depuis 1800

Mercredi 10 mars, le coefficient de marée sera de 119. Il s'agit là d'un coefficient très rare puisqu'il n'a été atteint que le 3 mars 1900 et le 10 mars 1918 au cours des cent quatre-vingt-douze dernières années. Le maximum théorique, qui est de 120, n'a d'ailleurs jamais été atteint depuis 1800. Le minimum théorique de 20 non plus. Le coefficient 100 caractérise les marées moyennes de vive-eau d'équinoxe.

Depuis Newton (1642-1727) et Laplace (1749-1827), on sait que les marées océaniques sont la conséquence directe des lois de la gravitation universelle selon lesquelles deux corps s'attirent en fonction du produit de leur masse respective et en raison inverse du carré de leur distance. En plus, pour les marées, la différence des attractions subies au centre et à la surface de la Terre joue un rôle essentiel. Or, cette différence varie en raison inverse du cube de la distance Terre-Lune ou Terre-Soleil. Ce qui explique que les marées engendrées par le Soleil (dont la masse est égale à 333 400 fois la masse de la Terre, mais qui est à environ 149,6 millions de kilomètres de nous) sont moitié moins grandes que celles qui sont dues à la Lune (dont la masse n'est que 0,012 fois la masse de la Terre, mais qui est approximativement à 384 000 kilomètres de notre planète).

Les grandes marées - marées de vive-eau - se produisent donc lorsque la Terre, la Lune et le Soleil sont alignés (on a une syzygie), que la Lune soit entre la Terre et le Soleil ou de l'autre côté de la Terre par rapport au Soleil, puisque de toute façon les deux attractions s'additionnent. Entre deux syzygies, il y a une « quadrature » : la Lune, la Terre et le Soleil forment un angle de 90°. Il y a alors des petites marées - ou marées de morte-eau -

puisque les deux attractions se contraignent.

En outre, qu'elles soient de vive-eau ou de morte-eau, les marées sont plus ou moins importantes en raison de l'influence de divers facteurs astronomiques (orbites elliptiques de la Terre et de la Lune, inclinaison du plan de chacune de ces deux orbites par rapport au plan de l'équateur terrestre, pour ne citer que les principaux) qui modifient les distances de la Terre aux deux autres astres, très légèrement certes, mais suffisamment pour augmenter ou diminuer un peu l'attraction qu'exercent la Lune et le Soleil sur la Terre, en particulier sur les masses océaniques. Comme tous ces facteurs astronomiques ont des périodes différentes, leurs effets s'additionnent ou se contraignent. Voilà pourquoi les coefficients ne cessent de varier d'une marée à l'autre, que celle-ci soit de vive-eau ou de morte-eau. Pour compliquer encore plus les choses, la forme des bassins, golfes, haies et estuaires intervient aussi pour amplifier ou contrarier les marées.

Enfin, il faut tenir compte de facteurs météorologiques. Une zone de basse pression fera monter le niveau de la mer : 1 hectopascal (autrefois millibar) en moins égale 1 centimètre du niveau de la mer en plus. Le vent, selon sa direction, pousse vers la côte ou chasse de la côte la mer : un vent d'ouest soufflant pendant douze heures à 80 kilomètres à l'heure pourra faire monter le niveau de la mer de 1 mètre sur une côte exposée à l'ouest. A la haute mer, un tel vent fait donc monter l'eau plus haut que prévu et peut provoquer des inondations inattendues sur des rivages bas et plats. A la basse mer, au contraire, l'eau se retire moins loin que ce à quoi on pouvait s'attendre.

C'est ce qui s'est passé le 27 mars 1967 (un lundi de Pâques). Ce jour-là, le coefficient de marée était de 118 mais le vent d'ouest était oblique et relativement fort, si bien que la mer n'est pas descendue aussi bas que l'espéraient les centaines de

milliers de curieux accourus sur la côte de la baie du Mont-Saint-Michel et s'attendant - à tort - à voir des choses extraordinaires lors de la basse mer.

En fait, seuls les amateurs de coquillages et de crevettes tirent profit des marées exceptionnelles - sans parler des marchands de frites, merguez, souvenirs et autres babioles. Il faut aussi se rappeler plusieurs choses. Il y a deux marées hautes et deux marées basses par jour (sur la plupart des côtes). Mais elles ne sont pas égales. Il y a, en effet, une variation diurne due à la déclinaison, c'est-à-dire à l'angle que fait la direction de l'astre attracteur avec le plan de l'équateur terrestre : cette inégalité diurne est maximum lorsque la déclinaison est maximum. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les marées, qui retardent tous les jours d'environ cinquante minutes, se produisent dans chaque port d'une même mer à des heures différentes et qu'au cours d'une même journée la marée la plus forte peut être celle du matin (à Brest par exemple le 10 mars).

Cette inégalité diurne se superpose à l'amplitude théorique de la marée qui est définie par le coefficient. Ainsi, à Brest le 10 mars, la marée du matin aura une hauteur de 8,20 mètres et celle du soir « seulement » une hauteur de 8 mètres.

Les personnes qui ne pourront aller voir la marée exceptionnelle du 10 mars auront très prochainement plusieurs sujets de consolation. Le 10 mars 1997, le coefficient sera à nouveau de 119. En outre, une marée de coefficient 115 est, de toute façon, d'une amplitude très voisine à celle de coefficient 119 : pour une marée de coefficient 115 et pour Brest, le Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) avait prédit, le 8 février dernier, une hauteur de marée de 8,15 mètres et prévoit, pour le 7 avril prochain, une hauteur de 8 mètres.

YVONNE REBEYROL

Du Programme
à Air Lines.

Pourquoi Le Devenir Tout De Suite?

Dès Maintenant, Gagnez
Jusqu'à 15.000 Miles De Bonus.

Jour après jour, le programme "Frequent Flyer" de Delta reste l'un des plus généreux. Mais pour une période limitée, nous l'avons rendu irrésistible.

Chaque fois que vous effectuerez un vol Delta aller-retour en Classe Economique à destination de New York (aéroport JFK) entre le 15 février et le 30 avril 1993, vous recevrez un bonus supplémentaire de 5.000 miles.

Faites un aller-retour en Classe Affaires et vous obtiendrez un bonus de 10.000 miles. Un aller-retour en Première Classe vous permettra d'ajouter un bonus de 15.000 miles à votre compte.

Exemple De Cumul Des Bonus
Kilométriques Paris - San Francisco
(Via JFK), en Classe Affaires.

5.000 miles
Bonus d'adhésion
10.902 miles
150% du kilométrage de l'aller-retour
Paris - New York (JFK)
10.000 miles
Bonus sur un billet aller-retour
pour voyage en Classe Affaires
7.764 miles
150% du kilométrage de l'aller-retour
New York (JFK) - San Francisco
1.000 miles
Séjour dans un hôtel partenaire
1.000 miles
Location d'une voiture
dans une société partenaire

Total de 35.666 miles gagnés
en un seul voyage !*

*Kilométrage basé sur la route aérienne et le type d'appareil prévus à la date de parution.

Mais, pour bénéficier de ces généreux bonus et les convertir en avantages tels que des surclassements ou des voyages gratuits, vous devez être membre du programme "Frequent Flyer" de Delta. Alors adhérez dès maintenant.

C'est rapide et facile. Il vous faut simplement remplir le formulaire et renvoyer le coupon. Nous vous ferons parvenir votre numéro d'adhésion, ainsi qu'une brochure présentant tous les détails de ce programme.

Coupon d'Adhésion

Remplissez ce coupon (un coupon individuel par adhésion).

Nom (Mme, Mlle, M.): _____

Prénom: _____

Adresse (domicile / lieu de travail): _____

Rue: _____

Ville: _____

Code postal: _____

Pays: _____

Société: _____

Tél. (domicile): _____

(professionnel): _____

* rayez la ou les mentions inutiles

Coupon à retourner à:

Delta Frequent Flyer Program
Dept. 5536, Hendon Road
Sunderland, SR9 9XZ, Grande Bretagne



DELTA AIR LINES
L'Année Du Mérite Nous Donne Des Ailes.

Offre valable selon les conditions suivantes:

- Les crédits du programme "Frequent Flyer" ne s'appliquent que sur les billets payants.
- Certains détails du programme peuvent être sujets à des changements.
- Offres de bonus de kilométrage valables uniquement pour les résidents en Europe.
- Toutes les autres règles générales du programme "Frequent Flyer" restent applicables.
- Offre valable sous réserve d'approbation gouvernementale.

SPORTS

VOILE : Vendée Globe

Alain Gautier, le prix de la vocation

A quelque 1 300 milles des Sables-d'Olonne où sera jugée l'arrivée du Vendée Globe, la course autour du monde en solitaire sans escale, Alain Gautier (Bagages-Superior) possède, dimanche 7 mars, 680 milles d'avance sur Philippe Poupon (Fleury-Michon).

Alain Gautier est entré dans sa seizième semaine de solitude. Sans doute le dernier. Condamné à des manœuvres incessantes dans des vents très instables, le leader du Vendée Globe ne peut plus espérer rallier Les Sables-d'Olonne avant le jeudi 11 mars à 23 heures, pour battre le record de l'épreuve (109 jours 8 heures 48 minutes) établi en 1990 par Titouan Lamazou. « Si pris de l'arrivée, j'aurais aimé une navigation plus paisible, histoire d'apprécier ces derniers milles de solitude avant l'extinction des Sables-d'Olonne, avait-il le navigateur dans l'une de ses dernières liaisons radio. Je suis obligé d'être très concentré sur toutes les bases de vent : une main sur le pilote, l'autre sur l'écoute. La seule chose à faire est de progresser vers le nord pour trouver les vents d'où on va pousser jusqu'à la ligne d'arrivée. » Probablement le week-end prochain.

Une dérogation d'âge

La première édition du Vendée Globe avait consacré un homme de défis, plus épris d'idéal que de course, assouissant tout à tour sa passion pour la peinture, l'écriture et l'adventure maritime, découverte à l'adolescence. La deuxième devrait récompenser la vocation d'un jeune homme à l'existence rythmée depuis l'enfance par la mer et la compétition. Son grand-père, matelot-tram-pêcheur, allait chercher le morue en mer d'Islande. Ses grands-parents paternels armaient des chalutiers à Lorient. Ses parents ont repris l'ef-

faire. Pierre, son frère aîné, est shipchandler après avoir goûté à la compétition, notamment dans la première Route du rhum, en 1978. Jacques, sa sœur cadette, a été officier dans la marine marchande. Lui-même a été conçu en mer, sur le bateau de croisière familial, devant l'île d'Eden (golfe du Morbihan). D'où son prénom (d'Alain (Lanin en Breton)).

Berçé par les bistrots de mer, Alain Gautier a très tôt laissé voguer son imagination. « Il était gentil, calme. Il se dérangeait pas en classe, mais il dessinait des voiliers pendant les cours », se souvient l'un de ses professeurs. A dix-sept ans, il demande une dérogation d'âge pour accomplir son parcours de qualification pour la course en solitaire du Figaro. Longtemps, le jeune Lorientais fera de cette épreuve son objectif. Il s'y révèle en 1983 en gagnant la première étape devant Philippe Poupon. Cinq ans plus tard, il remporte les trois premières étapes, mais, encaimé à trois milles de la ligne d'arrivée de la quatrième, il doit laisser la victoire finale à Laurent Bourgnon pour 16 minutes. Son talent et sa persévérance seront enfin récompensés l'année suivante, en 1989, où il l'emporte, pour sa dixième participation.

Quelques mois plus tard, il est, à vingt-sept ans, le benjamin des treize aventuriers du premier Vendée Globe. A court de préparation, il réussit le meilleur départ avec Loïc Peyron, mais cède peu à peu du terrain. A la longitude de l'archipel des Crozet, dans l'océan indien, il est encore quatrième, lorsque la casse d'une barre de flèche dans son mât le contraint à naviguer pratiquement sans grand-voile jusqu'au cap Horn. Son calvaire, jalonné par deux chavirages, dont le dernier à une centaine de mètres d'un iceberg, et une mauvaise chute du mât alors qu'il repartait sa barre de flèche, s'achèvera aux Sables-d'Olonne, vingt-trois jours après l'arrivée de Titouan Lamazou.

Très pudique, ce gagnateur au visage d'enfant triste et romantique

avait masqué son déarroi et sa rage de s'avoir pu démontrer sa vraie valeur en empruntant lors des vacances radio le too et les expressions de commentateurs sportifs vedettes pour raconter ses mésaventures ou sa tenir informé de l'actualité. « Au début, j'interprétais sa façon de parler comme l'expression même du superficiel, se souvient Titouan Lamazou. Alain représentait tout ce qui ne m'intéressait pas. Il racontait que, pour lui, le Globe était une course ordinaire! En fait, Alain cachait bien son jeu. Je l'ai découvert au fil des jours. Il m'annonçait quand il parlait des bouquins qu'il lisait. Sous des dehors artificiels, il coche une réelle culture. Et puis, en l'écoutant, j'avais l'impression de me retrouver trois ans en arrière, à l'époque du BOC Challenge (course autour du monde en solitaire avec escale). Il faisait les mêmes erreurs que moi. »

Un budget de 12 millions

Trois ans plus tard, au départ du deuxième Vendée Globe, Alain Gautier était encore, à trente ans, le benjamin des quatorze concurrents, mais il était, cette fois, devenu l'un des plus expérimentés. Le BOC Challenge (deuxième derrière Christophe Auguin malgré deux victoires en quatre étapes) et La Baule-Dakar (vainqueur en monocoque) lui avaient permis de porter à quelque 60 000 milles (plus de 110 000 km) sa distance parcourue en solitaire depuis son premier départ des Sables-d'Olonne. « Ça ne me dérange pas de courir sur une solitaire, dit-il. Au moins, si je perds, je sais pourquoi. Des courses comme la Whitbread (course autour du monde en équipage) sont trop dures à gérer et demandent des budgets énormes. Je ne me sens capable de dévoter un budget de 60 millions de francs. »

Avec un budget de quelque 12 millions de francs (dont 6 pour la construction du bateau) alloué par Superior, Alain Gautier a pu tirer

les leçons de ses deux précédents tours du monde pour concevoir, en étroite collaboration avec les architectes Jean-Marie Finot et Pascal Conq, le voilier le plus puissant de la flotte des 60 pieds (18,28 mètres de long), avec 290 m² de voilure au près et 550 m² au portant pour un poids inférieur à 11 tonnes (le monde de 2 ans). Bien exploitée, cette puissance lui a permis de « lever le pied » dans les conditions de navigation les plus délicates et de rattraper ensuite le temps perdu.

Cette option l'avait incité à affaiblir toutes ses voiles dans la tempête du golfe de Gascogne, fatale au Britannique Nigel Burgess, mais qui avait aussi contraint quelques-uns des favoris comme Philippe Poupon, Loïc Peyron, Jean-Luc Van den Heede ou Yves Parlier à retourner aux Sables-d'Olonne à la suite d'avaries. Et c'est depuis le franchissement de l'équateur, le 10 décembre, Alain Gautier a ensuite mené une course exemplaire pour s'assurer très vite une avance de plusieurs centaines de milles sur ses poursuivants les plus proches. Une suite au oiseau du palier de safran inférieur bâbord, qui laissait entre, entre 60 et 120 litres par heure suivant la vitesse et le gîte du bateau, a continué jusqu'à la plus chaude alerte pour la progression du Lorientais.

A-t-il trop dominé le deuxième Vendée Globe? Les sept rescapés encore en course ont-ils moins su faire partager leurs émotions que leurs prédécesseurs lors des liaisons radio? La multiplication des tours du monde a-t-elle déjà banalisé cette dernière grande aventure maritime? Durant seize semaines, l'odyssée solitaire d'Alain Gautier eut un moindre impact que celle de Titouan Lamazou trois ans plus tôt. Ce qui ne devrait pas empêcher de recevoir un accueil mémorable; surtout s'il rallie les Sables-d'Olonne au cours du prochain week-end.

GÉRARD ALBOUY

RUGBY : Tournoi des cinq nations

L'Angleterre s'ouvre au jeu

En battant (26-12) le Quinze d'Ecosse grâce à trois essais, samedi 6 mars à Twickenham, les Anglais ont conservé leurs chances de s'imposer dans le Tournoi des cinq nations, où ils sont désormais premiers à égalité avec les Français. Mais la surprise est encore venue de l'Arms Park de Cardiff, où les Gallois, futurs adversaires du Quinze de France, se sont inclinés (19-14) face à des Irlandais qui n'avaient plus gagné un match depuis trois ans.

Certains joueurs placent plus que d'autres sur le sort d'une rencontre. Samedi, les Ecosseis l'ont appris à leurs dépens. En perdant Craig Chalmers avant le jeu de la première mi-temps, ils ont à la fois perdu leur match, leurs espoirs de coiffer la triple couronne — le récompense symbolique pour l'équipe britannique qui bat ses trois rivaux — et la volonté d'offrir une victoire sur les terres du « vieil ennemi » à l'entraîneur qui les quittera à la fin de la saison. Dans le système mis en place par Ian McGeechan, Chalmers tient un rôle clé. Grâce aux leçons du maître, le joueur a compris depuis longtemps qu'il ne devait offrir que des coups de pied, jeu avec ses avant et passes au large, il a contribué à donner au Quinze d'Ecosse ce rugby moderne qui en fait l'équipe la plus intéressante du Tournoi. Jusqu'à ce que Chalmers ne quitte Twickenham sur une civière, avant-bras fracturé, abandonnant ses coéquipiers à leur désarroi.

Stuart Barnes et les frères Underwood

Hélas pour les Ecosseis, le demi d'ouverture adverse avait également changé de visage. Avant même le début de la rencontre, les roses et la météo bien pelée de Rob Andrew s'étaient effacées devant la bouille ronde et la chevelure ébouriffée de Stuart Barnes. Et ce seul changement avait suffi à bouleverser la physiognomie du jeu anglais.

Depuis 1987, Rob Andrew symbolisait le rugby du quinze à la rose, puissant, méthodique et terriblement ennuyeux. Lorsqu'il recevait un ballon, invariablement l'ouvreur bottait. Et son équipe construisait sa domination européenne sur ces grands coups de pied et ces petits calculs. Mais la défaite concédée d'un petit point aux Gallois fit douter les stratèges

anglais. Clé du système, Rob Andrew allait ainsi payer pour ce moment d'égarment ne se transformant pas en signe avant-coureur de faillite.

L'heure de Stuart Barnes avait sonné. Ouvreur à Bath, le meilleur club outre-Manche, il a rayé de son vocabulaire les termes chandelle ou dégagement en touchant au profit d'un mot tout simple : l'attaque. Barnes l'utilise à la perfection. Il donne son ballon avec les mains, et parfois même le porte lui-même au-delà de la ligne d'avantage — action inconnue de la plupart des demi d'ouverture classiques. Samedi, il a aussi joué un rôle décisif sur les trois essais anglais. Dans les tribunes de Twickenham, une petite dame put alors esquisser quelques pas de danse. M^{me} Underwood exultait. Rarement ses fils, qui occupent chacun une aile de l'alignement anglais, avaient participé à pareille fête; ils inscrivaient chacun un essai. En grande partie grâce à leur onvreur, les Anglais redécouvraient leurs ailiers, et le Quinze à la rose retrouvait des ailes. Dans un Tournoi qui semble se resserrer vers le bas, l'équipe dont on attendait le moins venait de desserrer les scores, de faire sauter les corsets des attaquants et de sauver le spectacle en offrant à la compétition son premier beau match.

Pour Stuart Barnes, cette satisfaction éducaire à peine le sentiment du temps perdu. Car à trente ans l'ouvreur célébré à Twickenham sa première sélection à part entière dans le Tournoi des cinq nations. Depuis 1985, et une tournée tonitruante dans l'hémisphère sud, son talent ne faisait pourtant aucun doute. La presse anglaise se chargeait de le rappeler régulièrement. Mais les sélectionneurs avaient toujours préféré l'assurance-vie des bottiers à ce placement à risque. Et le joueur n'avait pas manqué d'aggraver son cas par quelques déclarations fracassantes qui l'avaient placé en marge de la sélection. Jusqu'à ce qu'un manager suffise à le replacer au centre de l'équipe anglaise.

De l'autre côté de la Manche, les sélectionneurs français auront-ils retenu la leçon? Depuis l'an dernier, ils semblent préparer à Alain Penaud, un demi d'ouverture qui ne parvient pas à muscler son rugby d'attaque, le même parcours que Stuart Barnes. Ils s'inspirent de ses déclarations et lui prêtent la botte de Didier Camberabero au détriment de la préparation de l'avenir. Attendront-ils que Penaud fête ses trente ans pour ouvrir le Quinze de France à un nouveau jeu? Ce serait en 1999, tout juste pour la troisième Coupe du monde de rugby.

JÉRÔME FENOGLIO

ATHLÉTISME : championnats de France de cross-country

La bouffée d'oxygène de Marignane

Abdellah Behar a obtenu dimanche 7 mars à Marignane (Bouches-du-Rhône) le titre de championnat de France de cross-country au terme d'une course gagnée par le Marocain Brahim Lahiafi. Tony Mertins, du Jogging international marignanais (JIM), est sacré vice-champion. Le JIM s'est également octroyé le titre national féminin grâce à la victoire d'Odile Ohier devant Ferida Fates et la tenante du titre, Annette Sergent. Ce club enlève aussi les deux titres de champion de France par équipe.

Après son refus de faire appel

Ben Johnson ne courra plus

L'avocat de Ben Johnson a annoncé, dimanche 7 mars, que le sprinter canadien préférerait se retirer définitivement de la compétition plutôt que de faire appel de la décision de la commission médicale de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) de la suspendre pour dopage (le Monde daté 7-8 mars). Dans un communiqué lu par son avocat, Ben Johnson a invoqué son âge, trente et un ans, les frais juridiques élevés et ses obligations familiales comme raisons de son refus de se pourvoir en appel. Privé de sa médaille d'or olympique du 100 m en 1988 à Séoul pour dopage au stanozolol, puis à nouveau contrôlé positif à la testostérone la 17 janvier à l'issue de la réunion en salle de Montreuil, Ben Johnson ne réapparaîtra donc plus sur les pistes. Le Conseil mondial de l'IAAF devrait confirmer dès samedi 13 mars à Toronto (Canada) la radiation à vie du récidiviste.

MARNIGNE

de notre envoyée spéciale

C'est un parcours accidenté et coupé-jarreté qui se perd dans une pinède. Il fait beau et le ciel est si transluide que la lune tient compagnie au soleil. Un ténace parfum de kérosène et le roulement des avions en approche rappellent la proximité de l'aéroport international de Marseille-Marignane. Nous sommes sur la motopiste Notre-Dame à quelques kilomètres du complexe ébénier de l'étang de Berre. Dans ce « havre de paix industrielle » niche le meilleur club de demi-fond français : le Jogging international marignanais (JIM).

Dimanche, sur leurs terres, ses représentants ont encore ajouté quelques trophées à son palmarès. Odile Ohier est devenue championne de France et le club s'est adjugé les titres nationaux par équipes chez les hommes et les femmes. Le président du JIM, Jean-Yves Chapelier, a pourtant un regret : Tony Martins a dû se contenter de la deuxième marche du podium masculin.

Il y a longtemps que le JIM, ex-CMSA, fondé en 1976, survole les championnats de France de cross-country. Marignane court pour ne pas s'asphyxier. Grâce à son maire (div. droite), Laurens Delleuil, le JIM s'est doté des moyens d'accueillir les meilleurs coureurs du moment. Ici est venu le Marocain Said Aouita avant de devenir champion du monde et recordman en demi-fond. Le Français Joseph Mahmoud, détenteur du record d'Europe du 3 000 mètres steeple et médaillé d'argent de la discipline aux Jeux olympiques de Los Angeles de 1984, s'entraîne en Provence depuis douze ans. Ces deux noms avaient suffi pour bâtir une légende et attirer d'autres champions comme Thierry Pantel — parti depuis à Alès — ou Tony Martins.

Ancien footballeur, Laurens Delleuil explique qu'il a préféré fonder un club d'athlétisme : « Parce que l'investissement reste raisonnable par rapport au football. Je voulais aussi promouvoir un sport encore propre. Et tout pis s'il ne jouit pas du même engouement médiatique que le ballon rond. » Les vingt athlètes de haut niveau du club — qui compte 400 licenciés

— travaillent à la mairie. Ils sont moniteurs de gymnastique, pompier, gendarme ou jardinier, quand ils ne sont pas détachés à plein temps afin de pouvoir s'entraîner à leur guise.

« Sans souci d'argent »

Ainsi, Odile Ohier. La Bretonne a quitté ses terres il y a deux ans et demi pour le soleil provençal. Aujourd'hui, elle habite à 200 mètres du parcours où elle a triomphé dimanche. « Je travaille dans des conditions idéales, explique-t-elle. Il fait chaud, je suis une terre sèche et dure après avoir connu la boue et la pluie. Et puis je travaille à ma guise, sans souci d'argent. »

Avec 220 000 francs de subventions, la municipalité supporte près d'un quart du budget du club (1 million de francs, environ). En 1985, Eurocopter, première entreprise européenne d'hélicoptères, basée à Marignane, a permis au

JIM de profiter d'un luxueux complexe sportif bâti sur la motopiste Notre-Dame. Le 1^{er} octobre 1992, le club a inauguré un nouveau type de partenariat en s'associant avec le mensuel Jogging international. Il porte désormais son nom, reçoit 50 000 francs par an et dispose de dix pages de publicité qu'il propose à ses principaux partenaires contre des équipements. Tous les mois, le magazine consacre une page à la vie du club.

Ce mariage a provoqué quelques remous parmi les dirigeants, qui ont craint que le JIM soit « démythifié ». Certains reprochent au président Chapelier d'accepter des athlètes au détriment de la formation des jeunes. « Les espoirs sont difficiles à trouver, reconnaît-il. Le succès appelle le succès. Les meilleurs nous rejoignent, il est vrai séduits par les conditions très confortables d'entraînement. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

FOOTBALL : Coupe de France

Sept têtes tombent

Sept clubs de première division, contre six l'an dernier, ont été éliminés lors des trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France. La grosse surprise est venue de Pont-Saint-Espirit (Gard), club de troisième division, qui a battu Lyon, 1-0. Les Lyonnais n'ont évidemment pas de chance à ce stade de la compétition, puisqu'ils raient sur trois éliminations successives face à des clubs de deuxième division. L'OL est ainsi le troisième club de première division en dix ans à avoir perdu face à une équipe de troisième division.

Trois équipes de l'élite ont été battues par des clubs de deuxième division : Metz à Gueugnon, 1-1 (3-1 aux tirs au but), Lille à Rouen, 1-0, et Nîmes à Crétail, 2-1. Trois

autres ont été éliminées par des formations de même niveau : Strasbourg a été battu sur son terrain par la PSG, 1-0 après prolongation, Toulon s'est incliné à Caen, 1-0, ainsi qu'Auxerre à Toulouse, 1-0. Deux clubs de deuxième division ont également buté sur des équipes de divisions inférieures : Lorient face à Châteaurenard (D3), 0-0 (4-3 aux tirs au but), et sur Nancy face à Forbach (D4), 1-0.

Les autres grosses surprises du championnat de France se sont qualifiées, en connaissant parfois des difficultés. Ainsi Nantes a dû étendre la prolongation pour battre Bourg-Péronnas (Ain), club de division d'honneur, 4-2. Marseille a également eu du mal à battre Martigues, 3-1.

Les résultats

AUTOMOBILISME

Rallye du Portugal
Le Français François Doleur a gagné, samedi 6 mars, sa première victoire en championnat du monde en s'adjugeant le Rallye du Portugal au volant d'une Ford Escort. Le marque américaine, qui ne s'était plus imposée en championnat du monde depuis cinq ans, a réussi le doublé avec l'Italien Massimo Biasion. François Doleur, qui avait pris la deuxième place du Rallye Monte-Carlo, passe en titre du championnat du monde des pilotes.

BASKET-BALL

Semaine des as
Pour la troisième fois consécutive, l'Euro Basket de Pau-Orthez a remporté, dimanche 7 mars, à Lyon, le Tournoi des As en battant Cholet (71-58). Pau-Orthez est d'ores et déjà qualifié pour la Coupe d'Europe des clubs champions.

SKI ALPIN

Coupe du monde dames
à Morzine
Deborah Compagnoni a effacé, dimanche 7 mars, un an de déboires dus à une grave blessure au genou lors des Jeux olympiques d'Albertville, en remportant pour la deuxième fois consécutive le super-G de Morzine. L'Italienne devanca l'Allemande Katja Seizinger et l'Autrichienne Anita Wachter. Cette dernière conserve le titre du classement de la Coupe du monde.

La veille, Katja Seizinger avait gagné la descente devant sa compatriote Regina Haeusel et la Norvégienne Astrid Lunde. Carole Merle avait terminé quatrième.
Coupe du monde messieurs
à Aspen
Kjetil Andre Aamodt s'est imposé, dimanche 7 mars, dans le super-G d'Aspen (Colorado). Le Norvégien a succédé à l'Autrichien Stefan Eberharter et le Suisse Daniel Mahrer.

TENNIS

Tournoi d'Indian Wells
L'Américain Jim Courier, tête de série numéro un, a remporté, dimanche 7 mars, le tournoi de tennis d'Indian Wells (Etats-Unis), doté de 1,4 million de dollars, en s'imposant devant le Sud-Africain Wayne Ferreira (6-3, 6-3, 6-1). En double, les Français Guy Forget et Henri Leconte ont battu les Américains Luke Jansen et Scott Melville (6-4, 7-5).

TIR A L'ARC

Championnats du monde à Perpignan
Guennadi Metrofouev a remporté, dimanche 7 mars à Perpignan, le titre de champion du monde en salle de tir à l'arc. Le Russe a triomphé du Tchèque Wu Tung-yi. En demi-finales, Metrofouev avait battu Sébastien Flute, champion olympique et tenant du titre ; le Français terminant quatrième, battu par l'Ukrainien Stanislav Zabrodski. Victoire, chez les dames, de l'Américaine Jennifer D'Donnell.

RUGBY

Challenger Du Manoir (Quarts de finale)
A. Tardes : Narbonne bat Bègles-Bordeaux 38 à 28 a. p.
A. Clamont-Ferrand : Stade Toulousain bat Brive 28 à 17 a. p.
A. Colomiers : Béziers bat Dex 24 à 22.
A. Toulon : Castres bat Grenoble 20 à 8.

VOLLEY-BALL

Coupe des coupes
Milan a remporté la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en battant en finale l'AS Cannes (12-15, 15-4, 15-6), dimanche 7 mars à Vérone. En demi-finales, les Canaris avaient battu les Italiens de Montebelluna victorieux des deux précédentes éditions de la Coupe des coupes.

Voici la diffé

هكنا من الشغل

• Le Monde • Mardi 9 mars 1993 17

OCURB/TC



Voici la différence entre un gazole ordinaire et Total Gazole Premier.

4 kilos de soufre par an et par véhicule diesel, c'est ce que Total Gazole Premier épargne à la nature en comparaison d'un gazole ordinaire*. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : chaque véhicule diesel rejette en moyenne 8 kg de soufre par an avec un gazole ordinaire contenant 0,30% de soufre conformément aux normes françaises en vigueur. Avec Total Gazole Premier, dont la teneur en soufre a été abaissée à 0,15%, les rejets de soufre de votre véhicule sont divisés par deux et la nature est ainsi mieux préservée. Mais le respect de l'environnement n'est pas la seule qualité de Total Gazole Premier : il est sans odeur, il ne mousse pas et sa formule protège les pièces essentielles du moteur contre l'encrassement et la corrosion. Enfin, Total Gazole Premier réduit les émissions de fumées du moteur et le rend moins bruyant. Total Gazole Premier est disponible dans plus de 3000 stations-service du réseau Total. Chez Total, vous ne choisirez pas votre carburant par hasard. **VOUS NE NOUS CHOISIREZ PLUS PAR HASARD.**

TOTAL

* Calcul réalisé à partir d'éléments statistiques 1991. Source : CPDP (Comité Professionnel du Pétrole).

هكمن الشعل

• Le Monde • Mardi 9 mars 1993 19

fricain



CLIMBRO

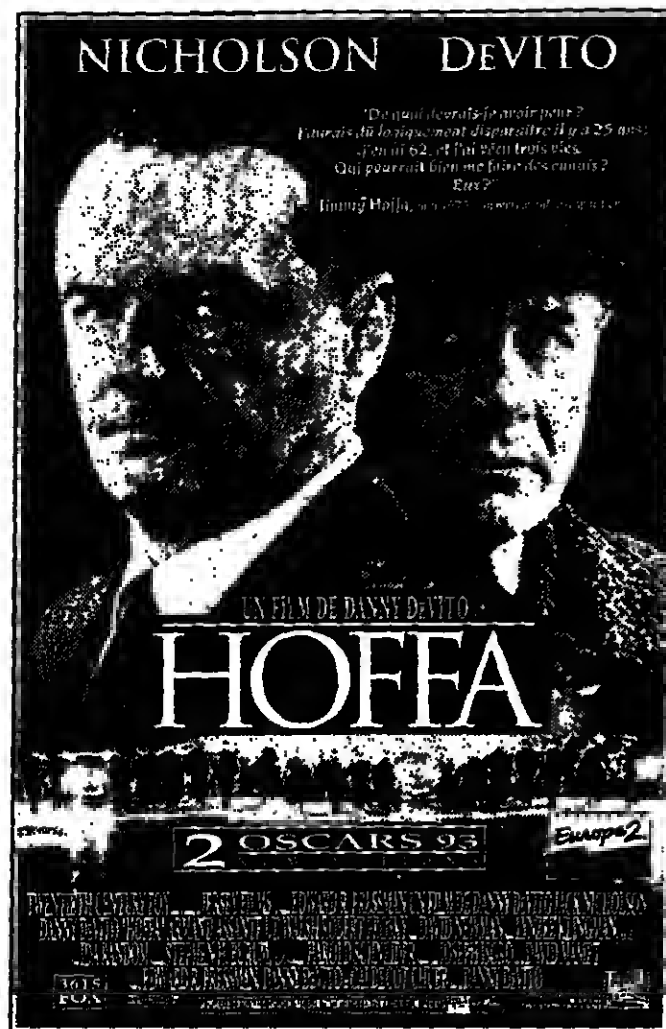
1% = 10%
super
Premier 98
An
pollution
oxyde
carbone

**On n'a toujours pas trouvé le moyen
de se passer des pots d'échappement, mais on a réussi
à réduire de 10% leurs émissions toxiques.**

Pour réduire les émissions toxiques à l'échappement, Total a enrichi en oxygène la formulation de son Super sans plomb 98. Les essais effectués dans les laboratoires Total sous contrôle d'huissier ont montré que les émissions d'oxyde de carbone sont en effet réduites en moyenne de plus de 10% avec Total Super Premier 98. Et 10% de pollution en moins par véhicule, c'est considérable. C'est une excellente façon de faire rimer technologie et écologie. L'environnement n'est pas le seul à bénéficier des effets de ce carburant. Total Super Premier 98 protège aussi votre moteur contre les phénomènes de corrosion, d'encrassement et vous garantit des performances optimales. Total Super Premier 98 est disponible dans plus de 3000 stations-service du réseau Total. Chez Total, vous ne choisirez pas votre carburant par hasard. **VOUS NE NOUS CHOISIREZ PLUS PAR HASARD.**

TOTAL

MERCREDI



Jean RAMBAUD

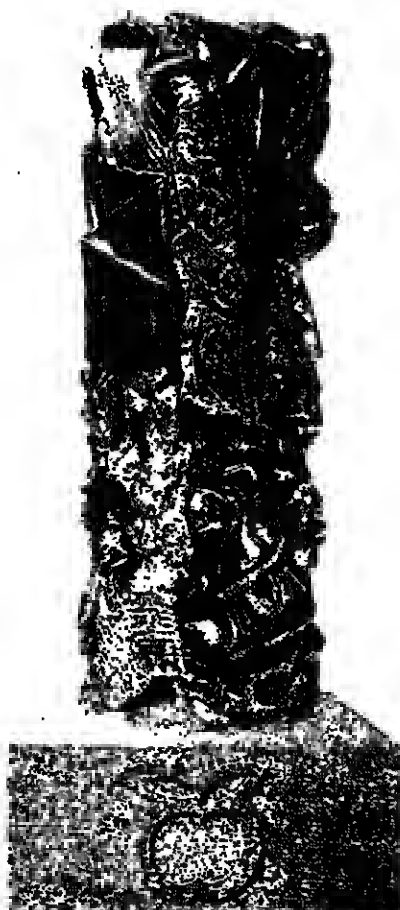
D'AMOURS ET D'AUTRES

Douze nouvelles par l'auteur de « RESTANQUES »

Éditions AUTRES TEMPS

97, av. de la Gouffonne, 13009 Marseille.

CESARS 1993

Lundi 8 mars
à 20h50

"La nuit des Césars"

sur

2
France

avec

2 EUROPE 1 CNP

CULTURE

THÉÂTRE

Le négoce des soldats tués

La pièce la plus forte de Marcel Pagnol

LES MARCHANDS
DE GLOIRE
de Bobigny

Marcel Pagnol a raconté pour qui lui est venue l'idée d'écrire sa pièce *Les Marchands de gloire*. Le père d'un de ses camarades de collège était un neveu plus laïque, et socialiste : « Il considérait que les deux grands obstacles au bonheur des hommes étaient l'Église et l'armée. » Le fils de cet homme convaincu fut tué au front, en 1916. L'antimilitarisme du père s'effondra lorsqu'il eut d'une prise d'armes un fils mit sur la poitrine la croix de guerre de son fils. Puis, de fil en aiguille, il bascula vers l'argent, et vers la politique. Et Pagnol cite La Rochefoucauld : « Nos idées et nos convictions prennent vite la couleur de nos intérêts. »

La pièce reprend le fil de ce souvenir. Pagnol n'insiste pas sur le rôle de la remise de la croix de guerre « posthume » à un parent, devenant un pressant de l'État sur la conscience du survivant. Au lendemain de 1918, il y eut des scènes étranges, lorsque le survivant était le fils du soldat tué, et lorsque ce fils était interné dans l'un des boîtes d'enfants, très durs, modeste. Aniane ou Metz, éloignés par la « prise d'armes » de plusieurs centaines de kilomètres. Les fers aux poignets, l'enfant était conduit entre deux gendarmes jusqu'à la cérémonie, on lui était les menottes juste pour l'accrochage de la croix. Marcel Pagnol fait voir comment il y eut parfois un négoce de la mort des soldats tués : formation de sociétés de parents des

héros, droits préférentiels à des promotions, à des obtentions de marchés, cela conduisant à la dépopulation, au pouvoir.

L'alliance de cynisme et d'insouciance des participants est atténuée, chez Pagnol, par l'intervenant d'une amitié vraie entre deux pères de combattants. Les seules « filles de paix », d'ailleurs fort belles, tiennent à ces deux amis, soit qu'ils n'arrivent pas à se souvenir ensemble de choses de rien mais qui leur tiennent à cœur, soit qu'ils cessent de se voir sans comprendre pourquoi.

L'art
du dialogue

La pièce est très forte, avant tout parce que Marcel Pagnol a eu ici la faculté de créer un dialogue d'une vie, d'une présence, d'une énergie spirituelle, d'une liberté remarquable. Comme le dit très bien le metteur en scène Jean-Louis Martelli, et cela est une clé du grand théâtre : « Le dialogue est un jeu et les rôles passent entre les mains. » Martelli ajoute qu'il se retrouve pas, chez les auteurs d'aujourd'hui, ce même art du dialogue, et que cela peut « traduire une dissolution du lien social. »

Pagnol a un peu raté les dernières scènes de sa pièce, parce que, en cours de route, il change de propos. De l'exploitation de la mort des combattants, il passe à une satire assez sauvage du rôle de l'argent dans les pratiques électorales, et de la formation des ministères. Satire qui porte juste, mais Pagnol, ce faisant, n'a pas pu pour autant abandonner son premier

« sujet », lequel se perd alors dans des sables vaseux, c'est dommage.

Excellents décors, sobres, nets, figuratifs juste ce qu'il faut, c'est-à-dire à peine, de René Caussanel. Bons costumes, bien d'époque mais comme s'ils étaient d'aujourd'hui, de Patrick Dutertre. Mise en scène très sûre de Martelli, qui « réinvente » en virtuose sa « section » habituelle d'acteurs. Jean-Marc Bory, le père du soldat, planté des deux pieds en plein monde, cœur ouvert et cœur fermé, piégé par l'indivisible, exprimant ce que Valéry nommait la « poignance de l'immédiat ». Charles Berling, le soldat (car il n'a pas été tué, il réparait la veille de ses obstacles soconelles), un Berling grand acteur, d'un art singulier, à la fois distancié et expédié mais d'une justesse presque cruelle, comme si l'indifférent de Watteau reconquait un fusilleur de Goya. Et Jean-Pierre Sentier, le manitou des affaires et de la politique du lieu, comédien d'une charge affective et sociale rare, dont l'intensité rejoint une amère poésie. Georges Mavros, l'ami du père, d'une finesse d'expression « sans rien qui pose ». Et Gérard Barreaux, Jean-Claude Bolle-Reddat, Jean-François Perrier, Romaine Fries, Géraldine Vioussat.

MICHEL COURNOT

► Maison de la culture 93, grande salle, 1, boulevard Lénine, Bobigny Métro Bobigny-Pablo-Picasso. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanches à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45.

PATRIMOINE

L'Ecole militaire, retour aux sources

Un projet de longue haleine pour réaménager le bâtiment construit par Gabriel

« L'école est un chef-d'œuvre architectural », a constaté le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, en présentant, le 5 mars, la future rénovation de l'Ecole militaire. Elle va être réaménagée pour être mieux utilisée et devenir accessible au public, comme le sont actuellement les Invalides. Il va falloir d'abord la « nettoyer » en éliminant quelques ajouts architecturaux fâcheux et en évacuant un certain nombre de services. Le schéma directeur d'implantation de l'administration centrale du ministère de la défense

en Ile-de-France prévoit une localisation rationnelle et une spécialisation des différents sites dans Paris, comme par exemple la Cité de l'air à Balard ou la direction de l'administration générale rue Saint-Dominique.

M. François Roussely, secrétaire général de ce ministère, a précisé que les trois idées directrices du projet étaient « la restitution de l'Ecole militaire à sa fonction première, qui est l'enseignement (avec l'ouverture du Collège interarmées de défense, le CID, et l'accueil,

dès septembre 1993, d'environ 280 stagiaires, dont 110 étrangers), la conservation des bâtiments et des lieux remarquables (le « château » est classé en totalité, ainsi que les façades et les toitures des bâtiments Louis XV et Napoléon III), et l'ouverture sur la vie de la ville aux Parisiens et aux touristes. »

Outre la restauration déjà engagée des bâtiments classés, le projet, comme l'explique M. Philippe Tempon, directeur à l'administration générale, est basé sur trois pôles : « Un pôle d'enseignement supérieur dans la partie ouest, un pôle de « soutien » (accueil, logement et restauration des personnels, parkings, garages et ateliers) dans la partie est - lieu de l'accueil entrée principale, - et un pôle sportif dans la partie sud. »

Le coût de cette première phase de réaménagement, qui doit durer dix ans, est de 500 millions de francs. Une deuxième phase est programmée pour 2003. Le budget total des travaux devrait s'élever à 700 millions de francs.

Ces travaux achevés, l'Ecole militaire pourrait enfin retrouver une mission dont elle s'était, au fil des ans, éloignée. Lors de sa fondation, par Louis XV, en janvier 1751, la fonction de cet établissement avait été nettement définie : « Fournir et établir à perpétuité une école militaire pour le logement, la subsistance, l'entretien et l'éducation dans l'art militaire de 500 jeunes gentilshommes de notre royaume. »

CHRISTIAN SIMENC

PHOTO

Et la lumière fut

MONTAGNES ET PORTRAITS
par Caroline Feyt

Dans une de ses formules fameuses et pleines de bon sens, Lee Friedlander dit qu'il photographie pour voir « à quoi ressemblent les choses une fois photographiées ». Sous-entendu : les différences sont énormes. D'une certaine façon, Caroline Feyt ne fait pas autre chose, persuadée qu'une image ne révèle que « des fragments » du réel.

Ses « Toros » (1989) avaient déjà surpris, pas vraiment des taureaux, mais des masses sombres, à peine figurées, semblables à des dessins rupestres sur une pierre blanche. Suivant le procédé de la surprise, cette photographie de vingt-huit ans a ensuite construit de drôles de « Paysages » (1990). Aujourd'hui, elle présente des « Montagnes » (1991) et des « Portraits » (1992).

Les images fleurissent bon la manipulation de laboratoire : pellicules « poussées » ou solarisées, images projetées et rephotographiées. Dans les « Montagnes » - des tirages grand format accrochés au mur

sans verre ni encadrement, - les « couleurs » sont inversées, la neige et le ciel sont noirs, les pics stylisés, les reliefs dessinés, les glaciers pris dans une masse de grains gris, veinés.

Cette « cuisine photographique » n'a d'intérêt que si le propos est limpide et sincère. Il l'est. Caroline Feyt cherche son Grail : travailler aux frontières de la vie, capter les formes les plus pures, d'avant l'homme. Elle a ainsi marché des heures au cœur des Alpes et des Pyrénées pour trouver des paysages originaux. Ensuite, elle a déposé avec méthode une lumière bien blanche, éblouissante, rendant ainsi les matières immaculées. Ses « Toros » faisaient penser à Lascaux. Ses « Montagnes » semblent fixées pour l'éternité. Caroline Feyt travaille maintenant sur le feu. Une autre source de vie.

MICHEL GUERRIN

► Centre photographique d'Ile-de-France, Ferme briarde, hôtel de ville, 77347 Pontault-Combaud. Tél. : 64-43-47-10. Jusqu'au 14 mars.

► PROLONGATION JUSQU'AU 20 MARS
théâtre international de langue française

Les Filles du 5-10-15 C

de ABILA FARHOD - Mise en scène GABRIEL GARRAN

« Comment ne pas souhaiter des nuées de visiteurs (combis). » Michel Cournot - LE MONDE. « C'est bouleversant et magnifique. » Laurence Liban - LE PARISIEN. « Une force émotive très violente, un vrai bonheur ! » Jean-Pierre Han - LA CROIX.

Pavillon
du Charolais

la Ville

Métro Porte de Pantin
Loc. 40 03 93 95

Délitescence

TERRE MORTE

au Théâtre de la Colline à Paris

Un garçon fait la conversation à un rat. La grand-mère tombe morte d'un seul coup. Le père est content : la ferme est à lui. Il boit. La mère étend du linge, lave le cadavre. Fuyant cette ambiance délirante, le garçon vole le tracteur et un Christ mutilé. Avec sa sœur il s'en va vivre en ville, où ils deviendront des clochards. De plus, elle se prostitue avec un sculpteur, et, du coup, son frère couche avec elle.

Terre morte date de 1984, avec, nous dit-on, des corrections en 1985. Ce sont huit ans qui semblent huit siècles tant, aujourd'hui, la pièce est en porte-à-faux. Franz-Xavier Kroetz reste fidèle à lui-même et à son théâtre : il met en scène des êtres déracinés, arrachés à leurs traditions, leur culture, leur langage. Ses personnages mijent dans leur jus, grommellent quelques banalités, s'engagent dans des comportements qui relèvent de rituels quotidiens dépassés, vidés, gratuits.

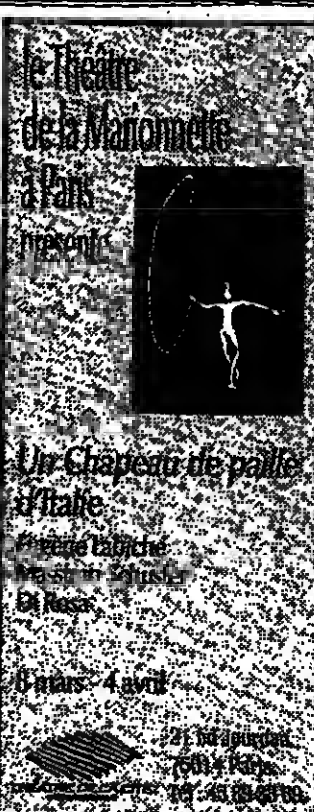
Mortel
ennui

C'est là toute une conception dramatique des années 70 qui a eu son utilité, parce qu'elle anticipait une détresse, malheureusement devenue réelle. Seulement, cette réalité n'est pas celle montrée sur scène, et elle est forcément plus atroce, sans le moindre habillage poétique et grotesque.

Kroetz s'est souvent plaint que son humour ne soit pas compris en France. En tout cas, malgré le respect de l'ontisme voulu par l'auteur pour bien montrer qu'il s'agit d'une fable et pas d'une tranche de vie, le spectacle de Daniel Girard présenté à la Colline n'est ni grotesque ni ironique. Ni poétique, ni tragique. Seulement d'un mortel ennui. Une question se pose : pourquoi Jorge Lavelli, qui monte lui-même des spectacles ambitieux et la plupart du temps passionnants, ne manifeste-t-il pas la même exigence pour les productions accueillies ?

C. G.

► 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris. Petite salle. Du mardi au samedi à 20 h. Dimanche à 15 h. Jusqu'au 10 avril. Tél. : 43-66-43-60.



Le Wordet présente
du 11 au 17 mars
gilles
vigneault
Location FNAC, Virgin Megastore
49 80 18 88

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE (42-62-71-71). La Roi David : 21 h mar. Oratorio d'Hörsing. Chœurs de la Sorbonne. Orchestre Pro Musica. Patrice Hollner (direction). Philippe Guffin, Pascal Devoyon : 12 h 30 mar. Violon, piano, Laleu.

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Nikolai Deschik : 19 h mar. Piano. Chopin, Liszt, Agnès Mellon, Clara Bianchini, Ensemble 415 : 18 h ven. Soprano, violon, Boccherini Dmitry Bashkirtsev : 19 h mar. Piano. Mozart, Schubert, Chopin, Rachmaninov.

AUDITORIUM SAINT-GERMAIN (48-33-87-03). Elisabeth Harbin : 20 h 30 ven. Piano. Schumann, Albeniz, Herbin, Schubert, Caroline Polon, Guy Dupuis, André Krust : 20 h 30 dim. Soprano, clarinette, piano, Schubert.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (44-78-13-15). Ensemble 262m : 20 h 30 lun. Corinne Jolard (hautbois), Robin Clavard (violoncelle), Jürgen Wirtmann (direction). Devillers, Méfano, Yufas, Tanguy.

CHATELET. THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Noël Les, Clara Bonaldi, Yves Chiffolleu : 12 h 45 ven. Piano, violon, violoncelle, Ravel, Les Pierre-Laurent Esposito : 12 h 45 lun. Soprano, Bruno Goussier (piano). Rimski-Korsakov, Dvorak, Offenbach, J. Strauss, Mozart, Debussy.

ÉGLISE DANOISE (42-56-12-94). Dorte Astrup, Hald Nielsen : 20 h 30 mar. Flûte, piano, Bach, Schubert, Martin, Berio.

ÉGLISE NOTRE-DAME-DES-GRANDES-MAINTENANCE. Chœur et orchestre Francis Poindon : 21 h jeu. Françoise Rouquette (soprano), Bernadette Pradelle (mezzo-soprano), Marc Saint-Raymond (baryton), Caroline Rempy (soprano), Michel Goussier (orgue), Colette Chaurat (direction). Britten, Schubert, Fauré, Jean-Charles Abizet : 20 h 30 mar. Orgue. Froberger, Muffat, Bach, Bohn, Galin.

ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-TRAVAIL-DE-PLAISANCE. Chœur de Radio-France : 20 h 30 mer. Eric Ericson (direction). Brahms, Reger, R. Strauss, Verdi, Pizzetti, Dalcroze.

ÉGLISE RÉFORMÉE DES BATHILLIÈRES. Soliste Chaviv, Marie-Thérèse Chaviv : 20 h 30 ven. Flûte, alto, Sylvie Milot (violoncelle), Michel Thiolat (guitare), Diabelli, Schubert, Albeniz, Granados.

ÉGLISE RÉFORMÉE DU SAINT-ESPRIT. Chœur Por Contant : 17 h dim. Cathy Mielka (soprano), Philippe Bailly (basse), Bruno Boterf (ténor), Ensemble instrumental baroque, Denise Fauvarque (direction). Gran.

ÉGLISE SAINT-DENIS-DU-SAINT-SACREMENT. Orchestre Bernard Thomas : 20 h 30 jeu. Anna Holdroyd (soprano), Alexandra Papajakou (alto), Chœur de chambre de Versailles, Bernard Thomas (direction). Vivaldi.

ÉGLISE SAINT-ÉPHREM-LE-SYRIAQUE. Thérèse Hinde : 18 h 30 sam. Chants arabes.

ÉGLISE SAINT-GABRIEL. Ensemble vocal du Marais : 19 h 45 dim. Chœur, Louis (direction). Wilbert, Amadei, Rore, Lassus.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestre Bernard Thomas : 20 h 30 mar. Synchron (flûte de pan), Bernard Thomas (direction). Vivaldi, Montez, Stamitz, Bartok.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles : jusqu'à 27 mars 1993, 21 h sam. Vivaldi, Marcelle, Purcell, Claire Parrot, Antoine Gouillard, Genevieve Martigny : 20 h 45 mar. Mezzo-soprano, violon, piano, Mozart, Schubert, Grieg.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE. Orchestre symphonique de jeunes, Ile-de-France : 20 h 45 sam. ; 20 h 30 mar. Laurence Montarville (soprano), Elodie Rousseau (mezzo-soprano), Eric Trémolière (ténor), Jean-Louis Jardon (baryton), Denis Contant (orgue), Chœur Roland de Lassus, Laurent Brak (direction). Saint-Saëns.

INSTITUT CERVANTES (40-70-82-82). Orchestre Tarsipala : 18 h 30 lun. Bartok, Angulo, Guisasa, Berio, Britten.

LE MADRIGAL (42-27-31-51). Per Torgersen : 22 h 30 mar. Piano. Scarlatti, Ravel, Chopin, Bartok, Liszt, Beethoven, Brahms, Guillaume Sire, Kyung Hee Kim : 22 h 30 ven. sam. Violon, harpe, Spohr, Bach, Tournel, Saint-Saëns, Anis Papin, Véronique Schif : 22 h 30 lun. Chant, piano Miklos Szabolcs : 22 h 30 mar. Piano. Schubert.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-15). Orchestre philharmonique de Radio-France : 20 h 30 ven. Eric Levanon (violoncelle), Marek Janowski (direction). Haydn, Hindemith, Jean Ferras, de, David Bruckstein : 19 h lun. Flûte, piano, Laleu, CPE Bach, Prokofiev, Bartok, Milhaud.

OPERA-BASTILLE (44-73-13-00). Quatuor Arpeggione : 20 h sam. Dvorak, Mozart, Vivaldi, Haydn, Claire Brus, Danièle Salazar, Alex Verzier : 20 h mar. Mezzo-soprano, piano, violoncelle, Stéphane-Marie Dagand (violin). Vivaldi, Handel, Debussy, Ballo, Rossini, Montclair.

OPERA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-86-88-83). Hélène Wickert : 20 h lun. Piano. Beethoven, Schumann, Dutilleul.

PALAIS DE L'UNESCO. Orchestre Colonne : 20 h 30 jeu. Patrice Fontanarosa (direction). Liszt, Schubert, Bartok, Lalo, Liszt, Stravinsky. Concert au profit d'Aviation sans frontières.

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Lionel Poirier : 21 h ven., sam. ; 17 h dim. Baryton. Poulenc, Sate.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Histoire du soldat : jusqu'à 28 mars 1993, 20 h 30 lun. De Stravinsky, Jean-Philippe Deshayes (direction). Ensemble instrumental Future-musiques.

SALLE BERLIOZ. CONSERVATOIRE NATIONAL DE RÉGION. Ensemble Erwin : 20 h 30 mar. Corine Laporte (soprano), Marie Saint-Saëns (soprano), Bernard Deshayes (direction).

SALLE CORTOT (47-83-80-16). José Barrenas Dias : 20 h 30 ven. Guitare Orchestre Bernard Calmel : 20 h 30 lun. Jean Geoffroy (marimba), Daniel Catala-

noté (cor), Bernard Calmel (direction). Greg, Kaczow, Mozart, Bloch Yakov Kasman : 20 h 30 mar. Piano. Haydn, Brahms, Liszt, Scriabin, Stravinsky.

SALLE GAVEAU (48-53-05-07). Orchestre symphonique (français) : 20 h 30 mar. Norman Kriger (piano), Laurent Pottier (direction). Beethoven, Thomas Dausius, Constantin Bogdanov : 20 h 30 jeu. Piano, violon. Beethoven, Strauss, Debussy, Prokofiev. Quatuor de l'Académie Stibulus : 14 h 30 sam. Arto Noras (violoncelle), Michel Lethiec (clarinette), Bruno Rigutto (piano), Grieg, Sibelius, Mozart, Christine Barbeux : 20 h 30 lun. Soprano, Christian Veld (piano), Schubert, Schumann, Ravel, Mozart, Rossini.

SALLE PLEYEL (45-63-89-73). Orchestre de Paris : 20 h 30 mar. jeu. ven. Jean-Bernard Pommier (piano), Kurt Sanderling (direction). Beethoven, Schubert Orchestre national d'Ile-de-France : 20 h 30 sam. Léonide Kavakos (violin), Jacques Mercier (direction). Stibulus, Saravinski Clara Novakova, Daniel Arrignon, Michel Danize : 17 h 30 sam. Flûte, hautbois, besson, Richard Vieille (clarinette), Gilles Mahaud (cor), Milhaud, Mozart, Haydn Orchestre national de France : 20 h 30 lun. Carlos Cabre (piano), Didier Banetti, Philippe de Chalendar, Victor Puhl (direction). Bizet, Lalo, Schmidt, Dutilleul. Concert au profit de la Ligue française contre la sclérose en plaques Orchestre de Versailles : 17 h 30 sam. Dominique de Willemont (violoncelle), Jean-Marc Philippe (violin), Alain Lafitte (piano), José-André Gendille (direction). Haydn, Mozart, Rachmaninov, Scriabin, Liszt, Debussy, Dvorak, Gaby Casadesu, Josette Lavallée : 20 h 30 mer. Piano, Mozart, Schubert, Satie, Ravel, Casadesu.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Serge Edelman : 18 h sam. Piano. Beethoven, Bach.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (49-52-50-50). Orchestre national de France : 20 h 30 jeu. Gil Shalem (violin), Gennadiy Rojdestvenskiy (direction), Glinka, Prokofiev, Tchaikovsky, Donne, Grieg, Michel Portal, Michel Delaberto : 11 h dim. Soprano, clarinette, piano, Weber, Schubert, Evgeny Kissin : 20 h 30 mar. Piano, Chopin, Schumann, Liszt.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE. Soliste Chaviv, Marie-Thérèse Chaviv : 20 h 30 ven. Flûte, alto, Sylvie Milot (violoncelle), Michel Thiolat (guitare), Diabelli, Schubert, Albeniz, Granados.

ALFORTVILLE. ÉGLISE NOTRE-DAME. Orchestre national d'Ile-de-France : 16 h dim. Léonide Kavakos (violin), Jacques Mercier (direction). Stibulus, Saravinski Clara Novakova, Daniel Arrignon, Michel Danize : 17 h 30 sam. Flûte, hautbois, besson, Richard Vieille (clarinette), Gilles Mahaud (cor), Milhaud, Mozart, Haydn Orchestre national de France : 20 h 30 lun. Carlos Cabre (piano), Didier Banetti, Philippe de Chalendar, Victor Puhl (direction). Bizet, Lalo, Schmidt, Dutilleul. Concert au profit de la Ligue française contre la sclérose en plaques Orchestre de Versailles : 17 h 30 sam. Dominique de Willemont (violoncelle), Jean-Marc Philippe (violin), Alain Lafitte (piano), José-André Gendille (direction). Haydn, Mozart, Rachmaninov, Scriabin, Liszt, Debussy, Dvorak, Gaby Casadesu, Josette Lavallée : 20 h 30 mer. Piano, Mozart, Schubert, Satie, Ravel, Casadesu.

Périphérie

ALFORTVILLE. ÉGLISE NOTRE-DAME. Orchestre national d'Ile-de-France : 16 h dim. Léonide Kavakos (violin), Jacques Mercier (direction). Stibulus, Saravinski Clara Novakova, Daniel Arrignon, Michel Danize : 17 h 30 sam. Flûte, hautbois, besson, Richard Vieille (clarinette), Gilles Mahaud (cor), Milhaud, Mozart, Haydn Orchestre national de France : 20 h 30 lun. Carlos Cabre (piano), Didier Banetti, Philippe de Chalendar, Victor Puhl (direction). Bizet, Lalo, Schmidt, Dutilleul. Concert au profit de la Ligue française contre la sclérose en plaques Orchestre de Versailles : 17 h 30 sam. Dominique de Willemont (violoncelle), Jean-Marc Philippe (violin), Alain Lafitte (piano), José-André Gendille (direction). Haydn, Mozart, Rachmaninov, Scriabin, Liszt, Debussy, Dvorak, Gaby Casadesu, Josette Lavallée : 20 h 30 mer. Piano, Mozart, Schubert, Satie, Ravel, Casadesu.

BOIS-COLOMBES. SALLE JEAN-RENOIR (47-82-86-11). Quatuor d'Erwan : 20 h 30 sam. Schumann, Mensourian, Anthonis.

CLICHY-LE-VAL. SALLE SAINT-CLOUD. THÉÂTRE (39-69-20-00). Ensemble instrumental de Simon Gerd : 20 h 45 ven. Patrice Fontanarosa (violin), Simon Gerd (direction). Bach, Tchaikovsky, Paganini, Britten, Grieg.

CHÉLLES. THÉÂTRE (60-05-05-00). Orchestre de la cathédrale d'Alençon, André Novak, Merodi Matkovic (direction). Beethoven.

COBLENZ-ESSONNES. CATHÉDRALE SAINT-ESPRIT. Les Trompettes de Versailles : 20 h 30 ven. Flûte, alto, Sylvie Milot (violoncelle), Michel Thiolat (guitare), Diabelli, Schubert, Albeniz, Granados.

FONTENAY-LE-FLEURY. THÉÂTRE (34-80-20-85). Ensemble Vocal de Paris : 21 h ven. Chorale Croque-notes de Cayenne, André Saba de Saint-Rémy, Chevreuse, René Barre de Bois d'Arcy.

GIF-SUR-YVETTE. SALLE DE LA TERASSE (89-07-50-49). Groupe vocal de France : 17 h dim. Joël Pothé (direction). Debussy, Ravel, Milhaud, Poulenc, Messiaen.

HERBLAY. CENTRE CULTUREL (93-97-40-30). Ensemble la Récréation de musique : 20 h 45 jeu. Mozart.

MAINTES-LE-VAL. NORMANDIE (34-78-80-58). Les Cent Tziganes de Budapest : 20 h 45 ven. Lado Benk (direction).

LE MEE-SUR-SEINE. LE MAS. Orchestre national d'Ile-de-France : 20 h 30 ven. Léonide Kavakos (violin), Jacques Mercier (direction). Stibulus, Saravinski Clara Novakova, Daniel Arrignon, Michel Danize : 17 h 30 sam. Flûte, hautbois, besson, Richard Vieille (clarinette), Gilles Mahaud (cor), Milhaud, Mozart, Haydn Orchestre national de France : 20 h 30 lun. Carlos Cabre (piano), Didier Banetti, Philippe de Chalendar, Victor Puhl (direction). Bizet, Lalo, Schmidt, Dutilleul. Concert au profit de la Ligue française contre la sclérose en plaques Orchestre de Versailles : 17 h 30 sam. Dominique de Willemont (violoncelle), Jean-Marc Philippe (violin), Alain Lafitte (piano), José-André Gendille (direction). Haydn, Mozart, Rachmaninov, Scriabin, Liszt, Debussy, Dvorak, Gaby Casadesu, Josette Lavallée : 20 h 30 mer. Piano, Mozart, Schubert, Satie, Ravel, Casadesu.

OPÉRAS

CROIXE MORENO (44-73-13-00). L'Histoire du soldat : 20 h mar. jeu. De Stravinsky, Compagnie Alcega, Ensemble Ars Nova, Philippe Nahon (direction), Jacques Uchida (mise en scène).

OPERA-BASTILLE (44-73-13-00). Benvenuto Cellini : jusqu'à 31 mars 1993, 18 h 30 ven. lun. Opéra de Berlin, Donna Brown, Deborah Riedel (soprano), Diane Monaghan (mezzo-soprano), Chris Murton, Daphne Galvez-Vallito, Francis Egerton (ténor), Michel Tremont, Yves Blason, Philippe Fournace (baryton), Jean-Philippe Courais, Romuald Tsestrovitz (basse), Chœur d'orchestre de l'Opéra de Paris, Myung-Whan Chung (direction), Denis Krief (mise en scène) Faust : jusqu'à 2 avril 1993, 19 h 30 mar. Opéra de Gounod, Francisco Ariza (ténor), Barres Tomman, Andrius Schmitz, Jean-François Vinciguerra (baryton), Nelly Mikolaj (soprano), Collette Allier-Lugaz (mezzo-soprano), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Julius Rudel (direction), Jorge Lavelli (mise en scène).

OPERA-COMIQUE. SALLE FAVART (42-86-88-83). Mielles : jusqu'à 25 mars

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

1993, 19 h 30 mar., sam., mar. : 17 h dim. Opéra de Gounod, Michèle Comand, Marysa Castets, Lydia Mayo (soprano), Christian Pappas, Luca Lombardo (ténor), Alain Verhees, Christian Pouliz (basse), Marcel Vaneau (baryton), Rita Gorr, Valérie Maréchal, Sophie Poncelet (mezzo-soprano), Chœur de l'Opéra-Comique, Orchestre Colonne, Cyril Diederich (direction), Robert Fortuna (mise en scène).

OPERA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Capriccio : jusqu'à 30 mars 1993, 18 h 30 sam., mar. De R. Strauss. Felicity Lott, Anne-Sophie Schmidt (soprano), Ann Howell (mezzo-soprano), Eberhard Böhmer, Robert Dume (ténor), Andreas Schmitz, Wolfgang Schoen (baryton), Thea Adam, Lorenz Minth (baryton-basse), Orchestre de l'Opéra de Paris, Peter Schneider (direction), Johannes Schmitz (mise en scène).

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Mahogony Cabaret : jusqu'à 10 avril 1993, 21 h jeu., ven., sam. ; 17 h dim. D'après Weill, Françoise Marinade, Inge Dreisig (soprano), Véronique Acouly (mezzo-soprano), Jean-Michel Sorel, Frédéric Bang Rouhet (baryton), Erika Guimard (direction).

THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL (49-08-72-34). Une éducation manquée, Rita : 18 h sam. Opédette de Chabrier et opéra de Donizetti, Catherine Kika, Laurence Orlovski (soprano), Armelle Orieux (mezzo-soprano), Jean-Philippe Corre, Simon Edwards, Dominique Fremey, Jean-François Novelli (ténor), Jean-Pierre Belfort, Jérôme Jossard, Igor Levits-Borg, Jean-Paul Zucca (baryton), Etienne Lomelino (piano), Elisabeth Navarot (mise en scène).

Périphérie

NOISY-LE-GRAND. ESPACE MICHEL-SIMON (49-31-02-02). Nabucco : 21 h ven. Opéra de Verdi, Solistes, chœur et orchestre du Nouvel Opéra de Bulgarie.

SURESNES. THÉÂTRE JEAN-VILLAR (46-97-88-10). Il Signor Bruschino : 21 h sam. Opéra de Rossini, Olivier Frédo, Jacques Pironi (basse), Valérie Homaz (soprano), Olivier Grand, Nikola Todorovitch (ténor), Orchestre national d'Ile-de-France, Denise Dubois (direction), Adrien Sichel (direction).

ELDOURADO (42-48-60-27). Les Mille et une nuits : jusqu'à 28 mars 1993, 14 h sam., dim. Opédette de Francis Lopez. Avec Toni Gamet et Annie Galois.

JAZZ, POP, ROCK

AU OUC DES LOMBAROS (42-33-22-88). Xavier Richardeau (soprano), 22 h 30 jeu. ; Sam Kelly, Xavier Richardeau, Bili Louison : 22 h 30 ven., sam. ; Trio Fournier-Fauré-Lacarrière : 22 h 30 dim. ; Doctor Jazz Band : jusqu'à 16 mars 1993, 22 h 30 lun. ; Jam Session : 22 h 30 mar.

LE BILBOQUET (45-48-81-41). Megawatt Quintet : 22 h 46 mer., jeu., ven., sam. ; Turk Mauro Quartet : jusqu'à 14 mars 1993, 22 h 45 dim.

CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62). André Krief Blues Trio : 22 h 30 jeu., ven. ; Dixie Stompers : jusqu'à 28 mars 1993, 22 h 30 ven., sam., dim. ; Peter Neidhart and the Boops : 21 h 30 mar.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (42-28-65-06). Five O'Clock : 21 h 30 mar. ; Hot Pops : 21 h 30 jeu. ; Megawatt Quintet + One : 21 h 30 dim. ; Betty and the Boops : 21 h 30 mar.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-38-38). Werner Lüdi, Dorothea Schürli, Stephen Witte : 20 h 30 ven., sam. Saxophone, violon, guitare, Paul Suter : 22 h 30 mar.

LA CHAPELLE DES LOMBAROS (43-57-24-24). Les Poubelles Boys : 20 h 30 mar.

LA CIGALE (42-23-15-15). Simon : 20 h ven., sam.

QUINQUÈME AVENUE (45-00-00-13). Pick-up : 0 h mer. ; Solo : 0 h jeu.

DUNOIS (45-84-72-00). Henri Texier Azur Quartet : 20 h 30 jeu., ven.

ELYSEES-MONTMARTRE. Spin Doctors : 18 h 30 ven., Samedi : 19 h 30 sam. ; Inna Obed : 18 h 30 dim.

FRONT PAGE (42-36-98-68). Ze Boom : 22 h 30 mar. ; Coketale : 22 h 30 jeu. ; Frank Ash Blues Band : 22 h 30 ven. ; Shalou Blues : 22 h 30 sam. ; House Band : jusqu'à 28 mars 1993, 22 h 30 dim. ; Blues Acoustic Night : 22 h 30 lun. ; Brooklyn : 22 h 30 mar.

GIBUS (47-00-78-88). Frogmouth : 23 h mer. ; Berly, Bases Band : 23 h jeu. ; Trolie : 23 h ven. ; Bases Lado a Skidoo : 23 h sam. ; Sin Film Ballet, Lolo : 0 h mer.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio New Orleans : 21 h sam. ; Trio Jazz Méditerranée : jusqu'à 18 mars 1993, 21 h ven.

JAZZ CLUB LONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Terence Blanchard & Quartet : jusqu'à 20 mars 1993, 22 h 30 jeu., ven., sam., lun., mar. ; Boto et Novos Tempos : jusqu'à 21 mars 1993, 22 h 30 dim. ; Claude Bolling Big Band : jusqu'à 11 avril 1993, 12 h dim. Jazz sur branch.

LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-81-53-53). Serge et Nivo Raherson Quartet : 22 h 30 mar. ; Frank J. Melville, Trio Gales : 22 h 30 jeu. ; Faith : 22 h 30 ven., sam. ; Marc Lalonde Jazz Band : 22 h 30 mar.

LA LOUISIANE (42-36-68-88). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jean-Pierre Gilleau Trio : 21 h jeu. ; Michel Merdignou Clarinette Concert : 21 h ven. ; Philippe de Préssac Quartet : 21 h sam., mar. ; Fabrice Eury : 21 h lun.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-15). Antoine Hervé Quintette : 20 h 30 jeu.

LE MONTANA (45-48-83-08). Cool Jazz Quartet : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Chris Henderson Band : jusqu'à 26 mars 1993, 22 h 30 dim. ; René Urtreger Trio : 22 h 30 lun., mer.

MONTGOLFIER (40-80-30-30). Michel Quéraud : 22 h mar. ; Philippe de Préssac : 22 h sam., dim., lun., mar.

NEW MORNING (45-23-51-41). Benoît Blue Boy : 21 h ven. ; Azuquira, Alma Rosa, Manieros : 21 h 30 sam. ; Trio gitan de Christian Escoudé : 21 h mar.

LE NOUVEAU CAFE (43-21-65-28). Laurence Masson : 21 h mer. ; Florence Davis, Valérie Pujol, Slavik Berengine : 21 h ven., sam.

OPUS CAFE (40-38-09-57). Walter Weir : 22 h 30 mer. ; Quartet Jazz Caribbees : 22 h 30 jeu. ; Groovy Company : 22 h 30 ven. ; Bobby Rangel : 22 h 30 sam. ; Elysian : 22 h 30 mar.

PASSAGE DU NORD-OUEST (70-81-47). Shawn Colvin : 19 h mer. ; Soirée Bouchère production : 22 h lun., mar. ; Rick Danko : 18 h jeu. ; Najma : 18 h sam.

PETIT JOURNAL MONTMARTRE (43-21-56-70). Asuquita y Sonela : 21 h mer. ; Swing Limited Corporation Big Band : 21 h jeu. ; Jazz Memories : 21 h ven. ; Hezoun Group : 21 h sam. ; Benny Bolson : 21 h lun., mar.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (42-28-28-59). Les Haricots rouges : 21 h mer., jeu. ; Five O'Clock Jazz Group : 21 h ven. ; Jacques Doudelle Swing Orchestra : 21 h sam. ; The Old Fashion Jazz Band : 21 h lun. ; Claude Luter Oumet : 21 h mar.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-38). Babi Louison, Eric Vimeux, Lucien Dobet : 22 h 45 mer. Piano, basse, batterie : Maum Michalon : 22 h 45 jeu. Chant, Bibi Louison (piano), Eric Vimeux (basse), Lucien Dobet (batterie) : Serge Tamas, Eric Vimeux, Christian Tamy : 22 h 45 ven. Guitare, basse, batterie : Harold Abramson, Yvon Rosetta, Harry Gaudin : 22 h 45 sam. Piano, guitare, basse, Christian Tamy (batterie) : Alain Jean-Marie Bégasse, Réflexions : jusqu'à 31 mars 1993, 22 h 45 mar.

PIGALL'S. Jacques Mieloux, Sylvain Kasap : jusqu'à 27 mars 1993, 20 h 30 mar. Chant, saxophone, Philippe Descheppe (guitare), Frico Oviennne (piano), Yves Rousseau (contrebasse), David Pourradier Dutil (batterie).

REX CLUB (45-08-63-88). Oneyed Jack : 23 h 30 mer. Soirée Mentall Jingle : 23 h 30 jeu. ; Guedes Gang : jusqu'à 28 mars 1993, 22 h 30 dim. ; Emmanuel Souadex Trio : jusqu'à 29 mars 1993, 22 h 30 lun. ; Pierre Vargoz Trio : 22 h 30 mar.

SHENÉRAZAO (49-74-41-68). Fugu Ché : 21 h jeu. ; Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

SUNSET (40-26-46-60). Alex Migale Quartet : 22 h 30 mar. ; Jean-Pierre Fourquet, Stéphane Geronzo : 22 h 30 jeu., ven., sam. ; Guedes Gang : jusqu'à 28 mars 1993, 22 h 30 dim. ; Emmanuel Souadex Trio : jusqu'à 29 mars 1993, 22 h 30 lun. ; Pierre Vargoz Trio : 22 h 30 mar.

THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (42-38-00-02). Richard Witczak et ses Tziganes : 22 h 30 jeu., ven., sam. ; THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. ; 15 h dim. Slow Club (42-33-84-30). Olivier Franc Jaz Quartet : 21 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; Jean-Paul Amoureux Boogie Machine : 21 h 30 mar.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-26-59). Les Trois Bogosnes-Forchinsky : 19 h 30 mar.

LE TRIANON (48-06-83-65). Les Pré-cieuses ridicules : jusqu'à 21 mars 1993, 20 h 30 mar., jeu., ven., sam

ÉCONOMIE

BILLET

Moins d'emploi,
plus de pouvoir d'achat

Malgré la détérioration du marché de l'emploi et le ralentissement des salaires, l'année 1992 n'aura pas été aussi défavorable pour les revenus des Français qu'on aurait pu le penser. Selon le dernier note de conjoncture de l'INSEE, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a en effet progressé de 2 %, contre 1,8 % en 1991. Alors que l'on observe une « assez forte accélération des cotisations sociales », la masse des rémunérations distribuées dans le secteur public n'a pas reculé. Il en va différemment dans le privé, où la pression exercée par le recul des effectifs (- 0,1 %) a limité la croissance des rémunérations brutes à 2,7 % contre 4,6 % l'année précédente.

Toutefois, la modération de l'évolution des prix, particulièrement sensible en fin d'année - et que les entreprises n'avaient pas anticipé lors des négociations salariales -, a permis de dégager 0,4 point de pouvoir d'achat.

Par contre, souligne l'INSEE, celui-ci a trois fois plus bénéficié (1,2 point) de la progression des prestations sociales, liées à l'indemnisation du chômage (en hausse de 13 %) mais aussi aux retraites, notamment les pensions servies par les régimes complémentaires, dont l'augmentation atteint 9 %. En outre, la pression fiscale s'est légèrement relâchée, surtout pour les hauts revenus, qui, « plus touchés par le ralentissement des revenus annexes », ont pesé sur le rendement de l'impôt sur le revenu.

Quant aux gains de la propriété et du capital, ils subissent un coup de frein (leur croissance passe de 15 % à 7,4 %), mais restent bien orientés malgré la contraction des intérêts procurés par les contrats d'assurance-vie et des dividendes reçus par les ménages.

Au total, ce bilan fait clairement apparaître l'effet d'« amortisseur de crise » du système français de protection sociale. En période de ralentissement économique, celui-ci porte bien son nom : grâce à lui, les salariés privés d'emploi ne subissent pas de plein fouet les conséquences du chômage - même si les prestations versées par l'UNEDIC ont été revues à la baisse - et les retraités n'ont pas trop à redouter la rigueur des temps.

Reste que cette situation ne pourra pas durer trop longtemps, car le dérapage préoccupant des déficits sociaux et fiscaux ne saurait se poursuivre indéfiniment. Dans ces conditions, on voit mal comment l'objectif du maintien des prélèvements obligatoires - et a fortiori de leur baisse - pourrait guider l'action du futur gouvernement.

J.-M. N.

Pronostic pessimiste sur la consommation des ménages

Le Crédit lyonnais révisé en baisse
les prévisions de croissance pour 1993

La direction des études économiques du Crédit lyonnais a révisé sa prévision de croissance pour le produit intérieur brut (PIB) français en 1993 de 1,2 % à 0,6 %. « Après une croissance quasi nulle au premier semestre (environ 0,1 % par trimestre), la croissance restera très modérée au second et redémarrera au mieux fin 1993 », estiment les experts de la banque publique. Ils expliquent que l'économie française reste affectée, comme à la fin 1992, par le ralentissement des économies de ses partenaires européens, la compétitivité renforcée de la lire, de la livre et de la peseta, le

maintien de taux d'intérêt réels (hors inflation) élevés et la montée du chômage.

Selon ces prévisions, la consommation des ménages ne décollera pas en 1993 avec 2 % de croissance contre 1,9 % en 1992 et l'investissement logement des particuliers va même chuter de 4 %. Du côté des entreprises, l'investissement va continuer à baisser de 2 % après un recul de 4,4 % l'an dernier. Les exportations n'augmenteront que de 1 % contre 4,7 % en 1992. En revanche, la progression des importations atteindra 2,9 % contre 1,4 % en 1992.

La « Sécu vache à lait »

L'assurance-maladie veut renforcer le contrôle des médecins.
60 milliards de francs ont été gaspillés en 1992

1 862 masseurs-kinésithérapeutes dont les honoraires annuels dépassent 600 000 francs sont éblouissants.

Dans plus de 10 % des cas, les anomalies sont « importantes » : durée de séance inférieure à la norme, actes collectifs excédant quatre personnes, contrairement à la réglementation. « Une fois leur activité reconstituée selon les règles en vigueur, certains praticiens auraient dû exercer plus de vingt-quatre heures par jour. En fait, ces auxiliaires réduisaient considérablement le temps de leurs actes au détriment du patient et organisaient de véritables séances de gymnastique collective pouvant réunir entre dix et quinze personnes », explique la CNAMTS.

Une offensive
guère appréciée

Les actes de radiologie ont, eux aussi, réservé de mauvaises surprises. A l'issue d'un contrôle réalisé auprès de la totalité des quatre mille radiologues libéraux, il s'avère que 15 % des séances font l'objet d'une facturation abusive (soit l'équivalent de 150 millions de francs par an) et que 80 % des comptes rendus de séances ne précisent pas le nombre de clichés. Enfin, 43 % des opérations de chirurgie esthétique menées en France ont été remboursées sans raison médicale sérieuse alors que la prise en charge de la « Sécu » n'est prévue que lorsqu'il s'agit de réparer les conséquences d'un accident ou d'une pathologie. On relève notamment 26 destructions de tatouages, 114 liposuctions et 44 plasties mammaires. L'Assistance publique n'est pas épargnée par ce florilège puisque, dans ses services, les infractions constatées

équivalaient à 2,4 millions de francs.

Les services de l'assurance-maladie ne se sont pas contentés de dresser un inventaire. Ils ont pas hésité à prendre des sanctions et engager des « démarches correctives ». Soixante-dix cliniques ont été déconventionnées ou déclarées, dont vingt-cinq définitivement. 7,6 millions de francs ont été récupérés auprès des kinésithérapeutes, dix-neuf saisies du conseil de l'Ordre, trois actions en pénal visant des médecins hospitaliers ayant eu une activité libérale irrégulière et dix-neuf saisies concernant des radiologues.

Ce bilan est commenté sévèrement par les responsables de la CNAMTS qui évaluent à 60 milliards de francs - sur un total de quelque 475 milliards de dépenses - les « gaspillages » qui pourraient être évités. « C'est la Sécu vache à lait », s'indigne M. Gilles Jobanet, directeur de la Caisse nationale, qui ne fait pas mystère de son intention d'intensifier les contrôles. A l'avenir, ceux-ci seront mieux ciblés en fonction des réalités locales et leurs résultats régulièrement publiés. Une offensive guère appréciée des représentants de professions de santé qui, à l'image des

Manifestation des femmes de marins-pêcheurs
devant les préfectures le 17 mars

Les femmes de marins-pêcheurs ont décidé, vendredi 5 mars, à Douarnenez, de ne plus suivre leurs maris dans les affrontements avec les forces de l'ordre et d'organiser une manifestation nationale le 17 mars, à-t-on appris auprès de l'Association des familles de marins.

Mme Dominique Lapart, présidente de l'Association, a appelé

toutes les femmes de marins à manifester ce jour-là devant toutes les préfectures concernées par la crise de la pêche. « Cette journée de mobilisation nationale », a expliqué Mme Lapart, « est programmée en tenant compte du calendrier politique : conseil des ministres à Bruxelles le 18 mars et premier tour des élections législatives le 21 mars. »

Une mise en garde de M. Kinkel

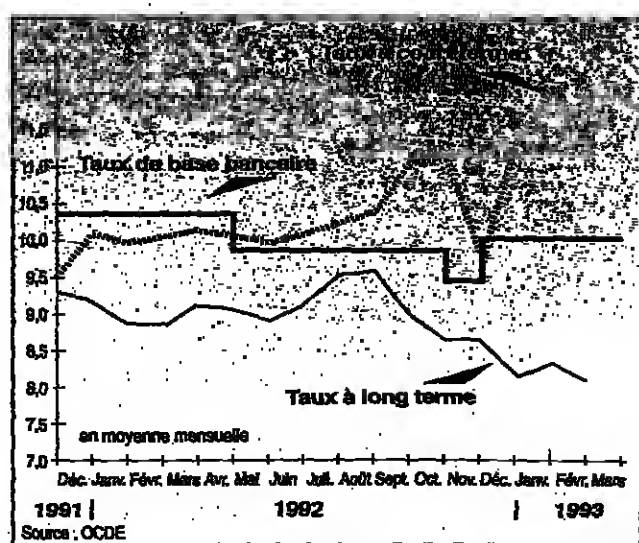
L'Allemagne critique de nouveau
l'attitude française sur le GATT

La position de la France dans les négociations commerciales internationales du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) et, plus précisément, le dossier des oléagineux, a attiré aux yeux de l'Allemagne « les limites du supportable », de l'avis du ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel.

Dans un entretien avec le quotidien des milieux d'affaires allemands *Handelsblatt*, publié lundi 8 mars, le ministre ajoute que « la politique intérieure d'aucun de nos partenaires européens ne peut conduire à engager une guerre commerciale » avec les Etats-Unis. Cette

mise en garde intervient à quelques heures de la réunion à Bruxelles des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne. D'ailleurs, M. Kinkel ne cache pas dans cet entretien qu'il abordera ce sujet dans le capital belge.

Ce n'est pas la première fois que l'engagement du gouvernement allemand à l'encontre de la position française se manifeste. Le président du Parti libéral, dont M. Kinkel est un représentant, M. Otto Lambrecht, avait déjà estimé, le 18 février, que l'Allemagne devait faire passer ses intérêts commerciaux avant son amitié avec la France.

Des taux à court terme
exceptionnellement élevés

Les taux d'intérêt à long terme de la France ont fortement chuté ces derniers mois, tout comme ceux des principaux pays industriels. En revanche, compte tenu des tensions persistantes sur le franc, les taux à court terme se maintiennent à un niveau exceptionnellement élevé (près de 12 %).

Les autorités monétaires allemandes ont ramené, vendredi 5 mars, leur taux d'intervention sur le marché monétaire (passions) de 8,49 % à 8,25 %, ce qui a permis au taux au jour le jour français de repasser lundi 8 mars au-dessus de 11 %. (Lire notre dossier consacré aux taux d'intérêt dans « Le Monde de l'Economie » page 33.)

Voici le no
de la E

Le 10 Mars 1993

هكمان النحل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Après Tallin, Riga lance sa propre monnaie

La mise en circulation du lats letton sera progressive

Après la couronne estonienne, introduite en juin 1992, les premiers lats lettons ont fait leur apparition vendredi 5 mars. Mais, contrairement à la solution chirurgicale choisie par les Estoniens - ces derniers n'auraient que quelques jours pour échanger leurs roubles en couronnes - les responsables lettons ont opté pour une voie plus pragmatique : il faudra attendre plusieurs mois, sans doute les élections générales de juin, pour que les lats soient considérés comme la seule monnaie du pays. En attendant, les roubles lettons, monnaie provisoire introduite en juillet 1992, en remplacement du rouble, continueront à être utilisés.

RIGA

de notre envoyé spécial

La décision de mettre en circulation uniquement des billets de 5 lats, et d'introduire progressivement d'autres coupures, était attendue pour le deuxième semestre de 1993. Pour plusieurs raisons, les responsables lettons ont préféré anticiper.

D'abord pour dissuader la fabrication, paraît-il importante, de faux billets de 500 roubles lettons. Ensuite, et surtout, pour couper court à une série de rumeurs qui avaient, ces dernières semaines, provoqué des mouvements erratiques sur le marché des changes lettons.

En juillet, lorsqu'il avait été introduit, le rouble letton valait 1 rouble (soviétique). À l'époque, le cours était de 1 dollar pour 140 roubles. Alors que la monnaie

russe commençait une dégringolade abyssale, le rouble letton se stabilisait à 1 dollar pour 170 roubles.

Les déclarations, fin février, du gouverneur de la Banque centrale de Riga, selon lesquelles le rouble letton était « sous-évalué », entraînaient un mouvement de spéculation, et le dollar descendait alors en dessous des 100 roubles (au même moment, le billet vert s'échangeait à Moscou à plus de 600 roubles).

Les spéculations calmées

La décision d'introduire le lats a, semble-t-il, calmé les spéculateurs, et, en début de semaine, le dollar valait de nouveau plus de 150 roubles lettons. Il a été décidé que 1 lats vaudra 200 roubles lettons. Avec 1 santims - le centième du lats - le consommateur pourra ainsi se procurer une boîte d'allumettes, qui vaut actuellement 2 roubles.

L'expérience, réussie pour le moment au-delà de toute espérance, de la couronne estonienne, a aussi contribué à accélérer le processus d'indépendance monétaire lettonne. Mais, à la différence de la couronne, qui est directement liée au deutschemark, le lats flottera librement sur les marchés des changes.

Selon les experts occidentaux, la monnaie lettone devrait s'apprécier, compte tenu de la politique monétaire très stricte menée et des quelques bons résultats obtenus par la toute jeune économie lettone : inflation mensuelle inférieure à 3 % (contre plus de 20 % à Moscou), réserves en devises substantielles et réorientation du commerce extérieur vers l'Occident.

JOSE-ALAIN FRALON

Des dépenses en augmentation de 0,2 % au cours des douze mois à venir

La Chambre basse de la Diète japonaise approuve le projet de budget

L'année budgétaire japonaise commence le 4 avril et, pour la première fois depuis plusieurs années, le processus parlementaire devrait être mené à son terme dès l'entrée en vigueur du budget. Samedi 6 mars, la Chambre basse de la Diète japonaise a voté le projet de budget, qui doit maintenant être examiné par la Chambre haute. Vendredi 5 mars, le Parti libéral-démocrate (PLD) avait accepté, après trois jours de blocage des discussions par les partis d'opposition, d'examiner une proposition de réduction des impôts à hauteur de 4 260 milliards de yens (200 milliards de francs).

Selon le projet adopté, les dépenses augmentent de 0,2 % seulement au cours des douze mois à venir, leur plus faible progression en six ans. Le gouvernement estime en effet qu'en raison de la mauvaise conjoncture économique, les recettes fiscales diminueront de 1,9 %. Le projet de budget prévoit que les dépenses de travaux publics augmenteront de 6,5 % (la plus forte hausse après celle de l'aide au développement), à 8 570 milliards de yens (400 milliards de francs). Des mesures additionnelles destinées à relancer l'économie devraient être annoncées début avril.

□ Premier prêt de la Banque mondiale au Liban depuis quinze ans. - La Banque mondiale a annoncé, jeudi 4 mars, un prêt de 175 millions de dollars (962 millions de francs) pour financer la reconstruction du Liban. Premier prêt accordé à ce pays depuis quinze ans, il est destiné à soutenir un programme de reconstruction d'urgence d'un montant de 2,25 milliards de dollars lancé par le gouvernement libanais. Il sera particulièrement destiné à la reconstruction de la distribution d'eau et d'électricité et à l'achat d'équipements pour la collecte des déchets.

Echec des négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces

Les chemins de fer risquent de disparaître dans la plus grande partie de l'Argentine

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Après des mois de suspense et l'échec, la semaine dernière, des négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces, les chemins de fer vont disparaître dans la plus grande partie de l'Argentine. À partir du 10 mars, vingt-cinq voies ferrées reliant la capitale aux principales provinces de l'intérieur seront fermées, et vingt-sept mille employés ferroviaires licenciés. Les trains de passagers de longue distance continueront à fonctionner dans trois provinces seulement : celles de Buenos-Aires, de la Pampa, et du Rio-Negro (Patagonie).

Dans le cadre de la politique de réajustement et de privatisation des

services publics, le président Carlos Menem avait annoncé, en juillet 1992, sa décision de transférer aux gouverneurs la majorité des 34 000 kilomètres de voies ferrées, largement subventionnées par l'État depuis leur nationalisation en 1947 (le Monde du 19 août 1992). Face au risque de perdre un moyen de transport essentiel, un accord était intervenu pour que, dans un premier temps, le financement du déficit endémique de la Compagnie nationale des chemins de fer - estimé par les pouvoirs publics à 500 millions de dollars par an (2,5 milliards de francs) - soit partagé entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces.

Mais treize provinces ont dû finalement renoncer à prendre en charge la totalité des coûts du service ferro-

viaire, en invoquant des pénuries budgétaires. Certains gouverneurs ont demandé toutefois que les wagons et les locomotives leur soient « réservés » au cas où ils réussiraient à mettre sur pied un programme de privatisation.

Alors que des régions entières - principalement les provinces les plus pauvres du Nord - seront définitivement coupées par rail du reste du pays, celles de Buenos-Aires, de la Pampa et du Rio-Negro ont relevé le défi avant de passer la main à des opérateurs privés. Très liés à la croissance économique de l'Argentine au début du siècle, de grandes lignes traditionnelles construites par les Anglais et les Français vont disparaître, comme El Cordobés, qui relie Buenos-Aires à Córdoba (seconde ville du pays), et El Patagónico, qui dessert Neuquén. L'autre train patagonien allant à Bariloche, la grande station touristique du Sud, continuera à rouler, et, avec lui, le légendaire *Old Patagonian Express*, tout au moins sur son court trajet à travers le Rio-Negro.

CHRISTINE LEGRAND

INDICATEURS

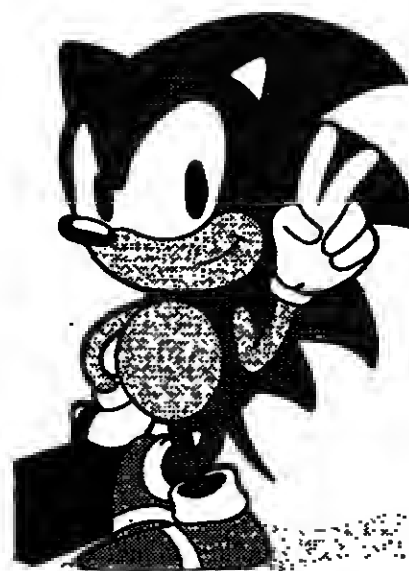
ÉTATS-UNIS

● Crédits à la consommation : + 1,5 % en janvier. - Les consommateurs américains ont continué à s'endetter après les achats traditionnels de fin d'année : le montant des crédits à la consommation a augmenté de 1,5 % en janvier en rythme annuel, pour atteindre 727,6 milliards de dollars. Il s'agit du cinquième mois consécutif de hausse, après une augmentation particulièrement forte en décembre (5,3 %). Bienvenue pour l'économie, cette relance de la consommation, dopée par la faiblesse des taux d'intérêt, la baisse du chômage et un regain de confiance après l'élection présidentielle, pourrait toutefois se ralentir dans le courant de l'année sous l'effet des augmentations d'impôts annoncées par le président Clinton.

MEXIQUE

● Importations illégales : 5 milliards de dollars en 1992. - Les produits étrangers importés au Mexique de façon illégale, en contrefaçon ou grâce à des sous-facturations, ont totalisé en 1992 une valeur de 5 milliards de dollars (28 milliards de francs), soit 30,1 % du déficit de la balance commerciale. Il s'agit essentiellement d'aliments, de boissons et de tabacs (1,4 milliard de dollars), de produits sidérurgiques (1,1 milliard), de produits d'édition (850 millions), de plastiques (750 millions), de textiles (650 millions) et de jouets (190 millions).

Voici le nouveau Golden Boy de la Bourse de Paris.



Le 10 Mars 1993 Sega Enterprises Ltd entre en Bourse.

Inventif et dynamique, le personnage de Sonic (l'idole des jeunes et de plus en plus d'adultes) est à l'image de Sega Enterprises Ltd.

Chaque jour, la créativité de Sega Enterprises Ltd se vérifie dans le monde entier.

Plus de 40 années d'expérience et de savoir-faire en matière de haute technologie ont permis à Sega Enterprises Ltd de devenir l'un des leaders mondiaux dans le domaine des loisirs high-tech et interactifs.

Le 10 mars 1993, un véritable phénomène entre en Bourse.

Le prospectus qui a reçu le visa N° 93-090 de la commission des opérations de Bourse en date du 25 février 1993, est tenu à disposition du public au bureau de Nomura France, 19-21, rue de Pontieu, 75008 Paris.

SEGA

ENTERTAINMENT LTD

Guerre d'actionnaires autour de Sopha Medical

Stratégie et développement d'image de marque

هكمان النحل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 8 MARS

Règlement mensuel										Comptabilité mensuelle																			
Composante	VALEURS	Cours précédent	Différence	%	Composante	VALEURS	Cours précédent	Différence	%	Composante	VALEURS	Cours précédent	Différence	%	Composante	VALEURS	Cours précédent	Différence	%										
5240	CAL 2%	2520	1380	530	+1.05	275	CPH Paris Rte L.	283 10	291 50	231	+3.50	88 73	Lagardère Group.	55 90	67	98	+1.14	452	St. P. Roussel.	477	477 80	475 10	-0.40	350	Front Mer	265	361	251	+6.04
841	BAP T.P.	850	850	850	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	1150	Front Mer	1185	1115	1195	+2.58
1774	Renault T.P.	1800	1800	1800	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	453	Gl. Elect.	480 50	467 10	498 20	+1.16
1080	St. P. Roussel T.P.	1100	1100	1100	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	215	Gl. Moteur	213 10	220 80	220 10	+3.28
820	Thomson T.P.	812	812	812	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	452	Gl. Bagnon	578	578	578	+0.00
720	ADCC	720	720	720	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	217	Gl. Moteur	217 10	217 10	217 10	+0.00
770	Al. Ligand	770	770	770	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
630	Alcatel-Alsthom	630	630	630	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1840	Alstom	1840	1840	1840	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
150	ADP-RATP	150	150	150	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1140	Asp. Int. Méd.	1140	1140	1140	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
164	Banq. Par.	164	164	164	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
716	Banq. Par.	716	716	716	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
680	Banq. Par.	680	680	680	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
640	Banq. Par.	640	640	640	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1180	Banq. Par.	1180	1180	1180	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
276	Banq. Par.	276	276	276	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1140	Banq. Par.	1140	1140	1140	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1100	Banq. Par.	1100	1100	1100	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
140	Banq. Par.	140	140	140	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
480	Banq. Par.	480	480	480	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
200	Banq. Par.	200	200	200	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
550	Banq. Par.	550	550	550	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
840	Banq. Par.	840	840	840	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
54	Banq. Par.	54	54	54	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1230	Banq. Par.	1230	1230	1230	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
173	Banq. Par.	173	173	173	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
210	Banq. Par.	210	210	210	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
280	Banq. Par.	280	280	280	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
180	Banq. Par.	180	180	180	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
108	Banq. Par.	108	108	108	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
530	Banq. Par.	530	530	530	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
230	Banq. Par.	230	230	230	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
330	Banq. Par.	330	330	330	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
440	Banq. Par.	440	440	440	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
188	Banq. Par.	188	188	188	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
50	Banq. Par.	50	50	50	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
370	Banq. Par.	370	370	370	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
94	Banq. Par.	94	94	94	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1140	Banq. Par.	1140	1140	1140	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
230	Banq. Par.	230	230	230	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
320	Banq. Par.	320	320	320	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
1080	Banq. Par.	1080	1080	1080	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
230	Banq. Par.	230	230	230	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
405	Banq. Par.	405	405	405	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440	440	+0.00	27	Gl. Moteur	27 10	27 10	27 10	+0.00
300	Banq. Par.	300	300	300	+0.00	1080	Orléans Rte L.	1080	1080	1080	+0.00	260	Labon	260	260	260	+0.00	440	St. P. Roussel.	440	440								

Comptant (sélection)										SICAV (sélection)										5/3																																							
VALEURS			% de nominal	% du coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Frais inc.	Rechant	VALEURS			Emission	Frais inc.	Rechant	VALEURS			Emission	Frais inc.	Rechant																											
Obligations										Étrangers										Hors-cote																																							
Emp. Ind. 5.75 % 78										99 55	6.41	Rodemco Ind.										153 80	153 10	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
10.00 % 78/94										100 51	5.47	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
Emp. Ind. 13.45 % 83										102 65	2.82	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
10.25 % 88/98										108 98	10.14	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
OUT 10% 5/2000										115 24	7.80	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
OUT 8.5 % 12/1997										110	2.30	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
OUT 8.5 % 12/1997										107 33	2.94	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
PTT 11.25 % 85										106 33	0.93	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CF 10.25 % nov. 50										114 15	10.05	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CN 10 % 1975										101	0.41	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										99 95	16.07	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										97 80	15.7	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										97 70	15.7	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										98 10	15.7	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										102 05	6.43	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										112 50	1.62	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										105 94	...	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										1065	...	Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126 24
CMB Secur. 5000F.										Selen										306	308 20	Acti. Ind.										214 15	208 42	Euro Gen.										6422 02	6175 02	Paribas Opportun.										131 81	126

RELIGIONS

Des traditionalistes
ont occupé

Saint-Germain-l'Auxerrois

Le Père Michel Guiton, curé de la paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, a déposé plainte contre X... pour bris de meubles et vol, après les incidents provoqués dans son église, dimanche 7 mars, par un groupe de catholiques traditionalistes venus de l'église Saint-Nicolas-du-Charbonnet (5^e). Environ deux cents manifestants sont entrés dans l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, vers 12 h 15 à l'issue du principal office dominical. Ils ont occupé l'autel, célébré la messe dans le rite selon saint Pie V, chanté des cantiques et adoré le Saint-Sacrement. Une centaine de policiers sont intervenus vers 15 h 30 et ont fait évacuer l'église. Saint-Germain-l'Auxerrois est la « paroisse des rois de France ». On y célèbre toujours la messe anniversaire de la mort de Louis XVI. Les abbés Laguerre et de Tournon, curé et vicaire de Saint-Nicolas-du-Charbonnet, ont expliqué leur action en prétextant que l'église du 5^e arrondissement, illégalement occupée depuis 1977, serait devenue « trop petite », alors que la « grande église de Saint-Germain-l'Auxerrois » est très peu. Rappelons qu'à Paris et dans la région parisienne, des messes dans l'ancien rite catholique sont célébrées chaque dimanche à certaines conditions et avec l'autorisation des évêques.

SCIENCES

Le CNRS envisage
une réduction
du nombre des observatoires
en France

A l'heure des restrictions budgétaires et des grands programmes européens, les observatoires astronomiques français sont-ils trop nombreux ? Trop coûteux ? Telle est en tout cas la conclusion d'un récent rapport, établi, à la demande de la direction des recherches et études doctorales (DRED) et de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU), par un groupe de scientifiques dirigé par M. Pierre Léna.

Compte tenu des « évolutions considérables liées à l'observation satellitaire » et de l'investissement massif engagé dans les grands télescopes internationaux (VLT au Chili, télescope solaire Thémis aux Canaries, etc.), « la France, comme d'autres pays, ne peut se permettre de maintenir la totalité de ses sites nationaux d'observation au sol », a précisé, vendredi 5 mars, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Soulignant la nécessité de « prendre des décisions rapides, même si elles sont difficiles », le communiqué du CNRS précise que « ces décisions n'impliquent toutefois pas de fermeture de site immédiate ou à court terme ». Les conclusions de l'INSU, responsable pour le CNRS et la DRED de la mise en œuvre de cette révision, devraient être rendues publiques dans quelques semaines.

o ESPACE : Trois nouveaux contrats pour Ariane. La société Arianespace vient de signer trois nouveaux contrats. Le premier, conclu lundi 1^{er} mars, porte sur le lancement du satellite de télécommunications GE-1 de la firme américaine GE Americom. Les deux autres, signés mercredi 3 mars, concernent la mise sur orbite des deux premiers exemplaires d'Intelsat VIII, les engins de nouvelle génération de l'organisation mondiale de communications par satellites Intelsat. Ces trois lancements devraient être effectués en 1996. Le carnet de commandes d'Arianespace comprend désormais 36 satellites à lancer, pour une valeur de 16,3 milliards de francs.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 6 mars 1993 :
UN DÉCRET
- N° 93-287 du 5 mars 1993 (établissement) ne taxe parafiscale sur les produits de fondation.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 7 mars 1993 :
DES DÉCRETS
- N° 93-288 du 5 mars 1993 relatif à l'Institut national de recherche pédagogique ;
- N° 93-290 du 5 mars 1993 instituant un Conseil national pour l'intégration des populations immigrées.

CARNET DU Monde

Naissances

Lorraine
est heureuse d'annoncer la naissance de son petit frère

Yannis,
le 25 février 1993.

Marie-Christine et Michel
FLET-BERLIAC
118 bis, rue Pelletier,
75020 Paris.

Décès

- M. et M^{me} Moulid Abou Mrad,
ses parents,
Nida et Isabelle Abou Mrad,
son frère et sa belle-sœur,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Hadi ABOU MRAD,
survenu le 27 février 1993, à Beyrouth.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Beyrouth.

Une messe sera célébrée le samedi 27 mars, à 18 h 30, en l'église Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- L'École de psychologie praticiens de l'Institut catholique de Paris, l'association des anciens élèves, ont le regret de faire part du décès de

M. l'abbé Jean BESSON,
fondateur de l'école,

le 22 février 1993.

Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité, à Clermont-Ferrand.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le mercredi 17 mars, à 12 h 10, en l'église des Carmes, 70, rue de Valenciennes, Paris-6^e.

- M. Gérard BILLAUD,
Sylvie, Guy
Et leurs enfants,
Olivier, Camille, Arnaud et Edouard,
Alix
Et ses enfants,
Delphine, Nicolas et Isabelle,
François, Claude et Lili,
Marc et Valérie,
Philippe et Eva,
Les familles Moreau et Nouailhac,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gérard BILLAUD,
née Christine Moreau,

survenu le 4 mars 1993.

La cérémonie religieuse a été célébrée le samedi 6 mars, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, rue de Courcelles,
75008 Paris.

- Jean et Irène Barbet,
Alain et Sophie,
Catherine,
ont la tristesse de faire part du décès de leur tante,

Ida BOBERMAN,
née Byss,

survenue à Loozveleco, le 3 mars 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année, et échoquant avec émotion la mémoire de son époux, le peintre

Volodimir BOBERMAN,
décédé à Ithia, le 28 mars 1987.

83, rue de la Tombe-Issoire,
75014 Paris.

- Janine et Claude Collard,
Claude Davy,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Cyril COLLARD,

survenu le vendredi 5 mars 1993, à l'âge de trente-cinq ans.

Ses amis et tous ses admirateurs pourront lui dire un dernier adieu au cours de la cérémonie qui aura lieu le mercredi 10 mars, à 12 h 15, au cimetière du Père-Lachaise.

Selon la volonté de la famille, les fleurs seront à déposer au cimetière du Père-Lachaise.

Entrée porte Gambetta, avenue du Père-Lachaise, Paris-20^e.

(Le Monde daté 7-8 mars.)

- M. Jean LEMUT,
M. et M^{me} A. Müllermod
et leurs enfants,
M. Thomas LEMUT,
M^{me} Marthe LEMUT,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean LEMUT,
née Anne Thénard.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, à La Ferté (Saône-et-Loire).

Une messe sera dite le vendredi 12 mars 1993, à 11 h 30, en l'église de Semecy-le-Grand.

Le Départ,
71240 Saint-Ambreuil.

- Les membres du bureau
Et du comité directeur du Groupe
des anciens députés
ont le regret de faire part du décès de

M. Roland BOUDET,
président du Groupe
des anciens députés,
député honoraire de l'Orne,

survenu le 4 mars 1993.

Les obsèques seront célébrées à L'Aigle (Orne), le mardi 9 mars, à 15 h 30, en l'église Saint-Martin.

Groupe des anciens députés,
Assemblée nationale,
126, rue de l'Université,
75355 Paris Cedex.

Du 9 novembre 1913 à Robert (Joni), instituteur, puis journaliste, Roland Boudet avait été directeur du journal *le Réveil normand* de 1948 à 1962, puis du journal *Normandie* de 1962 à 1965. Conseiller général de l'Alpe (Jura) de 1965 à 1968, maire de L'Aigle de 1968 à 1980, Roland Boudet avait été député (URR) puis non inscrit de l'Orne de 1980 à 1982, puis à nouveau de 1987 à 1988.

- Jacques Chénat,
son mari,
Ses enfants,
Et ses petits-enfants,
Les familles Berthet, Dupuy, Haas et Bizeau,
Ses sœurs, frères, belles-sœurs et beaux-frères,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

Michèle CHÉNAT,
née Dupuy,

survenue à Paris, le 6 mars 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Romain de Sévres.

Ni fleurs ni couronnes.

- Anne Vassault,
Solange et Pierre Frantz,
Henriette et le docteur Jacques Frantz,
Jacques et Janine Boutillier,
Françoise Talant,
Dominique et Marie-Claire Wendel,
Marie-Lorraine Frantz,
Leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Frantz, Vassault, Kiss,
Amos, Vondreville, Jordan, Mirabaud, Harlé, Faure et Mérie d'Abagnat,
Parents, alliés,
Et amis,
ont la douleur de faire part de la disparition de

docteur Philippe FRANTZ,
chirurgien des hôpitaux de Paris,

décédé subitement à l'âge de quarante-huit ans, au cours d'une mission médicale d'enseignement à Vientiane (Laos), le 26 février 1993.

L'inhumation aura lieu à 14 heures, le vendredi 12 mars, au cimetière de l'Est, rue du Roi-Albert, à Metz.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés au Comité de coopération avec le Laos (CCL), rue Clairaut, 75017 Paris.

« Voici le plaisir
D'être et d'être aimé,
C'est de voir en paix
Frères et voisins
Tous bien accueillis
S'exprimer entre eux... »

Agrippa d'Aubigné, psaume 133.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, villa Boissière,
75016 Paris.

7, rue Madame,
75006 Paris.

14, rue de la Haye,
57000 Metz.

- Les médecins
Et l'ensemble du personnel du service d'urologie de l'hôpital Ambroise-Paré,
ont la douleur de faire part du décès de leur ami, le

docteur Philippe FRANTZ,
chirurgien des hôpitaux de Paris,

qui a consacré l'essentiel de son activité à la transplantation rénale.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 11 mars 1993, à 16 heures, en l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés au Comité de coopération avec le Laos (CCL), 4, rue Clairaut, 75017 Paris.

- Les médecins
Et l'ensemble du personnel du service d'urologie de l'hôpital Ambroise-Paré,
ont la douleur de faire part du décès de leur ami, le

docteur Philippe FRANTZ,
chirurgien des hôpitaux de Paris,

qui a consacré l'essentiel de son activité à la transplantation rénale.

- Jane,
sa compagne,
Olivier et Geneviève,
ses frères et sœurs,
Alain, Benjamin, Marie-Claude,
Marie-José,
Jeanne, Suzanne, Françoise, Dominique, Philippe,
Solange, Isabelle, Anne,
Ses enfants,
Hervé, Frank, France, Philippe,
Thierry, Marc-Antoine, Laurence,
Constance, Marie-Eve, Aude, Romain,
Emmanuelle, Sébastien,
Ses petits-enfants,
Elodie, Marie, Laetitia-Marie, Toussaint, Antony,
Ses arrière-petits-enfants,
Eric, Nathalie, François, Hélène,
Ses neveux et nièces,
Les familles Immet, Thérenty,
Brouns, Kristy, Tailhade, Verony,
Hennrich,
font part de la mort de

Claude JAMET,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
agrégé des lettres,
ancien secrétaire de la Fédération SFIO de la Vienne,
professeur,
écrivain.

A son domicile, le 5 mars 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon sa volonté, il sera procédé à son inhumation le mercredi 10 mars, à 9 h 15, au cimetière du Père-Lachaise (entrée Gambetta).

Une pensée sera demandée à ceux qui ont connu ses fils

Jean et Gilles.

« Je refuse l'oraison de toutes les Eglises. Je demande une prière d'amour et de paix. »

Victor Hugo.

- M. et M^{me} Armand Magnani,
Et sa famille,
Tous ses amis,
Ses collègues et amis d'Air France,
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard MAGNANI,
survenu le 1^{er} mars 1993, dans sa quarante et unième année.

Les obsèques ont eu lieu à Nice, dans la plus stricte intimité.

Une messe sera célébrée, en sa mémoire, le jeudi 11 mars, à 12 h 30, en l'église Saint-Eustache, Paris-1^{er} (métro Les Halles).

- Thierry Le Roy,
directeur de la musique et de la danse au ministère de l'Éducation nationale et de la culture,
Et tous les agents de la direction de la musique et de la danse,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre MOREAU,
chef du département
de l'enseignement, de la formation
et du développement
des pratiques musicales,

survenu le jeudi 4 mars 1993, à Paris.

Direction de la musique et de la danse,
53, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

- M^{me} Paule Debordes
fait part avec tristesse du décès de son époux,

Maurice POLITI,
écrivain,
ancien journaliste,

survenu le 3 mars 1993.

Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Sa sœur,
M. et M^{me} Ben Mayor,
M. et M^{me} Weisinger,
M^{me} Politi,
M^{me} Ovidio,
s'associent à sa peine.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le 8 mars.

- M^{me} Josiane Roire,
son épouse,
Ses filles,
Odile, Isabelle, Véronique,
et leurs enfants,
Ses frères et sœurs,
Jean, Lucette, Gaby,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Max ROIRE,
comédien,

survenu le 5 mars 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La crémation aura lieu le mardi 9 mars, à 9 heures, au nouveau cimetière de la Guillotière, Lyon-7^e.

69210 Lantilly.

- Le Père provincial de la Compagnie de Jésus,
Les Pères jésuites du 42, rue de Granelle,
Les Petites Sœurs des pauvres du 62, avenue de Breteuil,
font part du retour à Dieu de

Père Michel RIQUET, s.j.,

décédé à Paris le 5 mars 1993 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Louis des Invalides, le mercredi 10 mars à 10 h 30.

- L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC)
a le regret de faire part du décès du

Révérend Père Michel RIQUET,
administrateur de l'ONAC,
observateur permanent du Saint-Siège auprès du Comité international de la neutralité de la médecine,

vice-président
de la Ligue internationale
contre le racisme et l'antisémitisme,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'Ordre national du Mérite,
titulaire de la croix de guerre
1914-1918 et 1939-1945
et de la médaille de la Résistance,
officier des Arts et Lettres,
membre de l'Ordre
de l'Empire britannique,
Médal of Freedom,
croix de guerre téloscovique (1939).

survenu le 5 mars 1993.

Une messe sera célébrée le mercredi 10 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Le Révérend Père Riquet présidait encore, le 2 mars dernier, l'installation officielle du nouveau conseil d'administration de l'ONAC, où il venait d'être réélu, pour quatre ans, premier vice-président, place qu'il détenait depuis le 31 mai 1959.

Il était également vice-président de l'œuvre nationale du Bleu de France au sein de l'ONAC.

- Les présidents
Et membres des bureaux nationaux de l'UNADIF et de la FNDIR
ont la très grande tristesse de faire part du décès, survenu le 5 mars 1993, de leur président d'honneur, le

Révérend Père Michel RIQUET,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'Ordre national du Mérite,
départé de la Résistance
aux camps de concentration
et de Dachau,
vice-président
du conseil d'administration
de l'Office national
des anciens combattants
et victimes de guerre.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 10 mars à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

UNADIF-FNDIR,
8, rue des Bauges,
75016 Paris.

- Le médecin général Petchol-Bacque,
Le bureau
Et les membres de l'Amicale de Mauthausen ont le regret de faire part du décès de leur vice-président, le

Révérend Père Michel RIQUET,
départé résistant,
matricule 63 067 à Mauthausen.

- « L'Éternel aime les justes. »
Ps. 146.

Le président
Et les membres du conseil d'administration de la Fraternité d'Abraham (Juifs, chrétiens et musulmans),
ont la très grande tristesse de faire part du retour à Dieu, survenu le 5 mars 1993, du

Révérend Père Michel RIQUET,
membre fondateur et délégué
de la Fraternité d'Abraham,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'Ordre national du Mérite,
départé de la Résistance,
vice-président
de la Ligue internationale
contre le racisme et l'antisémitisme.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 10 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Fraternité d'Abraham,
BP 231-08,
75364 Paris Cedex 08.

(Le Monde du 6 et daté 7-8 mars.)

Remerciements

- Ne pouvant répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie qu'ils ont reçus lors du décès de

M. Jacques PARAWAN,
Ses enfants,
Robert, Colette et Patricia,
expriment leur reconnaissance à tous ceux qui se sont associés à leur chagrin.

Anniversaires

- Pour le trentième anniversaire de la mort de

Jean BASTIEN-THIRY,
exécuté le 11 mars 1963, au Fort d'Ivry, une messe sera célébrée le vendredi 12 mars 1993, à 19 heures, en l'église Sainte-Odile (porte de Champerret), à Paris.

- Il y a dix ans, le 8 mars 1983,

Jacques CHEVALLIER
nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé ne l'oublient pas.

- Il y a cinquante ans, le 9 mars 1943,

après son arrestation à Caillou (Aude), victime des lois raciales de l'époque, disparaissait au camp de Maidanek un homme de bien.

Willy REISS,
de Vaucluse (Seine-et-Oise).

Ses fils,
Albert (Le Chesnay),
Herbert (Versailles),
Robert (Vaucluse),
William (Djakarta),
en y associant le souvenir de leur mère,

Martha,
décédée en 1964,

chérissent sa mémoire,
demandent à ceux qui l'ont connu une pensée pour lui,

espèrent qu'une situation de si désastreuse lâcheté ne pourra plus se reproduire,

remercient tous ceux qui ont risqué leur vie pour les sauver.

Messes anniversaires
- Pour le vingt-cinquième anniversaire de l'accident aérien où périrent le général d'armée AILLERET et ses compagnons,

une messe sera célébrée, le mercredi 10 mars 1993, à 17 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire.

Communications diverses
- « Fant-il nider l'Afrique ? »
Conférence-débat, mercredi 10 mars 1993, à 20 h 30, temple de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.
Entrée libre.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5992

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

1. Tient le chandello. - II. Traîtres avec respect. - III. Première puissance. - IV. Est souvent sur la planche. Objet d'une revue. - V. Poétique ou prosaïque. - VI. Dieu, Paris, en Polynésie. - VII. Sort du Jura. Extrait de Ravel. - VIII. Prouve qu'il y a du « lachement ». Peut évoquer un triomphe. - IX. Très salés et très gras. Agit avec négligence. - X. Fait beaucoup de bruit quand elle se lève. - XI. Bien ouverte. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Chasser comme des Anglais. Quand on la prend, ce n'est pas naturel. - 2. Qui peuvent nous poursuivre. - 3. Produisit une détérioration. S'élève en Grèce. - 4. Divinité. Traité comme en Syrie. - 5. Vo et vire. Cri de celui qui vient de déguster. Tranche de melon. - 6. Peut être provoquée par une bonne claque. Raport un boudin. - 7. En Allemagne. Rendue en exil. - 8. Gouverne. Donne envie de fumer. - 9. Peut être mis dans le bain. Parfois opposés aux paroles.

Solution du problème n° 5991

Horizontalement

I. Cartomancienne. - II. Ombres. Allège. - III. Mars. Merle. Etal. - IV. Puls. Brés. Ara. - V. Suer. Collier. - VI. Ope. Téos. Oual. - VII. Meire. Calme. Toi. - VIII. Errée. Cap. Bers. - IX. Trépass. Bell. Es. - X. Te. Egratigner. - XI. Rils. Euthanasie. - XII. Enta. Eye-liner. - XIII. Rat. Éire. - XIV. Huls. Péon. Tante. - XV. Stéthoscope. Tue.

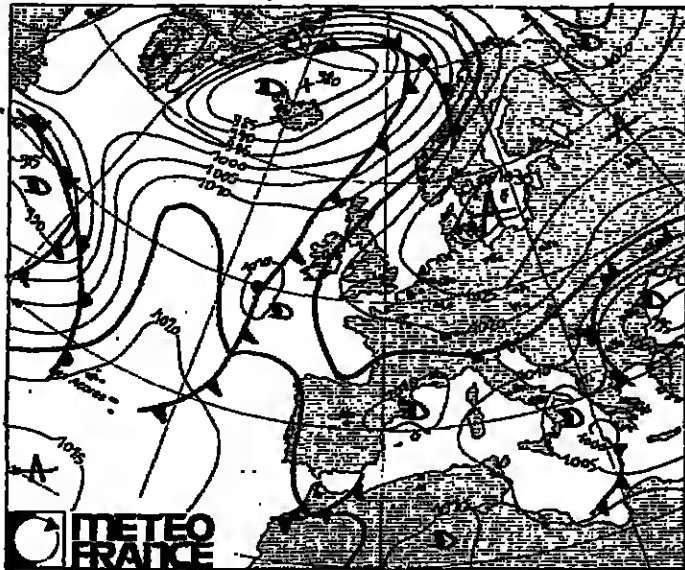
Verticalement

1. Compromette. HS (hors service). - 2. Aveu. Parrain. Ut. - 3. Rarissime. Strie. - 4. Tissu. Ripe. East. - 5. Or. Etage. - 6. Membre. Enue. Fo. - 7. Asor. Oc. Sanyra. - 8. Reuse. Tif. Oc. - 9. Cais. Labini. No. - 10. Il. Compagnie. - 11. El. Poen. Inuité. - 12. Nla. La. Bléssera. - 13. Nétalé. Rient. - 14. Egaré. Ore. Tu. - 15. Elargisse (

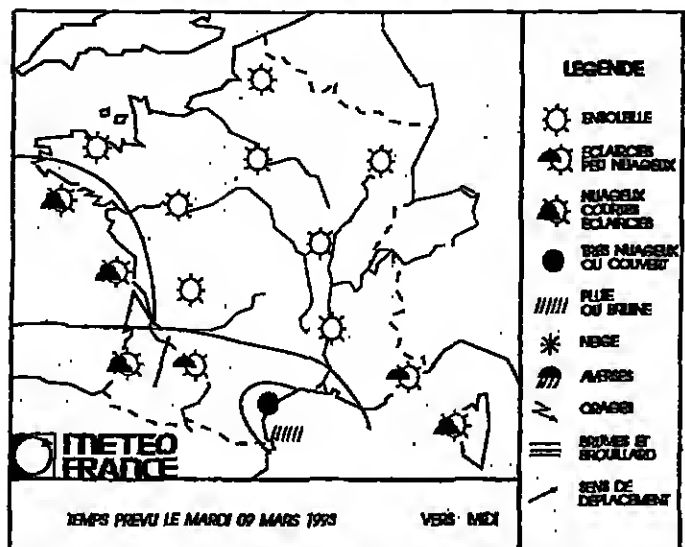
هناك من النمل

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 MARS 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS 1993



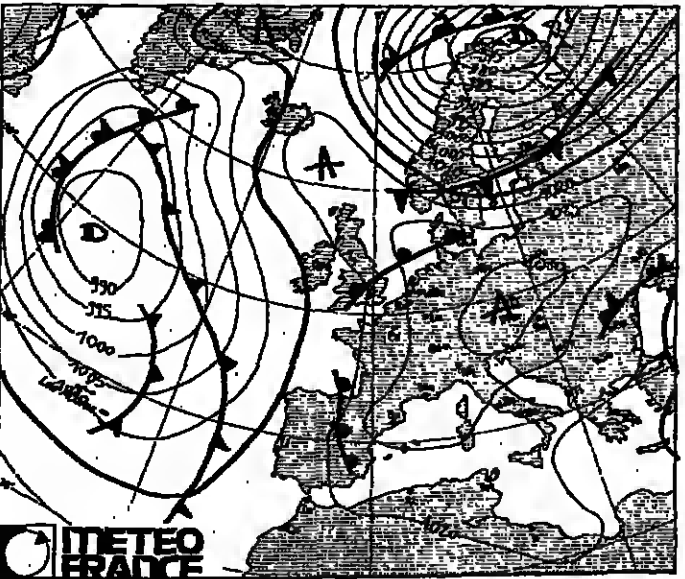
Mardi : soleil sur une majeure partie du pays. Sur l'ouest du pays, en bordure des côtes atlantiques, le ciel restera assez gris toute la journée, entaché par de nombreux passages de nuages bas.

Au Sud, de l'Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon et Provence Côte d'Azur, le ciel restera à l'ouest du pays, en bordure des côtes atlantiques, le ciel restera assez gris toute la journée, entaché par de nombreux passages de nuages bas.

Quant au reste du pays, on notera quelques brumes accompagnées de nuages bas, et le soir, le ciel sera très bien ensoleillé et doux.

Côté températures : au lever du jour, on relève encore quelques gelées du Nord-Est au Centre-Est, avec des températures comprises entre -2 et -5 degrés. Le mercure est voisin de 0 degré dans l'intérieur en général, et on note entre 2 et 5 degrés sur les bords côtiers. Dans l'après-midi, les températures atteindront des valeurs de saison, de 8 à 13 degrés du Nord au Sud, localement 16 à 18 degrés sur les côtes.

PRÉVISIONS POUR LE 10 MARS 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 8-3-1993											
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-3-1993 à 18 heures TUC et le 8-3-1993 à 6 heures TUC											
FRANCE											
ALGER	14	3	P	STRASBOURG	8	-1	D	MARSEILLE	15	-2	D
ANGERS	11	4	N	TOLOUSE	14	2	N	MONTPELLIER	15	3	N
BORDEAUX	15	2	D	TOULON	8	1	D	NIMES	16	3	N
BRETAGNE	9	2	D					MONTREAL	16	-4	D
BREST	10	6	C					MOSCOW	0	-3	D
CANNES	10	6	C					MURMANSK	25	13	C
CLERMONT	10	2	D								
CLERMONT-FR	10	1	C								
COCOTTE	9	1	C								
DUNKERQUE	14	3	C								
LYON	12	2	D								
MARSEILLE	16	4	N								
NANTES	11	3	D								
NICE	14	3	D								
PARIS	11	3	D								
PARIS-MONT	11	3	D								
PAU	15	1	N								
PERPIGNAN	13	6	D								
POitiers-PITRE	10	1	C								
RENNES	11	3	D								
ST-ETIENNE	10	4	D								
ÉTRANGER											
ALGER	18	4	D	AMSTERDAM	7	1	D	BARCELONE	14	4	D
ANGERS	8	4	N	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
BORDEAUX	15	2	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
BRETAGNE	9	2	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
BREST	10	6	C	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
CANNES	10	6	C	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
CLERMONT	10	2	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
CLERMONT-FR	10	1	C	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
COCOTTE	9	1	C	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
DUNKERQUE	14	3	C	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
LYON	12	2	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
MARSEILLE	16	4	N	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
NANTES	11	3	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
NICE	14	3	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
PARIS	11	3	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
PARIS-MONT	11	3	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
PAU	15	1	N	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
PERPIGNAN	13	6	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
POitiers-PITRE	10	1	C	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
RENNES	11	3	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D
ST-ETIENNE	10	4	D	BANGKOK	26	24	N	BELGRADE	7	-3	D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le lait et l'alcool

DE l'étoile filante nommée Cyril Collard, il restera d'abord le souvenir d'un sourire qui déchira les écrans quand il vint présenter son film, *Les Nuits fauves*. Un sourire à la fois gifle et caresse, bouleversant et choquant, indéchiffrable, insupportable, ambigu, fascinant. Exprime-t-il l'apaisement du condamné soudain touché par la grâce, ou un ultime et provocateur refus du repentir, une dernière bravade aux vivants ?

Tout cela ensemble, sans doute. L'ange et le bête y semblaient enlacés, sans qu'on puisse dans cet aménagement distinguer la lutte

de l'étreinte. Une chose est certaine : ce mince sourire, cette estafade d'amère tendresse dans un ciel sans étoiles, ne traînait derrière lui aucun espoir. Prenant par surprise le public du journal télévisé, il semblait simplement vouloir rappeler, en ces temps d'émotions industrielles et calibrées, les éternelles fièvres de la beauté et de la mort. Rappeler que toute œuvre durable - et nul ne peut douter que *Les Nuits fauves* durera, comme la *Fureur de vivre* - ne peut avoir d'autre étincelle que l'arrachement du sublime à la lourde glaise des corps. En d'autres termes, qu'il n'est de plus favorable toile, ou peinture, que la

chair de l'artiste et, au bout du compte, sa vie.

Si Cyril Collard avait vécu plus longtemps, aurait-il trouvé, comme Coluche, le chemin d'une ostensible rédemption ? Aurait-il créé des dispensaires, une fondation ? On y songeait en voyant s'esquisser, comme une apparition, le portrait en noir et blanc de l'émuseur - fondateur des Restos du cœur - souriant, lui aussi, d'un autre indéfinissable sourire - en fond du décor de la soirée diffusée par TF1 au profit des Restos du cœur, justement. Goldman, Bruel, Patricia Kaas, parmi vingt autres, chantèrent des airs de *Starmania*, cet opéra rock qui entremêle les ver-

tiges de l'argent, du pouvoir, de la solitude urbaine, entre autres thèmes des années 70, qui apparaissent étonnamment bien conservés. Ces thèmes généraux, cette profusion de vedettes rassemblées par la douce ombre de la « bonne cause » - il ne manquait que l'abbé Pierre, mais il était intervenu la veille aux « Marches de la gloire » : on avait le sentiment d'assister, avec cette canonicité latente, à une sorte de quintessence d'art télévisuel.

Après l'alcool fort des *Nuits fauves*, c'était tiède et sucré, et se tâtait avec plaisir, comme le lait des origines.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ film à éviter ; ■ on peut voir ; ■■ ne pas manquer ; ■■■ chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 8 mars

- TF 1**
- 20.45 **Variétés : Stars 90.**
Emission présentée par Michel Drucker. Spécial Claude François. Avec Jeanne Mas, Dany Brillant, Hélène, Dorothée et les Musclés, Frédéric François, Indre, Dave, les B2.
- 22.55 **Côté enfants.**
Magazine : *Mea culpa*. Présenté par Patrick Moray. Un meurtre trop lourd à porter. L'affaire Mita et Thénod. Quarante-sept ans après le meurtre d'un garde-chasse dans le Berry, les deux condamnés clament leur innocence et réclament leur réhabilitation.
- 0.05 **Série :**
Les Enquêtes de Remington Steele.
- 1.00 **Journal.**

- FRANCE 2**
- 20.50 **Le 18^e Nuit des césars.**
Soirée proposée par Georges Cravenne, présidée par Marcello Mastroianni, en direct du Théâtre des Champs-Élysées. Musique de direction d'orchestre de Michel Legrand. Les grandes récompenses : Julie Migenes : Hommage en chansons à trois grandes disparues : Arletty, Audrey Hepburn, Marlene Dietrich ; Super Scope : *Le meurtre de Claude Berry* ; La centenaire du cinéma : Hommages à Louis de Funès et à Jean Marais ; Bouquet ; La Bretagne ; Mitterrand et Léo-Jean ; Julien Clerc.
- 23.05 **Campagne électorale.**
- 23.20 **Magazine : Savoir plus.**
Présenté par Marine Alain-Regnaud, et François de Closets. *Législer l'euthanasie ?*
- 0.35 **Journal et Météo.**
- 0.55 **Magazine : Le Cercle de minuit.**
Présenté par Michel Field. Évocateur de la romanesque des césars, avec Marcello Mastroianni, Jacques Joubaud, Jérôme Cornigouille, Henri-Claude Coussé ; Musique : Saut.

- FRANCE 3**
- 20.45 **Cinéma : La Carole rouge.** ■■
Film français de Jean-Pierre Melville (1970). Avec Yves Montand, Alain Delon, Bourvil.
- 23.10 **Journal et Météo.**
- 0.00 **Magazine : A la une sur la 3.**
Présenté par Christine Ockrent.
- 0.30 **Continental.**
L'Eurojournal : l'info en v.o.

- CANAL PLUS**
- 20.35 **Cinéma : Young Guns 2.** ■
Film américain de Geoff Murphy (1990).
- 22.15 **Flash d'informations.**
- 22.20 **Le Journal du cinéma.**
- 22.25 **Cinéma : Nord.** ■■
Film français de Xavier Beauvois (1991).
- 0.00 **Cinéma : Le Camping de la mort.** □
Film italien de Ruggero Daddato (1980).
- 1.20 **Cinéma :**
Le Temple de l'éléphant blanc. ■
Film franco-italien d'Umberto Lenzi (1963).

- ARTE**
- 20.40 **Hommage à Cyril Collard.**
- 20.50 **Cinéma : Hope and Glory.** ■■■
Film britannique de John Boorman (1987). Avec Sarah Miles, David Hayman, Derrick O'Connor.
- 22.35 **Magazine : Ich liebe dich.**
De Patrick Joudy. Soraya.
- 22.40 **Cinéma : L'Eclipse.** ■■■
Film italien de Michelangelo Antonioni (1955). Avec Monica Vitti, Alain Delon, Francisco Rabal.
- 0.40 **Cinéma d'animation : Snark.**
Volor, de Csaba Varga.

Mardi 9 mars

- TF 1**
- 15.20 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
- 16.05 **Feuilleton : Santa Barbara.**
- 16.30 **Club Dorothée vacances.**
- 17.25 **Série : Le Miel et les Abeilles.**
- 17.50 **Côté enfants (et à 22.30).**
- 17.55 **Série : Hélière et les gérans.**
- 18.25 **Jeu : Une famille en or.**
- 18.55 **Magazine : Coucou, c'est nous !**
Invitée : Isabelle Pasco.
- 19.50 **Le Bébête Show (et à 1.05).**
- 20.00 **Journal, Tiercé et Météo.**
- 20.45 **Cinéma : Le Beau.** ■
Film français d'Yves Amoureux (1987). Avec Gérard Philou, Gérard Darmon, Marianne Basler.
- 22.35 **Magazine : Durand la nuit.**
Présenté par Guillaume Durand, en direct.
- 0.30 **Magazine : Le Club de l'enjeu.**
Présenté par Emmanuel de La Taille et Alain Weiller.

- FRANCE 2**
- 15.40 **Variétés : La Chance aux chansons.**
- 16.30 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 16.55 **Feuilleton : Beaumanoir.**
- 17.25 **Magazine : Giga.**
- 19.20 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
- 20.00 **Journal, Campagne électorale, Journal des courses et Météo.**
- 20.50 **Cinéma :**
Les Diplômés du dernier rang. □
Film français de Christian Gion (1982). Avec Michel Galabru, Marie Laforêt, Patrick Bruel.
- 22.25 **Magazine : Bas les masques.**
Présenté par Minelle Dumas. J'y crois dur comme fer. Reportage : le Christ s'est arrêté à Shingo, de Jérôme Caza ; Les savants aussi, de Gwendolyn Cabel et Guy Susskind ; Le surréalisme, une nouvelle thérapie, de Martine Lupt et Pierre Evard.
- 23.25 **Campagne électorale, Journal et Météo.**
- 0.00 **Magazine : Le Cercle de minuit.**
Présenté par Michel Field. Invitée : Paul Vito. (Espace critique) Claude Chabrol (1922 de Vichy) ; Lucie et Raymond Aubrac (ils partent dans l'ivresse) ; Alain Brasseur, Josée Yenne, réalisatrice de Boulevard des hirondelles ; Musique : Wests Dip.

- FRANCE 3**
- 15.35 **Série : La croisière s'amuse.**
- 16.25 **Magazine : Zapper n'est pas jouer.**
- 17.50 **Magazine : Une pêche d'enfer.**

- 18.15 **Campagne électorale (et à 23.10).**
- 18.25 **Jeu : Questions pour un champion.**
- 18.50 **Un livre, un jour.**
- 19.00 **Le 19-20 de l'information.**
- 20.05 **Jeu : Huguodéfira (et à 20.40).**
- 20.15 **Diversité : La Classe.**
- 20.45 **Feuilleton : Emilie,**
la passion d'une vie. (15^e épisode).
- 21.35 **Documentaire : Planète chaude.**
Les Deux Morts de Joseph Staline, de William Karel et Claire Jeantour.
- 22.35 **Journal et Météo.**
- 23.30 **Téléfilm : Le Siècle des Lumières.**
Les Feux de la Révolution, de Humberto Solas d'après le roman d'Alejo Carpentier.
- 0.50 **Continental.**

- CANAL PLUS**
- 15.10 **Magazine : 24 heures.**
Présenté par Erik Gilbert (rediff.).
- 16.05 **Cinéma : Class Action.** □
Film américain de Michael Apted (1990).
- 17.50 **Magazine : Dis Jérôme ?**
- 18.00 **Canaille peluche.**
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.30 **Ca cartoon.**
- 18.50 **La Top.** Charlee et Eddie.
- 19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
Laurent Violet.
- 20.30 **Le Journal du cinéma.**
Présenté par Isabelle Giordano.
- 20.35 **Cinéma : Kickboxer 2.**
le successeur. □
Film américain d'Albert Pyun (1990).
- 22.00 **Flash d'informations.**
- 22.05 **Cinéma : La Guerre sans nom.** ■■
Film français de Bertrand Tavernier (1992).

- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 **Magazine : Macadam.**
Eric Le Lann à la trompette (rediff.).
- 18.00 **Documentaire : Les Mémoires.**
Alberto Giacometti, de Jean-Marie Drot.
- 19.00 **Magazine : Rencontre.**
Robert Doisneau/Jean-Pierre Favard.
- 19.30 **Documentaire : Staline.**
De Hermut Kaminski et Dimitri Volkogonov. 3. La grande terreur.
- 20.30 **8 1/2 Journal.**
- 20.40 **Soirée thématique :**
A l'ombre des maris.
Soirée proposée par Sabine Bubeck (ZDF).
- 20.41 **Court métrage : Revers.**
De Daisy Lamothe.

- M 6**
- 20.45 **Cinéma : Superman 3.** ■■
Film américain de Richard Lester (1983). Avec Christopher Reeve, Richard Pryor, Jackie Cooper.
- 22.50 **Cinéma : Pizzaiolo et Mozzarello.** □
Film français de Christian Gion (1985). Avec Aldo Mascione, Seth Todd, Sidney D'Neil.
- 0.25 **Informations :**
Six minutes première heure.
- 0.35 **Magazine : Culture pub.**

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **L'Histoire en direct.**
Les deux morts de Staline (2). Avec Vladimir Fedorovski, Lily Marcou, Pierre Durand, Jean-Jacques Marie, Marc Ferro.
- 21.30 **Dramatique : La Site,**
de Jean-Pierre Soussignan.
- 22.40 **La Radio dans les yeux.** L'actualité du cinéma.
- 0.05 **Du jour au lendemain.**
- 0.50 **Musique : Coda.** D'après avec ton Brésil (jusqu'à 12 mars).

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert (en direct de Bucarest) : Synchronie 2,**
de Nicolaeescu : Concerto pour violoncelle et orchestre, de Vieux ; Symphonie n° 3 pour chœur et orchestre, d'Enesco, par le Chœur et l'Orchestre national de la Radio-télévision roumaine, dir. Ludovic Bacu.
- 23.09 **Feuilleton : Maldoror.** De Pierre Henry.
- 23.19 **Ainsi la nuit.** Par Roubaud Saldhanian. Sonate pour violon et piano en mi mineur op. 82, d'Elgar ; Mélodies, de Debussy.
- 0.33 **L'Heure bleue.** L'actualité internationale du jazz, par Henri Renaud. Mahalia Jackson, Thelma Houston.

- M 6**
- 14.15 **Magazine : Destination musique.**
Marc Lavigne.
- 17.00 **Variétés : Multitop.**
- 17.30 **Série : L'Etalon noir.**
- 18.00 **Série : Booker.**
- 19.00 **Série :**
Les Rues de San-Francisco.
- 19.54 **Six minutes d'informations.**
Météo.
- 20.00 **Série : Cosby Show.**
- 20.35 **Le Merli.** d'est permis.
- 20.45 **Téléfilm : Une mère courageuse.**
De John Patterson, avec Alfre Woodard, A. J. Johnson.
- 22.20 **Série : Amicalement vôtre.**
- 23.15 **Documentaire : L'Enfance enchaînée.**
D'Hubert Dubois.
- 0.10 **Informations :**
Six minutes première heure.
- 0.20 **Musique : Flashback.**

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 **Archipel science.** Les forêts du monde. Avec Antoine Lemaire et Vincent Tardieu.
- 21.30 **Débat.** Le goussier bulgare. Avec Ivan Kroumov, Ivan Chalev, le Père Koupine, Atanas Kyrilov, Tzvetan Todorov, Todor Jivkov.
- 22.40 **Les Nuits magnétiques.** La peur (1). Du jour au lendemain.
- 0.05 **Musique : Code.**

- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 **Concert (donné le 30 janvier, salle Pleyel) :**
Suite lyrique, de Berg ; Le Chant de la terre, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. : Jeffrey Tate ; sol. : Thomas Moser, ténor ; Dalia Schachter, mezzo-soprano.
- 22.00 **Les Voix de la nuit.** Par Henri Goriale. Extraits d'œuvres de Debussy, Poulenc, par Denise Duval, soprano, et de Gounod, Donizetti, par Jean Planal, ténor.
- 23.09 **Feuilleton : Maldoror.**
- 23.19 **Ainsi la nuit.**
- 0.33 **L'Heure bleue.**

Tout en approuvant la présence de l'avocat

La conférence des bâtonniers dénonce les conditions d'application de la réforme de la garde à vue

Réunie en assemblée générale extraordinaire samedi 6 mars à Paris, la conférence des bâtonniers, qui rassemble tous les barreaux de France à l'exception de celui de Paris, soit cent soixante-dix-neuf barreaux et dix-sept mille avocats, a demandé aux pouvoirs publics de ne pas revenir sur la présence de l'avocat en garde à vue tout en dénonçant les « insuffisances » de cette réforme.

Venus de toute la France, ils se trouvaient réunis pour la première fois depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} mars, de la réforme qui autorise désormais les avocats à intervenir en garde à vue. Certains bâtonniers avaient déjà accompli leur devoir en se rendant dans les gendarmeries et les commissariats, d'autres promettaient en souriant de le faire dans les semaines à venir. Tous étaient cependant partagés entre la satisfaction et l'inquiétude : cette réforme répond à leur attente, mais beaucoup craignent, en dénonçant les conditions d'application, de faire le jeu de ceux qui souhaitent voir les avocats retourner dans leurs cabinets. « Nous ne remettons pas en cause le principe de la loi, car il s'agit d'un texte de défense des libertés qui doit réunir l'ensemble des hommes politiques, précisait d'emblée le président de la conférence des bâtonniers, M. François Vignancour. Les difficultés matérielles que nous rencontrons risquent cependant de compromettre l'application du texte ».

Au premier rang de ces difficultés figure bien sûr l'absence d'indemnisation allouée aux avocats commis d'office auprès des gardés

à vue. Dans l'attente d'une modification de la loi de 1991 sur l'aide juridique qui ne pourra pas intervenir avant la session parlementaire de printemps, les avocats qui se rendent dans les locaux de police et de gendarmerie ne touchent pas le moindre centime.

Les sympathisants du Syndicat des avocats de France ont des Unions de jeunes avocats se sont engagés sans hésiter dans cette bataille aux côtés des membres des conseils de l'ordre, mais beaucoup de leurs confrères refusent d'accomplir bénévolement une mission de service public. « Sur les deux cents avocats du barreau de l'Essonne, trente se sont portés volontaires pour les permanences », constate le bâtonnier d'Evry, M. Hugues André-Corot. Pour le moment, nous tenons, mais je ne peux pas assurer que cet élan dure au-delà de quelques semaines. Aux yeux de M. Vignancour, la somme de 7 millions de francs promise vendredi par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy (le Monde du 6 mars), est une « mesure transitoire qui ne permettra pas de résoudre le problème de l'indemnisation ».

Une diminution spectaculaire

Les conditions matérielles de l'intervention des avocats laissent également à désirer. Dans les zones rurales, les points de garde à vue sont dispersés et les avocats de permanence des petits barreaux ne suffisent pas à la tâche. A Mende, les six avocats doivent ainsi assurer à eux seuls la surveillance de vingt-huit points de garde à vue parfois distants de plus de 100 kilomètres. A Bourges, les volontaires de la permanence du barreau, qui compte quarante-trois avocats, doi-

vent pouvoir se déplacer de jour comme de nuit dans quarante-cinq points de garde à vue. « Le bâtonnier de Gap racontait qu'il avait mis quatre heures et demie pour intervenir dans un local de garde à vue situé dans une zone montagneuse », notait l'ancien bâtonnier du Val-d'Oise, M. Alain Barbier. Dans la région parisienne, les locaux sont moins éloignés, mais les allées et venues ne sont pas toujours faciles. Dans une déclaration solennelle adoptée samedi, la conférence des bâtonniers demande donc aux pouvoirs publics de regrouper les points de garde à vue, notamment la nuit.

Reste le problème du contenu de l'entretien avec le gardé à vue. Au terme d'une discussion qui ne peut excéder un demi-heure, l'avocat peut faire des observations qui seront jointes à la procédure, mais il lui est interdit de consulter le dossier. « Grâce à cet entretien, les gardés à vue ont moins le sentiment d'être livrés à l'arbitraire », note M. Alain Barbier. Nous notons des choses qui peuvent paraître modestes mais qui sont importantes, comme la longueur des interrogatoires ou l'absence totale de nourriture pendant près de vingt-quatre heures. Mais, pour accomplir leur mission, les avocats doivent avoir accès au dossier. Au terme de cette assemblée générale, les bâtonniers ont donc demandé au Parlement de leur reconnaître un droit d'accès au registre de garde à vue et aux éléments de l'enquête.

Est-ce la crainte de l'intervention de l'avocat ou les difficultés des nouvelles procédures ? Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale, les bâtonniers ont donc demandé au Parlement de leur reconnaître un droit d'accès au registre de garde à vue et aux éléments de l'enquête.

ANNE CHEMIN

Conformément à, ce qu'il avait annoncé

M. Léotard publie un « Manifeste pour l'alternance »

« Si l'alternance ne fait pas le printemps, elle jouit d'une immunité fragile qu'il faut saisir. Utilisons-la pour nous amener vers l'avenir. » Fort de cette conviction, M. François Léotard, conformément à ce qu'il avait annoncé devant le conseil national du RPR le 5 décembre 1992, publie son « Manifeste pour l'alternance » s'inscrivant dans trois perspectives à long terme : « D'abord le droit, encore l'Europe, toujours la France. » Convaincu que « tout ne pourra être fait ni même engagé immédiatement » et que « le nouveau gouvernement n'aura que soixante jours pour convaincre », M. Léotard présente « ses hiérarchies quinze actions susceptibles, en deux mois, de tracer profondément le sillon nouveau ».

Le président d'honneur du RPR propose de « réaffirmer la primauté de la souveraineté nationale en sollicitant, sous quinquaine, la confiance de l'Assemblée nationale et du Sénat, par le biais d'une déclaration de politique générale soumise ou votée » ; de préparer dans les deux mois « les mesures législatives et réglementaires » capables « de réintégrer la Corse dans la République » ; d'obliger avant le 1^{er} juin « chaque ministre à définir le niveau unique - régional ou départemental - de ses services déconcentrés » ; de suspendre jusqu'au 31 décembre 1993 l'application des nouvelles dispositions du code de procédure pénale et d'affecter à la justice un crédit exceptionnel d'un milliard de francs ; de « reprendre et d'accélérer la mise au point de la carte d'identité infantile » et de faire établir par la police de l'air et des frontières « un fichier des clandestins ».

Un grand emprunt à 6 %

L'ancien ministre de la culture suggère aussi : de nommer « un ministre d'Etat, résident à Bruxelles, chargé de contrôler l'action de la Commission européenne d'assurer la coordination de la politique gouvernementale » ; de rendre compte, chaque mercredi à Paris, au conseil des ministres ; de débattre, avant l'été, du nouveau statut de la Banque de France ; d'entamer, dès la fin de l'année, la révision de la loi de finances rectificative ; « une première tranche de fiscalisation partielle des cotisations d'allocation familiales pour les entreprises qui s'engageront à en reverser la contrepartie, sous forme de salaire direct, à de nouveaux salariés ou d'épargne-retraite » ; de mettre fin, avant la rentrée scolaire, « à toutes les mises à disposition de

personnel enseignant au profit d'associations ou de structures diverses ».

Enfin M. Léotard envisage : de réunir une conférence Etat-régions, avant l'été, pour « assurer le transfert de l'Etat aux régions, en association avec les organisations professionnelles, de l'ensemble des attributions relatives à l'enseignement technique, à l'apprentissage et à la formation professionnelle » ; de lancer un grand emprunt national de solidarité, à trente ans, au taux de 6 %, mais bénéficiant de tous les avantages de l'emprunt Finay, pour raménager la dette de l'Etat et financer les grands équipements

publics ; de provoquer « un Grenelle de l'agriculture » dans les deux mois pour déboucher sur une loi-programme pour l'agriculture ; de débattre, avant l'été, d'un projet de loi-programme de grands équipements civils et d'engager « dans les mêmes délais et sous les mêmes formes » un programme de réhabilitation des banlieues ; de « reprendre sans tarder le mouvement de privatisation (...) en respectant, sans dogmatisme, les possibilités du marché » ; de réunir « de nouveaux états généraux de la protection sociale » pour « le financement des retraites et l'universalisation progressive du régime général de sécurité sociale ».

La Journée internationale des femmes

Les oubliées des prochaines élections

Après avoir joué les bons pères soldats en montrant qu'elles étaient capables de mener campagne et de gagner des élections même avec peu de chances au départ, en prouvant qu'elles pouvaient plaider des dossiers à l'Assemblée nationale ou être de bons ministres, elles ont espéré et attendu. Une fois encore. Et, une fois encore, elles sont déçues. La France, lantern rouge avec la Grèce au sein de la Communauté européenne pour sa représentation féminine au Parlement (5 %), présente à peine 19 % de femmes aux prochaines élections législatives, dans une société qui compte 53 % de femmes. Elles profitent aujourd'hui du 8 mars, Journée internationale des femmes, et de la campagne pour protester contre cet état de fait, qu'elles considèrent comme une honte pour un Etat démocratique.

Utilisant des données fournies par le ministère de l'Intérieur, l'ancienne députée socialiste et maire de Dreux, Françoise Gaspard, fait des polytechniciennes ont « analysé, pour le Conseil national des femmes françaises, les listes de candidatures, par sexe, communiquées par le ministère de l'Intérieur. Il ressort, en l'état actuel des listes, que, sur 5 169 candidats, il n'y a que 1 015 femmes, soit 19,6 % ».

Un pourcentage qui s'effondre à moins de 15 % si l'on exclut les « divers », qui présentent de loin le plus grand nombre de femmes (44,1 sur 944, soit 46,7 %). Après ces divers, ce

sont les extrémistes qui se veulent les plus féministes : extrême gauche 24,9 % de femmes, extrême droite 23,9 %. Viennent ensuite Génération Ecologie, qui, pourtant, est loin de la parité annoncée naguère : 19,1 % de représentantes féminines, puis les communistes (16,4 %), les Verts (13,2 %) et la majorité présidentielle (12,4 %). La Parti socialiste, pour lequel les femmes s'étaient montrées pourtant plus favorables que les hommes lors des dernières législatives, atteint péniblement les 8,3 % et est devancé par le Front national (11,9 %) et les divers droits (11,8 %). Le RPR et l'UDF font encore moins bonne figure, avec, respectivement, 8,3 % et 6,8 % de femmes candidates. La lanterne rouge appartient aux radicaux de gauche (3 %). Chez les régionalistes, les femmes représentent 8,5 % des candidatures.

L'étude par région montre que le poids des femmes sur les listes dépasse la simple distinction zones urbaines/zones rurales et mérite d'être affiné par des recoupements historiques et culturels. Ainsi, le plus fort taux de femmes candidates se trouve-t-il dans le Limousin (25 %). La Corse est, de très loin, « bonne dernière », avec 7,69 % de femmes alors que, dans cette île, les femmes participaient aux élections au quinzième siècle !

CHRISTIANE CHOMBEAU

Deux cantonales partielles

HERAULT : canton de Caylar (2^e tour).
I. 927 ; V. 779 ; A. 15,96 % ; E. 765.

Manrice Requi, PS, m. de La Vaquerie, 412 (53,85 %) ; ELU Jean-Marie Barasaut, div. d., m. des Rives, 353 (46,14 %).

(Un socialiste inscrit à un socialiste dans le plus petit canton de l'Hérault : M. Barasaut, ex 762 suffrages exprimés, 302 votants (soit 13,46 % d'abstention) et 927 inscrits. Au premier tour, les résultats étaient les suivants : I. 927 ; V. 724 ; A. 21,89 % ; E. 702. Jean-Marie Barasaut, 341 (46,57 %) ; Maurice Requi, 333 (47,43 %) ; Paul-Emile Bapst, 19 (2,70 %) ; Marie-Claude Baudin, PC, 9 (1,22 %).

MARTINIQUE : canton de Saint-Joseph (1^{er} tour).
I. 7 680 ; V. 4 205 ; E. 4 028 ; A. 45,3 %.

Raymond Saffache, RPR, 2 522 (62,61 %) ; ELU : Yvan Monplaisir, RPR, 793 (19,68 %) ; Paul-Emile Bapst div., 404 (10,02 %) ; Georges Vaton, PPM, 173 (4,29 %) ; Georges Zaire, RPR, 62 (1,53 %) ; Henri Delyon, div., 41 (1,01 %) ; Lucien Colombo, div., 33 (0,81 %).

[Cette élection cantonale partielle fait suite au décès, le 13 janvier, d'Emile Maurice, qui était maire et conseiller général RPR de Saint-Joseph et occupait les fonctions de président de la Fédération RPR de l'île. Président du conseil général de 1970 à 1992, Emile Maurice avait été réélu dans le canton de Saint-Joseph aux élections cantonales de 1988 avec 65,56 % des suffrages. La campagne pour une succession avait suscité une rivalité entre trois candidats ne réclamant pas de RPR mais dont M. Raymond Saffache (62,61 %) a été plébiscité par les électeurs. Ces trois

candidatures ont toutes été préjudiciables au candidat du Parti progressiste martiniquais (PPM), M. Georges Vaton, dont le score est passé de 17,43 % en 1988 à 4,29 %.

Les résultats de premier tour des élections cantonales de 1988 avaient été les suivants : I. 6 493 ; V. 3 654 ; E. 2 948 ; A. 62,86 %. M. Emile Maurice, RPR, 1 933 (65,56 %) ; ELU : M. Georges Vaton, m. p., 514 (17,43 %) ; Paul-Emile Bapst, div., 469 (14,59 %) ; Bernard Mathieu, div., 49 (2,54 %) ; Guy Calvert, ext. g., 66 (2,23 %) ; Paul-Louis, PS, 2 (2,18 %) ; Henri Delyon, m. p., 39 (1,21 %).

TISSUS : RABAIS "CONFIDENTIELS ET PERSONNELS" SUR VOS ACHATS "MODE" ET "DECORATION"

► Profitez de la situation actuelle pour bénéficier de notre fabuleuse grille de rabais !
► Sans engagement, consultez nos Chats de Rayon pour vos projets d'achats.
► Si vous proposez d'importants avantages, personnels et confidentiels. Prière de découper et présenter cette annonce. Ne la tenez pas, elle vaudra un mois. (Raf. 101)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Jean Gendois : « Le consensus se déchire entre ceux qui sont nantis, protégés, et ceux qui sont pauvres »... 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yugoslavie... 3
Les élections municipales en Allemagne... 4
Brésil : fin de l'état de grâce pour le président Franco... 6
Accord de cessez-le-feu au Rwanda... 6
Afghanistan : M. Hekmatyar devient premier ministre... 7

POLITIQUE

La campagne pour les élections législatives... 3 à 10

COMMUNICATION

« La Figaro » raconte la tentative de manipulation dont il a été victime dans l'affaire de la machination avortée contre M. Hervé Bourges... 10

SOCIÉTÉ

L'affaire des écoutes téléphoniques... 12
Manifestation contre le sida à Paris... 12
L'enquête sur l'assassinat de Jacques Rousseau, porte-parole du recours-France... 14
Les mères les plus fortes pour la troisième fois depuis 1800... 15

SPORTS

Rugby : l'Angleterre s'ouvre au jeu ; voile : Alain Gaurier, le prix de la vocation ; athlétisme : championnat de France de cross-country ; football : sept têtes tombent en Coupe de France... 16

CULTURE

Le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou... 16
Théâtre : les Marchands de gloire

ÉCONOMIE

La « Sécu-vache à lait »... 22
La France et la Suède entament un processus de coopération militaire à long terme... 22
Les chemins de fer risquent de disparaître dans la plus grande partie de l'Argentine... 23
La BNP limite les dégâts... 24

L'ÉCONOMIE

Les grands débats électoraux : impôts, la réforme indispensable... 29
La province japonaise amorçait la crise : Toyota-City fait la grève... 29
L'abri japonais de Kashi « En-dhron » se réveille : Dossier : les taux d'intérêt et les priorités de la relance... 29
Opinions : Conjoncture : indicateur, la production industrielle ; région, l'Europe occidentale ; pays, en Belgique ; secteur, le papier... 29 à 40

Services

Abonnements... 24
Annonces classées... 27
Carnet... 26
Loto, Loto sportif... 27
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 27
Mots croisés... 26
Radio-télévision... 27
Spectacles... 21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « La Monde-L'Economie » folioté 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté 7-8 mars 1993 a été tiré à 535 230 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Enquête : interminable chômage

Nous publions demain le premier volet de notre enquête sur le chômage avec un article d'Alain Labaut : « Trois millions de chômeurs qui changent tout ».

« Sciences-Médecine » : imprévisibles planètes

Dans un système solaire chaotique, la Lune joue, pour la Terre, un rôle stabilisateur, qui a, peut-être, sauvé les conditions favorables à l'apparition de la vie. Dans ce même supplément : édifiée au pied de l'Institut Gustave-Roussy à Villejuif (Val-de-Marne), la Maison Ronald-McDonald accueille depuis plus d'un an des parents d'enfants atteints de cancer.

Le Monde de l'éducation

SONDAGE EXCLUSIF LES ÉTUDIANTS JUGENT LEURS FILIÈRES

Prépas, universités, IUT, BTS, écoles : discipline par discipline, les étudiants évaluent les performances de chaque filière, en termes d'intérêt des études et de débouchés. À lire absolument par tous les élèves de terminale, pour bien choisir leur orientation.

● CAHIER SPÉCIAL : UNE GRANDE ENQUÊTE SUR LES JEUNES D'AUJOURD'HUI

Une véritable radioscopie de la nouvelle génération. Avec l'analyse d'experts : sociologue, chef d'entreprise, juge des enfants...

● DOSSIER : CHOISIR UN SÉJOUR LINGUISTIQUE

Des conseils et des adresses, pour trouver des formules adaptées à l'âge de chacun.

● ENQUÊTE : LES NOUVEAUX INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAÎTRES

Comment sont formés les enseignants de demain.


NUMÉRO DE MARS 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكسان النكريل

Le Monde

Eindhoven se rebiffe

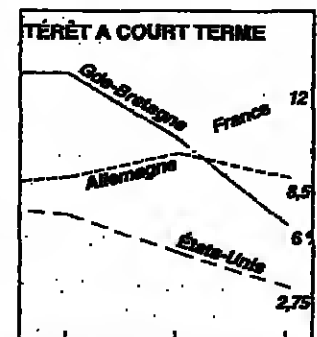


Des groupes comme Philips et Df lancent, le chômage rejoint le niveau national, mais dans la cité du Brabant néerlandais, l'agence pour l'emploi prend l'offensive et les entreprises continuent à s'installer dans la région.

page 31

Dossier : les taux d'intérêt


TÉRÊT A COURT TERME



Les taux d'intérêt augmentent en France. Cela n'est pas seulement dû à la politique du franc fort et au coût de la réunification allemande, mais aussi aux effets pervers du système monétaire international.

page 33

Les priorités de la relance



Pour relancer l'économie, Claude Pierre-Brossolette propose de donner la priorité au dynamisme économique, tandis que, pour sa part, André Fourcens continue de privilégier la lutte contre l'inflation.

page 39

MODE D'EMPLOI

Environnement : Le retour du chauffage au bois. Humeur, par Josée Doyère. La cote des mots : Prière. Bloc-notes. Lois et décrets.

ACTUALITÉ

La veine de Goldstrike. 31 et 32

PERSPECTIVES

34 à 37

OPINIONS

38 et 39

À quoi servent les dividendes ? Robert Triffin : Le père spirituel de l'écu

CONJONCTURE

40

La production industrielle : La reprise étouffée. L'Europe occidentale : Récession générale. La Belgique : Menaces sur le franc. Le papier : Déchirure.

L'ÉCONOMIE

My tailor n'est plus riche

Conjoncture maussade, marché saturé, après vingt années d'euphorie, les écoles privées de langues souffrent à leur tour

Le Marché unique à peine ouvert, l'Europe en chantier éveille déjà quelques nostalgies. Les dirigeants d'écoles de langues regrettent la belle époque où les entreprises se préparaient fébrilement à affronter la compétition européenne. « Elles ont certainement dépensé plus pour les langues en 1990 qu'elles ne le feront jamais à l'avenir », note Philippe Marec, président de la commission des langues de la chambre syndicale des organismes de formation.

Le secteur privé des formations linguistiques sort, il est vrai, de deux décennies d'euphorie : les années 70, où la formation en langues pour tous semblait la meilleure façon de dépenser les nouveaux minima légaux consacrés à la formation continue ; puis le pic historique de 1983-1990. Résultat : une formidable floraison d'écoles. « On dénombre aujourd'hui en France quelque 1500 centres de formation, dont 1000 environ pour la seule région parisienne, en incluant les écoles des chambres de commerce. Un marché très saturé », estime Philippe Marec. Loin devant, le premier mondial, Berlitz, dont Robert Maxwell était le principal actionnaire et qui vient d'être racheté par le japonais Fukutake : son chiffre d'affaires atteint 90 millions de francs dans l'Hérault (18 centres), près de 2 milliards de francs dans le monde.

Pascale Krémer
Lire la suite page 37

LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (VII)

Impôts, la réforme indispensable



Critiqué de toutes parts pour sa lourdeur, son inefficacité et son inéquité, l'impôt sur le revenu déséquilibre l'ensemble de la fiscalité. 10 % des Français, qui détiennent un tiers des revenus déclarés, acquittent les deux tiers de l'impôt sur le revenu, mais, si on tient compte des cotisations sociales et de la TVA, un tiers seulement du total des prélèvements obligatoires. La droite aura-t-elle le courage d'imposer la réforme en profondeur que la gauche n'a pas engagée ?

Lire page 32 l'article d'Alain Verhotes et le point de vue de François Bourguignon et Pierre-André Chiappori

La province japonaise amortit la crise

La reprise tarde à se manifester au Japon, la morosité commence à gagner les provinces. Mais leur éloignement de la bulle spéculative atténue le choc

TOKYO de notre correspondant

MOROSITÉ des chefs d'entreprise, repli des consommateurs : bien que les stocks aient commencé à diminuer et que la chute des indices semble avoir atteint un palier, on n'attend guère de reprise de l'économie japonaise avant l'automne. Les indicateurs sont en berne : en décembre, la production industrielle a chuté de 8,2 % par rapport à 1991, la baisse la plus importante depuis la flambée du yen en 1986 ; le nombre des faillites (14 000 en 1992) est appelé à continuer d'augmenter et les profits chutent, ainsi que les offres d'emplois. Nissan, deuxième constructeur d'automobiles japonais, a annoncé la fermeture de l'usine de Zama en 1995, et une réduction de 10 % de son effectif (soit 5 000 emplois). NTT (télécommunications) va supprimer 30 000 postes d'ici à 1996. Matsushita et Sanyo (électronique), comme Bridgestone (pneumatiques) ébauchent leurs états-majors ou se réorganisent.

Le circonspect gouverneur de la Banque du Japon, Yasushi Mieno, a dû admettre que le ralentissement de l'activité économique pèse la province jusqu'à présent relativement épargnée par l'impact du dégonflement de la « bulle financière », alimentée par les spéculations boursières et immobilières de la seconde moitié de la décennie 1980 (le « boom Heisei ») : des conglomérats, la récession s'étend aux sous-traitants et aux PME.

Mais la situation globale de l'emploi reste saine : en janvier, le chômage est revenu de 2,4 % de la population active à 2,3 %. Chroniquement retardataires, certaines provinces (Okinawa, Tohoku), sont aussi insensibles à la retombée de la spéculation qu'elles l'avaient été à son envolée.

Plusieurs éléments sont symptomatiques de ce décalage. Si le montant des faillites, en nombre croissant au cours des deux dernières années, a dépassé celui des six précédentes, elles se concentrent dans les nébuleuses urbaines de Tokyo (Kanto) et d'Osaka (Kansai), alors qu'en cours des récessions antérieures la moitié avaient été enregistrées hors de ces deux régions (moins de 40 % aujourd'hui). Si les offres d'emplois sont inférieures aux demandes dans le Kanto et dans le Kansai, certains départements souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre : c'est le cas d'Aichi (Nagoya), où se trouvent Toyota et la grande majorité de ses sous-traitants.

La situation des banques est également révélatrice. Relativement préservées des excès de la « bulle financière », les banques régio-

Les hautes études commerciales s'ouvrent aux bacheliers

L'ISEG SUP

4 ANS APRES BAC

CONCOURS NATIONAL

Premières sessions les 7 avril et 15 mai 1993
350 PLACES POUR ENTRER DANS L'UNE DES 7 ISEG

PARIS • BORDEAUX • LILLE • LYON • NANTES • STRASBOURG • TOULOUSE

12 mois de stages et de sessions en universités étrangères. Diplôme d'Etat + Titre International (Bac + 4).

- Admission sur concours : Bac et Bac + 1.
- Admissions parallèles : Bac + 2, Bac + 3.

GRUPE ISEG, CENTRE INFO :
7-9 Cité d'Hauteville.
75010 PARIS
Tél. (1) 42 46 41 40

MODE D'EMPLOI

ENVIRONNEMENT

Le retour du chauffage au bois

Après une éclipse dans les années 1950-1970 où il a été presque éliminé par le pétrole, le bois de chauffage revient doucement en France, aidé par les nouvelles technologies

ON l'oublie parfois : le bois reste en France une source d'énergie non négligeable. Qu'il s'agisse de l'antique cuisine en fonte, du four à pizzas, du poêle de chalet montagnard ou de la cheminée classique pour la flamée d'hiver, le bois conserve son rôle de combustible d'appoint. Il continue même à percer pour le chauffage central grâce aux nouvelles technologies des années 80. On estime qu'il représente aujourd'hui 5 % de la consommation française d'énergie.

Cela paraît marginal, mais le bois utilisé comme source d'énergie équivalait au triple de la production nationale de pétrole, dépasse la production française de charbon et fournit autant de calories que huit réacteurs nucléaires. Chaque année, quelque 40 millions de mètres cubes de bûches, planches, copeaux, piquets et copeaux sont brûlés en France, soit un total d'environ 10 millions de TEP (tonnes équivalent pétrole). En gros, une maison sur deux, dans l'Hexagone, utilise le bois comme énergie principale ou d'appoint pour le chauffage (5,7 millions de ménages sur les 11,5 millions recensés par l'INSEE). Le bois de chauffage, en couvrant entre 20 % et 25 % du parc résidentiel, fait à peu près jeu égal avec le gaz et l'électricité. Dans l'habitat collectif, il ne couvre encore que 6 % des besoins.

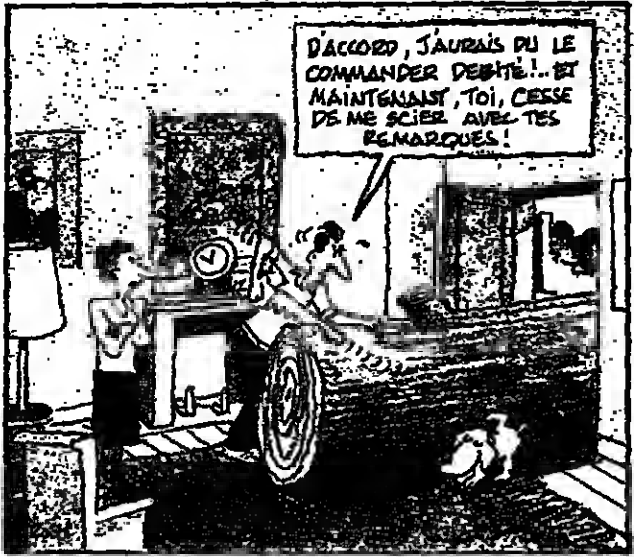
Si l'on examine plus en détail les appareils de chauffage co service, comme l'a fait l'Agence française des déchets et de la maîtrise de l'énergie, en 1989, on relève la répartition suivante : 2 200 000 cheminées ouvertes (qui chauffent par rayonnement direct des flammes) ; 3 700 000 poêles, cuisinières ou foyers fermés ; 170 000 cuisinières de chauffage central ; 140 000 chaudières à bois et 50 000 chaudières mixtes au bois et au fioul.

RÉCUPÉRATION • Depuis le deuxième choc pétrolier de 1979, les techniques du chauffage au bois ont beaucoup progressé. On sait maintenant construire des cheminées avec récupération de chaleur (foyers fermés par une vitre avec contrôle des entrées d'air) et des chaudières dont le rendement calorifique peut atteindre de 70 % à 80 %, soit presque autant que le chauffage au fioul. C'est notamment le cas des chaudières dites « turba », dont la chambre de

combustion est inversée (flamme aspirée vers le bas par tirage forcé).

Un autre progrès, pour le chauffage central, a été l'introduction du bois déchiqueté en plaquettes. Cela permet d'alimenter automatiquement des chaudières à feu continu, grâce à

des technologies de mobilisation du produit, c'est-à-dire le coût en carburant de l'exploitation en forêt, du broyage puis du transport, représente 1 litre de fioul pour stocker en chaudière l'équivalent de 300 litres. Dépense dérisoire si on la compare au pétrole consommé pour produire un litre de diesel, d'éthanol ou de tout autre carburant « vert » de la filière agricole.



ENCOMBREMENT • L'autre avantage, non négligeable en ces temps de préoccupations écologiques, c'est la faible pollution produite par la combustion du bois. Lorsque ce combustible est bien brûlé, il ne dégage que de la vapeur d'eau et du gaz carbonique — comme la simple respiration —, avec, en prime, un peu de cendre, qui peut servir d'engrais phosphaté ou de détergent à lessive. Enfin, le prélèvement sur la ressource est minimal, puisque le bois correspond au stockage naturel du carbone produit par photosynthèse du gaz carbonique de l'air (le rayonnement solaire sur les feuilles). Il est donc indéfiniment renouvelable.

Le gros inconvénient, c'est l'encombrement. Il faut disposer d'un local pour stocker la consommation annuelle de plaquettes (de 25 à 50 mètres cubes pour un particulier) ou d'un espace suffisant pour entreposer des bûches en plein air, de préférence recouvertes d'une bâche. Citadins et habitants des étages s'abstiennent, sauf pour le chauffage d'appoint ou de confort — on peut alors conserver des bûches sur un balcon ou dans le bas d'un placard. Un signe qui ne trompe pas : alors que les cours du bois d'œuvre (charpente et sciages) sont en chute libre aujourd'hui en France, et que les bûches de trituration (pâte à papier) ont baissé de 10 francs par tonne, les prix du bois de chauffage se sont maintenus ou progressés. « Les tailles de chêne commencent à apparaître comme les forêts les plus rentables de nos régions », affirme même le Centre régional de la propriété forestière de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse. Qui l'eût cru : le bois de chauffage ? Une valeur sûre !

Roger Cans

Pour en savoir plus, voir le mensuel *Forêts de France* de novembre et décembre 1992 (6, rue de la Trémoille, 75008 Paris. Tél : 47-20-36-32).

HUMEUR • par Josée Doyère

Le travail, c'est presque le bonheur

Le travail, ce n'est peut-être pas la santé, mais c'est le bonheur. Pour certains, tout au moins.

En nos temps de chômage, avoir un boulot, c'est déjà bien, très bien, même si on vit avec la crainte des restructurations, des fusions, des réorganisations qui nequent de vous faire rejoindre la cohorte des « demandeurs d'emploi », avec la crainte supplémentaire de devenir un jour un « chômeur en fin de droits... »

Avoir un boulot, ça limite l'angoisse, ça permet de vivre, de se réaliser, selon le niveau de sa rémunération, de payer le loyer, les remboursements de dettes, le gaz, l'électricité, le téléphone, de se nourrir et de s'habiller, à condition d'être raisonnable, bien sûr, et de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Mais ce n'est pas forcément le bonheur.

Réfléchissez. On passe grosso modo, le tiers de son temps à dormir, à recharger les secus, pour être en état de reprendre le collier, le lendemain matin. Un autre tiers — au moins — est consacré au travail (et par travail, j'entends l'activité rémunérée). Le dernier tiers, c'est la vie personnelle. Quand on en a déduit les temps de transport, les activités de maintenance et d'entretien (bouffe à préparer après l'avoir achetée, vaisselle — même en machine —, lavage, nettoyage divers, repassage, boutons à recoudre, fermetures à glissière à changer, petites réparations électriques ou mécaniques, courses diverses chez le teinturier ou le cordonnier, approvisionnement divers, entretien des appareils, j'en passe...) et de papérasse (ce, je renonce à énumérer, il y en a trop !), il reste quoi pour la tendresse, les câlins, les parolottes avec les proches et les amis, les sor-

ties, la lecture, la musique, la farniente... ? Eh bien... pas l'argent. Je sais bien, on triche. On laisse tomber certains trucs, pourtant indispensables, parce qu'il faut bien vivre et se détendre, parfois. Ou bien on s'endort devant le télé, d'abrutissement, de lassitude, et pas seulement de fatigue.

Alors si, en plus, on s'embête pendant sa journée de travail... C'est la galère, permanente, le tunnel, interminable. Pour moi, il y a deux sortes de « travailleurs », comme ne disent plus, ou presque plus, nos syndicalistes. Ceux qui, levant le nez de sur leur boulot, pour regarder le pendule, se disent : « Zut ! Il n'est que 5 heures... Encore une heure à tirer ! » et ont envie de pousser ces aiguilles qui semblent ne pas avancer. Et ceux qui, dans la même situation, se disent : « Zut ! Il est déjà 5 heures. Et je n'ai pas réussi à faire la moitié du commencement de ce que je voulais faire aujourd'hui ! »

Toute la différence tient dans ces deux mots : « que » et « déjà ». Et elle ne tient pas seulement à la qualité de la tâche, ni à la position hiérarchique de l'intéressé. Certains intellos s'ennuient comme des rats morts, car il est des tâches peu manuelles parfaitement répétitives ou particulièrement barbant. Certes, il est difficile de trouver de l'intérêt à ce qu'on fait quand on est à la chaîne, avec un quota de production à fournir, dans un temps record, mais je connais un magasinier parfaitement à l'aise dans la gestion de son univers. Le vrai problème, au travail, c'est de ne pas voir le temps passer.

Ce n'est pas le bonheur, bien sûr. J'exagérerais nettement. Mais ça aide. Une des chances, dans la vie, c'est de ne pas s'ennuyer au travail. On y passe trop de temps. »

LA COTE DES MOTS

Priser

Le *Journal officiel* du 28 février comporte un arrêté du 11 février relatif à la terminologie économique et financière qui donne un certain nombre de termes et expressions officiellement ratifiés en lieu et place d'anglicismes.

Ces termes et expressions devraient donc être obligatoirement utilisés dans tous les textes émanant des administrations, services ou établissements publics de l'Etat, dans les « informations ou présentations de programmes de radiodiffusion ou de télévision », dans « les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche utilisés dans les établissements, institutions, ou organismes dépendant de l'Etat... ».

Sont ainsi confirmés des termes couramment utilisés tels que *teleachat*, *tele-marché*, *videomarché*, qui depuis un certain temps avaient heureusement supplanté respectivement *teleshopping*, *telemarket* et *videoshopping*, etc. Moins employés, bon à moyen terme négociable, *conservation internationale*, *gestion actif-passif* et *système d'information comptable* sont plus que recommandés comme substituts de (dans l'ordre) *medium term note*, *global custody*, *assets and liabilities management* et *reporting system*...

Nous aurons sans doute à revenir sur certains mots figurant dans cet arrêté. Aujourd'hui, nous nous arrêtons sur un *priser*... que nous ne prisons pas vraiment ! Certes, alors que des équivalents avaient déjà été proposés pour remplacer *price earning ratio* (= coefficient de capitalisation des résultats), *price marker* (= fixateur de prix), *price taker* (= preneur de prix), *price list* (= tarif, barème, prix courant...), il était bien naturel de songer à éliminer *to price* — et aussi *pricing* et *pricer*.

Mais la meilleure solution résidait-elle vraiment dans *priser*, *priser* et *priser* ? ... C'est-à-dire en réintroduisant dans la langue, pour ces mots, des acceptions qui furent en usage, en gros, avant le XV^e siècle... et bien perdues de vue depuis. A priori, pensant que *priser*, en ce sens, ne « ferait pas un tabac », nous nous en serions volontiers tenu à *fixer un prix*, *évaluer*, *estimer*, *mettre un prix à*...

Jean-Pierre Collignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

2 992 600 CHOMEURS RECENSES EN JANVIER. Selon les chiffres rendus publics le 26 février, le chômage a progressé, en France, en janvier de 0,1 % (*le Monde* du 28 février-1^{er} mars).

CRISE POLITICO-ECONOMIQUE AU BRÉSIL. Le ministre de l'économie et des finances Paulo Haddad, et le président de la Banque centrale, en désaccord avec la politique du président Itamar Franco contre l'inflation, ont présenté, le 1^{er} mars, leur démission. La hausse des prix a atteint en 1992 150 %. Le taux mensuel de l'inflation est de 30 % (*le Monde* du 3 mars).

LE BILAN 1992 DE L'ECONOMIE FRANÇAISE. Selon le bilan dressé, le 3 mars, par Michel Sapin, la France a connu en 1992 la plus faible inflation des pays européens (2 %) ; les meilleurs comptes extérieurs (30,4 milliards de francs d'excédent commercial) ; le plus faible déficit budgétaire (3,2 % du produit intérieur brut) ; la croissance la plus élevée (1,8 %) (*le Monde* du 5 mars).

DÉBUT DE REPRISE EN EUROPE EN 1993 ? Les notes de conjoncture internationale de l'INSEE et de la direction de la prévision du ministère de l'économie, publiées le 3 mars, ont émis cette hypothèse en se fondant sur trois facteurs : la baisse des taux d'intérêt, la reprise aux Etats-Unis, et la nature « cyclique » de l'actuelle récession dans la partie ouest de l'Allemagne. Néanmoins la croissance du PIB de la CEE restera faible en 1993 : 0,3 % contre 3,2 % aux Etats-Unis (*le Monde* du 28 février-1^{er} mars, 5 mars).

SUEZ ET BULL DANS LE ROUGE. La compagnie financière de Suez a enregistré en 1992 1,8 milliards de francs de pertes, les premières pertes de son histoire, dues notamment à l'immobilier, selon les chiffres rendus publics le 4 mars. De son côté Bull a enregistré 4,7 milliards de pertes en 1992 (*le Monde* du 5 mars).

NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ PHILIPS. Le chiffre d'affaires a stagné en 1992 : 175,5 milliards de francs (+ 3 % par rapport à 1991) et le groupe néerlandais a annoncé le 4 mars un nouveau plan de réduction d'effectifs (*le Monde* du 6 mars).

LUNDI 8 MARS. Bruxelles. Réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE.

MARDI 9 MARS. Washington. Visite officielle de François Mitterrand. Paris. Conseil économique et social. Débat sur les grandes orientations du XI^e Plan (jusqu'au 10 mars). Tokyo. Visite officielle du président philippin Fidel Ramos (jusqu'au 13 mars).

MERCREDI 10 MARS. Paris-La Défense. Salon Interfinances-Expobanques. Rencontres européennes des professionnels de la finance (jusqu'au 12 mars, CNIT). Indonésie. Election présidentielle (et 11 mars). Moscou. Congrès du Parlement russe. Paris-Port de Versailles. Salon mondial du tourisme et des voyages (jusqu'au 15 mars).

MANOSQUE (Alpes-de-Haute-Provence). 47^e congrès mondial des producteurs de fruits (jusqu'au 12 mars).

JEUDI 11 MARS. Addis-Abeba (Ethiopie). Conférence sur l'assistance humanitaire en Somalie (jusqu'au 13 mars). Bonn. Présentation au chancelier Kohl par les ministres-présidents des 16 Etats fédérés allemands, du pacte de solidarité en faveur de l'ex-RDA (jusqu'au 12 mars). Nancy. Salon Habitat Expn (jusqu'au 5 mars, Parc des expositions).

PARIS. Rencontre sur le thème : « Quelle politique africaine pour la France ? », organisée par le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) (4, rue de Chevreuse, 17 à 19 h).

VENREDI 12 MARS. Bruxelles-CEE. Réunion du comité de gestion des pêches.

SAMEDI 13 MARS. Cannes. Ouverture du MIPIM (marché international de l'immobilier) (jusqu'au 16 mars). Washington. Visite du premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin (jusqu'au 15 mars).

LUNDI 15 MARS. Bruxelles-CEE. Conseil des ministres des transports. Discussion sur la coordination des actions en matière de sécurité maritime. Réunion des ministres des finances de la CEE. Addis-Abeba (Ethiopie). Conférence de réconciliation entre les différentes factions somaliennes.

LOIS ET RÈGLEMENTS

Radioamateurs

■ Un arrêté autorise le traitement du fichier automatisé des radioamateurs « Agora », assuré sous l'autorité du ministre chargé des télécommunications.

Ce traitement comporte la gestion administrative des radioamateurs, le passage des examens d'opérateur du service

Erreurs. — Deux erreurs se sont glissées dans le dossier de « Monde-Economie » du 9 février 1993 sur le nouvel indice des prix. D'une part, le poids définitif des lancers dans le nouvel indice sera de 4,94 %, au lieu de 7,41 % ; le chiffre de 5,8 % que nous avions cité était une estimation encore provisoire. D'autre part,

amateur et le tenu du fichier d'un annuaire électronique des radioamateurs. Actuellement sur les 18 000 radioamateurs en France, 16 000 figurent dans l'annuaire électronique des radioamateurs édité par l'administration des postes.

Arrêté du 8 février 1993, *Journal officiel* du 19 février 1993, pp. 2744 et 2745.

les changements des prix des produits frais seront directement répercutés dans l'indice au lieu d'être liés sur douze mois comme auparavant. Par ailleurs, le point de départ des indices sur le graphique est bien janvier 1980 (comme indiqué), bien que la représentation paraisse débuter en milieu de l'année 1980.

Parce qu'une veste vit deux fois plus longtemps qu'un pantalon

DAVID SHIFF crée le Longlife®

Costume à deux pantalons

1990f

à partir de en pure laine super 100's

RAYON FEMME

Un superbe choix de tailleurs, chemisiers, vestes, ensembles ville et habillés, de très haut de gamme et toujours à des prix... doux

DAVID SHIFF club des Dix

13, RUE ROYALE, PARIS 8 (Hôtel particulier dans la cour)
20 BIS, RUE DE PARIS, 75100 ST-GERMAIN-EN-LAYE 5, RUE DES ARCHERS, LYON 8

Eindhoven se rebiffe

Après la quasi-faillite de DAF, le groupe Philips a annoncé le jeudi 4 mars de 10 000 à 15 000 suppressions d'emplois supplémentaires en Europe pour 1993. Pourtant la région d'Eindhoven, berceau des deux groupes, ne désespère pas

EINDHOVEN
de notre envoyé spécial

Eindhoven qui pleure, ou Eindhoven qui rit ? En sortant des bois du Brabant néerlandais, l'express d'Amsterdam s'engage dans un couloir urbanisé qui expose d'emblée au passant le double visage de la cinquième ville des Pays-Bas. A main droite : une enfilade de bâtiments Philips à l'architecture surannée faite de briques et de verrières. A main gauche, aux abords immédiats de la gare : une coulée d'immeubles récents aux façades en verre fumé (British Steel, Ing Bank, UAP). Entre les symboles d'un présent sûr de lui et les monuments d'une histoire quelque peu hétéroclite, Eindhoven-Janus paraît se chercher.

Où la trouver ? Derrière l'entrée emmurée de l'ancien cinéma Métropole ou sous les néons high-tech de Juice, un café-restaurant voisin ? Dans les prégnantes senteurs de crise qui envahissent la reconstruction de Philips et le quasi-naufrage de DAF ou dans le doux parfum de prospérité qu'exhale l'imposant centre commercial Heuvelgalerie, construit pour 1 milliard de francs et inauguré en grande pompe à l'automne dernier, non sans que ses cent quinze espaces houtiques aient été loués ? « Si vous pensez parler d'Eindhoven comme le Liverpool nord-européen, ne venez pas », avait prévenu Theo Schut, directeur de REDE, la société publique de développement économique du sud-est du Brabant (Eindhoven et trente et une communes avoisinantes). « Venez plutôt voir le Lyon des Pays-Bas », avait-il ajouté plein d'allant.

Kees Dicks, lui, n'a pas eu besoin de faire le déplacement pour forger son opinion. Il est l'un des 2 500 salariés de DAF (sur 5 250) qui ont été priés de rester chez eux à compter du lundi 1^{er} mars : il a dû expliquer à ses deux enfants de sept et quatre ans



qu'il n'était pas repris par la nouvelle société DAF Trucks et qu'il allait devoir s'inscrire au chômage. Tout comme nombre des 235 employés de la fabrique de cassettes audio et vidéo à Oosterhout, dont la fermeture a été inopinément annoncée par la direction de Philips le 17 février.

CHOMAGE • La courbe des demandoeurs d'emploi dans la région d'Eindhoven est ascendante : « Au 27 février il y avait 28 957 chômeurs inscrits auxquels se sont ajoutés depuis les personnes travaillant chez DAF », le taux de chômage est aujourd'hui de 9,8 % contre 8 % en septembre dernier et 7 % en mai 1991 », affirme Hanneke Kronenberg du RBA, l'équivalent régional d'une ANPE. Eindhoven et sa région ont ainsi perdu au cours des dix-huit derniers mois la position enviable

qu'elles détenaient au plan national, en queue du peloton du chômage.

Eindhoven, pourtant, ne désespère pas. Il en faut plus que cette mauvaise passe, volontiers expliquée par la récession internationale de l'électronique et de l'industrie automobile, pour ébranler la confiance des gens du cru. « Le pessimisme n'est pas à l'ordre du jour assure Hanneke Kronenberg, nous nous battons. » Confronté à l'afflux massif des deux mille cinq cents « ex-Daffeurs », le RBA a mis les bouchées doubles. Au moyen de spots diffusés par la radio régionale et des panneaux placés le long des axes routiers, les employeurs de la région ont été appelés à proposer des emplois, l'agence a également lancé une armada de job hunters à l'assaut de six mille entreprises et s'attend à générer de cette façon deux

mille offres d'emploi. Le 3 mars, soit trois jours après le début de cette offensive, quinze anciens salariés de DAF avaient déjà retrouvé un travail.

« Voyez là un signe non seulement de notre capacité d'organisation mais aussi et surtout de la vitalité économique de notre région », s'exclame Theo Schut. Philips et DAF sont certes les deux plus gros employeurs, directement et indirectement en faisant vivre de nombreux sous-traitants, mais leurs difficultés sont comme un orbe cachant la forêt. Il ne délore qu'à moitié cette « illusion d'optique ». En la corrigeant, il peut dresser un tableau plus nuancé de l'économie régionale trop vite réduite à l'axe électronique-automobile.

VITALITÉ • « Pour un bassin habité par 660 000 personnes [dont 195 000 à Eindhoven] nous offrons 250 000 emplois : nous sommes le deuxième pôle de travail du pays après la conurbation d'Amsterdam, Rotterdam, La Haye, Utrecht. Et sur ces 250 000 emplois, le quart a été créé entre 1982 et 1992 », fait valoir Theo Schut, qui explique ce dynamisme par une série d'atouts non négligeables. La situation géographique tout d'abord, au cœur de l'Europe : « Eindhoven est à une heure de route d'Anvers, de Bruxelles ou de Düsseldorf. » L'infrastructure routière et aéroportuaire ensuite est « excellente » et dessert une région qui ne souffre d'aucun engorgement ni d'aucune spéculation foncière.

En 1992, quarante-six entreprises ont déménagé pour s'installer ici, dont dix-neuf venant de l'étranger des Pays-Bas. Deux cent cinquante entreprises étrangères sont d'ailleurs aujourd'hui sises à Eindhoven et alentour, offrant 10 500 emplois : 64 américaines (Hewlett-Packard ou Unisys), 51 britanniques (dont le siège continental de Laura Ashley), 50

allemandes (Siemens, notamment), 17 françaises (Sitintel et Techgen entre autres) et 10 japonaises (comme Fujitsu et Canon).

La région n'est donc pas l'introuvable que l'on croyait. Au contraire, insiste Theo Schut. « 31 % de nos entreprises travaillent à l'exportation contre 24 % au plan national, et si l'on s'intéresse à la seule industrie, ces chiffres passent respectivement à 34 et 44 % ». L'industrie : telle est la troisième carte maîtresse du sud-

gants fragilisés. Malgré les difficultés de ceux-ci, « la moitié des 15 milliards de francs investis chaque année aux Pays-Bas dans la recherche et le développement, le sont dans notre région », remarque Ruud Bun, l'échevin d'Eindhoven, chargé des questions économiques. Cette vitalité et ce climat industriel expliquent, selon lui, que « 95 % des cinq mille personnes qui ont dû quitter Philips à la suite de la reorganisation ont retrouvé un emploi dans la région ».

Au cours des quatre dernières années, la progression du chiffre d'affaires global s'est ralentie plus vite que dans le reste du pays.

SOUÇIS • Laquelle a tout de même subi les effets d'une certaine désindustrialisation : entre 1987 et 1991, la part des emplois assurés par l'industrie a baissé de 5,5 %, compensée par la progression de ceux offerts par le commerce et la restauration (+ 2,8 %) et les services (+ 2,6 %). « Notre structure économique est plus équilibrée », constate l'édile.

Mais si le sud-est du Brabant a apparemment eu assez de ressort pour amortir le choc Philips - qui, au demeurant, a été progressif et s'est traduit par l'autonomisation de services (telle la restauration), aujourd'hui indépendants et viables - il n'est pas exempt de soucis : au cours des quatre dernières années, la progression du chiffre d'affaires global s'est ralentie plus vite que dans le reste du pays, de même que la valeur des exportations a baissé de façon plus sensible.

Voilà sans doute pourquoi Ruud Bun affirme que « Eindhoven ne pourra pas résoudre toute seule le problème DAF » et annonce qu'un appel va être fait au fonds social européen, sans crainte de contredire l'assurance émise par Theo Schut.

Mais il s'agit avant tout d'« optimiser les chances » d'une région qui, décidément, se refuse à verser dans la sinistrose.

Christian Chartier

La veine de Goldstrike

Exploitant de mines d'or, le groupe canadien American Barrick a doublé sa production en 1992 : 83 % proviennent de Goldstrike une concession du Nevada, aux réserves sans cesse réévaluées

ELKO (Nevada)
de notre envoyé spécial

COMMENT gagner de l'argent en exploitant de l'or ? Longtemps jugée saugrenue, cette question se pose depuis une dizaine d'années aux producteurs de minerais confrontés à l'érosion permanente des cours. Jeunes dans le métier, s'étant lancés dans l'exploitation aurifère en 1983, les Canadiens d'American Barrick semblent avoir trouvé une méthode fructueuse puisqu'elle a permis une forte hausse de ses profits depuis sept ans : exploitation intensive des gisements, couverture sur les marchés financiers, etc., une bonne part de chance. En 1992, les bénéfices, en hausse de 89 %, ont atteint 174,9 millions de dollars (américains).

De retour à Toronto au début des années 80, après avoir vendu la chaîne d'hôtels qu'il avait développée dans le Pacifique sud, Peter Munk décide de se tourner vers l'exploitation de l'or au moment où les investisseurs commencent à décrier cette activité. Jusqu'alors, cet homme d'affaires âgé aujourd'hui de soixante-quatre ans s'était distingué dans l'immobilier et l'hôtellerie. Il avait même envisagé, au milieu des années 70, de créer un village de vacances à Gizeh, au pied des Pyramides. Ce projet, très contesté, accepté, puis refusé par les autorités égyptiennes, donna lieu à de longs contentieux.

ENVOI • Pour son nouveau métier de chercheur d'or, il fonde la société American Barrick et s'entoure de spécialistes miniers et financiers. Au début, l'investissement se limite à quatre petites mines au Québec, en Ontario, et aux Etats-Unis (dans l'Utah). Mais c'est dans l'Etat voisin, le Nevada,

qu'American Barrick va prendre son envol, en acquérant en 1987 Goldstrike, une concession de 3 000 hectares dans une zone de collines désertiques à une heure de voiture de la ville d'Elko.

Au départ, l'acquisition semble à l'échelle de ce prospecteur débutant. Les réserves sont évaluées à 600 000 onces et le prix d'achat est fixé à 62 millions de dollars. Les

Les gains de la société viennent de sa maîtrise du « hedging » qui consiste à garantir sa production en la vendant à un prix donné sur les marchés à terme.

deux compagnies propriétaires de ce terrain, enclavé dans un gisement exploité par le géant américain Newmont Mining, n'ont plus les moyens de le mettre en valeur. Dans la région, les coûts de production sont élevés, car les pépites et les filons se sont raréfiés depuis la « ruée vers l'or » du XIX^e siècle. Dans l'ouest des Rocheuses, on arrive à « l'or invisible » : le minerai étant imbriqué dans la roche et la terre, il faut des moyens considérables pour extraire quelques poussières de métal jaune.

Mais les ingénieurs, habitués aux profondeurs des mines canadiennes, décident de sonder le sol et découvrent avec surprise de nouvelles ressources. Au fil des recherches, le potentiel ne cesse d'augmenter. Il dépasse aujourd'hui

les 23,6 millions d'onces. Du coup, le site de Goldstrike est exploité au maximum des possibilités. Les effectifs, qui n'étaient que de 111 personnes, décuplent, pendant que s'édifie tout un complexe pour séparer l'or de la roche. 500 millions de dollars sont investis en six ans. « Cela ressemble à une plateforme pétrochimique », commente Robert Smith, président d'American Barrick, pour décrire les installations de traitement du minerai (autoclaves, unités de broyage...).

CRATÈRE • Nuit et jour, sur ce gisement des pelleteuses rongent le sol, pour arracher quotidiennement 385 000 tonnes de terre. En quelques années, s'est formé un cratère géant de 2 kilomètres de diamètre et de 500 mètres de profondeur, que sillonne en permanence une noria de carions. Les pelleteuses ayant creusé en dessous de la nappe phréatique, des pompes ont dû être installées le long des parois jaunâtres et au fond de l'exploitation pour éviter tout risque d'inondation : l'eau est évacuée au rythme de 170 000 litres à la minute. A cette mine à ciel ouvert s'ajoutera en 1996 une exploitation souterraine : un gisement dont les réserves sont estimées à 4,8 millions d'onces a été découvert il y a trois ans. Mais avant d'y creuser des galeries et des puits, on commence par assécher le terrain.

L'accélération de la mécanisation a permis en 1992 à Goldstrike de doubler sa production et de produire pour la première fois plus de 1 million d'onces d'or. Les gains de productivité ont ramené les coûts de production à 143 dollars l'once, contre 175 dollars en 1991.

Inférieurs au cours moyen de l'or, ces coûts n'expliquent cependant pas à eux seuls la performance financière d'American Barrick. Les

gains de la société viennent d'abord de sa maîtrise du hedging, qui consiste à garantir sa production en la vendant à un prix donné sur les marchés à terme. Grâce à ce système de couverture, elle est assurée de céder toute la production jusqu'en 1995 à un prix minimum de 420 dollars l'once. L'an dernier, par exemple, le prix de vente moyen a été de 422 dollars l'once, alors que l'or ne s'échangeait qu'à 345 dollars sur le marché officiel, le Comex (Commodities Exchange).

Devenu le numéro deux en Amérique du Nord, le jeune American Barrick a pensé un temps se marier avec son grand voisin Newmont Mining. Mais, après les bans publiés durant l'été 1991, l'union n'a pas été consommée. Les deux

sociétés ont préféré exploiter en commun certains gisements de Goldstrike afin d'en réduire les coûts.

D'où l'intensification actuelle de la production sur le site. Association sur le terrain et rien d'autre : « Nous n'avons pas les mêmes conceptions sur l'évolution du cours de l'or », reconnaît Peter Munk en parlant de son ami Jimmy Goldsmith, l'actionnaire principal de Newmont Mining. Je suis pessimiste, il est optimiste... D'où des différences de stratégie... Le statu quo actuel pourrait cependant ne pas durer éternellement.

Pour l'heure, American Barrick envisage avec circonspection son développement. Refusant d'aller dans l'ex-Union soviétique ou en

Afrique du Sud, elle préfère se maintenir sur le continent américain. Après le Nord, elle commence à regarder avec intérêt le Sud : elle vient d'ouvrir des bureaux au Mexique et au Chili. Quant à Peter Munk, l'actionnaire principal, s'il ne pense pas quitter le séduisant métier de prospecteur, il est tout de même revenu à l'une de ses premières passions, l'immobilier. Sa société Horsham Corporation a acheté 240 hectares à Berlin, non loin de la porte de Brandebourg, quelques mois après la chute du mur. Faute d'y trouver de l'or, ce nouvel alchimiste entend bien transformer toute cette pierre en argent.

Dominique Gallois

Journal Spécial des Sociétés

Journal d'Informations Juridiques agréé pour les annonces judiciaires et légales

INSERTIONS
&
FORMALITES

EN
TOUTE
SECURITE

Publie	Transmet	Effectue
mardi, jeudi, samedi les annonces légales pour les départements : 75 - 78 - 92 - 93 - 94	■ Aux Journaux de province ■ Au B.A.L.O. ■ Au B.O.D.A.C.C.	Les formalités sur toute la France auprès des : C.F.E. - R.C.S. - R.M.

16, rue de Naples - 75380 PARIS Cédex 08

☎ 45.22.33.00 ☎ 42.93.62.00



LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (VII)

Impôts, la réforme indispensable

Les spécialistes sont d'accord : il faut revoir en profondeur la fiscalité et créer notamment un grand impôt sur le revenu. Mais la conjoncture et l'ampleur du chantier rendent la tâche malaisée

Le manque d'imagination du programme fiscal de la droite, son manque d'envergure aussi, s'expliquent surtout par la mauvaise conjoncture que par les divisions ou les hésitations de l'opposition. Le drapeau du chômage, les énormes pertes de recettes fiscales enregistrées depuis deux ans par l'État, ont incité le RPR et l'UDF à concentrer sur le court terme l'essentiel de leurs propositions et des faibles moyens dont ils disposent en cas de victoire électorale. Au détriment de certaines réformes en profondeur.

Le projet de l'Union pour la France (UPF), rendu public le 10 février, quand il propose de retoucher la fiscalité, le fait dans le seul but — ou presque — de relancer rapidement l'activité et d'améliorer l'emploi. C'est ainsi qu'on trouve des mesures favorables à la construction et au logement (déduction d'intérêts, déduction forfaitaire, déduction des déficits fonciers, réduction des droits de mutation...), des mesures favorables aux entreprises, surtout petites et moyennes (droits de transmission, remboursement de crédits de TVA, aménagement des fonds propres). Tout cela un peu en vrac, pour stimuler l'investissement, le bâtiment en particulier. Mais de réforme en profondeur point, ou guère.

En quelques lignes est évoquée la nécessité de « réformer la fiscalité pour libérer l'initiative et développer l'emploi », cela notamment en modifiant l'impôt sur le revenu « afin d'en atténuer la progressivité, au bénéfice notamment des classes moyennes ». Si, d'autre part, l'UDF et le RPR annoncent bien qu'ils feront passer progressivement à la charge du budget de l'État le poids du financement des allocations familiales — une grande réforme, celle-là — l'opération, financièrement très coûteuse, n'est nulle part décrite comme l'amorce d'une vaste réforme de l'impôt sur le revenu. Est simplement dit que l'allègement de charges qui en résultera pour les entreprises pourra servir à augmenter le salaire direct des personnes actives et à favoriser la constitution d'une épargne dans des fonds de placement.

PRUDENCE • D'une certaine façon, la crise que traverse actuellement le pays justifie la prudence de la droite à l'égard de l'avenir. Encore que le poids du présent aurait dû inciter les auteurs du projet de l'UPF à ne pas promettre de baisse — même progressive — des prélèvements obligatoires : impôts et cotisations sociales. Dans l'immédiat, c'est bien le contraire qui risque de se produire, tant les déficits publics sont maintenant importants. Il n'empêche que, même dans les cir-

constances actuelles, le projet RPR-UDF se serait grand en posant au moins quelques jalons concernant nos grands impôts, sur le revenu et la consommation.

L'impôt sur le revenu (IR) tel que nous le connaissons vit probablement ses dernières années. Ayant vu au fil des années s'entasser des réformes aussi contradictoires que les hausses de 1981-1982 et les baisses qui suivirent à partir de 1984 — notamment en 1986 quand Edouard Balladur et Alain Juppé en exonérèrent 2 millions de contribuables — l'IR, déjà boursé de déficits, est devenu un monstre.

Dans le rapport qui lui fut consacré en 1990, le Conseil des impôts, qui est un peu la Bible en la matière, avait décrit dans le détail sa « médiocrité inégale » : faible rendement, exceptionnelle complexité, progressivité chaotique qui aboutit à ce que les taux d'imposition effectifs n'augmentent pas toujours avec les revenus et parfois même décroissent avec eux.

Huit opérations au moins sont nécessaires pour avoir une vague idée de l'impôt dû en fonction du revenu encaissé : déduction de certaines charges (les pensions alimentaires par exemple) du revenu imposable ; division du revenu net imposable par le nombre de parts

autorisées par le quotient familial ; application du barème à chacune des parts ; prise en compte des réductions d'impôt autorisées (les intérêts d'emprunts, les grosses réparations d'immeubles, la loi Méhaignerie...); décade éventuelle sur l'impôt dû (s'il s'agit d'un petit contribuable); minoration qui émane depuis 1984 des majorations instituées au début des années 80.

Parce qu'il est devenu illisible, l'impôt sur le revenu ne suscite pas trop de critiques, les Français ne se rendant pas bien compte qu'il est devenu injuste. Très concentré sur un petit nombre de contribuables, la critique qui lui est faite par les partis politiques — à droite notamment — est sa trop forte progressivité au centre. D'où les propositions de la plateforme commune RPR-UDF.

S'il est bien vrai qu'un contribuable sur deux seulement paie l'impôt sur le revenu, la brutale augmentation qui en résulte quand de « non imposable » on devient brusquement « imposable », concerne surtout des revenus mensuels compris entre le SMIC et 7000 francs par mois. Quant aux actifs exonérés d'impôt sur le revenu, on oublie que les salaires les plus bas supportent — et au premier franc — les cotisations sociales. Des cotisations qui globalement représentent 18 % des salaires

Le plus productif : la TVA

Malgré les pertes fiscales considérables enregistrées par l'État en 1992, du fait du ralentissement de la croissance économique, la TVA, l'impôt le plus touché par la crise, aura encore rapporté 672 milliards de francs, soit 45 % des recettes publiques (1). La TVA reste donc l'impôt le plus productif, loin devant l'impôt sur le revenu (21 % du total), aussi devant l'impôt sur les sociétés (15 %), qui a rapporté 136 milliards de francs (9,2 %).

Au rang des impôts de « seconde catégorie », les droits de mutation ont rapporté 34 milliards de francs l'année dernière, dont 25 milliards pour les seules mutations à titre gratuit (per décès). L'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) rapporte relativement peu : à peine 7 milliards de francs, auxquels s'ajoutent 2 milliards de prélèvements sur les bons anonymes.

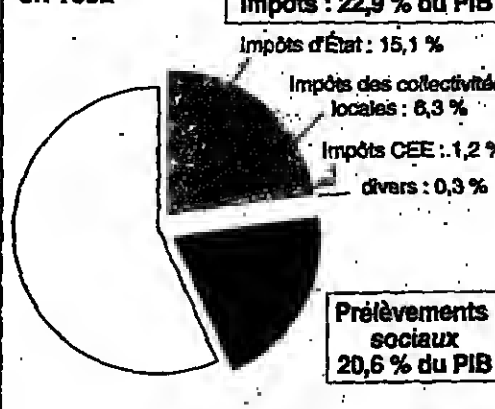
La TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) occupe aussi une place importante, avec 120 milliards en 1992, presque

autant que l'IS. L'importante masse des impôts locaux (266 milliards de francs en 1991, derniers chiffres connus) est en principe l'affaire des collectivités locales : communes, départements, régions. Mais les apparences sont, comme toujours, trompeuses : l'État supporte 13 milliards de dégrèvements sur la taxe d'habitation, soit 20 % du poids de cet impôt qui a rapporté 54 milliards de francs aux collectivités locales.

De même rembourse-t-il aux collectivités locales 38 milliards de taxe professionnelle sur 139 milliards (27,3 %). Sur la forçière non bâtie, la prise en charge est de 18 % (1,8 milliard sur 10). Elle est nettement plus faible pour le foncier bâti : 3,3 milliards sur 66,3 milliards, soit 4,9 %. Au total, l'État supporte donc une part très importante des impôts locaux : 55 milliards de francs sur 266, soit un peu plus de 20 %.

(1) Il s'agit des seules recettes fiscales brutes (avant remboursements et dégrèvements).

LES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES DANS LE PIB en 1992



encaissés. Contrairement à la description habituellement faite de l'impôt sur le revenu en France, mieux vaudrait dire que les salariés paient au premier franc un « impôt » d'abord proportionnel au taux de 18 % puis progressif jusqu'à un taux de 56,8 %. Le Conseil des impôts avait fait l'état des lieux sur l'année 1987 : les foyers fiscaux qui déclarent un revenu supérieur à 200 000 francs constituent 10 % de la population, détiennent le tiers des revenus déclarés, acquittent les deux tiers de l'impôt sur le revenu, mais le tiers environ du total des prélèvements fiscaux et sociaux.

RÉCONCILIATION • C'est bien cette réconciliation, si l'on ose dire, de prélèvements sociaux, impôts, proportionnels et payés par tous, avec des prélèvements fiscaux, confidentiels, progressifs et mal répartis, que visait à terme Michel Rocard quand il était à Matignon. La CSG (cotisation sociale généralisée) dont le principe fut décidé en 1990, pourrait être l'amorce d'un grand impôt sur le revenu si la droite ne le rend pas déductible du revenu imposable, à l'instar des cotisations sociales. Au fil des années, et à un taux plus élevé qu'actuellement, elle pourrait constituer la première tranche d'un barème considérablement simplifié, qui ne comporterait plus que quelques cases : cinq ou six, comme l'imagine Alain Juppé.

En Grande-Bretagne, le barème de l'impôt sur le revenu comporte trois tranches (20 %, 25 %, 40 %) : un peu plus de 90 % des contribuables se retrouvent dans les deux premières qui correspondent à des revenus mensuels allant jusqu'à 16 000 francs (nets de déductions personnelles). De ce fait, le taux marginal de 40 % ne touche outre-Manche que 1,7 million de contri-

buables sur un total de 24,8 millions. Le quotient familial, dispositif français qu'on ne retrouve pas en Grande-Bretagne, serait évidemment conservé : aucun parti ne songe d'ailleurs à le supprimer. Mais, rapportant plus à l'État, un impôt sur le revenu rénové pourrait en France financer un certain nombre de prestations sociales relevant non pas de l'assurance (comme la maladie ou la retraite) mais de la solidarité nationale, comme les allocations familiales, tout le monde s'accordant maintenant pour reconnaître que c'est à l'État et non aux entreprises d'« accueillir » les enfants.

Un grand impôt sur le revenu aurait un autre mérite : celui de compenser en partie les pertes de recettes sur la TVA qu'il nous faudra bien accepter, même quand la croissance économique sera de retour. Pour la bonne raison que le taux actuel de 18,6 % devra — à terme lointain — s'aligner exactement sur ceux pratiqués à l'étranger, généralement plus bas. Ou bien alors le grand marché unique qui veut que l'impôt sur la consommation soit acquitté sur le lieu de l'achat, ce marché ne verra jamais le jour, fiscalement tout du moins.

À LA SOURCE • Le grand impôt sur le revenu que la France a su se donner ni en 1917, ni en 1948, ni en 1959 — dates où il fut créé puis profondément modifié — peut-il voir le jour sans être prélevé à la source ? Le Conseil des impôts s'est penché sur la question, montrant que notre IR ne représentait qu'un peu moins de 13 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires contre un peu plus de 30 % en moyenne dans les pays industrialisés. Enorme différence s'expliquant selon le Conseil par le caractère inégalitaire de l'impôt. Sous-entendu :

impossible d'augmenter le rendement de l'IR sans accroître les injustices et susciter des résistances. On pense aux faveurs faites aux revenus du capital mobilier (obligations, SICAV) qui bénéficient de prélèvements forfaitaires modestes. On pense aussi aux entrepreneurs individuels qui n'ont pas la « chance » de payer l'impôt sur les bénéfices à 33,3 % mais supportent le barème de l'impôt sur le revenu avec un taux marginal de 56,8 %.

RETRAITÉS • Reste la solution de réformer. Pour pouvoir être prélevé à la source comme à l'étranger, l'impôt sur le revenu devrait être considérablement simplifié. En examinant tous les abattements et déductions qui pourraient être supprimés, les spécialistes du ministère de l'économie et des finances se sont notamment aperçus que les retraités bénéficiaient d'avantages que ne justifient plus leur situation financière : abattement spécial pour les plus de soixante-cinq ans de 4 560 et 9 120 francs ; abattement de 10 % sur les pensions à l'instar de ce qui est accordé pour les faibles professionnels. La première mesure, dont le coût annuel est maintenant de 2,2 milliards de francs remonte à 1973. La seconde, qui coûte à l'État plus de 11 milliards de francs chaque année, date de 1978. Sont venues s'ajouter en 1982 des réductions et des exonérations de taxes d'habitation.

Il y a vingt ans, les personnes âgées étaient souvent pauvres, ce qui justifiait les mesures prises en leur faveur. La situation est maintenant assez différente : les comptes de l'INSEE et du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) montrent que, déjà en 1984, le pouvoir d'achat des retraités par unité de consommation dépassait en moyenne celui des actifs. Constata-tion qui se vérifie dans la détention du patrimoine : 70 % des personnes payant l'impôt de solidarité sur la fortune ont plus de soixante ans.

La droite aura-t-elle à cœur de s'attaquer à une grande réforme de l'impôt sur le revenu, qui suppose des décisions différentes de ce que nous venons d'annoncer ? La mauvaise conjoncture, puis l'élection présidentielle de 1995, risquent de freiner bien des ardeurs réformatrices. Reste que plusieurs mesures annoncées ou préparées concernant les retraites, les droits de successions, les impôts locaux ou l'impôt de solidarité sur la fortune devront tenir compte des évolutions en cours, celles surtout qui montrent que pendant de longues années les actifs auront plus de raisons d'être aidés que les inactifs.

Alain Verholes

POINT DE VUE

Une fiscalité aberrante

par FRANÇOIS BOURGUIGNON, et PIERRE-ANDRÉ CHIAPPORI (*)

Il est difficile de le contester : le système global de prélèvement fiscal et parafiscal français est lourd, complexe, inefficace et peu équitable. Chaque fois qu'un écart économique crée un revenu de 100 francs, il en revient environ 45 sous forme d'impôts ou de cotisations (quitte, éventuellement, à en récupérer lui-même une partie sous forme de prestation, de retraite, ou indirectement à travers les dépenses publiques).

De plus, ce prélèvement s'opère via un grand nombre de mécanismes de nature et d'objectif souvent différents : impôts « classiques » sur le revenu (IRPP) ou la consommation (TVA...) finançant les dépenses publiques ; cotisations d'assurance (maladie, chômage) ; épargne-retraite obligatoire ; impôts locaux ; contributions alimentant la politique familiale ; etc. Dans cet ensemble hétéroclite, chaque composante a ses propres règles, c'est-à-dire sa propre assiette et son propre barème, compliquant parfois d'une multitude de dispositions spécifiques.

Des situations étonnantes naissent de cette superposition de systèmes au départ indépendants. Dans certains cas extrêmes (ménages proches du plafond de ressources pour telle ou telle prestation, ou bénéficiaire de la décade ou d'une minoration de l'IRPP...), la supplémentation de salaire dû à un accroissement de l'activité peut se traduire par une baisse du revenu disponible. De même, si l'on cumule contributions sociales (des salariés et des employeurs), impôt sur le revenu et TVA, le taux marginal d'un salarié aisé, c'est-à-

dire se trouvant dans la tranche supérieure de l'IRPP, est au-dessus de 80 %. En d'autres termes, sur chaque franc supplémentaire que son employeur serait prêt à déboursier en rémunération d'heures supplémentaires ou de responsabilité accrues, le salarié ne peut jouir effectivement que de moins de 20 centimes.

Des individus confrontés à de tels taux marginaux de prélèvement sont, on en conviendra, peu incités à l'effort. Enfin, on sait que les diverses contributions sociales, renchérissant de façon excessive le coût du travail (surtout non qualifié), modifient les choix de production des entreprises de façon néfaste à l'emploi.

Cette complexité et cette inefficacité pourraient à la rigueur s'expliquer si elles constituaient le prix à payer pour une correction importante des inégalités sociales. Mais, sur ce point aussi, le bilan est malheureusement négatif. L'impôt sur le revenu est (avec les impôts sur le capital, de rendement négligeable) le seul composant véritablement progressif de l'ensemble du système de prélèvement. Cependant, si l'impôt sur le revenu ne représente que la part émergée de l'iceberg, l'essentiel, soit 88 % du prélèvement global, est formé de prélèvements proportionnels ou régressifs, donc non redistributifs, mais réputés plus « indolores », et donc occultés au profit lorsque les contraintes budgétaires se font sentir.

De ce bilan peu encourageant, une conclusion émerge : le système français prélève trop par les contributions, et pas assez par l'impôt sur le revenu. Pis : ce dernier cumulant les défauts, présente à la fois une progressivité excessive et des propriétés redistributives limitées. À la source du

paradoxe, l'étroitesse de la base imposable. Du fait de divers mécanismes, seule une moitié des ménages paie l'impôt. Contrairement aux apparences, cet état de fait est profondément inéquitable. D'une part, il interdit toute différenciation de traitement entre les ménages appartenant à la moitié inférieure de la distribution des revenus — alors que celle-ci recouvre à l'évidence des conditions très contrastées (des indigents aux classes moyennes), qu'une logique redistributive réelle conduirait à distinguer. Mais surtout, ce qui n'est pas prélevé via l'imposition directe l'est autrement : c'est-à-dire par des prélèvements (taxes et cotisations) non progressifs ; ces derniers, beaucoup plus lourds, frappent proportionnellement autant ou plus les revenus modestes.

La logique saine de la CSG

Que faire ? Prenons l'exemple du transfert vers le budget de l'État des cotisations familiales, actuellement à la charge de l'employeur. Cette mesure, sur laquelle un consensus semble se dessiner, est sans nul doute bienvenue ; mais il faudra bien le financer. Recourir à un autre prélèvement sur les salaires ne servirait évidemment à rien. Une hausse de la TVA n'est pas souhaitable, car elle se traduit par une baisse du marché unique. Enfin, utiliser l'IRPP avec sa base actuelle conduirait à un relèvement des taux marginaux de l'ordre de 4 % ; mesure politiquement difficile, et probablement désincitative.

Restent deux solutions. L'une consiste à accroître la contribution sociale généralisée (CSG), qui passerait à environ 3 % du PIB et se transfor-

merait en un impôt majeur (l'impôt sur le revenu représenterait actuellement 4 % du PIB, et la TVA 8 %). L'avantage serait de toucher tous les individus et tous les types de revenus, au lieu des seuls assujettis dans le cas de l'IRPP ou des seuls salariés dans le cas des autres contributions sociales. On réaliserait donc l'élargissement nécessaire de la base imposable.

Meis, en contrepartie, l'effet redistributif serait limité. L'autre solution est plus ambitieuse mais sans doute plus cohérente. Elle suppose une modification profonde de l'IRPP ayant pour triple objectif d'augmenter son taux moyen, d'étendre sa base et de resserrer son barème. Ce que montrent les études, c'est qu'un système à base élargie et à tranches moins nombreuses peut s'avérer à la fois plus efficace et plus redistributif.

En maintenant un impôt sur le revenu à base étroite et taux moyen réduit, la France s'est privée d'un degré important de liberté dans le choix de sa structure de financement des dépenses publiques sociales. L'introduction de la CSG relevait d'une logique saine ; elle revient à élargir la base de l'imposition sur le revenu et à augmenter la pression moyenne, pour pouvoir remplacer d'autres prélèvements inefficaces. Cette démarche est bonne, mais encore insuffisante. Quand aurons-nous le courage d'envisager une réforme profonde de l'impôt sur le revenu ?

(*) Respectivement, directeur d'étude à l'EHESS et directeur de recherches au CNRS, Laboratoire Delta (CNRS, Ecole normale supérieure et Ecole des hautes études en sciences sociales).

DOSSIER

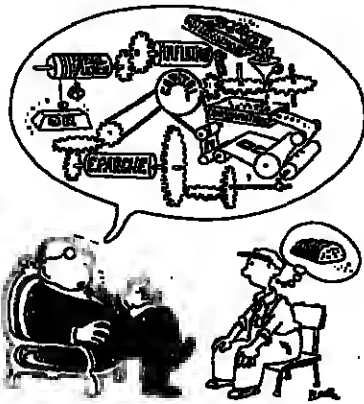
Les taux d'intérêt

Comment se forment-ils ?

Quel est leur rôle économique ?

Quelle est leur influence ?

Comment évoluent les taux bancaires ?



C'est devenu un lieu commun du débat économique et même politique : les taux d'intérêt – autrement dit la rémunération de l'argent prêté – sont trop élevés, voire « assassins » ou « suicidaires » pour l'économie française. La cause en serait double : d'une part, la politique du « franc fort » pratiquée par les gouvernements français successifs depuis dix ans ; d'autre part, la réunification allemande. Cette dernière s'est révélée extrêmement coûteuse et le choix a été fait, les trois premières années, de la financer plutôt par l'emprunt que par des impôts supplémentaires ou des économies : la Bundesbank, pour contrebalancer les tendances inflationnistes, a mené une politique monétaire restrictive, c'est-à-dire qu'elle a maintenu des taux d'intérêt élevés. Ceux-ci, via le SME, se sont répercutés sur les pays dont les monnaies sont liées au deutschemark, en particulier la France.

Il faut donc, de l'avis général, faire baisser les taux d'intérêt, et chacun se tourne vers les Allemands. En fait, leurs taux d'intérêt à court terme, baissent depuis l'été 1992. Le problème, c'est que, en France, les taux ont dans le même temps augmenté, alors que les performances économiques étaient meilleures qu'en Allemagne. Le fameux « différentiel des taux » qui voulait que la France payât son argent plus cher parce que son économie était moins « vertueuse », au lieu de disparaître, s'est aggravé. Y aurait-il donc, comme pour le chômage, une sorte d'exception française qui expliquerait le maintien de taux d'intérêt élevés ? Une explication réside sans doute dans les effets pervers du système monétaire international. Quand les capitaux flottants se détournent du dollar, ils se portent soit sur le yen, soit sur le deutschemark. Le yen peut monter librement, mais la poussée du mark jette le désordre dans le SME. Pour maintenir le franc à sa hauteur (ce qui est devenu un dogme), la France doit offrir des taux plus élevés. Les taux d'intérêt ne sont jamais que le prix estimé du temps (le temps d'immobilisation de l'argent prêté), affecté d'un certain risque. C'est ce risque que, en dix ans, la France n'a pas réussi à effacer.

Dossier réalisé par Sophie Ghazdri

Il importe de distinguer les taux d'intérêt à long terme et les taux d'intérêt à court terme. Les taux longs expriment l'offre et la demande de capitaux en tenant compte des perspectives d'inflation. Quel qu'un qui prête de l'argent sur cinq, dix voire trente ans veut voir son investissement garanti contre l'érosion monétaire : la rémunération (le taux d'intérêt) doit rester positive. On dit que les taux longs sont « le juge de paix » : ils reflètent la santé économique d'un pays et les anticipations de tous ordres, sur l'inflation, mais aussi sur la politique économique et la politique tout court qui peuvent sur la durée modifier les données de l'économie.

Evidemment, la nature de l'emprunteur influence aussi les taux. Une entreprise ou un particulier – pouvant avoir des revers de fortune – sont jugés plus risqués,

“L'économie des années 80 a fait des marchés financiers (en particulier le marché des changes et taux d'intérêt) le régulateur ultime sinon unique de la vie économique.”

Didier Péne professeur à HEC
Le Monde du 15/12 1992

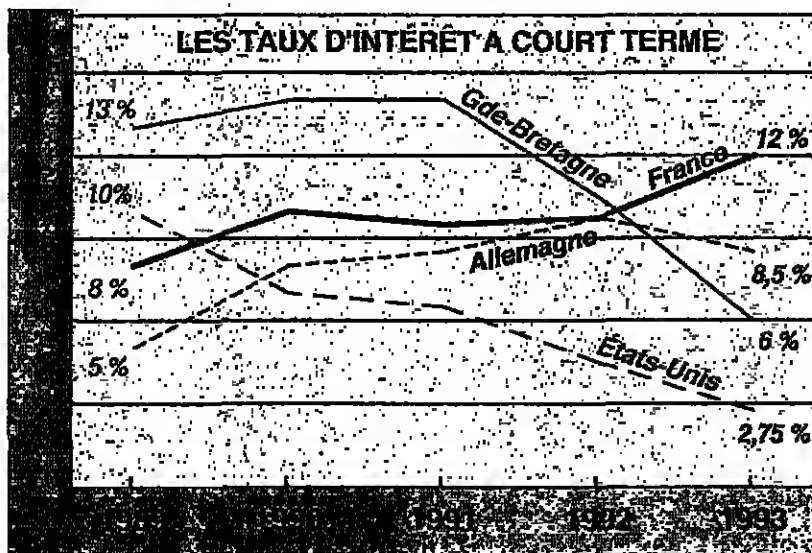
pour ce qui est du remboursement, qu'un Etat. C'est pourquoi les taux à long terme qui servent de référence sont, pour chaque pays, ceux des emprunts d'Etat (bons du Trésor). Normalement, tous les autres taux sont plus élevés.

La formation des taux d'intérêt à court terme est très différente. L'offre et la demande de capitaux, là encore, se confrontent, mais les acteurs ne sont pas les mêmes. Ce sont essentiellement des banques, des investisseurs institutionnels (assurances ou fonds de pensions), et des grandes entreprises. La Banque centrale est l'un de ces acteurs, le plus puissant. Classiquement, elle pouvait contrôler la quantité de monnaie émise par les banques sous forme de crédit en réescomptant à ses guichets leurs créances à un certain taux, le taux de l'escompte. Depuis la libéralisation financière de ces vingt dernières années, la Banque centrale intervient de préférence sur le marché monétaire où elle agit sur les taux courts (les taux au jour le jour et les taux à trois mois servant de référence) en injectant plus ou moins de liquidités. Logiquement, les taux courts doivent être plus bas que les taux longs d'environ 2 ou 3 points, puisque l'argent est engagé pour moins longtemps. Mais quand les banques centrales interviennent beaucoup, il peut se produire une « inversion des taux », phénomène pervers qui revient à rémunérer davantage l'argent à vue que l'argent investi à long terme. C'est actuellement le cas dans les grands pays européens, mais ni aux Etats-Unis, ni au Japon.

Les taux d'intérêt ont pris dans les années 80 une importance croissante dans le pilotage des économies. On a assisté depuis une vingtaine d'années à un double mouvement : l'internationalisation, avec la suppression par presque tous les grands pays des contrôles des changes, et la diversification des instruments financiers. Non seulement tout le monde prête à tout le monde, mais tout prend la forme de créances négociables et renégociables à l'infini, qui donnent lieu à paiement d'intérêts.

La politique économique a été profondément transformée par le gonflement de la dette publique. La distinction traditionnelle entre politique monétaire et politique budgétaire devient moins pertinente, car tout finit par s'exprimer dans les taux d'intérêt. Un Etat qui accumule les déficits (du budget et des comptes sociaux) doit pour les financer émettre des emprunts ; le service de cette dette (les charges d'intérêt) absorbe une part croissante des ressources de l'Etat et limite d'autant sa capacité d'action budgétaire. La politique monétaire a eu tendance, dans beaucoup de pays, à prendre le pas sur les autres formes d'intervention de la puissance publique. Un exemple récent de volontarisme : aux Etats-Unis, confrontés à une grave récession, la Réserve fédérale a fait descendre son taux d'escompte de 7 % à 3 % entre fin 1990 et début 1993. Cette forte baisse a mis deux ans à se traduire par une reprise de l'activité (les agents étant incités à emprunter de nouveau pour investir ou consommer).

Mais le même exemple permet d'illustrer un autre mécanisme lié aux taux d'intérêt. Ceux-ci baissant, l'attrait de la monnaie américaine pour les investisseurs diminue, et le dollar se déprécie. C'est alors le deutschemark qui monte et le SME qui chancelle. Pour pouvoir baisser leurs taux d'intérêt afin de relancer leurs économies en récession, plusieurs pays européens doivent se mettre en congé du système ou fortement dévaluer leur monnaie. La politique des taux des grands pays (Etats-Unis, Allemagne, Japon), répercutée par le biais des capitaux internationaux flottants, oblige tous les autres pays à s'adapter.



LEXIQUE

TAUX DIRECTEURS. – Ce sont les taux d'intérêt pratiqués par les banques centrales pour leurs opérations sur le marché monétaire. En France, ils sont au nombre de deux : le taux des appels d'offres (bi-hebdomadaire) et le taux des pensions de 5 à 10 jours, supérieurs de 0,50 point à 1 point. Le taux de l'escompte n'est plus directeur et ne sert pratiquement plus.

TAUX DE BASE BANCAIRE. – Il est défini par les banques en fonction du coût moyen de leurs ressources et c'est le tarif minimum proposé aux meilleurs clients. Depuis le 16 décembre 1992, il est à 10 %.

TAUX REEL. – On l'obtient en déduisant du taux d'intérêt nominal le taux d'inflation. Il est actuellement de 8 % pour les taux courts et de 5 % pour les taux longs en France, soit le niveau le plus élevé depuis la dernière guerre.

PIBOR. (Paris interbank offered rate). – Taux d'intérêt moyen offert entre banques à Paris. A Londres, on dit LIBOR et à Francfort, FIBOR.

TMO. (taux du marché obligataire). – Taux moyen de rendement des emprunts obligataires à taux fixes garantis par l'Etat.

TEG. (taux effectif global). – Coût total d'un crédit pour l'emprunteur (taux d'intérêt plus frais divers et assurance). Il doit obligatoirement figurer sur le contrat.

TAUX DE L'USURE. – Il est déterminé chaque trimestre à partir d'enquêtes statistiques faites par la Banque de France. Le TEG est usuraire s'il dépasse 133 % du taux effectif moyen pratiqué au cours du trimestre précédent pour une catégorie de prêt donnée. Il est actuellement de 26,27 % pour les prêts aux particuliers jusqu'à 10 000 francs, et de 20,20 % au-delà (hors immobilier).

TAUX BONIFIE. – Taux d'intérêt inférieur à celui du marché, généralement à cause d'une subvention accordée par les pouvoirs publics. Cette pratique très répandue jusqu'aux années 70 et qui bénéficiait à l'agriculture, au logement et à certaines industries a été progressivement abandonnée sous l'impulsion de Pierre Bérégovoy, ministre des finances.

DÉCALAGES FATAUX

Après avoir manqué, avec une vigueur extrême, l'arme des taux d'intérêt à court terme pour lutter contre l'inflation ou maintenir, à tout prix, des parités de changes manifestement trop élevées, donc injustifiées, les banques centrales du monde entier se sont engagées dans une politique de baisse des taux destinée à relancer des économies déflaillantes. Les calendriers, toutefois, ont été fortement décalés dans le temps ce qui a provoqué des disordres et des tensions parfois extrêmes.

Ce sont les Etats-Unis, victimes d'une longue récession, qui ont donné le signal de la baisse, dès 1989, avec une nette accélération en 1991, le taux d'escompte de leur banque centrale, la Réserve fédérale, relombant à 3 % depuis juillet 1992, au plus bas niveau depuis vingt-huit ans. Avec un certain retard, le Japon s'est engagé dans la même voie, ramenant, au début de 1993, à 2,50 % le taux d'escompte de sa banque centrale qui avait graduellement été porté à 6 % en 1990, avant une descente motivée par le ralentissement rapide de l'expansion au pays du Soleil-Levant.

En Europe, ce n'est qu'à l'automne 1992 que la Banque fédérale d'Allemagne a consenti à assouplir légèrement sa politique restrictive, en commençant à baisser ses taux directeurs qu'elle n'avait cessé de relever pour tenter de calmer la surchauffe de l'économie allemande après la chute du mur de Berlin

Les particuliers n'ont pas accès aux marchés financiers, dont les acteurs sont les Etats, les grandes entreprises et les investisseurs institutionnels. Pour placer leur argent ou en emprunter, ils ont généralement affaire à une banque.

Le taux de base bancaire (*prime rate* en anglais) correspond au tarif consenti par l'établissement à ses meilleurs clients. Les taux pratiqués pour le tout-venant sont plus élevés. Les moins chers sont ceux des crédits immobiliers à long terme, parce que la banque peut prendre une hypothèque sur le bien acheté ; les plus coûteux sont ceux du décaissement de certains crédits à la consommation. Depuis 1966, la banque doit faire figurer sur tout contrat de prêt le taux effectif global (TEG) qui comprend

“Pour l'Eglise, le taux d'intérêt est le prix du temps, le temps appartient à Dieu, par conséquent, les hommes n'ont pas le droit de monnayer le temps. Aujourd'hui encore dans la loi islamique, la Charia, le taux d'intérêt reste prohibé.”

Pierre Gruson
dans Les Taux d'intérêt

non seulement le taux nominal, mais aussi les frais de garantie, de timbres, de dossier et d'assurance.

Mais comment la banque calcule-t-elle les taux d'intérêt ? Cela dépend avant tout du coût de ses propres ressources. Jusqu'à une période récente, la plus grosse part de celles-ci était constituée par les comptes-chèques des clients, que la loi interdisait de rémunérer. Mais les gens laissent de moins en moins volontiers dormir des fonds sur des dépôts à vue, et préfèrent les transférer sur des comptes rapportant des intérêts (sicav monétaire). Près des deux tiers des ressources des banques sont aujourd'hui rémunérées. Pour le reste, elles se refinancent auprès de la Banque de France ou sur le marché interbancaire. Au coût de ce refinancement, la banque ajoute tous ses frais de fonctionnement et de gestion qui ne diminuent guère.

Ces mécanismes expliquent pourquoi la profession bancaire résiste à la pression de l'opinion en faveur de la rémunération des comptes-chèques rétorquant qu'elle ne saurait s'y résoudre que si les chèques deviennent payants. Elle dénonce aussi régulièrement la concurrence déloyale de circuits financiers comme ceux de la Poste ou des Caisses d'épargne qui n'ont pas les mêmes frais généraux que les banques à aménager. L'ouverture du marché unique européen ne devrait faire que renforcer la concurrence au niveau des taux d'intérêt demandés aux emprunteurs.

François Renard.

BIBLIOGRAPHIE

■ *Les Taux d'intérêt*, Pierre Gruson, Dunod, 1992, 160 pages.
■ *Le Marché monétaire*, Bernard-Louis Roques, Vuibert, 1992, 214 pages.
■ *Banque : mode d'emploi*, Fabienne Meysonnier, Eyrolles, 1992, 192 pages.

Pour une approche scientifique
■ *Monnaie, taux d'intérêt et anticipations*, études coordonnées par Hubert Kempf et William Marois, Economica, 1992, 262 pages.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

LA PROVINCE JAPONAISE AMORTIT LA CRISE

Toyota-City fait le gros dos

Réduction des heures supplémentaires, élimination du personnel saisonnier mais aussi recrutement de jeunes plus qualifiés : au royaume de l'automobile on cherche à la fois à diminuer les coûts et à se préparer à la reprise

TOYOTA-CITY
de notre envoyé spécial

L'atmosphère feutrée de la salle de l'agence de l'emploi, rutilante comme celle d'un dispensaire, avec ses banquettes violettes où sont assis une dizaine d'hommes et de femmes, consultant les classeurs des offres d'emploi, ne donne guère l'impression d'une situation de crise.

A Toyota-City, la ville-usine du premier constructeur japonais (320 000 habitants, dont 85 % travaillent pour l'automobile), comme dans le reste du département d'Aichi (région de Nagoya), où sont installées des usines Honda et Mitsubishi, la crise du secteur ne se fait pas encore sentir sur l'emploi. On compte encore 141 offres pour une demande, alors que la moyenne nationale est inférieure à une offre pour une demande : en 1992, la production de véhicules a régressé de 5,6 % (et de 8 % pour les voitures de tourisme). C'est la plus importante contraction du marché depuis la crise pétrolière de 1973. A la diminution des exportations, sensible depuis quatre ans, s'est ajoutée depuis 1990 la chute du marché intérieur.

PÉNURIE • « La situation de l'emploi dans le département d'Aichi s'explique par le fait que celui-ci est traditionnellement un gros demandeur de produits d'une pénurie chronique d'ouvriers », explique le directeur de l'agence de l'emploi de Toyota-City, Takeshi Takasu. Si

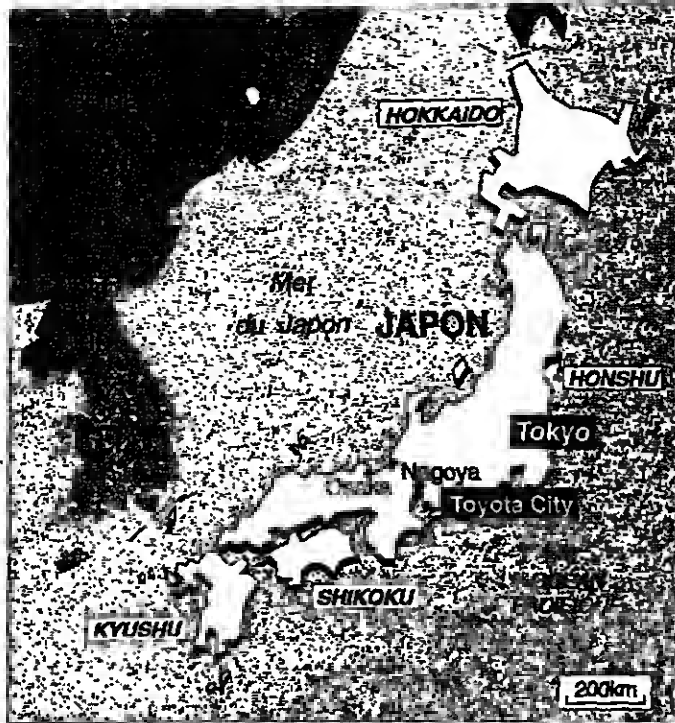
les offres d'emploi baissent fortement, elles continuent à dépasser les demandes. A moins d'une poursuite de la crise au-delà de l'automne prochain, je ne prévois pas d'aggravation de la situation pour Aichi.

La récession donne à Toyota (et à sa kyrielle de sous-traitants) une chance d'améliorer la qualité de son personnel en s'assurant la

En 1992, la durée du travail dans le secteur automobile est descendue, en moyenne, à 2 070 heures.

main-d'œuvre la plus qualifiée. Se défiant des ouvriers « inutiles » tout en se préparant à la reprise et à une réduction des heures de travail sont les impératifs des entreprises dans la mouvance de Toyota.

En 1992, la durée du travail dans le secteur automobile est descendue, en moyenne, à 2 070 heures, soit encore deux cents heures de plus qu'aux États-Unis et en Europe. La baisse a surtout été opérée par une réduction des heures supplémentaires. Mais, à Toyota-City, les directives du ministère du travail incitent à ramener à 1 800 heures la durée du travail en 1993 fait sourire :



« La crise fera sans doute évoluer les choses plus vite, mais c'est tout. »

La situation de la ville-usine d'un secteur en difficulté est caractéristique de la manière dont les industries réagissent à la récession. A Toyota-City, la crise se fait sentir de plusieurs façons : chute des

achats de terrains et des créations d'usines, diminution des demandes de fonds de modernisation de la part des PME (de 900 millions en 1991, celles-ci sont tombées à 420 millions l'année dernière). La réduction des heures supplémentaires, entraînant une perte sèche de 50 000 yens (soit plus de 10 %

à 12 % de la rémunération mensuelle), s'est répercutée sur la consommation des ménages.

De manière générale, les directions ont réduit les heures supplémentaires (dont la

Les équipementiers des voitures de luxe subissent la crise ainsi que les fabricants de machines-outils.

rémunération est majorée de 25 %) : à moins de 30 par mois en moyenne. Surtout, comme toujours en cas de ralentissement de l'activité, elles se débarrassent de la main-d'œuvre saisonnière.

La plupart des dortoirs sont fermés et certains équipements ont été vendus à l'encan. Les seuls à avoir conservé jusqu'à présent leur emploi initial sont les immigrés d'origine japonaise - brésiliens ou péruviens - qui ont été embauchés pour un an ou deux par une agence de l'emploi privée, laquelle les reprendra lorsque l'usine n'en aura plus besoin. Mais les saisonniers (2 000 à 3 000) dont le contrat a été renouvelé ne se retrouvent pas au chômage, la plupart ayant retrouvé du travail dans la construction, qui actuellement manque de bras.

En même temps, profitant des départs en retraite, la plupart des usines recrutent des jeunes qualifiés, pour éviter une pénurie ultérieure : ceux qui acceptent de travailler à la chaîne sont embauchés immédiatement. Les usines qui ne travaillent pas la nuit sont avantagées.

SOUS-TRAITANTS • Certains sous-traitants subissent néanmoins durement la crise : ce sont les équipementiers des voitures de luxe qui fournissent la chaîne de l'automobile pour un an.

Les fabricants de machines-outils souffrent également en raison de la chute des commandes. Enfin, la politique de réduction des coûts menée par la maison mère se répercute de plus en plus durement à mesure que l'on descend l'échelle de la sous-traitance et que l'on passe des trois cents entreprises de grande taille aux 5000 plus petites et enfin aux 20 000 ateliers de troisième ou quatrième position.

Les habitants de Toyota-City sont partagés. D'un côté, ils sont rassurés par la puissance de Toyota : en dépit de la crise, la firme a vu ses ventes augmenter de 2,9 % entre juillet et décembre 1992 (mais les profits, eux, ont chuté de 23 %). De l'autre, ils craignent une certaine « désindustrialisation » de la région par suite de la création d'unités de production dans les îles de Kyushu et Hokkaido.

Ph. P.

ANALYSE

Les trois fronts de l'économie nippone

L'économie japonaise résiste mieux aux crises parce que ses entreprises ont une avance considérable en matière d'investissements et de technologie et parce qu'elle juxtapose une avant-garde très productive, une industrie ordinaire et des secteurs de services abrités

par SERGE AIRAUD (*)

Le Japon n'est pas confronté à la crise avec un grand C mais à la conjonction de plusieurs crises spécifiques qui se télescopent et qui n'ont pas toutes les mêmes causes ni les mêmes rythmes d'évolution.

La première, et la plus ancienne, apparue spectaculairement avec l'effondrement de l'indice Nikkei, est la crise boursière, doublée d'une crise financière compromettant l'équilibre des banques au regard du ratio Cooke. Mais ce dégonflement n'a pas que des inconvénients : l'effacement des tendances spéculatives favorise un retour à la logique de production et un réalignement de l'économie virtuelle, évaluée en Bourse, sur l'économie réelle.

La deuxième, plus récente, est une crise sectorielle : l'industrie automobile japonaise, dont l'appareil productif est très compétitif mais surdimensionné, ne trouve plus assez de débouchés sur un marché intérieur saturé et sur un marché international (américain et européen) tendu et soumis à l'exigence politique de réduction des ratios d'exportation.

MUTATION • Cette crise va probablement accélérer l'entrée des constructeurs sur de nouveaux marchés. Toyota pourrait bien, par exemple, au tournant du XXI^e siècle, devenir un acteur incontournable de l'industrie aérospatiale japonaise, dans le domaine de la motorisation. Plus orientée vers le « métier », la technologie et les conditions de production que vers l'« activité » et le « produit » (1), l'entreprise japonaise possède une étonnante aptitude à suivre la mutation des métiers et à organiser de nouvelles activités autour des technologies génériques qu'elle maîtrise et développe.

La troisième crise, universelle, est propre à des métiers qui sont au cœur des activités électroniques et informatiques. Le « décalage » entre la vitesse d'innovation technologique et la croissance du marché provoque par cycles un

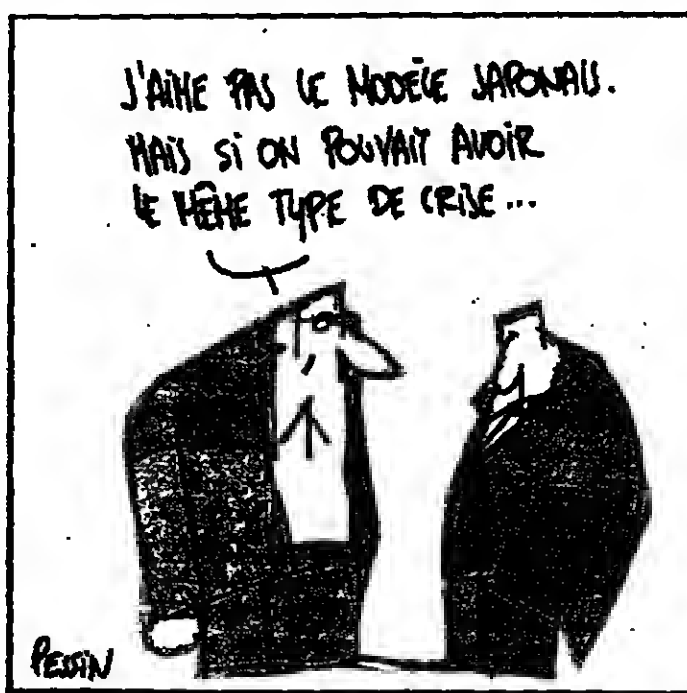
problème de rentabilisation des investissements.

Les groupes japonais, très présents dans ces secteurs, s'y échappent pas ! Mais à l'inverse des groupes occidentaux, souvent orientés sur une seule activité et spécialisés dans un ou deux métiers, les Japonais sont structurés autour de plusieurs activités de base qui sont rarement touchées en même temps : ce chevauchement permet de faire jouer les synergies et d'équilibrer les investissements (composants/semi-conducteurs, électronique grand public, télécommunications, informatique). Cette structure multifacettée des groupes japonais, renforcée par l'appui financier dont ils disposent en leur sein, leur permet de résister mieux et plus longtemps à une situation de crise.

PSYCHOLOGIE • Enfin, la conjonction de ces trois crises rebondit sur une crise de la demande. La psychologie collective japonaise, très sensible à son environnement, en amplifie les effets et passe très vite de l'euphorie au « oippo-pessimisme » : par ailleurs, le comportement du consommateur japonais, sorti d'une longue période de surconsommation, d'une « boulimie », est en mutation profonde : un mode de consommation plus qualitatif, discriminant, et différencié se dessine.

Le fort ralentissement de l'activité économique, les difficultés financières des banques et des maisons de titres, les baisses majeures des résultats des entreprises sont-ils les signes annonciateurs d'un « déclin du modèle japonais » ? L'économie japonaise a-t-elle la capacité de réajuster ses structures de production et d'échange, comme elle l'a fait par le passé (chocs pétroliers, hausse du yen), pour réagir à la conjoncture ?

Pour répondre à cette interrogation cruciale, il faut éviter d'isoler le Japon de sa région et de réduire son économie à des indicateurs financiers, qui ne reflètent pas la situation globale. Non seulement l'économie japonaise bénéficie



de d'un environnement régional extraordinairement porteur (le taux de croissance des économies « périphériques », Chine du Sud, Taiwan, Singapour, Thaïlande... est remarquable), mais encore elle possède un potentiel de réactivation sans équivalent dans les autres économies développées d'Europe et d'Amérique du Sud. Les avantages de l'économie japonaise tiennent à plusieurs facteurs :

Le comportement des entreprises, orienté sur la reproduction du système et sa survie à long terme dans un contexte de concurrence impitoyable, tolère un niveau de rentabilité très inférieur à celui des entreprises occidentales. L'appareil industriel du Japon, sophistiqué, flexible et performant, a bénéficié, pour les équipements comme pour les procédés, de tant d'investissements, matériels, humains et organisationnels, qu'il pourrait fonctionner des années sur sa lancée, sans être affecté par une baisse éventuelle des investissements productifs.

Son portefeuille technologique, qu'il s'agisse des technologies de base, des technologies appliquées ou des « produits technologiques » (2), confère à l'économie japonaise un net avantage dans le domaine des technologies stratégiques (mémoires, matériaux nouveaux, biotechnologies...) et de la maîtrise des nouveaux produits.

Sa force de frappe financière reste considérable et lui donne les moyens de couvrir les prêts consentis aux grandes banques, de poursuivre ses stratégies de réajustement à l'intérieur (par exemple, par des mesures de relance) et de redéployer sur les marchés internationaux.

ÉQUILIBRE • L'excédent commercial, culminant à des sommets historiques, montre en outre à quel point l'économie japonaise tire parti de ses avantages et compense la contraction de la demande intérieure par une pression accrue sur la demande internationale. Le niveau global de l'emploi, qui est

un indicateur économique autant que le cours de la Bourse ou le taux de l'inflation, reste enfin très élevé, faisant de la cohésion sociale, ainsi maintenue, un instrument privilégié de mobilisation économique.

Ce potentiel de réactivation (qui tient aux comportements sociaux, industriels, technologiques, financiers et commerciaux), s'appuie d'autre part sur des structures macro-économiques originales et performantes. L'organisation économique du Japon se caractérise d'abord par un dualisme structurel entre l'économie « abritée », orientée principalement vers le marché intérieur, et l'économie « exposée », confrontée à la concurrence mondiale. La productivité est très faible dans l'économie « abritée » (secteur des services, de la distribution...), très forte dans l'économie « exposée » (essentiellement le secteur manufacturier).

Mais c'est paradoxalement la faiblesse de la productivité de l'économie « abritée » qui en fait toute l'efficacité : maintien de l'emploi et des équilibres sociaux, concurrence par la diversité et la qualité du service. Pour l'économie « abritée », l'industrie manufacturière, orientée principalement vers le marché intérieur, est à la fois la source de la productivité. Mais, là encore, ce n'est pas tout le secteur manufacturier qui présente une productivité exceptionnelle. L'industrie manufacturière américaine reste globalement plus productive que son homologue japonaise : la chimie de base, par exemple, est moins productive au Japon ; la sidérurgie (notamment la production des aciers très spéciaux) est à peu près équivalente à son homologue européenne.

La productivité japonaise est concentrée sur une partie seulement du secteur manufacturier (et de ses secteurs), représentant autour de 15 % de l'économie globale du Japon : micro-électronique, robotique, matériaux nouveaux... Il s'agit de la partie stratégique de l'économie japonaise, regroupant des activités à forte valeur ajoutée, des industries à forte intensité techno-

logique et largement engagées dans la compétition mondiale.

Chacun de ces trois secteurs, soumis à une logique qui lui est propre, a une fonction spécifique : - Le secteur manufacturier « stratégique », véritable avant-garde industrielle et technologique, a pour fonction de développer des avantages compétitifs et de les faire jouer sur le marché mondial, constituant ainsi un excédent commercial.

- Le secteur manufacturier « non stratégique » a pour fonction de maintenir, dans le cadre d'une concurrence plutôt intérieure, des métiers, des savoir-faire industriels et des capacités de production locale, complétant ainsi la gamme des activités.

- Le secteur « abrité », non productif, a pour fonction de stabiliser l'emploi, de préserver l'environnement social, en augmentant la variété des prestations et la qualité des services.

LOGIQUES • Il ne faut donc pas confondre performance et productivité indifférenciées. Ce modèle, plutôt de type socio-économique, organisé autour de ces trois secteurs, soumis à des logiques différentes et à une inégalité de développement, possède un niveau de performance globale élevé qui se traduit dans le potentiel de réaction dont dispose le Japon en temps de crise.

(1) On distingue activité (construire des automobiles par exemple) et métier (emboutissage, assemblage...). Si l'activité soumet l'organisation à une logique de produit, le métier, constitué de savoir-faire, de techniques, de technologies, la soumettent à une logique d'évolution permanente des processus de production. Ils évoluent à un rythme beaucoup plus rapide et valent pour plusieurs activités.

(2) Il s'agit de technologies vendues comme des produits.

(*) Professeur au Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprise (CERC).

هك نام النجل

PERSPECTIVES

LA PROVINCE JAPONAISE AMORTIT LA CRISE

L'abri caché de Kochi

Pauvre, enclavée, vieillie, privée depuis longtemps de ses ressources traditionnelles, cette région contestataire compte sur les appuis politiques de son nouveau gouverneur afin d'obtenir les infrastructures nécessaires pour rompre son isolement

KOCHI de notre envoyé spécial

Avec ses tramways, ses marchés matinaux et sa vie ralentie, Kochi (trois cent vingt mille habitants), capitale du département du même nom dans la partie sud de l'île de Shikoku, paraît loin du Japon « battant » dans les affaires de la « crise ». Éloignée des grands centres urbains, Tokyo et Osaka, Kochi n'a pas été touchée par la « houle monétaire » ni par son « dégonflement ». Kochi est l'exemple de ces régions « abritées » de l'archipel, en raison même de la faiblesse de sa productivité : cet arrière-pays assure aussi les équilibres sociaux.

« La récession consécutive au dégonflement de la bulle monétaire se fait sentir dans les grandes villes, commente Shinichi Yoshimura, PDG de la banque de Shikoku, la troisième de l'île, et président de la chambre de commerce locale. Ici, il n'y a pas eu de spéculation foncière et nos succursales à Tokyo et Osaka sont restées prudentes. Aussi obtenons-nous sans problème le taux prudentiel de 8 % exigé par la Banque des règlements internationaux. »

EXODE • Bien que cette statistique ne transparaît guère dans la vie quotidienne, Kochi est une des préfectures les plus pauvres du Japon : l'antépénultième pour le revenu par habitant. « C'est une région où l'on préfère traditionnellement boire du saké qu'épargner », plaisante Shinichi Yoshimura. Elle a vieilli (16,5 % de la population ont plus de soixante-cinq ans), en raison d'un exode important des jeunes : 40 % des diplômés partent pour les

grandes villes. « Plus d'un tiers de la population de la préfecture vit à Kochi même, alors que trente-trois des cinquante-trois communes, soit 63 %, sont en voie d'arrêt », ajoute-t-il. Avec cent seize habitants au kilomètre carré, la population est l'une des plus « clairsemées » de

Kochi est restée enclavée entre ses montagnes et l'océan Pacifique.

l'archipel. Dans une préfecture dont 84 % de la superficie sont couverts de forêts et dont les côtes courent en arc de cercle sur plus de 700 kilomètres, du cap Ashizuri à l'est au cap Muroto à l'ouest, le bois et la pêche ont été les grandes ressources. Or ces deux activités sont en recul : la forêt est devenue trop chère à exploiter et, la valorisation du yen aidant, les importations ne sont plus rentables ; quant à la pêche, elle ne profite plus guère à la région : les bateaux déchargent leurs prises aux abords des grandes concentrations urbaines sans donner naissance à une industrie locale de transformation des produits de la mer.

Aujourd'hui, les services représentent 72 % du revenu de Kochi : une part est constituée par le tourisme, grâce au pont qui relie depuis 1987 le Shikoku à Honshu,

l'île principale de l'archipel. Alors que les autres préfectures du Shikoku, Ehime au nord-ouest et Tokushima au nord-est, se sont développées dans la mouvance d'Hiroshima, pour la première, d'Osaka, au sud, pour la seconde, Kochi est restée enclavée entre ses montagnes et l'océan Pacifique.

L'industrie reste embryonnaire. Si le fondateur du conglomérat (*zaibatsu*) Mitsubishi, Yataro Iwasaki (1834-1885), est originaire de Kochi, le groupe s'est « ingrat », disent les habitants : il a bondi une région dont l'esprit contestataire semble avoir rebuté les industriels. Les deux banques et le groupe de presse local sont les premiers contribuables de la préfecture : bien que Mitsubishi y ait récemment installé une usine de composants électroniques, Kochi n'attire toujours pas les entrepreneurs.

Au siècle dernier, pourtant, le fief de Tosa (actuellement département de Kochi) fut l'un des plus prospères du pays, en raison d'une gestion à la fois moderniste et auto-

ritaire de l'économie locale, et le creuset des idées nouvelles qui allaient faire basculer le Japon dans les temps modernes. Les habitants de Kochi disent volontiers qu'ils ont hérité de ce passé un esprit d'opposition au pouvoir central : les syndicats y sont forts et, depuis vingt ans, Kochi réélit le même député communiste à côté de deux conservateurs et d'un membre du parti bouddhiste.

EXCEPTION • Un jeune gouverneur, Daijiro Hashimoto, ancien journaliste de la chaîne de télévision nationale NHK et frère d'un ex-ministre des finances, cherche à désenclaver la région et à négocier avec les syndicats, arc-boutés sur leurs avantages acquis, des compromis plus attrayants pour les entrepreneurs.

A quarante-quatre ans, sans carrière dans la bureaucratie des collectivités locales, passage quasi obligé pour accéder aux fonctions de gouverneur, Daijiro Hashimoto est une exception. Ce sont des com-

merçants qui sont venus le chercher alors qu'il venait d'être limogé de la NHK pour avoir été trop complaisant dans la couverture de la campagne électorale de son frère.

« Il faut aussi développer les infrastructures, notamment les routes. »

« Le problème de Kochi, comme de tous les départements du Japon, dit-il, c'est qu'une région faible doit faire face à un État fort. L'autonomie locale est très réduite. De plus Kochi est dans une sorte de cul-de-sac, fermé par le Pacifique. Il faut profiter de cette situation et ouvrir une porte sur l'océan. Un port, qui sera l'un des plus grands du Japon est en préparation. Il faut

aussi développer les infrastructures, notamment les routes, afin de rélier Kochi aux nouveaux ponts qui seront jetés sur la mer Intérieure (séparant Shikoku du Honshu). Il faut enfin donner plus de possibilités aux jeunes de terminer leurs études ici : une fois partis, ils ne reviennent plus. »

Pour concrétiser ses idées, Daijiro Hashimoto a un atout, sur lequel il reste discret, mais dont ses électeurs ont parfaitement compris l'importance : son frère, « jeune turc » du parti conservateur qui sera peut-être un jour à la tête du gouvernement. Depuis la disparition de Shigeru Yoshida (1878-1967), le grand premier ministre de l'après-guerre, un « enfant de Kochi » qui dirigea cinq gouvernements dans une période particulièrement délicate pour le Japon, la région était un peu orpheline, sans lien privilégié avec la capitale. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Ph. P.

Les robots de Fukuoka

FUKUOKA de notre envoyée spéciale

Même en train à grande vitesse, Fukuoka est bien loin du centre névralgique du Japon. Six heures au moins depuis Tokyo. La préfecture de l'île méridionale de Kyushu n'est que la huitième ville du Japon en termes de population. Sur l'île, le prix des terrains à usage industriel est l'un des plus bas du Japon (moins de 30 000 yens le mètre carré, contre plus de 100 000 à Tokyo), et Fukuoka ne compte pas parmi les 26 régions choisies, selon la loi de 1983, pour devenir des « technopoles ».

Cependant, la municipalité de Fukuoka préfère le développement du tourisme, des échanges culturels, des services et du commerce, à l'industrie lourde. La « ville de l'Asie-Pacifique » ainsi qu'elle s'est proclamée en 1990 (c'est le point le plus proche du continent), ne produit que 1,2 % du PIB japonais. Pourtant, et cela ne surprendra pas du Japon, la région de Fukuoka abrite l'une des usines de robotique les plus performantes du monde : Yaskawa Electric Corporation, qui fabrique des robots industriels, et dont les ventes annuelles ont atteint 1,7 milliard de dollars au cours de l'exercice clos le 20 mars 1992.

Producteur de matériel électrique lourd et de moteurs, Yaskawa est surtout le numéro un japonais pour la fabrication de robots industriels. « Ici, les robots fabriquent des robots », proclame-t-on à l'entrée de l'usine de Kitakyuehu. Des robots qui, vendus à 80 % au Japon et 40 % à l'étranger, sont utilisés principalement dans l'industrie automobile pour le montage des véhicules.

Un créneau peu porteur, à l'heure actuelle, puisque, au Japon, les constructeurs automobiles ont été parmi les premiers touchés par le retournement de conjoncture. De 500 robots par mois, la pro-

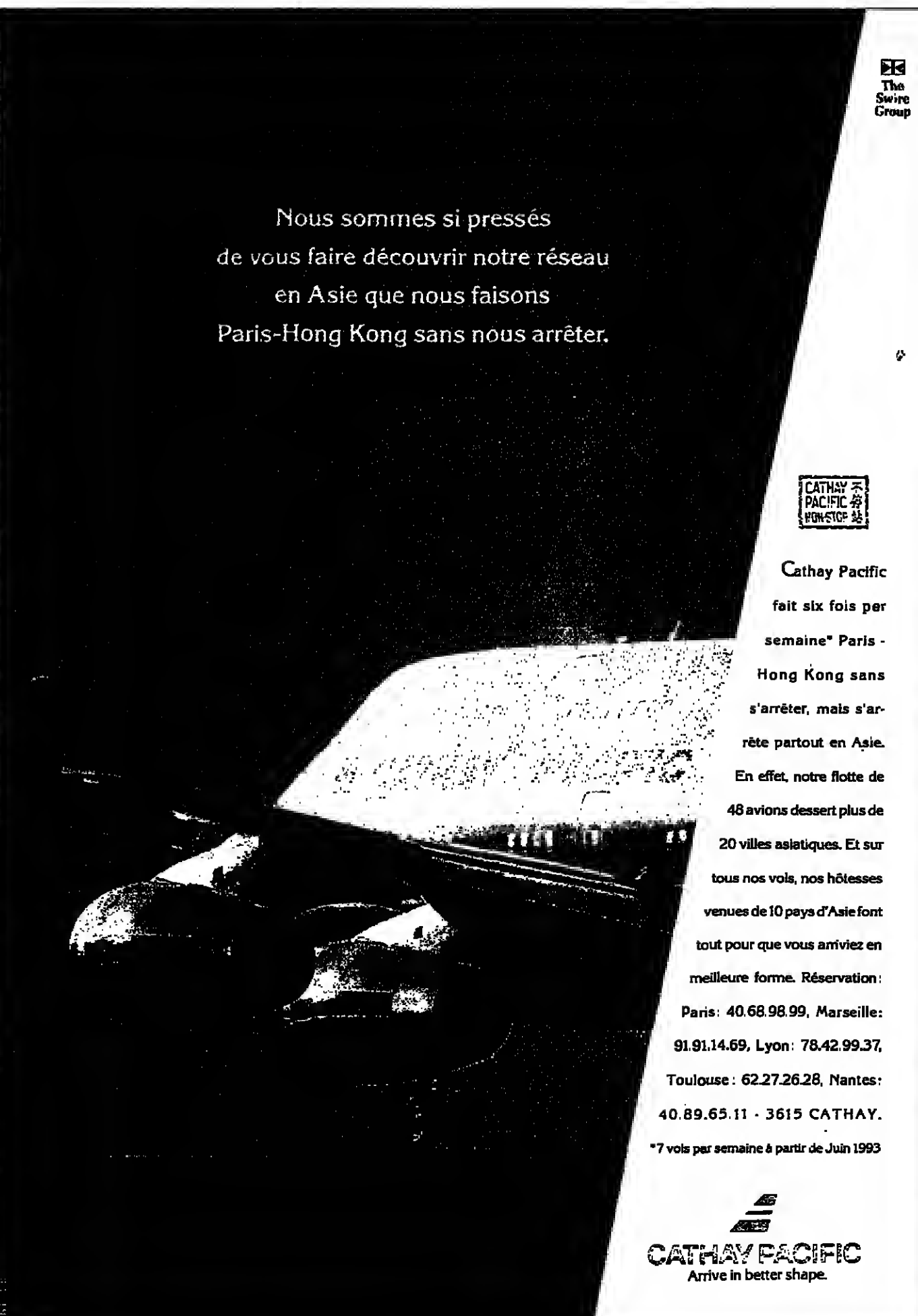
duction est récemment tombée à 300. Dans le centre de production de Kitakyuehu, des centaines d'ingénieurs, les hommes en blouse jaune, les femmes en blouse rose, occupent les lieux. Bien que les ventes aient fortement chuté, les dépenses de recherche et développement n'ont pas diminué, assurent les responsables de Yaskawa. Pour l'instant, pas de licenciement non plus à Kitakyuehu. Comme ailleurs au Japon, on joue sur la réduction des heures supplémentaires et le redéploiement vers les activités les moins touchées par la crise. Au cours de l'année fiscale 1992, close le 20 mars dernier, les ventes ont diminué de 1,4 %, mais le bénéfice net de 96,3 %, tombent à 139 millions de yens (7 millions de francs).

RÉPONSE • Lors de l'exercice 1993, qui s'achève à la fin du mois, la chute des ventes sera bien plus marquée. Diminuer les coûts afin d'augmenter la productivité, orienter la production sur les secteurs les plus porteurs, associer certaines activités de recherche avec celles d'autres entreprises nationales et étrangères, renforcer le réseau de vente en Europe, « développer agressivement de nouveaux produits », selon les termes du rapport annuel de 1992 : telle a jusqu'à présent été la réponse des dirigeants du groupe. Mais sans réduction des coûts de recherche et développement, cette stratégie aura bientôt trouvé ses limites.

Courber le dos sous la tempête, attendre que le climat soit redevenu un peu plus clément dans la région de Tokyo et chez les principaux constructeurs automobiles, paraît être pour l'instant l'unique option de Yaskawa. En conséquence, l'entreprise joue avec tout le prudence et a décidé de remettre à plus tard un projet d'investissement en Europe.

Françoise Lazare

Nous sommes si pressés de vous faire découvrir notre réseau en Asie que nous faisons Paris-Hong Kong sans nous arrêter.



CATHAY PACIFIC
Arrive in better shape.

Cathay Pacific
fait six fois par semaine* Paris - Hong Kong sans s'arrêter, mais s'arrête partout en Asie. En effet, notre flotte de 48 avions dessert plus de 20 villes asiatiques. Et sur tous nos vols, nos hôtesses venues de 10 pays d'Asie font tout pour que vous arriviez en meilleure forme. Réservation : Paris: 40.68.98.99, Marseille: 91.91.14.69, Lyon: 78.42.99.37, Toulouse: 62.27.26.28, Nantes: 40.89.65.11 - 3615 CATHAY. *7 vols par semaine à partir de Juin 1993

مكتبة النجف

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

My tailor n'est plus riche

Suite de la page 29

Puis viennent une dizaine de grosses écoles (Télélangues, IFG Langues, Formalangues, Linguacom...) au chiffre d'affaires supérieur à 20 millions de francs; enfin quelque 80 écoles dont le chiffre d'affaires dépasse les 5 millions de francs, et une infinité de petites.

Les périodes du traité de Maastricht, une conjoncture qui ne cesse de se dégrader, et voilà les budgets de formation, désormais consacrés en priorité à des enseignements immédiatement

rentables pour l'entreprise. Tout le secteur de la formation est aujourd'hui touché, et les langues au premier chef. Aucun des 300 chefs d'entreprise interrogés par l'Agefos-PME Ile-de-France dans son dernier baromètre n'envisageait d'organiser de formations en langues dans les douze mois à venir. «Aujourd'hui, les entreprises limitent les cours aux besoins immédiats et urgents, essentiellement aux cadres supérieurs», constate Jean-Pierre Van Deth, président du salon Expolangues.

Pour les écoles de langues,

le temps sont durs. En 1992, même le géant Berlitz a vu son chiffre d'affaires stagner, et le nombre de cours qu'il dispense diminuer de 5 %. «En moyenne, les chiffres d'affaires ont baissé de 10 %, mais parfois de beaucoup plus. Certaines écoles ont dû fermer», déplore Philippe Marc. Les structures les plus légères bradent leurs formations, les grandes écoles consentent des remises de 10 % à 15 %.

«Sur ce marché en stagnation, on ne peut s'accroître qu'au détriment des autres», com-

mente Patrick Morel, directeur de Berlitz France. «C'est la bagarre. Certains rendent l'heure de cours à 180 francs, en payant leurs profs sous les minimes de la convention collective. Pour le client, c'est le jeu du simple ou du double», s'insurge Ingrid Fousat, directrice d'IFG Langues.

Pour survivre, les écoles doivent non seulement accroître leur effort commercial, mais encore s'adapter aux nouvelles exigences des entreprises. Définir gratuitement un plan de formation, fournir, des bilans pédagogiques individuels à la fin de ceux-ci.



Courtes, «pointues», individualisées, les formations nouvelles ne doivent ponctionner qu'un minimum le précieux temps de travail des cadres. «Les entreprises ont tellement dégraissé que les salariés qui restent n'ont plus de temps pour se former: ce manque de disponibilité nous pénalise ou moins outout que la baisse des budgets», poursuit Philippe Marc.

MODULES • Incités à prendre davantage sur leurs loisirs pour se former, les salariés privilégiés le font, et apprécient que les professeurs viennent jusqu'à leur bureau. Le cours idéal est également teinté de culture, afin d'adopter un comportement adéquat dans les négociations commerciales. «Nous proposons un module de 20 heures pour apprendre les bases du savoir-vivre chinois», explique Gabrièle Viessmann, directrice d'un centre Formalangues. Il est bien utile de savoir que, là-bas, on croche après le repas pour montrer qu'on a apprécié.

La «conduite de réunions en anglais», ou la «construction d'un exposé à la mode anglosaxonne» ont remplacé l'anglais de monsieur Tout-le-Monde.

«Nous donnons des cours de russe scientifique à des ingénieurs du CNRS, des cours d'anglais boursier par téléphone à des salariés de Paribas», détaille Christine Mestre, de Forum Accord. Le hic, c'est que ces cours très spécifiques, qui demandent de lourdes préparations, sont beaucoup moins rentables pour les écoles.

D'autant que, dans le même temps, les entreprises développent l'apprentissage-maison, installant leurs propres centres de formation multimédias. «Vu le prix de l'heure de cours, et surtout le nombre d'heures nécessaires, même un investissement de 100 000 francs est très vite rentabilisé», admet le président d'Expolangues. Sans compter la souplesse d'utilisation de ces médiathèques, que chacun fréquente lorsqu'il en trouve le temps.

«Nous ouvrons bientôt un centre de formation individualisé dans chaque établissement en France», note Wiveca Berglund, responsable de la politique des langues chez Renault. C'est pour nous la seule façon de dispenser en 1993 les 238 000 heures de

formation en langues rendues nécessaires par notre accord avec Volvo. Un marché qui file pour les écoles, même si elles sont toujours sollicitées lorsqu'il s'agit de trouver des animateurs.

Les stages «en immersion» à l'étranger, le plus souvent dans des écoles anglaises (lire encadré), censés accélérer l'apprentissage, portent également préjudice aux centres de formation.

Une fois l'école anglaise connue, les entreprises françaises se passent d'intermédiaire. Certaines multinationales tirent désormais profit de leur structure pour assurer à leurs cadres une double formation, professionnelle et linguistique.

Chez le franco-britannique GEC Alstom, des échanges ont lieu entre jeunes ingénieurs français et anglais. Renault envisage de développer les stages chez son partenaire Volvo, pour combiner l'apprentissage de l'anglais et celui des méthodes des travaux suédoises. Ou l'art d'apprendre une langue sans cesser de travailler.

Pascal Krémer

Oxford Street désertée

LONDRES
de notre envoyée spéciale

Une école d'anglais, un pub... Tout le long d'Oxford Street, l'une des principales artères commerçantes de Londres, alternent ces deux types de commerces particulièrement fréquentés par les touristes. Londres, véritable Macquie des écoles de langues. Il y a en Angleterre 250 écoles reconnues par le British Council, 50 à Londres. Mais si l'on inclut celles qui ne sont pas régulièrement inspectées par le British Council, on en dénombre environ 200 rien qu'à Londres. «Elles ne sont pas toutes dans la capitale», déclare Richard Walker-Arnott, directeur de l'association des écoles d'anglais reconnues (ARELS). Le chiffre d'affaires des six ou sept plus grandes dépasse les 80 millions de francs.

Toujours selon Richard Walker-Arnott, l'enseignement de l'anglais représente pour l'Angleterre une manne annuelle de 8,5 milliards de francs.

La moitié de ces écoles dispensant des cours pour les business people, salariés envoyés par leur entreprise. Et, comme en France, la période actuelle n'est pas faste. Les chiffres d'affaires des écoles ont régressé de 10 % en moyenne en 1992. Les départements pour «professionnels», qui représentent souvent un quart du chiffre d'affaires des écoles, ont souffert plus que les autres, avec des chutes d'activité de l'ordre de 20 %.

«Les difficultés datent de la guerre du Golfe: les Japonais ont brutalement cessé de venir en Europe. Puis la crise économique s'est accentuée», résume Richard Walker-Arnott. En 1991, nous avons trouvé des clients dans d'autres pays. Mais, depuis 1992, la récession est générale... Les dirigeants d'écoles parlent désormais sur l'ouverture de nouveaux marchés (l'Europe de l'Est, mais surtout l'Extrême et le Moyen-Orient) et espèrent bénéficier de la récente dévaluation de la livre.

toujours environ 20 % des élèves, devant les Italiens, les Allemands, les Espagnols et les Japonais. «Les Français aiment les cours du groupe, qui donnent l'occasion de rencontrer des hommes d'affaires de tous pays», explique Jsn Cappar, directrice du marketing international de la Pitman School of English. «Leur principal problème, ils manquent de confiance; ils n'osent pas parler.»

Au Regent Language Training Centre, Michael Bundy, directeur des études, précise: «Ils sacrifient moins leurs vacances que les Espagnols et les Italiens, et viennent surtout dans l'urgence, pour une remise à niveau rapide après une mutation professionnelle.» «A l'heure que la durée du séjour est généralement de deux semaines, les Français ne restent en moyenne qu'une semaine», réchérît Christopher Newman, de la London School of English. Pas de temps à perdre dans les pubs...

P. K.

Le Monde EDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LOTTO SAMEDI 6 MARS 1993

10 910 615 F

146 681 F

8 515 F

159 F

15 F

LOTTO SAMEDI 6 MARS 1993

RESULTATS OFFICIELS

12 16 20 28 35 37 27

21 528 340 F

194 535 F

8 050 F

174 F

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements achats

maisons individuelles

ILE DE RÉ

SAINT-MARTIN-DE-RÉ

Partoutier vend maison de pays rénovée comprenant: entrée, salle à manger (avec cheminée), cuisine, salon, cabinet de toilette (avec wc), A l'étage: deux chambres, suite de bain, wc, placard, cuis. d'été, Terrasse, jardin. Studio au fond du jardin avec suite d'eau et wc.

T. (0) 47-51-18-98 (p. 19 h)

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-55-17-50

locaux commerciaux

Locations

CYRNE D'ENHÉNEN

A louer dans imm. NEUF.

BUREAUX-ENTREPRISES.

Acès aux pontons, Champs 2.450.000 F. Lait de crème stérilisé.

2 t. m. m. T. 48-28-10-30

propriétés propriétés

ACTIM SARRO IMMOBILIER PROVENCE

Vous invite dans les Salons du

«MÉRIDIEN MONT-PARNASSE»

SAMEDI 27, DIMANCHE 28 MARS 1993

de 10 heures à 21 heures

Afin de vous présenter LES DEMEURURES DE PROVENCE, DRÔME, LUBÉRON

84110 VAISON-LA-ROMAINE

TÉL. 90-28-82-83

SAINT-PAUL-DE-VERCE

Propriétaire vend MAS PROVENCAL de caractère, 230 m² habitables, terrain 3 500 m². Gd séjour, cheminée, 4 ch., 3 b., cuisine, cave, sous-sol (50 m²), nombreuses prestations. Jardin à l'arrière, installations prévues pour piscine et pool-house. Proche écoles et commerces. 10 mn aéroport Nîmes.

Tél. 04-77-02-88-07

TOURS

Plein centre, près halles, part. vend maison de caractère 2 niveaux, 160 m² hab., 2 caves voûtées, terrasse 20 m², cour. 12 m².

Tél. (0) 47-51-23-94

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP

reel. appart. vides ou meublés du studio au 7 P.

Pour CADRES, ORIENTANTS de SOCIÉTÉS et BANQUES.

47, rue VANEAU, Paris-7

Tél. 42-22-89-70

viagers

16- LIMITE 7.

70 m² copropriété 1 site hms 490 000 F + rmt 2 800 F

FRANCE IMMO 45-57-80-81

18- MALETTE, 115 m², standing occupé 82 ans - 1 440 000 F + rmt - 42-65-07-57

locations non meublées offres

Région parisienne

82 NEUILLY-SUR-SEINE

11 DE LA JATTE

T. 57, en p.d.ch. Dne livr. 3 ch. m. 5 000 + charges.

T. 45-25-32-52

82 SEVRES, Grande-Rue

3 P. dans imm. standing avec parking, 6 190 F C.E.

T. 45-25-32-52

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Chargeurs résultats 1992

(en millions de francs)	1992	1991	% de variation 1992/1991
Chiffre d'affaires	10 080	10 267	- 1,8 %
Marge opérationnelle	357	314	13,7 %
Résultat avant amortissement de goodwill et éléments extraordinaires	365	246	48,4 %
Bénéfice net	724	366	97,8 %
Bénéfice net par action (en francs)	115,20	60,14	91,6 %

Chargeurs a nettement amélioré ses résultats en 1992, par rapport à 1991. Le résultat avant amortissement des écarts d'acquisition et éléments extraordinaires augmente de près de 50 %. Le bénéfice net, qui intègre une plus-value nette de 410 millions de francs réalisée sur la vente de 12,9 % d'UTA, passe de 366 millions à 724 millions de francs.

La progression des résultats est principalement due au redressement du secteur Textile qui dégage un bénéfice net de 193 millions de francs, contre une perte de 30 millions l'année précédente. Dans le secteur Communication, les performances de BSKyB continuent d'être très satisfaisantes. Depuis janvier 1993, le rythme de bénéfice opérationnel a dépassé le million de francs par semaine.

La détérioration de l'environnement économique européen, qui a eu des conséquences sensibles sur les résultats de la deuxième partie de l'année 1992, se poursuit début 1993.

CHARGEURS

Chargeurs - 5, boulevard Malesherbes 75008 Paris

OPINIONS

LIVRES

Transition et héritage à l'Est

Ce sont surtout les atouts reçus du passé qui déterminent la situation actuelle des différents pays ex-socialistes

L'EUROPE DE L'EST DU PLAN AU MARCHÉ de Marie Lavigne Liris, 191 pages, 39 F.
LES MUTATIONS ÉCONOMIQUES À L'EST de Jean-Pierre Brissac et Jean-François Peretti-Watel, 197 pages, 75 F.
ÉCONOMIES DE L'EST EN TRANSITION : CRITÈRES DE COMPARAISON d'Anita Tiraspolky et Gérard Wild, Masson, coll. « travaux de l'IFRI », 122 pages, 105 F.

TOUTE transition se fait avec l'héritage du passé. La tentative de passage des pays ex-socialistes du plan au marché a, dans une première phase, donné lieu à une riche littérature d'économistes ultra-libéraux qui découvraient un nouveau champ, très vaste, d'expérimentation pour leurs théories. Voici venu, avec ces trois ouvrages, le temps d'une utile réflexion sur le poids de l'héritage et des réalités socio-économiques dans les difficultés des mutations en cours (1).

Avec le retour de la démocratie à partir de 1989, l'Europe de l'Est et l'URSS devaient rapidement abandonner l'économie centralisée planifiée et réintégrer l'économie mondiale : cette opinion généralement partagée au lendemain de la chute du mur de Berlin, a été depuis largement démentie. Le passage d'une économie centralisée planifiée à une économie de marché s'est avéré partout plus long, plus difficile et plus coûteux que prévu.

Les causes ? Le caractère inédit de telles transitions comme l'incertitude des nouveaux dirigeants peuvent être invoqués. Sous-estimées, certaines particularités des économies centralisées planifiées pèsent aussi beaucoup. C'est l'intérêt principal du livre de Marie Lavigne, professeur de sciences économiques à l'université de Pau, que de le souligner.

Spécialiste des économies est-européennes et soviétiques, Marie Lavigne y rappelle le mode de fonctionnement du système socialiste de type soviétique imposé dans toute la région. Il s'appuyait sur trois

principes : un parti unique, la propriété d'Etat et la planification centralisée. Il se traduisait par une réalité plus complexe, avec notamment « une économie parallèle semi-légale ou illégale, appuyée sur la corruption et le détournement des biens d'Etat à des fins personnelles (...), un surcroît chronique dans les entreprises, assimilable à du chômage caché... une inflation réprimée s'exprimant dans une épargne forcée ». Bref, un système qui a conduit, malgré des tentatives de réformes multiples, à un échec économique total.

Le passage au marché se heurte, de ce fait, à des obstacles souvent inattendus. Exemple : les experts occidentaux appellent à une privatisation rapide des entreprises d'Etat. Ils découvrent, sur place, que l'entreprise d'Etat — dans sa conception de nos économies capitalistes développées — n'existe pas. La « grande entreprise communiste consulaire », rappelle Marie Lavigne, un ensemble social qui peut se comparer très approximativement aux grandes entreprises familiales de type proto-capitaliste, tels les maîtres des forges dans la France du début du siècle, assurant à son personnel toutes les prestations sociales (logement, crèche, cantine, approvisionnement alimentaire, vacances...).

VALEURS • Autre point : l'économie de marché passe par une acceptation collective des règles du jeu. Comme le souligne l'auteur, « l'économie parallèle a habillé des populations entières à vivre sans valeurs morales ».

Dans ces conditions, s'il a eu une certaine actualité en 1990-1991, le débat sur le rythme de la transition — « gradualisme » ou « thérapie de choc » — évoqué aussi dans le livre de Jean-Pierre Brissac et Jean-François Peretti-Watel, professeurs d'économie, apparaît aujourd'hui moins important. A l'Est, il y a maintenant des économies « mixtes, dans un sens nouveau », selon Marie Lavigne, des économies qui « conservent durablement et contre la volonté expresse de leurs dirigeants des séquelles de l'ancien régime ».

La transition semble cependant plus facile dans certains pays que dans d'autres. Deux autres spécia-

listes de la région, Anita Tiraspolky, chargée de recherches de l'IFRI, et Gérard Wild, chef de département au CEPIL, proposent dans leur ouvrage une démarche complémentaire originale. Ils ont tenté d'appréhender à travers une batterie de cinquante-deux indicateurs sociaux, politiques et économiques la capacité relative des pays d'Europe centrale et orientale à s'engager dans la voie de l'économie de marché, intellectuellement séduisante, l'approche se heurte à des difficultés méthodologiques importantes (la pertinence de certains critères est contestable et à une pénurie de statistiques fiables gênante en la matière).

De leur travail cependant, une Europe de l'Est à plusieurs vitesses se dégage. Un premier groupe est composé de la Pologne, de la Hongrie et des Républiques tchèque et slovaque, et, un peu en retrait, de la Bulgarie. Ces pays avaient des prédispositions à l'économie de marché dont ils ont su tirer parti. Même s'ils n'ont pas encore totalement construit les institutions d'une économie de marché — aucun en particulier n'a encore mis en place un nouveau système complet de protection sociale — ils amorcent pourtant aujourd'hui le début d'une reprise. La Roumanie et les républiques de l'ex-URSS ont en revanche de lourds handicaps dans la course au marché.

Plus que ces conclusions, relativement attendues, l'intérêt du travail d'Anita Tiraspolky et de Gérard Wild réside dans les données réunies ici et qui amènent à une connaissance plus fine de la région. On y apprend par exemple que la Bulgarie a des atouts inattendus : un réseau téléphonique dense (le plus dense de la région), un secteur privé déjà relativement étendu, etc.

Le passé aide à comprendre les inerties du présent. Sur l'Est, ces trois livres sur la transition en cours y contribuent chacun à leur manière. Du passé, aucune société ne fait jamais table rase.

Erik Izraelwicz

(1) A signaler aussi : *Les économies socialistes européennes, crises et transition*, Xavier Richet, Armand Colla, 191 pages, 69 F.

A quoi servent les dividendes ?

Des études récentes permettent de mieux approcher les politiques de dividende des entreprises

LA POLITIQUE DE DIVIDENDE DES ENTREPRISES de Michel Albouy et Pascal Dumouy, PUF, Collection « Finance », 220 F.

VOILA un ouvrage qui ne devrait pas laisser indifférents les Français qui s'intéressent à la Bourse. En 178 pages, deux chercheurs de l'université Pierre-Mendes-France de Grenoble dressent un panorama complet des diverses théories économiques qui cherchent à expliquer les politiques de dividende des entreprises, et des études empiriques qui tentent de les valider.

Il y a encore trente ans, le politique des dividendes restait un mystère, éclairé seulement par le modèle d'« ajustement partiel » de Liotier, qui semblait montrer empiriquement que la plupart des actionnaires préfèrent un dividende raisonnablement stable. Les théoriciens se heurtaient au théorème de Modigliani-Miller qui montre que, sur un marché financier parfait, en l'absence d'impôt et avec des chefs d'entreprise qui cherchent à maximiser la richesse des actionnaires, la politique de versement de dividende n'a aucun effet sur la valeur des actions, car l'acte de dividende est équivalent à l'acte de plus-value. Quel que soit le niveau des dividendes, la richesse des actionnaires est inchangée.

Depuis lors, trois courants de recherche ont fait progresser notre compréhension du rôle économique des dividendes en examinant

divers traits des marchés qui s'analysent comme des « imperfections » du modèle théorique des marchés financiers parfaits.

Le premier a tenté de justifier les politiques de dividende par des effets de clientèles fiscales. Les gains en capital étant taxés différemment des dividendes, on pouvait penser que certains actionnaires préféreraient avoir des revenus sous forme de dividendes, d'autres sous forme de gains en capital. En France par exemple, grâce à l'avoir fiscal, le taux d'imposition des dividendes est négatif tant que le taux marginal d'imposition de l'investisseur est inférieur à 33 % ; en revanche, il dépasse celui des gains en capital si le taux marginal d'imposition de l'investisseur est supérieur à 45 %.

Toutefois, divers instruments financiers permettent d'échapper à la taxation des dividendes (par exemple les SICAV de capitalisation en France) et on retrouve ainsi une certaine neutralité fiscale. Les études empiriques donnent d'ailleurs des résultats contradictoires : on ne sait pourquoi les actionnaires semblent apprécier les dividendes et pourquoi les entreprises ont distribué.

INFORMATION • Le renouveau de la théorie économique depuis 1970, fondé sur l'économie de l'information, a permis d'avancer une deuxième courant d'explication plus fructueux. Partant de l'observation que les dirigeants des entreprises sont mieux informés que les investisseurs sur l'avenir de l'entreprise, le versement des dividendes est apparu comme un signal sur la

qualité future de l'entreprise. La crédibilité de ce signal est justement due à son coût d'émission, qui résulte du différentiel d'imposition entre dividendes et gains en capital, d'une part, et frais d'émission d'actions nouvelles pour compenser la perte d'autofinancement, d'autre part.

Le signal est crédible dans la mesure où le coût marginal d'émission est plus faible pour les entreprises qui ont les perspectives les plus favorables. Les études empiriques semblent confirmer le rôle de signal sur les bénéfices futurs joué par les dividendes et, par suite, leur impact rationnel sur la valorisation des actions.

Le troisième type d'explication a été recherché dans les problèmes que rencontrent les actionnaires pour motiver les dirigeants à agir dans l'intérêt des actionnaires. Le versement de dividendes importants limite la discrétion des dirigeants en obligeant les entreprises à faire plus fréquemment appel au marché financier, dont l'attitude fournit une évaluation de la qualité de gestion. Bien sûr, cela peut conduire à des conflits avec les détenteurs d'obligations qui voient leur risque s'accroître.

La subtilité des arguments invoqués et l'absence d'une théorie intégrée conduisent les auteurs à des conclusions justement prudentes. Il reste que les ratios dividendes/cours donnent un bon indicateur des taux de rentabilité futurs et peuvent servir de signal d'achat ou de vente pour une gestion de portefeuille à long terme.

Jean-Jacques Laffont

Robert Triffin est mort

Le père spirituel de l'écu

Expert de renommée internationale dans le domaine monétaire, Robert Triffin, décédé le mardi 23 février, a été l'un des pères du système monétaire européen et de l'écu, seuls capables de contrebalancer la domination du dollar.

par PAUL MANDY (*)

Né à Lessines (Belgique) le 5 octobre 1911, Robert Triffin était à la fois un homme de science et un homme d'action. Professeur émérite à l'université Yale, aux Etats-Unis, professeur invité, après son départ, à l'université catholique de Louvain — qui fut d'ailleurs le berceau de ses activités scientifiques — il était également un expert de renommée internationale en questions monétaires, depuis l'union européenne de paiements jusqu'au système monétaire européen, et à ce titre il a été conseiller monétaire et financier de dizaines de pays.

Auteur de nombreux ouvrages et de centaines d'articles scientifiques, il a fait sensation par son livre intitulé *Gold and the Dollar Crisis: The Future of Convertibility* (1) où il a prédit, dès 1960, l'inévitable effondrement du système monétaire international de Bretton-Woods. Cette prédiction était, soulignons-le, fondée sur la démonstration théorique de la défectuosité intrinsèque — et non seulement gestionnaire — de ce système monétaire international « politisé » par la domination du dollar dans le cadre d'un système à l'échelle de change-or devenu étalon-dollar.

En effet, dans une économie de plus en plus mondialisée et en expansion fondamentale, le mécanisme de création de liquidité internationale par une monnaie nationale, entraînant la détérioration progressive des réserves nettes de cette nation, si puissante qu'elle soit, devait saper, par la spéculation, la confiance dans le dollar et aboutir finalement à l'inconvertibilité de celui-ci, ce qui s'est produit en août 1971.

Le système de Bretton-Woods comportait aussi une autre faiblesse majeure quant au fonctionnement du Fonds monétaire international. Après la guerre, l'Europe, démunie et sans monnaie internationale, est retombée dans l'état des échanges bilatéraux destructeurs du commerce international. Certes, le plan Marshall était là, mais le FMI, émanant du plan White et non du plan Keynes, avait un sérieux défaut au sujet de l'organisation des paiements multilatéraux.

Comme ses crédits étaient accordés en monnaies nationales, il ne s'agissait que de crédits bilatéraux transitant par le Fonds, sans aucun pouvoir de création de crédit. Aussi fallait-il remédier à cette situation par la création originale de l'union européenne de paiements. C'est Robert Triffin qui en a présenté le plan dès 1949 (2) et en a été la cheville ouvrière. Par ailleurs, dans son ouvrage *Europe and the Money Muddle: From Bilateralism to Near-Convertibility, 1947-1956* (3), il décrit la transition de cette Europe du « bilatéralisme triomphant » de l'immédiat après-guerre à la « compensation multilatérale des déficits et des surplus bilatéraux ». En Robert Triffin, homme de science et homme d'action sont entrés en symbiose dès cette époque-là.

Reconstitution d'un système

Depuis l'effondrement du système monétaire international de Bretton-Woods, Robert Triffin s'est donc engagé dans la reconstitution d'un nouveau système monétaire international libéré de la défaillance majeure de celui de l'étalon de change-or, consistant dans la privation exorbitante d'une monnaie nationale, accordée institutionnellement aux Etats-Unis, ce qui le rendait finalement dysfonctionnel.

Mais le régime des taux de change flottants qui a suivi Bretton-Woods dès 1973 est devenu encore plus dysfonctionnel : il a, par sa nature même, entraîné la spéculation d'une manière gigantesque et ininterrompue à l'échelle du monde, tout en augmentant d'une manière écrasante, au lieu de les amortir, les déficits externes américains. Il a opéré aussi la discontinuité des espaces nationaux et continentaux et, par là, a empêché la transmission et la convergence des conjonctures spatiales en créant l'instabilité permanente des économies non seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace. Ceux qui ont eu la chance d'être proche de Robert Triffin savent qu'il en souffrait véritablement en toute son humanité.

Si l'on voulait résumer, avec ses propres paroles et en une seule phrase, la vision monétaire de Robert Triffin, on pourrait dire que, au lieu d'un système monétaire international, — expression que les Américains continuent d'utiliser si spécieusement, — nous vivons actuellement dans un « non-système », voire dans un scandale monétaire international. Plusieurs de ses récents articles en traitent explicitement (4). Aussi

a-t-il travaillé sans ménager ses efforts pour la réforme fondamentale des relations monétaires internationales en vue de les restituer en un « système », seul capable d'assurer la fonctionnalité de l'espace international monétaire et, partant, réel.

Deux grands axes le dirigeaient dans cette tentative de réforme fondamentale. D'abord les conclusions du Comité des vingt, dont les éléments essentiels, élaborés en 1974 après dix ans d'intenses discussions et négociations au plus haut niveau, gravitaient autour du renforcement du FMI, créateur des liquidités vraiment internationales sous forme de droits de tirage spéciaux, ceux-ci devenant la principale réserve internationale en remplaçant l'or et les devises nationales. Le comité prévoyait aussi des taux de change fixes, réajustables, ainsi que des processus d'ajustement symétriques dans le règlement des déficits internationaux, tout en insistant sur l'élimination des déséquilibres dans le flux des capitaux et sur leur orientation vers les pays en développement.

Multilatéralisation des échanges

Ensuite, il a en quelque sorte systématisé ces éléments dans ce que l'on appelle couramment le « plan Triffin ». Celui-ci, tout en puisant dans le plan Keynes, l'a dépassé en montrant ses imperfections majeures (5). Mais ce plan est également fondé sur la multilatéralisation des échanges internationaux et sur le banking principle appliqué à l'échelle mondiale grâce au pouvoir de création autonome du « bancar », monnaie universelle, par les soins du FMI. Celui-ci serait appelé à devenir une sorte de banque centrale mondiale exerçant approximativement les mêmes fonctions dans l'économie internationale que le système bancaire dans une économie nationale.

Face au blocage radical d'une telle réforme fondamentale dès 1985 par le Groupe des dix lors de sa rencontre au sommet de Tokyo, Robert Triffin a énergiquement réagi par un merveilleux témoignage dans le *U.S. Congressional Summit* de 1985 (6), et il a réorienté ses énergies vers la promotion du système monétaire européen et vers le développement de l'écu, il croyait en effet que l'union monétaire de l'Europe communautaire serait capable de constituer un « pouvoir compensateur » face à la domination du dollar.

Au cours des années 80, Robert Triffin a pressenti les immenses transformations qui vont bouleverser l'Europe centrale et orientale. Dès 1985, il participe très activement à l'organisation des rencontres scientifiques entre économistes de l'Est et économistes de l'Ouest dans le cadre de la Fondation Szrak à Budapest. Cette initiative, devenue depuis lors la Fondation Robert Triffin-Szrak et se référant à la philosophie de l'union européenne de paiements, ne cesse de préconiser l'institution d'une union est-européenne de paiements dans le chaos économique qui règne actuellement dans cette partie de l'Europe. Dès maintenant, elle lui rend hommage, le plus bel hommage qu'on puisse rendre à un président disparu.

Cependant, au-delà du scientifique de renommée internationale et de l'homme de l'union monétaire de l'Europe communautaire, Robert Triffin nous apparaît aussi comme un homme de grande humanité, pour son esprit de simplicité et de tolérance, mais, avant tout, pour son engagement inconditionnel pour la paix du monde. Il aimait citer un passage de Kant emprunté à son essai philosophique *Vers la paix perpétuelle*, portant sur « un système de crédit [qui] confère à l'argent une puissance dangereuse ; c'est, en effet, un trésor tout prêt pour la guerre... ». D'après Robert Triffin, c'est Kant « qui fut le premier à dénoncer l'étalon de change-or, dès 1795 ». C'est, en effet, à dénoncer le ravage de ce système pour en construire un autre plus humain qu'il a consacré toute sa vie.

(1) Yale University Press, 1960.

(2) Cf. Robert Triffin, « An Economist's Career: What? Why? How? » *Banca nazionale di Lavoro Quarterly Review*, n° 138, sept. 1981, p. 246.

(3) Yale University Press, 1957.

(4) Evoquons l'article de Paul Fabra intitulé « Le scandale monétaire international », *Le Monde* daté 22-23 mars 1992. Cf. dans le même sens, *Banca nazionale di Lavoro*, sept. 1987.(5) Cf. « Une tardive autopsie du plan Keynes de 1943 : mérites et carences », par Robert Triffin, in *Keynes aujourd'hui : théories et politiques*, études coordonnées par Alain Barrère, chap. 27, p. 513-521, Economica et Macmillan, 1985.

(6) « Exchange Rates and the Dollar, Testimony before the U.S. Congressional Summit on Exchange Rates and the Dollar », Washington DC, 12 novembre 1985.

(*) Professeur émérite à l'université catholique de Louvain.



Ne courez plus tous
Allez droit au but : e

Debat : quelles priorités pour la relance ?

Il faut relancer l'activité économique. Tout le monde est d'accord. Mais comment ? Faut-il, comme le préconisent André Fourcans et les tenants de l'orthodoxie monétaire à tout prix, continuer à privilégier la lutte contre l'inflation, en espérant qu'à terme la rigueur paiera en termes d'emploi ? Faut-il au contraire, comme le recommande Claude Pierre-Brossolette, ancien directeur du Trésor et président du Crédit lyonnais, rompre avec les préjugés et les tabous pour donner clairement la priorité au dynamisme et à la lutte contre le chômage ? Une opinion de plus en plus partagée par des experts et des chefs d'entreprise, inquiets des risques de rupture sociale.

DEPUIS une dizaine d'années, la plupart des nations développées ont prouvé d'une capacité grandissante à maîtriser leur taux d'inflation. L'arme utilisée est partout la même. Des taux d'intérêt « réels » élevés, voire très élevés. Assez hauts en tout cas pour déprimer l'activité économique. Cela pèse sur les marges bénéficiaires, ce qui incite les dirigeants d'entreprise à compresser leurs coûts et fait apparaître un chômage qui détend le marché du travail, entraînant une modération des revendications salariales. Or, la monnaie du pays intéressé fléchit, les taux d'intérêt élevés poussent le taux de change vers le haut, ce qui ajoute à l'efficacité de la purge.

La crise économique des dernières années a pour principale origine cette volonté légitime de réduire les taux d'inflation. Les phases de basse conjoncture ne sont plus accidentelles, elles sont organisées. L'efficacité des taux d'intérêt, c'est-à-dire de la politique monétaire, pour « stabiliser » une économie est connue depuis longtemps. On peut décrire les mécanismes de cette politique avec des centaines de pages ou l'ennoblir en parlant de défense de la monnaie et du pouvoir d'achat. Il demeure que réduire le taux d'inflation, et le résultat n'est jamais définitivement acquis, passe par une médication rude sur le plan social.

Ce qui est nouveau, c'est l'utilisation systématique et généralisée de cette politique. Si les gouvernements ont, enfin, osé l'employer pour contrer l'inflation, c'est que les gouvernés l'ont tacitement acceptée. Cette plus forte allergie du corps social à l'inflation tient à deux facteurs, le vieillissement et l'enrichissement.

Réflexes d'une population vieillie

Quand une population compte surtout des salariés jeunes et pauvres, cas de la France dans les années 50, du Brésil maintenant, ce sont leurs préoccupations qui comptent. Ils ne pensent pas à leur épargne, ils n'en ont pas, et peu à leur retraite. Ils veulent des augmentations de salaires même inflationnistes, car ils bénéficient en fait ou en droit de la surindexation du SMIC. Ils sont même favorables à l'inflation si, c'est souvent le cas, ces « jeunes » salariés se sont endettés pour acquiescer un logement.

Les réflexes s'inversent pour une population vieillie et enrichie. Beaucoup ne sont plus endettés mais détiennent une épargne liquide. Ils n'aiment pas qu'elle

se déprécie par l'inflation et la apprécient au plus haut point une forte rémunération (voir le succès de nos SICAV monétaires). Ils aspirent à la stabilité et craignent que leurs retraites, peu ou mal indexées sur les grands dévaluations nationales en monnaie courante, ne souffrent d'un environnement inflationniste. Cela dit, pourquoi, parmi les nations de niveau de vie et de structures sociales comparables, des taux d'inflation de même ordre de grandeur sont-ils accompagnés de taux de chômage très différents ?

En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France, les taux d'inflation sont actuellement de l'ordre de 2 %, et au Japon un peu moins. Mais les taux de chômage divergent fortement. Ils sont d'environ 10 % pour la France et le Royaume-Uni, de 7 % pour les Etats-Unis et de 2 % pour le Japon. Sans doute certains pays sont-ils considérés par nature comme plus inflationnistes que d'autres. Encore que dans ce domaine les choses changent avec le temps. Qui se souvient de ce que dans les années 60 le taux d'inflation était au Japon près du double de celui des Etats-Unis et de l'Allemagne et sensiblement supérieur à celui de la France et de la Grande-Bretagne ?

En vérité, la meilleure corrélation que l'on puisse trouver avec la résistance de l'inflation au chômage se trouve dans le niveau de protection sociale et l'importance du secteur public. Ce que la corrélation statistique apporte, le bon sens le confirme. Les salariés du secteur public ont un emploi quasi garanti et la protection sociale atténue le drame du manque d'emploi. La modulation salariale ne s'obtient donc qu'avec un nombre de sans-travail plus élevé. Aussi parle-t-on dans des pays comme la France de chômage structurel. Cette situation risque de devenir dangereuse. Une masse d'actifs au travail légèrement décroissante va-t-elle accepter longtemps de financer l'ensemble de la protection sociale dont bénéficie une masse d'intéressés rapidement croissante ? Une pyramide est plus stable quand elle repose sur sa base que sur sa pointe.

La réponse à cette situation n'est pas de diminuer la protection sociale. Ce n'est ni possible ni même souhaitable. Cette lourde solidarité fait partie de notre paysage culturel. Ce qu'il faut, tout en limitant les abus et les excès, c'est en assurer le financement par une activité économique suffisamment vigoureuse. On parle beaucoup de défense de la monnaie, de défense de l'écologie, de défense du projet européen, de celle de la protection sociale. C'est bel et bien mais un peu frileux. C'est oublier aussi que la meilleure défense se trouve souvent dans l'offensive.

Aujourd'hui, bien faible apparaît la voix de ceux qui plaident pour le mouvement et le dynamisme. La sociologie de notre pays ne porte pas spontanément au retour à la croissance. Mais un problème posé est déjà en partie résolu. Si l'on explique en outre aux intéressés qu'une multitude de prudenances individuelles conduit à une grande imprévoyance collective, erreur fréquente en économie, ce ne sont pas nos concitoyens les plus âgés, c'est-à-dire aussi les moins irresponsables, qui le comprendront le plus mal.

Et puis, comme l'a écrit un auteur anglais : « Les Français sont habitués à remédier à tous leurs défauts par de l'enthousiasme. » Le moment est peut-être venu de faire à nouveau preuve de cette qualité, que l'on nous reconnaît non sans quelque condescendance, et de faire sauter quelques-uns des tabous et des préjugés qui entravent notre économie.

Le retour des vieux démons

par ANDRÉ FOURCANS (*)

FAUT-IL relancer ? Les exhortations pour ce faire sont de plus en plus nombreuses. Pourtant la relance, est en cours. Du moins la relance conjoncturelle. Le déficit du budget de l'Etat a grosso modo doublé en 1992 par rapport à 1991 pour atteindre près de 3 % du PIB, ce qui n'est pas rien. N'est-ce pas de la relance ?

La création monétaire eut augmenté en 1992 à un rythme d'environ 6 %, soit le maximum de la fourchette-objectif choisie par les pouvoirs publics l'année dernière, contre 0,5 % en 1991 (1). N'est-ce pas la relance ? Dans cette optique, faut-il malgré tout baisser les taux d'intérêt ? Oui. Mais ce n'est pas à la Banque de France de le faire, tant serait grand le risque qu'elle laisse ainsi filer la création de monnaie et relance... l'inflation.

Pousser aujourd'hui à la relance traditionnelle relève donc de l'erreur de diagnostic. L'économie française n'est pas en déflation. C'est en 1991 que la situation tant budgétaire que monétaire, surtout monétaire, était notablement plus (trop) stricte. Relâcher davantage attiserait le flambée des prix, avec toutes ses conséquences néfastes sur la croissance et l'emploi.

Ce serait une faute qui ne manquerait pas d'hypothéquer l'avenir, même si une telle stratégie était susceptible de créer un semblant d'euphorie dans le court terme. Et elle pourrait annihiler des années de douloureux efforts pour enfin contenir l'inflation dans des limites raisonnables. Les Français seraient-ils à ce point réfractaires à la stabilité des prix qu'ils veulent retourner à leurs vieux démons inflationnistes ?

Il est faux de croire que l'inflation crée de la croissance et des emplois. Les coûts de la hausse des prix sont plus importants que d'aucuns semblent le croire. En particulier, l'incertitude qu'elle engendre ralentit la croissance, comme maintes études l'ont montré. Alors, ne reste-t-il qu'à se résigner et à considérer qu'il n'y a rien à faire pour sortir l'économie de son atonie sans créer l'inflation ? Fort heureusement non. Il faut d'abord maintenir une inflation basse et stable, et ce de façon durable, pour en récolter les fruits en matière de croissance et d'emplois. Il faut ensuite prendre des mesures de fond. La vraie relance doit être la conséquence d'une action sur les structures de notre économie et non sur la situation conjoncturelle.

Comme une large majorité s'accorde pour le demander aujourd'hui, il conviendrait de baisser nos taux d'intérêt. Fort bien. Mais les Allemands nous en empêcheraient avec leur politique monétaire restrictive. L'emissage du franc dans le système monétaire européen (SME) lie pour une bonne part notre gestion de la monnaie, et donc nos taux d'intérêt, à

celle de notre voisin d'outre-Rhin. Sortir du SME serait alors le sésame ? Nous ne le pensons pas. Cette sortie permettrait de baisser les taux d'intérêt (du moins ceux à court terme, mais pas forcément ceux à long terme, les plus importants en matière d'investissements), mais au prix d'une création monétaire eue et, de là, dans quelques mois, d'une inflation accélérée. Avec l'accélération de la hausse des prix et des anticipations d'inflation, les taux d'intérêt ne monqueraient pas de remonter sans doute assez vite, peut-être très vite, tant la sensibilité des marchés en ces domaines est à fleur de peau. Sans compter l'accroissement de la « prime de risque » qui pousserait aussi les taux français à la hausse.

Résultat ? Au mieux un coup d'épée dans l'eau pour ce qui concerne les taux, au pis des taux plus élevés, une inflation accrue et une belle recrudescence en matière de crédibilité internationale de la France. Bien sûr, on pourrait rétorquer qu'avec une politique économique rigoureuse, surtout du côté de la gestion de la monnaie, il n'y aurait pas de risque de dérapage inflationniste, même si le franc n'appartient plus au SME. Mais alors la Banque de France serait contrainte de mener une politique de taux d'intérêt soutenus indispensable au contrôle de la croissance monétaire tant que l'inflation n'aurait pas encore diminué. Dans ce cas, pourquoi sortir du SME ?

Accroître l'épargne

Faut-il dans ces circonstances attendre que l'Allemagne consente à baisser ses taux ? Cette stratégie ne nous semble pas non plus judicieuse tant une baisse des taux allemands paraît peu probable. La croissance monétaire de notre voisin carole à un rythme de quelque 10 % l'an alors qu'elle était supposée ne pas dépasser 5,5 % en 1992, et que les objectifs affichés par la Bundesbank pour 1993 sont de 4,5 % à 6,5 %. Dans cette perspective, et connaissant l'allergie des Allemands au dérapage monétaire et à l'inflation, on ne voit pas comment ils accepteraient de diminuer leurs taux (du moins de façon significative) et donc de laisser encore davantage filer leur stock de monnaie.

Pouvons-nous alors baisser les taux de notre propre chef ? Oui, mais à plusieurs conditions. En premier lieu, une baisse saine et durable des taux exige la conduite d'une politique monétaire rigoureuse, et qui le demeure dans la durée, afin de maintenir l'inflation et les anticipations effrénées dans des limites étroites. L'engagement officiel des responsables économiques actuels et surtout à venir sur une telle stratégie serait d'une utilité majeure pour rassurer les milieux internationaux et entraîner une diminution de la prime de risque appliquée aux taux français. Annoncer, haut et fort, et prendre

l'engagement formel et les mesures crédibles pour assurer l'autonomie de la Banque de France serait à cet égard d'une importance majeure.

En deuxième lieu, la baisse des taux exige un accroissement significatif de l'épargne, surtout de l'épargne longue des Français. Pour cela, il conviendrait d'abord de réduire le déficit des finances publiques. D'aucuns prétendent que ce déficit reste raisonnable comparé à celui de certains de nos voisins. Mais c'est oublier que la France est parmi les grands pays industrialisés celui où la pression des prélèvements obligatoires est la plus élevée. Le même déficit à chez nous des conséquences plus graves que chez nos partenaires.

Des mesures fiscales importantes en faveur de l'épargne longue paraissent aussi nécessaires, telles que de larges déductions fiscales des revenus épargnés à long terme et une réforme fiscale de fond pour diminuer les taux marginaux d'imposition. Il va sans dire que des actions de ce type impliquent un contrôle strict du train de vie de l'Etat et, plus généralement, de ses dépenses, afin de diminuer à la fois sa part dans le revenu national et le déficit du budget de la nation. Voilà les vraies mesures nécessaires à une baisse en profondeur de nos taux d'intérêt. Et pour stimuler à la fois la croissance et l'emploi, sans créer d'inflation. Mais elles exigent patience et endurance et un pouvoir politique possédant à la fois des nerfs d'acier et la durée dans l'action.

(1) En glissement, moyenne du 4^e trimestre 1991 par rapport à la moyenne du quatrième trimestre 1990 ; c'est sur cette moyenne que sont établis les objectifs monétaires.

(*) Professeur d'économie et finances à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC).



21-28 avril Ne courez plus tous les salons. Allez droit au but : à Hanovre.

Rassembler un maximum d'informations en un minimum de temps, est-ce possible ? Oui, si vous allez à la HANNOVER MESSE 93. Vous y découvrirez la gamme la plus large du monde des techniques industrielles. Vous y rencontrerez 6 000 exposants originaires de 50 pays qui vous aideront à faire le point sur le marché actuel. Un seul voyage à Hanovre vous évitera bien des déplacements inutiles au cours de l'année !

Automatisation	Technique d'entraînement	Energétique électrique	Energie et environnement	Systèmes d'installation pour les bâtiments
Eclairage	Réalisation d'ensembles industriels et matériaux	Outils et équipements d'ateliers	Sous-traitance	Recherche et technologie

Le plus grand salon industriel du monde

Contact : Deutsche Messe AG, Succursale en France de la Foire de Hanovre, 5, rue de Stockholm, 75008 Paris - Tél. : (1) 43.87.69.83 - Télécopie : (1) 42.93.43.23



**HANNOVER
MESSE '93
21 - 28 AVRIL**

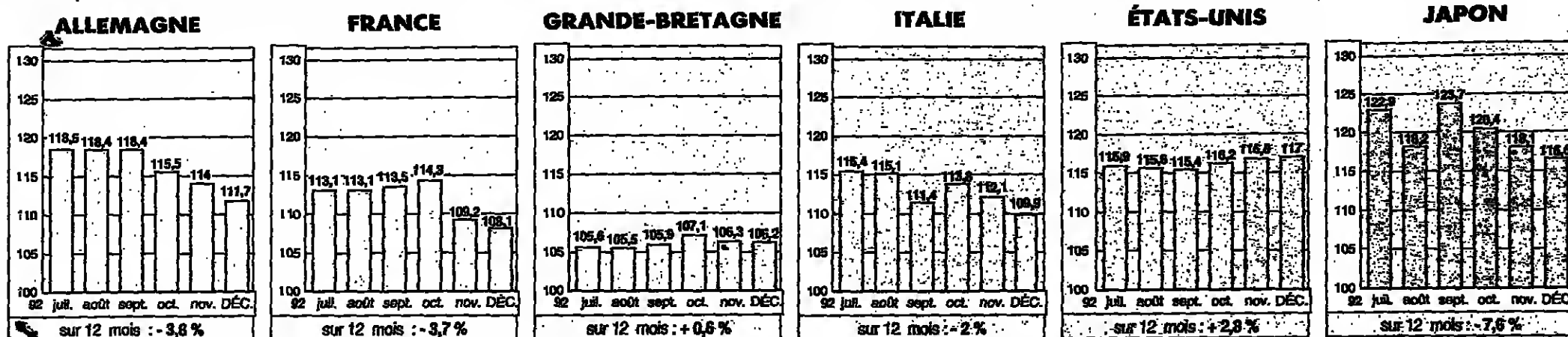
CONJONCTURE

Le décalage conjoncturel entre les Etats-Unis et le reste des grands pays industriels s'est accentué en 1992. Sortie de la récession depuis près de deux ans, l'économie américaine a enclenché un redressement lent mais certain. La demande intérieure progresse, grâce notamment à une reprise soutenue des investissements productifs (+ 8 % en volume depuis le dernier trimestre 1991) et des logements (+ 14 %). Les dépenses de consommation, moins dynamiques, se sont accrues de 3,3 % l'an dernier. Bien qu'elle hausse de 2,8 %, la production industrielle nationale est demeurée insuffisante pour satisfaire ce surcroît de demande, provoquant ainsi un gonflement des importations de marchandises (10 % en volume en un an).

INDICATEUR • La production industrielle

La reprise étouffée

Les partenaires commerciaux des Etats-Unis, notamment les Européens, n'en ont, malgré tout, guère profité. Après un léger rebond en début d'année dernière, les productions se sont repliées, affichant en décembre de mauvais résultats, souvent les pires depuis dix ans.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Europe occidentale

Récession générale

Après deux années d'une conjoncture avariée de croissance, les signes de récession qui partout se sont exprimés en Europe ont hâlé le diagnostic qui prévalait jusqu'à récemment : la reprise de l'activité, attendue depuis dix-huit mois, ne paraît plus à portée de main des économies d'Europe occidentale. Malgré les bonnes nouvelles venues des Etats-Unis, l'avalanche de données médiocres émanant de la Communauté européenne suscite en effet de nouvelles inquiétudes. On évoque de plus en plus les dépressions caractéristiques des fins de cycle de prospérité mises en exergue par l'économiste Koozratiloff, tant il devient évident que les effets récessifs aujourd'hui en œuvre ne disparaîtront pas d'eux-mêmes dans de brefs délais.

En novembre, la production industrielle de la CEE s'inscrivait à la baisse de 2,5 % par rapport à son niveau d'il y a douze mois. Suivie en décembre de replis importants dans la plupart des grands pays européens, cette dégradation devrait finalement avoir dépassé 3 % au cours de l'année 1992, effaçant ainsi trois ans de pénible ascension. Déjà peu remplis, les carnets de commandes des entreprises se sont sensiblement égarés ces derniers mois, et les perspectives des chefs d'entreprise sont aujourd'hui plus basses que lors de la guerre du Golfe, il y a deux ans.

L'emploi subit de même une dégradation sévère depuis l'automne. Les dégraissages d'effectifs jusqu'alors essentiellement localisés dans l'industrie se propagent au secteur des services, créant les conditions d'un gonflement rapide du nombre de chômeurs. Pour autant, les portes d'emplois enregistrées ne suffisent pas encore à faire apparaître les gains de productivité nécessaires à un assainissement progressif de la situation des entreprises. Ce constat préfigure mal l'évolution à venir du marché du travail européen : le taux de chômage de la Communauté, après avoir augmenté d'un point en 1992 (de 9 % à 10 % de la population active), pourrait en conséquence s'élever plus rapidement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent au cours des prochains mois.

Le diagnostic ne fait plus de doute aujourd'hui : l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France, qui représentent les sept dixièmes du produit intérieur brut de la CEE, ont amorcé une récession brutale au cours du dernier trimestre de l'année dernière. Ailleurs en Europe, le constat n'est que peu différent. En Grande-Bretagne, les effets de l'abaissement de près de cinq points des taux d'intérêt depuis le mois de septembre se diffusent au compte-gouttes sur l'économie réelle : au dernier trimestre 1992, le produit intérieur brut britannique a progressé de 0,2 % grâce à une légère amélioration de la production pétrolière mais stagnait dans le reste de l'économie. Dans les pays du

Benelux, encore récemment mieux portants que leurs voisins, l'activité marque le pas et risque là aussi de basculer rapidement en récession compte tenu de la dépendance de ce bloc vis-à-vis de l'Allemagne.

Sans doute la situation serait-elle moins préoccupante si l'Europe avait pu se sortir du mauvais pas monétaire dans lequel elle s'est enfoncée à la fin de l'été dernier. Mais tel n'est pas le cas. La faillite du SME, les dévaluations en chaîne de la livre sterling, de la lire, de la peseta, de l'escudo et de la livre irlandaise se sont traduites par une dégradation sévère des conditions financières dans nombre de pays. Le niveau des taux d'intérêt à court terme, compris entre 11 % et 13 % depuis six mois maintenant en France, en Italie et en Espagne, constitue au fil des jours une menace de plus en plus sérieuse.

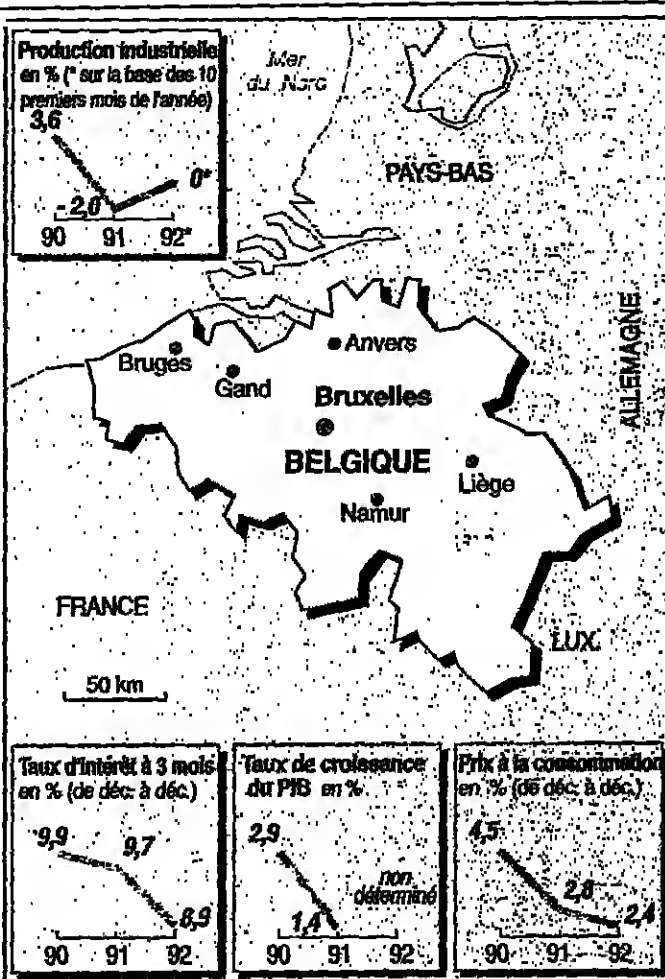
On a beau s'attendre à ce que les autorités monétaires allemandes abaissent à nouveau leurs taux d'intérêt, comme elles l'ont fait début février, cela ne suffit plus à lever les inquiétudes. Dans le contexte de restrictions salariales et budgétaires qui se dessine outre-Rhin pour les deux années à venir, la récession allemande pourrait ne s'en trouver que très peu atténuée en 1993. En outre, rien n'assure qu'une baisse des taux en Allemagne autoriserait les autres pays d'Europe continentale à assouplir leur politique monétaire assez vite pour restaurer leur croissance d'ici l'été prochain : lorsqu'en février la Bundesbank a effectivement abaissé ses taux directeurs, aucun pays du SME, à l'exception de ceux du Benelux, n'a pu suivre le mouvement faute d'une atténuation des tensions sur le marché des changes.

La perspective d'une détente impulsée par la Bundesbank serait plutôt aujourd'hui un facteur de risques dès lors qu'elle suscite un regain artificiel des places boursières, sans rapport avec les résultats de l'économie réelle.

Dans un tel contexte, l'initiative européenne de croissance, prise en décembre dernier par les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE lors du sommet d'Edimbourg, n'aura qu'un effet mineur sur la conjoncture de 1993. Le financement de grands projets d'infrastructure (dont le montant est limité à 5 milliards d'écus), bien qu'important à moyen terme, n'est guère en phase avec l'impératif conjoncturel actuel de la Communauté.

Face à l'inefficacité des tentatives de coordination européennes, les initiatives nationales ont le vent en poupe et sont de jour en jour plus sollicitées. Leur mise en place provoquera sans doute d'importants remous et risque de remettre en cause le calendrier européen. Cette voie est-elle pour autant incontournable ?

Véronique Riches
Economiste au Crédit
d'Equipe des PME



PAYS • La Belgique

Menaces sur le franc

ENGAGÉE activement dans une restauration de sa compétitivité extérieure à partir de 1982, la Belgique avait pleinement tiré bénéfice de ses efforts à la fin des années 80. L'abandon de l'indexation des salaires et le vote d'une loi visant à obliger les partenaires sociaux à préserver la compétitivité extérieure du pays se sont montrés fort efficaces. Le déficit commercial, qui atteignait 7 % du PIB en 1981, disparaît à partir de 1986 : les gains de parts de marché dopent les exportations et provoquent un exceptionnel rebond des investissements productifs. Une croissance plus forte que chez les partenaires au cours du dernier tiers de la décennie entraîne une baisse rapide du taux de chômage. Parallèlement, l'assainissement des finances publiques porte ses fruits : la limitation des dépenses permet de ramener progressivement le déficit budgétaire de 13 % du PIB en 1980 à 5,8 % en 1989. Ces succès soutiennent la politique de change. En juin 1990, l'annonce de la décision de rattacher le franc belge aux devises les plus fortes du SME, à elle seule, donne un vigoureux élan à la monnaie, assimilée sans difficulté au bloc mark-florin-österreich. Simultanément, le différentiel de taux d'intérêt à court terme avec l'Allemagne disparaît, puis s'inverse.

La Belgique semble avoir coconsolidé l'arrimage de sa monnaie au mark au cours des mois récents. A peine affectée par les turbulences monétaires de l'ou-

tonne, elle a conservé une situation de change confortable par rapport à l'Allemagne et a pu profiter pleinement des baisses des taux d'intérêt de la Bundesbank et réduire de 1,5 point les taux d'intérêt à court terme au cours du dernier semestre.

Pour autant, l'économie belge traverse depuis deux ans une dépression, comme celle des autres pays industrialisés. Le PIB a augmenté de 1,5 % en 1991, la production industrielle a stagné en moyenne l'an dernier. Le taux de chômage, de 9 % début 1990, est passé à 12,5 % aujourd'hui. Le processus d'assainissement structurel a été interrompu par ralentissement de l'activité. Le déficit public, revenu à 6,4 % du PIB en 1991, pourrait avoir approché 7 % l'an dernier. La dette publique, une des plus élevées de la CEE, dépassait 110 % du PIB en 1991 et s'est sans doute encore alourdie l'an passé. Cette dérive pourrait s'accroître dans les prochains mois et contraindre les autorités à abandonner leur objectif de respect des normes de Maastricht à l'horizon 1996.

Ces perspectives rendent plus aléatoire la stabilité du franc belge dans le SME, même si on le juge aujourd'hui assez intégré à la zone mark pour éviter tout affaiblissement. Les troubles suscités par les changements constitutionnels récents pourraient ainsi avoir un écho notable sur les marchés des changes.

V. R.

SECTEUR • Le papier

Déchirure

« Par son ampleur comme par sa durée, cette crise est la plus grave de ces vingt dernières années », assure le président de la Confédération française de l'industrie des papiers, cartons et celluloses (Copicel), François Blondot. En 1991, déjà, le prix de la pâte à papier de référence (la pâte chimique de résineux) était tombé à moins de 500 dollars la tonne, son plus bas niveau depuis la crise des années 30 (« le Monde de l'économie » du 14 avril 1992). Depuis, les cours ne se sont pas redressés et stagnent aux alentours de 450-460 dollars, contre 840 en 1989. Contrairement aux pronostics, la grève des ouvriers de la province de Colombie-Britannique, au Canada, à l'été 1992, n'a provoqué ni pénurie ni hausse des prix, les acheteurs américains ayant trop largement anticipé.

En Amérique du Nord, en effet, la reprise économique a été trop tardive et limitée pour résorber les surcapacités de production et empêcher une nouvelle dégradation des résultats des groupes papeteriers. Une dégradation évaluée à 21 % en moyenne l'an dernier par le cabinet Dean Witter Reynolds, cité par le magazine *Business Week*. Les investissements massifs et des coûts de production très bas ont toutefois permis aux exportations américaines de croître de 7 % sur les neuf premiers mois de 1992. Cependant, 1993 s'annonce meilleur : les analystes tablent désormais sur une hausse des profits de 19 %.

Au Japon aussi, la récession a lourdement affecté les groupes papeteriers, les poussant à la restructuration ou au rapprochement : Daishowa Paper MFG s'est lancée dans des cessions d'actifs pour se désendetter, Jujo Paper Co. et Sanyo-Kokusaku ont annoncé leur fusion pour le 1^{er} avril prochain, Oji Paper Co. et Kansai Paper pour le 1^{er} octobre, pour devenir respectivement *numeros un et deux* de l'archipel (« le Monde » du 16 juillet 1992).

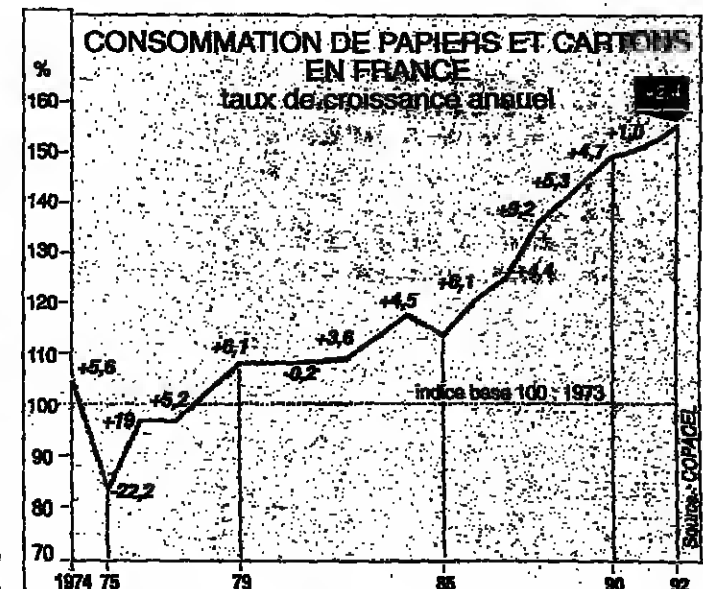
A l'exception des Pays-Bas, où les trois groupes nationaux viennent de fusionner (« le Monde » du 10 février), l'Europe n'a pas connu de ces chambardements. La conjoncture, pourtant, y a été et y

demeure exécrable. En Scandinavie, elle est même « la plus mauvaise que [la] branche ait connue au cours des trente à quarante dernières années », précisait à la Tribune Desfosses, fin décembre, Lars Aake Helgeson, le président du premier groupe papeter suédois, Stora. C'est ainsi que, en 1992, « la production des pâtes à papier a accusé un recul de près de 2 % par rapport à 1991, tandis que la production de papiers et cartons enregistrait une très légère augmentation (0,3 %) », selon la Skogsindustrierna, l'Association suédoise des fabricants de pâtes et de papiers.

« Avec les dévaluations de leurs monnaies, assure pourtant François Blondot, Suédois et Finlandais sont en train de s'offrir une nouvelle jeunesse, baissant leurs prix pour conquérir des parts de marché. » Revigorée, leur concurrence s'annonce particulièrement rude pour le dernier carré des pays à monnaie forte, Allemagne et France notamment. En France, la bonne tenue de la consommation (+2,4 % en 1992) est annulée par une chute moyenne des prix - tous produits confondus - de 20 % sur trois ans. Les groupes papeteriers ont perdu, ensemble, de 2 à 3 milliards de francs l'an dernier, selon les estimations de la Copicel.

L'an dernier, la production française a progressé de 4,8 %, atteignant 2,6 millions de tonnes de pâte et 7,67 millions de tonnes de papiers et cartons, pour un chiffre d'affaires de 32,8 milliards de francs et 28 350 salariés. Les exportations, favorisées par de nouvelles capacités de production, ont progressé de 12,9 %, permettant de réduire de plus d'un milliard de francs le déficit extérieur de la branche. Une performance qui pourrait ne pas se reproduire : face à cette « apparition brutale de distorsion des conditions de concurrence », vigoureusement dénoncée par la Copicel, l'assainissement de la Confédération, qui prévoit une croissance de 1 % du marché français en 1993, estime que la crise actuelle de surcapacités de production et de guerre des prix ne sera pas réellement résorbée avant 1994 ou 1995.

Pierre-Angel Gay



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.